

En 2004

Nous avons dégagé un revenu net record et augmenté de 26 % le dividende trimestriel versé à nos actionnaires.

Nous avons concentré nos efforts sur la personnalisation du service et l'offre de solutions financières répondant aux besoins particuliers des clients à chaque point de contact.

Nous sommes demeurés un employeur de choix, reconnu pour son engagement à offrir un milieu de travail équitable et positif.

Nous avons témoigné notre reconnaissance à nos collectivités par des dons, des commandites et l'engagement généreux de nos employés, contribuant ainsi au bien-être des gens partout où nous sommes présents.

Quelle sera la prochaine étape?

187^e Rapport annuel – 2004

À propos de BMO Groupe financier

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO^{MD} Groupe financier (TSX, NYSE : BMO) est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés. Fort d'un actif de 265 milliards de dollars au 31 octobre 2004 et de plus de 34 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement.

Nous servons nos clients canadiens par l'entremise de BMO Banque de Montréal, notre société de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et de BMO Nesbitt Burns, l'une des plus importantes sociétés de placement à service complet et de gestion de patrimoine au Canada.

Aux États-Unis, BMO offre ses services par l'entremise de Harris, un important fournisseur de services financiers dans le Midwest américain, qui possède un réseau de banques locales dans la région de Chicago, de même que par l'intermédiaire de ses bureaux de gestion de patrimoine répartis dans l'ensemble des États-Unis et de Harris Nesbitt, une banque d'investissement et d'affaires de premier plan sur le marché des entreprises.

Notre **vision** est de devenir la plus performante des sociétés offrant des services financiers à l'échelle du Canada et des États-Unis.

Notre **stratégie** consiste à accroître nos activités de base au Canada tout en améliorant nos activités et en poursuivant notre expansion sélective aux États-Unis.

Dans tous nos secteurs d'activité, nous entendons établir des relations solides et durables avec nos clients en leur offrant un service exceptionnel. Nous allons aussi continuer à améliorer notre productivité en rationalisant nos processus et en éliminant la bureaucratie de manière à concentrer nos efforts sur ce qui compte vraiment pour le client et lui offrir une valeur supérieure.

Une description plus détaillée de notre stratégie est présentée à la page 21.

Nous concrétiserons notre vision et notre stratégie grâce à notre engagement ferme à respecter nos **valeurs fondamentales** :

- Nous nous **soucions** de nos clients, de nos actionnaires, de nos collectivités et de nos collègues.
- Nous tirons notre force de la **diversité** de notre personnel et de nos secteurs d'activité.
- Nous préconisons le **respect mutuel** et encourageons **tout le monde à exprimer son opinion**.
- Nous **tenons nos promesses** et **assumons la responsabilité** de chacun de nos actes.
- Nous **partageons l'information, apprenons** et **innovons**, afin de toujours mieux servir nos clients.

Faits saillants de 2004

Pour l'exercice terminé le 31 octobre Cible pour 2004 **2004** 2003 2002

Points saillants

de l'état des résultats

(en millions de dollars canadiens)

Revenu total (bic) a) c)	9 612	9 271	8 859
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(103)	455	820
Frais autres que d'intérêts	6 157	6 087	6 030
Revenu net	2 351	1 825	1 417

Données relatives aux

actions ordinaires (en dollars) b)

Résultat par action	4,42	3,44	2,68
Résultat par action, avant amortissement c)	4,57	3,59	2,83

Mesures financières clés (%)

Rendement total des capitaux

propres, annualisé sur cinq ans		18,9	12,9	7,9
Croissance du résultat par action b)	10 %–15 %	✓ 29	28	1
Rendement des capitaux propres	16 %–18 %	✓ 19,4	16,4	13,4
Croissance du revenu (bic) c)		3,7	4,7	–
Ratio de productivité avant amortissement (bic) c)	150 à 200 points de base de moins	✓ 63,0	64,5	67,1
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations		≤ 0,32% ✓ (0,07)	0,30	0,56
Ratio du capital de première catégorie	≥ 8 %	✓ 9,81	9,55	8,80

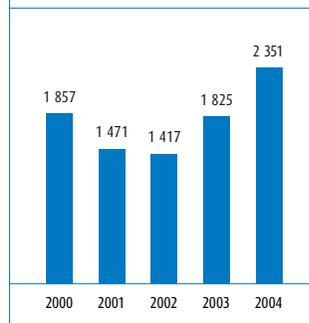
Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

- a) Tous les revenus figurant dans ce rapport, sauf dans les états financiers consolidés, sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Voir les pages 26 et 28.
 b) Toutes les mesures relatives au résultat par action (RPA) figurant dans ce rapport renvoient au RPA dilué, sauf indication contraire.
 c) Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 26.

*Représente 500 millions de dollars de provisions spécifiques.

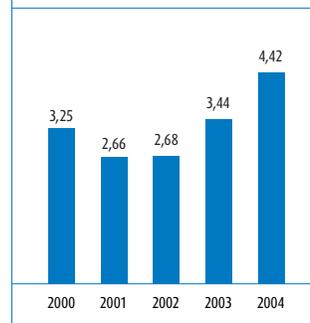
Revenu net

(en millions de dollars canadiens)

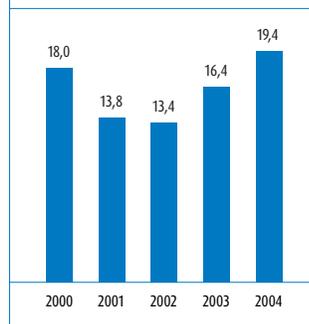


Résultat par action

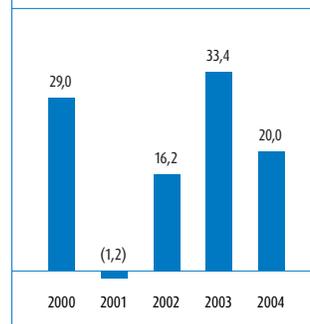
(en dollars canadiens)



Rendement des capitaux propres (%)



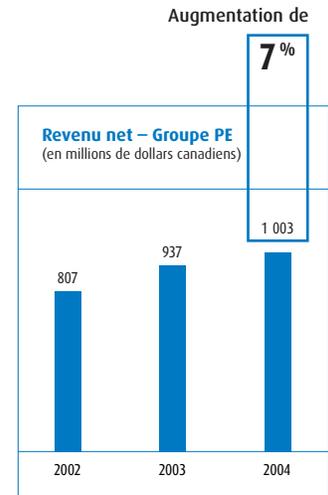
Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



BMO Groupe financier en bref

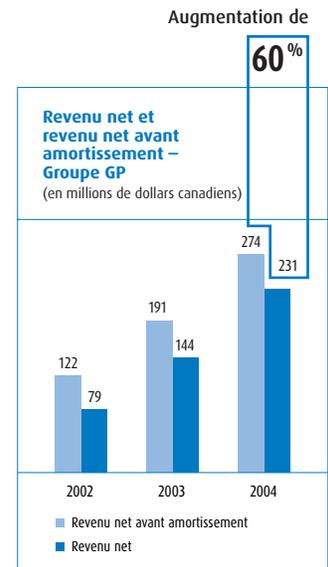
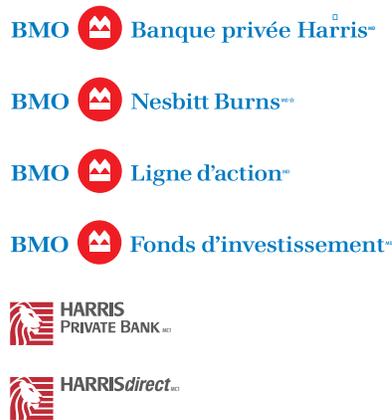
Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre à plus de huit millions et demi de particuliers et d'entreprises à l'échelle du Canada et des États-Unis des solutions bancaires entièrement intégrées, comprenant des comptes de dépôt, des prêts et des cartes de crédit, des produits d'assurance et des produits de placement aux particuliers. La prestation des services est assurée par une équipe hautement qualifiée répartie dans plus de 1 156 succursales de BMO Banque de Montréal et de Harris, ainsi que par l'entremise des services bancaires par téléphone et par Internet, à bmo.com et harrisbank.com, ainsi que d'un réseau de plus de 2 460 guichets automatiques.



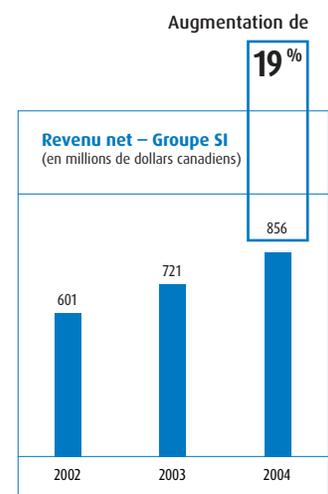
Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) offre aux clients une gamme complète de produits et services de gestion de patrimoine, comprenant des services d'investissement traditionnels et en direct, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement. Notre équipe de professionnels hautement qualifiés a pour mandat de répondre aux besoins des clients et de leur permettre d'atteindre leurs objectifs en les aidant à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. Les services du groupe Gestion privée sont accessibles dans les succursales de BMO Banque de Montréal et de Harris, ainsi que par l'intermédiaire des entités distinctes BMO Ligne d'action, BMO Nesbitt Burns et BMO Banque privée Harris au Canada, de Harrisdirect et des bureaux de Harris Private Bank^{MC} dans les grands centres des États-Unis. Par le biais de la société Harris myCFO, dont le siège social est établi en Californie, nous offrons des services de placement et de consultation sur mesure aux particuliers fortunés et à leur famille dans certains marchés américains.



Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) chapeaute les entités qui servent les clients des secteurs des grandes entreprises, des institutions et des administrations publiques. Au Canada, sous la marque BMO Nesbitt Burns, nous offrons nos services à une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs d'activité. Aux États-Unis, sous la marque Harris Nesbitt^{MO}, nous servons les grandes entreprises et les clients institutionnels dans certains secteurs choisis. Le groupe Services d'investissement offre à ses clients des solutions financières globales clés en main, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation de sociétés ouvertes et fermées, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion des risques et de financement à l'exportation. Nous offrons également des services de consultation de premier ordre dans les domaines des fusions, acquisitions et restructurations et des services de recherche, de vente et de négociation reconnus comme étant à l'avant-garde du secteur financier.



Principales initiatives en 2004

Activités au Canada

- Augmentation du revenu net de 5,9 %.
- Hausse appréciable du bilan, avec une augmentation de 9,1 % des dépôts et une augmentation des prêts et acceptations de 7 %, en tenant compte de l'effet des titrisations.
- Amélioration de la productivité avant amortissement de 90 points de base pour un ratio de 60,1 %.
- Adoption de mesures importantes en vue d'accentuer notre orientation client et d'améliorer la gestion des relations, les ventes et le service; utilisation élargie du système Optimizer, notre logiciel avant-gardiste de gestion des relations avec la clientèle.
- Maintien de nos excellents résultats dans les services bancaires aux PME, avec notre classement au deuxième rang pour la part du marché des prêts aux PME et une augmentation des dépôts d'entreprises de 14,1 %.
- Restructuration du site des Services bancaires en ligne, facilitant et accélérant les transactions pour tous nos clients.

Activités aux États-Unis

- Amélioration de la productivité avant amortissement de 270 points de base pour un ratio de 70,8 %.
- Regroupement de toutes nos sociétés aux États-Unis sous une seule marque unifiée.
- Ajout de 15 succursales dans la région de Chicago.
- Augmentation de 19 % du volume des prêts par rapport à l'an dernier le portant à 12,2 milliards de dollars américains.
- Poursuite de l'expansion dans la région de Chicago par l'acquisition de la New Lenox State Bank et de la Lakeland Community Bank.

Activités au Canada

- BMO Banque privée Harris nommée meilleure banque privée au Canada par le magazine *Euromoney*.
- Lancement par BMO Nesbitt Burns d'un service de consultation en gestion de patrimoine pour répondre à divers besoins des particuliers fortunés et de leur famille.
- Attribution de la première place à BMO Ligne d'action dans le classement annuel des courtiers en direct du quotidien *The Globe and Mail*.
- Classement de BMO Ligne d'action au premier rang des courtiers en direct par Watchfire GómezPro.
- Lancement par BMO Fonds d'investissement de six nouveaux fonds d'investissement, pour une offre diversifiée de fonds de revenu, de fonds en dollars américains et de fonds mondiaux à avantage fiscal.
- Lancement des bons d'épargne-études BMO par BMO Fonds d'investissement.

Activités aux États-Unis

- Rajustement des frais de Harris Private Bank applicables aux services de fiducie et d'investissement, après une étude comparative des tarifs pratiqués par la concurrence.
- Réduction des frais discrétionnaires tant dans les services traditionnels de gestion privée qu'au sein de Harris myCFO^{MC1}.
- Classement de Harrisdirect au premier rang pour le service à la clientèle par *SmartMoney*.
- Regroupement de Harrisdirect et de Harris AdvantEdge Investing^{MD1} sous la marque unifiée Harrisdirect.
- Classement de 15 des 18 fonds Harris Insight^{MD1} dans le premier ou le deuxième quartile pour la période d'un an terminée en septembre 2004.

- Mise à profit des capacités transfrontalières de BMO Nesbitt Burns et de Harris Nesbitt visant tous nos produits, afin d'offrir à nos clients des solutions uniques et efficaces.
- Amélioration de la productivité de 110 points de base, pour un ratio avant amortissement de 50,4 %.
- Amélioration du rendement des capitaux propres qui est passé de 14,3 % à 18,4 %.

Activités au Canada

- Participation à 374 transactions de souscription de titres d'emprunt et de participation de grandes entreprises canadiennes, mobilisant 61 milliards de dollars.
- Prestation de services-conseils à l'égard de transactions conclues de fusions et acquisitions d'entreprises canadiennes d'une valeur de 10,6 milliards de dollars.
- Classement de nos services de recherche en tête de liste du rapport Brendan Wood International, pour la 24^e année de suite, et classement au premier rang dans ce même rapport, pour la qualité générale de nos services de vente.
- Classement de notre équipe Titrisation au Canada au premier rang pour ce qui est de la part de marché du papier commercial adossé à des créances mobilières, émis par un conduit.
- Classement au premier rang pour ce qui est de la négociation de blocs d'actions canadiennes.

Activités aux États-Unis

- Expansion et amélioration de l'expertise de Harris Nesbitt par l'ajout de membres clés à notre équipe de direction, dont un chef, Fusions et acquisitions et un chef, Marchés des titres de participation américains.
- Harmonisation de notre gamme de produits et de nos capacités en matière de gestion des relations avec les besoins de dix secteurs industriels prioritaires à l'échelle du pays.
- Achèvement de l'intégration de Gerard Klauer Mattison à Harris Nesbitt, contribuant ainsi à élargir la gamme des services offerts.

Orientation pour 2005

Activités au Canada

- Continuer à mettre l'accent sur la croissance des revenus et l'amélioration de la productivité, tout en renforçant nos circuits de distribution.
- Améliorer la productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.
- Accroître la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des entreprises.
- Conserver notre part du marché des particuliers et augmenter notre part du marché de la PME par rapport à nos principaux concurrents.
- Apporter d'autres améliorations à notre modèle de prestation des ventes et du service afin de toujours mieux répondre aux besoins des clients.

Activités aux États-Unis

- Accroître notre part des marchés des particuliers et des PME dans la région de Chicago et dans l'ensemble du Midwest américain par l'accélération de la croissance organique et au moyen d'acquisitions.
- Unifier 25 chartes bancaires de l'Illinois pour créer une seule charte nationale, au cours des 12 prochains mois. Avec le temps, cette opération nous aidera à améliorer le service à la clientèle, à rationaliser notre modèle de gestion et à réduire nos frais généraux.

- Continuer à améliorer nos offres de produits et services et à consolider nos relations avec les clients.
- Optimiser les modèles de gestion par le biais d'initiatives productives de revenus et par la gestion constante des frais.
- Continuer à améliorer l'efficacité de l'équipe de vente.
- Poursuivre nos efforts pour réaliser des gains durables au chapitre de la productivité.

Activités au Canada

- Continuer à renforcer notre leadership dans le domaine du service à la clientèle et de l'offre de services primés.
- Concentrer nos efforts sur l'élargissement des relations d'affaires.

Activités aux États-Unis

- Poursuivre notre percée stratégique en favorisant la croissance organique de nos activités dans certains marchés à forte croissance de la gestion de patrimoine.
- Élargir les relations d'affaires en faisant connaître aux clients notre vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine.
- Améliorer la productivité dans tous nos secteurs d'activité aux États-Unis.

- Harmoniser plus étroitement notre prestation de service avec les besoins des clients afin de tirer profit de toutes les occasions de générer des revenus.
- Optimiser la prise de risques afin de maximiser les rendements.
- Stimuler le développement de nouveaux produits.

Activités au Canada

- Continuer à renforcer notre position de chef de file.
- Consolider et élargir les relations avec les clients ciblés dans le domaine des services d'investissement et des services aux grandes entreprises en tirant profit de toute l'étendue de nos capacités.

Activités aux États-Unis

- Accélérer la croissance des activités liées aux services tarifés.
- Élargir notre base de clientèle de moyennes entreprises.
- Consolider et élargir les relations avec les clients ciblés dans le domaine des services d'investissement en tirant profit de toute l'étendue de nos capacités.

Nos réalisations. Notre prochaine étape.

À BMO Groupe financier, nous croyons que la responsabilité et la transparence sont essentielles pour conserver la confiance de nos actionnaires, de nos clients et de nos employés, et ainsi assurer l'avenir de notre organisation.

Dans la pratique, cela nous oblige à rendre compte de nos résultats passés, mais aussi à dévoiler les priorités que nous nous sommes fixées pour l'avenir.

Il s'agit, en termes simples, de faire le point sur *nos réalisations* et d'exposer clairement la *prochaine étape* visée.

Nous nous sommes engagés à fournir ces renseignements en toutes circonstances, que les nouvelles soient plus ou moins satisfaisantes ou – comme c'est le cas cette année – très bonnes.

Priorités stratégiques pour 2004	
✓	Améliorer la productivité. pages 7, 21
✓	Accroître la fidélisation de la clientèle au Canada. pages 21, 37
✓	Améliorer nos résultats aux États-Unis. page 21
✓	Accroître les ventes et notre part de portefeuille. page 21
✓	Poursuivre une stratégie dynamique d'acquisition aux États-Unis. pages 10, 21, 39
✓	Demeurer un employeur de choix. pages 12, 13, 21
✓	Créer une culture axée sur le rendement élevé soutenu. pages 12, 13, 21

Priorités stratégiques pour 2005	
	Atteindre nos cibles financières en misant particulièrement sur la productivité.
	Stimuler la croissance du revenu en offrant au client une expérience supérieure, de façon à obtenir une plus grande part de son portefeuille.
	Continuer à améliorer nos résultats aux États-Unis.
	Accélérer la croissance aux États-Unis, tant par la croissance organique qu'au moyen d'acquisitions.
	Accroître le revenu net au Canada en misant sur l'efficacité opérationnelle et l'augmentation de notre part de marché, tout en accélérant notre croissance dans le secteur des services aux entreprises et de la gestion de patrimoine.
	Devenir une entreprise axée sur le rendement élevé en favorisant le perfectionnement de nos employés, en vivant nos valeurs et en demeurant un employeur de choix.
	Maintenir des pratiques de très haut calibre en matière de gouvernance, de gestion des risques, de productivité des systèmes et de service à la clientèle.

Table des matières

2 ^c	BMO Groupe financier en bref et faits saillants
2	Message du président du conseil aux actionnaires
3	Message du chef de la direction aux actionnaires
6	Rétrospective de l'année
8	Aperçu de la situation
16	Rapport de gestion
18	Résultats financiers et situation financière en bref
70	Données complémentaires
82	Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

82	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
83	États financiers consolidés
87	Notes afférentes aux états financiers consolidés
123	Filiales de la Banque
124	Gouvernance
126	Membres et membres honoraires du Conseil d'administration
127	Membres du Conseil de gestion
128	Glossaire de termes financiers
3 ^c	Sommaire à l'intention des actionnaires



David Galloway
Président du conseil

Message du président du conseil

Nous devons le succès remarquable atteint en 2004 au leadership de Tony Comper et de son équipe de direction, ainsi qu'à notre engagement ferme à l'égard d'une saine gouvernance et d'un leadership responsable.

En 2004, le Conseil d'administration a pris la décision de séparer les rôles de président du conseil et de chef de la direction. Je suis honoré de la confiance que le Conseil m'a témoignée en me choisissant comme président du conseil. Et il est très encourageant de constater l'esprit de coopération qui unit le Conseil et la direction dans le cadre de cette nouvelle structure de leadership.

Orientation de BMO

L'année écoulée a été marquée par de nombreuses réalisations importantes. Sous la direction de Tony Comper, BMO a entrepris de devenir la plus performante société de services financiers en Amérique du Nord en élargissant ses activités de base au Canada tout en améliorant ses activités et en poursuivant son expansion sélective aux États-Unis. Le Conseil adhère entièrement à cette vision et à cette stratégie.

Gouvernance

À BMO, le leadership en matière de gouvernance s'applique d'abord au Conseil d'administration. Ce dernier a le devoir de s'assurer que chaque membre de la haute direction répond de ses actes aux actionnaires, aux clients, aux employés et aux collectivités que nous servons.

Le Conseil a également la responsabilité d'assurer sa propre efficacité. À cette fin, nous supervisons des sondages annuels destinés à évaluer la gouvernance exercée par le Conseil et à obtenir la rétroaction des pairs. Ces sondages, menés par un conseiller externe, exigent que tous les administrateurs évaluent le rendement du Conseil dans

son ensemble et de chacun de ses membres, en fonction de critères tels que les valeurs morales et le jugement en affaires.

Remerciements

Je tiens à assurer les actionnaires de BMO que, en ce qui a trait à la gouvernance – et au reste – je ferai tout mon possible pour être à la hauteur du leadership exceptionnel exercé par l'administrateur principal, M. Blair MacAulay qui prend sa retraite après 33 années de loyaux services. Sa contribution a été considérable et nous regretterons son absence. J'aimerais aussi souligner l'apport substantiel de M. Joseph Rotman, qui prend également sa retraite comme administrateur. Sa vaste expérience des affaires a apporté un éclairage précieux à nos délibérations.

Je me réjouis à la perspective de continuer à servir les actionnaires avec les membres dévoués du Conseil.

Le président du conseil,

David Galloway

Pour de plus amples détails sur nos politiques et nos initiatives en matière de gouvernance, consulter la section intitulée Gouvernance, à la page 124, ainsi que notre *Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires* et *circulaire de sollicitation de procurations*, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.



Tony Comper
Président et chef de la direction

À nos actionnaires

Pour BMO Groupe financier, la prochaine étape sera d'entreprendre une démarche rigoureuse pour se hisser au premier rang et devenir rien de moins que *la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.* Si nous plaçons la barre aussi haut, c'est simplement parce que c'est le moyen le plus sûr d'assurer l'avenir de notre organisation.

Et aussi parce que nous avons ce qu'il faut pour réussir : nous n'avons jamais été aussi prêts à passer à cette étape de notre évolution ni mieux préparés sur tous les fronts, comme le démontrent les niveaux de rendement élevés que nous avons déjà commencé à atteindre.

BMO a accru son résultat par action de 29 % en 2004, se classant au deuxième rang de notre groupe de référence du Canada. En effet, comme l'illustre le tableau de la page suivante, nous avons atteint haut la main *toutes* nos cibles financières pour l'exercice. Vous pourrez lire à la page 6 que nous avons également surpassé nos principaux concurrents canadiens à l'égard des mesures de rendement clés dans une proportion de 71 %, ce qui représente une amélioration remarquable par rapport à l'exercice précédent. En outre, témoignant de notre confiance dans notre capacité à soutenir une croissance vigoureuse, nous avons annoncé non pas une mais deux augmentations du dividende au cours de l'année, pour une hausse totale de 26 %. Fait important à signaler, nous avons offert à nos actionnaires un rendement total annualisé de 18,9 % sur les cinq dernières années.

Évidemment, ces succès ne sont pas le fruit du hasard. Ils ont été rendus possibles grâce aux décisions difficiles prises par notre équipe de direction en 1999, lorsque nous avons cessé certaines activités où nous n'avions pas la portée voulue pour réussir, vendu des propriétés peu

rentables et sacrifié des revenus importants pendant plusieurs années afin de rebâtir une organisation qui s'apprête aujourd'hui à devenir l'institution la plus performante de notre secteur. Des mots comme « meilleur » et « premier » font désormais partie de notre vocabulaire quotidien. Grâce aux *meilleures* méthodes de gestion des personnes et des compétences et à des processus et systèmes de *premier* plan, nous permettrons à nos clients de vivre une expérience supérieure à celles offertes par nos concurrents, et atteindrons de ce fait le *premier* rang pour ce qui est de nos résultats financiers et des rendements obtenus par les actionnaires.

Offrir la *meilleure* expérience client, cela signifie établir avec nos clients des relations qui s'épanouiront tout au long de leur vie. Comme je l'ai déjà mentionné dans des rapports annuels précédents, la qualité du service à la clientèle est le seul moyen sûr de soutenir notre croissance dans le marché établi et hautement concurrentiel qu'est le Canada. C'est pourquoi nous nous préparons depuis cinq ans à relever ce défi, en investissant plus que jamais dans la formation et la technologie orientées client et en adoptant à l'échelle de l'organisation une mentalité axée sur le rendement exceptionnel.

Comme l'amélioration de la productivité a constitué notre priorité absolue des deux dernières années, je suis heureux de signaler qu'en 2004 nous nous sommes

Les succès que nous avons connus récemment, les records que nous avons établis et les objectifs très ambitieux que nous nous fixons aujourd’hui reflètent l’engagement et l’énergie renouvelés qui animent nos collègues.

Cibles pour 2004	Résultats de 2004	Cibles pour 2005
Croissance du RPA de 10 % à 15 %	✓ 29 % (voir la page 24)	Croissance du RPA de 3 % à 8 % par rapport au montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements à la réserve générale)
RCP de 16 % à 18 %	✓ 19,4 % (voir la page 25)	RCP de 17 % à 18 %
Provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins	✓ 67 millions de dollars avant la réduction de 170 millions de la réserve générale (voir la page 31)	Provision pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins
Ratio de capital de première catégorie de 8 %	✓ 9,81 % (voir la page 51)	Ratio de capital de première catégorie d’au moins 8 %
Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base	✓ amélioration de 155 points de base (voir la page 32)	Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base

hissés au deuxième rang au sein du secteur canadien à l’égard de cette importante mesure de rendement. L’équipe de direction et mes collègues de tous les échelons de l’organisation sont maintenant conscients du fait que, de tous les objectifs que nous devons atteindre dans notre quête d’excellence, l’élément central demeure l’amélioration de la productivité, qui est encore inscrite en tête de liste de nos priorités pour 2005. Toutefois, au cas où certains assimileraient l’amélioration de la productivité à la seule réduction des coûts, laissez-moi vous dire que nous allons continuer à travailler autant à améliorer la colonne du revenu – grâce notamment à notre approche résolument axée sur le client – qu’à alléger la colonne des frais. Il n’y a pas eu et il n’y aura pas de compression des coûts au détriment du service à la clientèle.

Les succès que nous avons connus récemment, les records que nous avons établis et les objectifs très ambitieux que nous nous fixons aujourd’hui reflètent l’engagement et l’énergie renouvelés qui animent nos collègues. Nous avons déjà la chance de pouvoir compter sur un personnel

hors pair, regorgeant à tous les échelons de personnes compétentes, prévenantes et attentives aux besoins des clients. C’est à eux que nous devons notre classement au premier rang dans plusieurs secteurs d’activité. Le sentiment que nous pouvons tous réussir aussi bien que les meilleurs d’entre nous est en train de créer un effet d’entraînement dans toute l’organisation.

Tirant profit des conseils de nos employés les plus performants – et nous inspirant des expériences réussies d’autres entreprises ailleurs dans le monde – nous réformons systématiquement toutes les pratiques commerciales qui nous empêchent d’améliorer le service à la clientèle et de générer des revenus. Si certaines habitudes sont plus difficiles à déloger que d’autres, il est clair désormais que l’ensemble de BMO Groupe financier a adopté une approche de vente et de service axée sur le client et que cette nouvelle orientation nous servira d’assise pour nous hisser au premier rang. Après tout, la plupart de nos employés actuels ont vécu les bouleversements et la restructuration majeure des cinq dernières années; sans doute leur appétit du changement s’en est-il trouvé aiguisé.

Parmi les personnes qui permettent à BMO de prétendre au titre d'institution la plus performante, je ne voudrais pas oublier les responsables de l'adoption de pratiques d'avant-garde en matière de gouvernance. Comme, je l'espère, toutes les parties intéressées en auront pris connaissance, nous nous sommes classés deuxième dans le sondage sur la gouvernance publié par *The Globe and Mail*, seulement un point derrière le gagnant et devant toutes les autres banques canadiennes. Soyez assurés que nous allons maintenir notre position de chef de file à ce chapitre, tout comme nous allons continuer à adhérer à la philosophie de gestion combinant faible risque et rendement élevé qui nous a particulièrement bien réussi ces dernières années. Nos capacités inégalées en matière de gestion des risques découlant de cette philosophie ont joué un rôle important dans les solides résultats obtenus en 2004.

Notre stratégie de croissance progresse comme prévu, notre transformation en une organisation de vente et de service orientée client sera bientôt accomplie, nos cibles à court terme sont réalistes et, comme le démontrent les solides résultats de 2004, l'avenir est prometteur.

Le fait que je puisse parler, dans le présent message, avec autant de confiance de ce qui attend BMO dans l'avenir en dit long sur le succès de notre stratégie de croissance canado-américaine. Nous continuons à consolider nos activités de base au Canada tout en améliorant nos activités et en poursuivant notre expansion sélective aux États-Unis, dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises, notamment dans le marché des moyennes entreprises et le marché des services de placement aux particuliers.

Pour 2005, nous prévoyons un ralentissement de la croissance du revenu net par rapport aux niveaux élevés affichés en 2004, dans l'ensemble du secteur des services financiers canadien. Une fois le plus haut niveau de recouvrements de créances atteint, nous amorcerons une phase plus normale du cycle de crédit. Nous nous sommes donc fixé pour 2005 une cible de croissance du résultat par action réaliste de 3 % à 8 % par rapport au montant de base de 4,21 \$ par action, qui exclut le gain de 21 cents par action enregistré en 2004 lié aux réductions de la réserve générale pour créances irrécouvrables.

Au Canada, en 2005, notre priorité stratégique sera de tirer profit de nos forces actuelles, notamment notre leadership dans le domaine des services aux entreprises et des services d'investissement, afin d'améliorer notre productivité par une plus grande efficacité opérationnelle et l'augmentation de notre part de marché. Aux États-Unis, nous continuerons à mettre la priorité sur la hausse du

rendement et l'accélération de la croissance en misant sur les améliorations opérationnelles, la croissance organique, l'ouverture de nouvelles succursales, notre expertise auprès des moyennes entreprises, et sur la poursuite de nos acquisitions de banques de détail.

Au cours de l'exercice 2004, nous avons convenu d'investir 560 millions de dollars pour acquérir trois banques locales dans la région de Chicago, nous rapprochant de notre objectif de devenir la première banque auprès des particuliers et des entreprises dans le Midwest. La plus récente de ces acquisitions cadrant parfaitement avec nos visées, celle de la Mercantile Bancorp, située dans le nord-ouest de l'Indiana, devrait se conclure au début de 2005. Nous commençons à réaliser notre promesse d'étendre le réseau de succursales de Harris dans les États limitrophes de l'Illinois, et nous entendons poursuivre dans cette voie.

Notre stratégie de croissance progresse comme prévu, notre transformation en une organisation de vente et de service orientée client sera bientôt accomplie, nos cibles à court terme sont réalistes et, comme le démontrent les solides résultats de 2004, l'avenir est prometteur. Vous ne serez donc pas étonnés de m'entendre dire – avec beaucoup d'enthousiasme et toute la prudence nécessaire – que nous avons l'ambition de devenir l'institution la plus performante de notre secteur d'activité. Parce que c'est la bonne stratégie à suivre. Et parce que nous avons ce qu'il faut pour réussir.

Le président
et chef de la direction,



Tony Comper



Karen E. Maidment

Première vice-présidente à la direction
et chef des finances

Rétrospective de l'année

BMO Groupe financier a obtenu d'excellents résultats en 2004. Ce succès, nous le devons à nos méthodes de gestion du crédit supérieures, à l'attention constante que nous accordons à l'amélioration de la productivité et à notre stratégie de croissance.

Revenu net de

2 351 millions de dollars

– une augmentation de **29 %**

Rendement total
des capitaux propres de

20 %

RPA de

4,42 \$

– une hausse de **29 %**

RCP de

19,4 %

– comparativement à 16,4 %
en 2003

À BMO, nous avons pris l'engagement d'offrir à nos actionnaires un solide rendement des capitaux propres à long terme en obtenant d'excellents résultats financiers tout en gérant efficacement les risques. En 2004, non seulement avons-nous atteint notre cible en matière de productivité avant amortissement, mais nous avons aussi surpassé chacune de nos autres cibles financières. Pour l'exercice 2004, le rendement total des capitaux propres s'élève à 20 %, pour un rendement annuel moyen de 17,5 % sur les 20 dernières années.

Notre revenu net pour 2004 a atteint le chiffre record de 2 351 millions de dollars, soit une augmentation de 526 millions par rapport à l'exercice précédent. Notre résultat par action (RPA) s'élève à 4,42 \$, en hausse de 29 %. Le revenu net avant amortissement s'est établi à 2 429 millions de dollars et le RPA avant amortissement, à 4,57 \$.

Gestion améliorée du crédit

Nous appliquons des méthodes de gestion du crédit hors pair qui nous démarquent de la concurrence. L'amélioration du

Tableau comparatif des résultats des banques canadiennes en 2004 (%)

	BMO	RBC	CIBC	Scotia	TD	BNC
Rendement total des capitaux propres annualisé (sur 5 ans)	18,9	18,2	22,2	22,2	11,0	26,2
Croissance du RPA	28,5	(3,6)	6,8	20,5	124,5	21,3
Rendement des capitaux propres	19,4	15,6	18,7	19,9	18,5	18,8
Croissance du profit économique net ²	59,6	0,1	30,5	38,6	2 332	41,4
Croissance du revenu ^{1,2}	3,7	1,7	2,8	0,2	8,2	5,7
Ratio de productivité avant amortissement ²	63,0	70,2	68,4	55,8	66,4	65,4
Provision pour créances irrécouvrables (en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations)	(0,07)	0,15	0,39	0,22	(0,25)	0,19

1. Sur une base d'imposition comparable.

2. Mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 26.

BMO supérieur à l'autre banque (25/35)

BMO inférieur à l'autre banque (10/35)

rendement du portefeuille de prêts et de la situation du crédit ont joué un rôle important dans l'atteinte de nos excellents résultats. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont été ramenées de 455 millions de dollars en 2003 à 67 millions en 2004. De plus, la réserve générale pour créances irrécouvrables a été réduite de 170 millions de dollars, résultant en un recouvrement net total de 103 millions, soit une amélioration de 558 millions par rapport à 2003.

Groupes d'exploitation

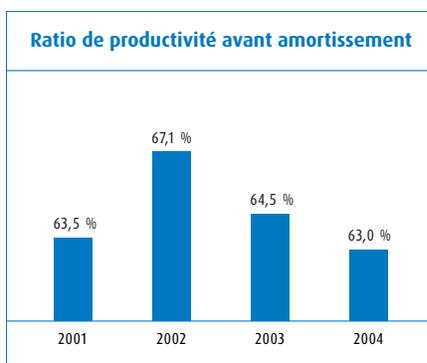
Nos groupes d'exploitation ont contribué de manière significative à notre réussite, chacun d'eux ayant amélioré sa productivité et dégagé un revenu net record. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a légèrement dépassé la barre de 1 milliard de dollars, en hausse de 66 millions, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier. Le groupe Gestion privée a pour sa part enregistré un revenu de 231 millions de dollars, soit 87 millions ou 60 % de plus qu'en 2003, et le groupe Services d'investissement, un revenu de 856 millions, soit 135 millions ou 19 % de plus qu'en 2003.

Amélioration de la productivité grâce à l'augmentation du revenu...

Le revenu a augmenté de 341 millions de dollars, ou de 3,7 %, au cours de l'exercice 2004, grâce à la contribution de tous les groupes d'exploitation. L'accroissement des volumes et l'inclusion des revenus provenant des entreprises acquises, partiellement neutralisés par l'incidence de la contraction des marges et la baisse des revenus tirés des services de cartes, expliquent la hausse de 90 millions, ou de 1,9 %, enregistrée par le groupe Particuliers et entreprises. Les revenus du groupe Services d'investissement ont progressé de 176 millions de dollars, ou de 6,6 %, en raison de la hausse des commissions de négociation et des frais de prise ferme, de l'augmentation des gains nets sur titres de placement et de l'inclusion des revenus de Harris Nesbitt Gerard. La hausse de 113 millions, ou de 6,5 %, du revenu du groupe Gestion privée est attribuable à l'augmentation des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés, résultant de mesures productives de revenu et de l'amélioration des facteurs fondamentaux du marché.

...et à une gestion rigoureuse des frais

La productivité avant amortissement, l'un des principaux facteurs d'accroissement de la valeur pour les actionnaires, demeure



la priorité absolue de BMO. En 2004, nous avons atteint notre objectif consistant à améliorer le ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base. Le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 63,0 % en 2004, comparativement à 64,5 % en 2003, ce qui représente une amélioration de 155 points de base.

Le ratio de productivité mesure les frais en pourcentage des revenus – c.-à-d. combien nous coûte chaque dollar de revenu gagné – tandis que pour le ratio de productivité avant amortissement, on utilise les frais après déduction pour l'amortissement des actifs incorporels. Ce dernier ratio permet d'éliminer l'effet des acquisitions dans les comparaisons entre deux périodes et constitue donc une mesure plus précise de l'amélioration de notre rendement d'un exercice à l'autre.

Opérations de change

L'affaiblissement du dollar américain a ralenti la croissance du revenu dans une mesure équivalant à 243 millions de dollars ou à 2,6 points de pourcentage, et réduit les frais de 177 millions de dollars ou de 2,8 points de pourcentage. L'effet net sur notre revenu net correspond à une réduction de 35 millions de dollars. Nous gérons les effets des fluctuations des taux de change grâce au relatif équilibre entre les actifs et les passifs de notre bilan libellés en dollars américains et aux opérations de couverture de change à l'égard du revenu net en dollars américains prévu, effectuées au début de chaque trimestre. Ainsi, nous avons pu réduire l'incidence de la forte baisse du dollar américain sur notre résultat net.

Capital

Nous gérons activement notre capital. Le capital sert à soutenir nos unités d'affaires et nos acquisitions aux États-Unis, à accroître les dividendes et à financer

un programme de rachat d'actions. Notre capital demeure supérieur à notre fourchette cible. Le ratio de capital de première catégorie est passé de 9,55 % à la fin de 2003 à 9,81 % en 2004, un niveau bien supérieur à notre cible minimale de 8 %.

À BMO, nous envisageons l'avenir avec optimisme, parce que nous sommes confiants que notre stratégie, axée sur une croissance vigoureuse, des méthodes de gestion de crédit hors pair et l'amélioration constante de la productivité, est une stratégie gagnante. Nous sommes également persuadés qu'elle nous permettra de saisir les occasions d'affaires, de relever les défis et de continuer à connaître le succès pour notre plus grand bénéfice et celui de nos actionnaires.

Ratio du capital de première catégorie de

9,81 %

– comparativement à 9,55 %

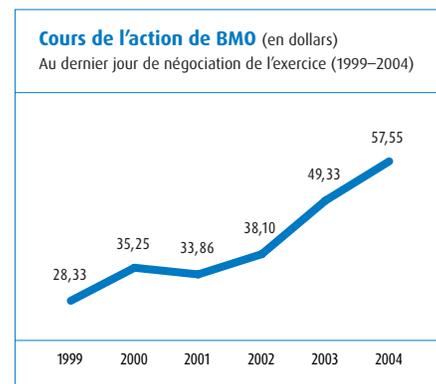
Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de

155 points de base

Cible pour 2005 : amélioration du ratio de productivité de

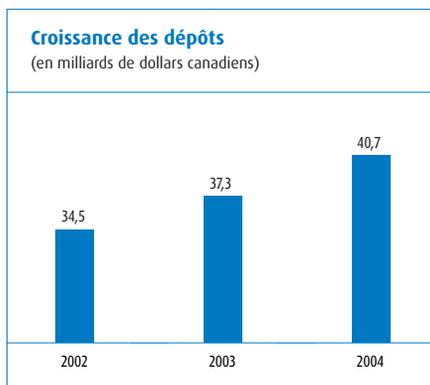
150 à 200

points de base



Activités au Canada

Parce que nous nous employons sans relâche à établir avec nos clients des relations durables en leur offrant un service exceptionnel adapté à leurs besoins, nous croyons que nous pouvons continuer à accroître la rentabilité de nos activités de base bien établies au Canada. Voici quelques-uns des faits saillants de 2004.



À BMO, les dépôts des particuliers et des entreprises canadiens ont continué d'afficher une bonne croissance en 2004. Le taux de croissance, qui s'établit à 91 %, a porté le solde des dépôts à 40,7 milliards de dollars.

Numéro 1

BMO Ligne d'action s'est de nouveau classée au premier rang dans le sondage annuel du quotidien *The Globe and Mail* sur les courtiers en ligne.

Numéro 1

Pour la 24^e année de suite, les services de recherche de BMO Nesbitt Burns se sont classés en tête de liste du rapport Brendan Wood International. Le sondage de 2004, le plus étendu jamais réalisé, est fondé sur les évaluations de plus de 250 des plus importants investisseurs institutionnels au Canada.

Répondre aux besoins des clients

Au Canada, en 2004, le groupe assurant les services aux particuliers et aux entreprises s'est rapproché de son objectif de devenir le seul fournisseur de services financiers dont les clients aient besoin.

Au nombre des améliorations apportées au cours de l'exercice, mentionnons la mise en œuvre de Connexion BMO, un projet pluriannuel qui vise à accroître nos capacités de première ligne grâce à une série d'outils et de processus de vente et de service intégrés de bout en bout.

Ce programme permet aux employés qui sont en contact direct avec les clients ou assurent le soutien à la clientèle d'émettre, de gérer et de suivre les occasions de vente, les indications de clients et les demandes de service d'un bureau et d'un circuit de distribution à un autre. Connexion BMO améliore sensiblement notre capacité à offrir systématiquement à nos clients une expérience bancaire supérieure, quel que soit le circuit de distribution choisi.

Les avantages de ce nouveau système d'automatisation des opérations et des échanges entre le personnel de vente, de service et de soutien sont déjà palpables. Par exemple, nous sommes maintenant en mesure de répondre le jour même à bien des demandes de service dont le traitement pouvait, auparavant, exiger plus d'une semaine. Le nouveau système permettra d'épargner du temps qui pourra être mis à profit pour répondre aux autres besoins des clients.



Établir des relations d'affaires

Nous savons que nos entreprises clientes ont des besoins très spécialisés et c'est pourquoi notre stratégie consiste à proposer à chacune d'elle une solution sur mesure pour l'aider à atteindre ses objectifs. Par exemple, les travailleurs autonomes ont aujourd'hui accès à un prêt hypothécaire spécialement conçu pour eux. Le nouveau Prêt hypothécaire pour travailleurs autonomes permet aux clients qui sont rémunérés à commission et aux travailleurs autonomes d'obtenir plus facilement un prêt hypothécaire. L'évaluation de leur demande tiendra compte de leur solvabilité et de leur situation financière globale et ne sera plus uniquement fondée sur les états financiers de l'entreprise.



La carte MasterCard^{MD2} Mosaik^{MD} permet d'obtenir des récompenses plus vite

La nouvelle carte MasterCard Mosaik assortie de l'option AIR MILES^{MD3} WestJet Or 1/15 \$ est offerte par BMO Banque de Montréal, en partenariat avec le Programme de récompenses AIR MILES et WestJet. Elle permet aux particuliers comme aux entreprises titulaires d'obtenir des récompenses exclusives (un mille de récompense AIR MILES par tranche d'achats de 15 \$) en plus de bénéficier de rabais spéciaux s'ils échangent leurs milles de récompense contre des vols de WestJet^{MD4}.

Commodité, souplesse et sécurité pour les propriétaires

Nous avons lancé une nouvelle marge de crédit qui offre aux propriétaires de maison la souplesse d'un guichet unique pour tous leurs besoins en crédit.

La MargExpress sur valeur domiciliaire[™] leur permet d'emprunter jusqu'à 75 % de la valeur de leur maison pour financer d'autres besoins personnels de crédit. Que ce soit pour rénover, payer les études d'un enfant, acheter une résidence secondaire ou faire un investissement, ce nouveau produit allie la commodité et la souplesse d'une marge de crédit à la sécurité et aux taux d'intérêt d'un prêt hypothécaire ordinaire.



Accès plus rapide et plus facile aux services bancaires en ligne

En 2004, BMO Banque de Montréal a restructuré son site de services bancaires en ligne afin de faciliter et d'accélérer la navigation. Un menu unique permet maintenant au client d'assurer le suivi de toutes ses transactions financières et d'obtenir des renseignements sur les produits, les services et les taux. Il peut aussi accéder facilement et en toute sécurité à des formules de demande en ligne de prêt hypothécaire, de prêt personnel et de carte de crédit, et obtenir un compte rendu global de ses placements. Les liens entre ses divers comptes et sa carte bancaire ont également été améliorés.

La meilleure banque privée au Canada

Le magazine européen *Euromoney*, une source d'information de premier plan dans le domaine bancaire international, a décerné à BMO Banque privée Harris le titre de meilleure banque privée au Canada. Cette reconnaissance témoigne de l'engagement de BMO Banque privée Harris, dont le mandat consiste à répondre aux besoins des particuliers à valeur nette élevée et de leur famille, à offrir des solutions de gestion de patrimoine intégrées et transparentes à l'échelle de l'Amérique du Nord, qui vont de

la gestion de placements et des services de fiducie et de succession à la planification successorale.

Des services de courtage en ligne de premier ordre

Notre plate-forme d'investissement en direct s'est de nouveau classée au premier rang dans les principaux sondages visant notre secteur d'activité. Pour la troisième année d'affilée, BMO Ligne d'action est arrivée première dans le sondage annuel du quotidien *The Globe and Mail* et Watchfire GómezPro lui a décerné une fois de plus le titre de meilleure firme de courtage en direct. En 2004, nous avons commencé à proposer des services assistés afin d'aider nos clients à réussir encore mieux comme investisseurs. C'est sa capacité d'innover pour répondre aux besoins de ses clients qui permet à BMO Ligne d'action de se maintenir au premier rang.

Conseiller les clients à valeur nette élevée

BMO Nesbitt Burns, notre courtier à service complet, offre désormais des services-conseils structurés en matière de gestion de patrimoine et de planification financière. Le but visé est de conseiller les clients à valeur nette élevée sur diverses questions touchant par exemple l'aide aux parents âgés, l'établissement d'un programme philanthropique ou la planification de la relève des chefs d'entreprise.

Six nouveaux fonds d'investissement

Trois mois après son 30^e anniversaire, BMO Fonds d'investissement a annoncé le lancement de six nouveaux fonds. Grâce à cette nouvelle offre diversifiée de fonds de revenu, de fonds en dollars américains et de fonds mondiaux à avantage fiscal, les investisseurs canadiens bénéficieront d'un meilleur choix de fonds de revenu, d'une plus grande diversification monétaire et d'un meilleur accès aux marchés mondiaux en plus des avantages d'un portefeuille rentable du point de vue fiscal. Plus particulièrement, le Fonds

Dans les bons et les mauvais moments

BMO Banque de Montréal a la réputation de soutenir ses clients dans les moments difficiles. En 2004, nous avons prolongé notre programme d'assistance spécial aux agriculteurs et aux éleveurs de bovins qui continuent de subir les répercussions de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Lancé en 2003, ce programme vise à alléger le fardeau financier des clients par diverses mesures comme le report de versements, des réductions de taux d'intérêt et l'annulation des droits de demande de prêt.

BMO Catégorie Chine élargie offre aux investisseurs la possibilité de miser sur l'économie qui connaît l'une des croissances les plus rapides au monde, tout en bénéficiant d'avantages fiscaux.

L'éducation en cadeau

Les nouveaux bons d'épargne-études BMO visent à encourager les Canadiens à offrir l'éducation en cadeau aux enfants de leur vie. Offerts en coupures de 50 \$, 100 \$ ou 250 \$, ils peuvent être investis dans un régime enregistré d'épargne-études existant ou dans un nouveau régime.

Chef de file en matière de services d'investissement

Au Canada, nous offrons, sous la marque BMO Nesbitt Burns, une gamme complète de solutions financières clés en main aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Nous entendons maintenir notre leadership au pays dans le marché des services rémunérés et très rentables des fusions et acquisitions, de la souscription de titres de participation et d'emprunt, et de la titrisation. En 2004, nous avons participé à 374 transactions de souscription de titres d'emprunt et de participation pour le compte d'entreprises canadiennes, mobilisant 61 milliards de dollars en plus de fournir des services-conseils à l'égard de fusions et acquisitions conclues d'une valeur de 10,6 milliards de dollars.

Prochaines étapes

- Concentrer nos efforts sur l'établissement de relations durables avec les clients dans l'ensemble de nos secteurs d'activité afin d'atteindre une croissance du revenu de premier ordre.
- Continuer à améliorer la productivité de l'organisation au rythme de 150 à 200 points de base par année.
- Concevoir et lancer des nouveaux produits et services novateurs au Canada.
- Continuer à accroître nos offres et à consolider les relations avec les clients.
- Continuer à perfectionner nos modèles de gestion.

Activités aux États-Unis

Au cours du dernier exercice, nous avons poursuivi notre expansion et notre croissance dans tous nos secteurs d'activité aux États-Unis. Notre solide implantation dans le marché américain nous place au premier rang des banques canadiennes présentes dans ce pays. Voici les principaux faits saillants.

+26 %

Le revenu net de nos Services bancaires région de Chicago a connu un taux de croissance en dollars américains de 26 % en 2004.

1 500

Notre équipe de services d'investissement et de services aux grandes entreprises compte plus de 1 500 clients parmi les moyennes entreprises américaines. Dans certains cas, ces relations remontent à plusieurs décennies.

+22 %

Grâce à diverses initiatives combinant acquisitions et meilleure segmentation de la clientèle, les revenus tirés des services de gestion de patrimoine, établis en dollars américains, ont progressé au taux annuel composé de 22 % depuis 2001.



Un héritage d'intégrité et d'équité en affaires

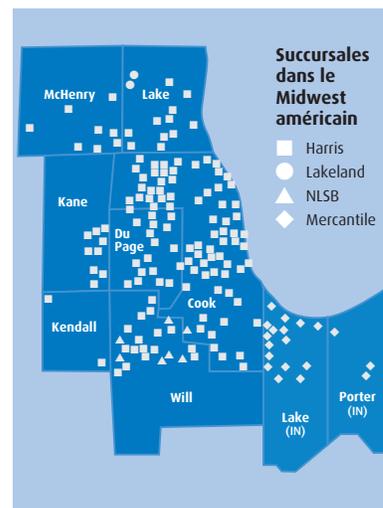
Depuis plus de 120 ans, Harris^{MC1} est un symbole d'intégrité et d'équité en affaires dans la région de Chicago. En reconnaissance de la solidité et de la confiance associées à ce nom, nous l'avons adopté, en 2004, comme marque unifiée pour toutes les sociétés que nous exploitons aux États-Unis.

Date	Acquisition	Prix d'achat (en millions de dollars canadiens)
1984	Harris Bank	718 \$
1985	First National Bank of Barrington	43
1987	Commercial State Bank (Phoenix)	3
1988	State Bank of St. Charles and First National Bank of Batavia	31
1990	Libertyville Federal Savings and Loan	7
1990	Frankfort Bancshares	20
1994	Suburban Bancorp	300
1996	Household International	378
1999	Burke, Christensen & Lewis	59
2000	Village Banc of Naples	19
2000	Freeman Welwood	140
2000	Century Bank	24
2001	First National Bank of Joliet	337
2002	CSFBdirect	854
2002	Northwestern Trust	19
2002	Comptes de clients autogérés en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group	153
2002	myCFO	61
2003	Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney	20
2003	Gerard Klauer Mattison	40
2004	Lakeland Community Bank	49
2004	New Lenox State Bank	314
Total		3 589 \$

Poursuite de l'expansion

En élargissant notre portée, nous offrons encore plus de commodité aux particuliers et aux entreprises qui utilisent déjà les services de Harris tout en permettant aux nouveaux clients d'accéder à une vaste gamme d'excellents produits et services. L'an dernier, nous avons fait l'acquisition de la New Lenox State Bank, une banque locale jouissant d'une excellente réputation, possédant des bureaux bien situés dans la banlieue sud-ouest de Chicago, et de la Lakeland Community Bank qui possède des bureaux dans Lake County, secteur en pleine expansion. Nous avons également ouvert neuf nouvelles succursales portant la bannière Harris dans la région de Chicago.

Expansion des services de détail



En octobre 2004, nous avons annoncé notre intention d'acquiescer la Mercantile Bancorp Inc., une banque locale très réputée qui sert les particuliers et les entreprises par l'entremise de 19 succursales réparties dans le nord-ouest de l'Indiana. Cette première incursion dans un État limitrophe s'inscrit dans la stratégie d'expansion de Harris. La conclusion de la transaction fera passer à 189 le nombre de succursales de Harris offrant des services bancaires à la collectivité dans le Midwest, et à plus de 500 le nombre de ses guichets automatiques.

Investissement dans nos activités de gestion de patrimoine

Depuis 1999, nous avons investi 1,5 milliard de dollars pour accroître nos activités de gestion de patrimoine au moyen d'acquisitions et de la croissance organique. Nous sommes aujourd'hui bien implantés dans neuf États, et nous avons complété et entièrement intégré notre gamme de produits et services.

Au cours du dernier exercice, nous avons réalisé d'importants progrès en vue de remodeler nos activités de gestion de patrimoine selon un modèle de gestion rationalisé et protégé contre les replis des marchés. Nous avons rajusté nos tarifs et amélioré la segmentation de la clientèle, en plus de regrouper les opérations des centres d'appel et des services administratifs et de renégocier les ententes de service avec des tiers.



Offrir des solutions globales

Par l'entremise de Harris Private Bank, nous offrons des solutions globales aux clients à valeur nette élevée ou très élevée. Nous poursuivons notre progression dans le marché à forte croissance des clients fortunés afin de toujours mieux servir les clients actuels et éventuels. Par suite de l'acquisition et de l'intégration de myCFO et de Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney, nous avons élargi notre gamme de produits et sommes maintenant en mesure d'offrir des services de gestionnaires de placements externes aux clients à valeur nette très élevée. Nous avons également travaillé en collaboration avec nos partenaires de Harris Nesbitt pour étendre nos services à l'égard des moyennes et grandes entreprises clientes actuelles du Midwest.

Une banque d'investissement et d'affaires intégrée

Nous travaillons à bâtir une banque offrant une gamme intégrée de services d'investissement et de services aux grandes entreprises sous la bannière Harris Nesbitt aux États-Unis, en visant les sociétés fermées et les sociétés ouvertes à faible capitalisation. À l'échelle nationale, nous concentrons nos efforts dans les



secteurs suivants : services aux entreprises, commerces et industries, consommation et divertissement, énergie et électricité, institutions financières, promoteurs financiers, industrie agroalimentaire, santé, médias, communications et technologie, immobilier et construction.

Nous avons accru notre gamme de services aux États-Unis et amélioré notre capacité d'offrir des solutions intégrées à nos clients. L'an dernier, nous avons complété l'intégration de la société new-yorkaise Gerard Klauer Mattison, reconnue pour ses capacités en négociation, en vente et en recherche de titres de moyennes entreprises américaines.

Nous avons également annoncé des nominations à la haute direction dans le cadre de nos efforts constants pour améliorer nos services de consultation dans le domaine des fusions et acquisitions et de la prise ferme de titres de participation.



Privège de chèques gratuit fort apprécié

Axée sur le service à la clientèle, Harris est résolue à offrir des produits de qualité répondant aux besoins changeants de ses clients. En 2004, nous avons amélioré notre offre de privilège de chèques gratuit en supprimant l'obligation de dépôt direct. Nous avons également lancé le règlement de factures en ligne gratuit, permettant ainsi à un plus grand nombre de clients de payer leurs factures électroniquement de leur compte de chèques. Ces deux changements combinés ont eu pour effet de rendre les choses plus commodes pour nos clients et de nous attirer de nouvelles affaires.

Les meilleurs services d'investissement en direct

Harrisdirect, reconnu comme chef de file en matière de services de courtage autogéré en ligne à l'intention des investisseurs qui ont des objectifs financiers à long terme, fait partie intégrante de notre offre de services de gestion de patrimoine. Harrisdirect offre également des services-conseils aux clients et des services de courtage de tiers aux clients institutionnels.

En 2004, Harrisdirect a été classé :

n° 1	à titre de courtier exécutant pour le service à la clientèle <i>SmartMoney</i> , juillet 2004
n° 1	à titre de courtier exécutant ★★★★★ pour le service à la clientèle <i>Barron's</i> , mars 2004
n° 1	à titre de courtier en ligne pour le temps de réponse <i>Analyse comparative GPI de Gómez</i>

Prochaines étapes

- Devenir la première institution de services bancaires aux particuliers et aux entreprises du Midwest grâce à l'accélération de la croissance organique et aux acquisitions.
- Unifier 25 chartes bancaires de l'Illinois pour créer une seule charte nationale, au cours des 12 prochains mois. Avec le temps, cette opération nous aidera à améliorer le service à la clientèle, à rationaliser notre modèle de gestion et à réduire nos frais généraux.
- Porter à 200 le nombre de succursales de Harris dans la région de Chicago, d'ici 2007.
- Accélérer la croissance en tirant profit de l'intégration de nos services d'investissement et de nos services aux grandes entreprises et en misant sur l'accroissement de la proportion des revenus liés aux services tarifés.
- Affermir et élargir nos relations d'affaires avec des clients ciblés des services d'investissement et des services aux grandes entreprises, en tirant profit de toute l'étendue de nos capacités.
- Continuer d'améliorer l'efficacité de l'équipe de vente des services de gestion de patrimoine et perfectionner nos modèles de gestion.

Employés

Viser un rendement exceptionnel suppose qu'il faut permettre à nos employés d'améliorer de façon continue leurs compétences et leurs connaissances, tout en mettant à leur disposition les outils dont ils ont besoin pour mieux servir leurs clients. Cela suppose également le maintien d'un milieu de travail axé sur l'intégration, l'équité et le respect.

634 millions de dollars

Au cours de la dernière décennie, nous avons consacré plus de un demi-milliard de dollars à la formation et au perfectionnement des employés. Cet investissement a permis de doubler le temps consacré à la formation, dont la moyenne s'établit pour la période à environ 6,5 jours par employé, par année.

33,1 %

Le nombre de femmes dirigeant nos activités au Canada a plus que triplé, passant de 9 % à 33,1 % depuis la création de notre Groupe de travail sur l'avancement des femmes en 1990, qui faisait alors figure de pionnier.



L'opinion de nos employés

Au début des années 1980, nous avons lancé notre sondage annuel auprès des employés (SAE), un sondage exhaustif de l'opinion des employés. Il visait à soutenir le dialogue avec les employés et à évaluer les points de vue de ces derniers sur un large éventail de sujets tels que la stratégie, la formation et le milieu de travail. Le SAE est l'un de nos outils les plus efficaces pour prendre le pouls de nos collègues et s'assurer de bien faire les choses pour nos clients.

Le SAE 2004 est un recueil de bonnes nouvelles. À 83 %, le taux de participation de nos employés s'avère le plus élevé de l'histoire de BMO et un exploit pour une organisation qui compte plus de 34 000 employés. Notre indice d'engagement envers l'entreprise, qui mesure la relation globale entre les employés et notre organisation, a obtenu sa note la plus élevée depuis sa création en 2001. Tout aussi encourageante est la solide majorité d'employés qui affirment que les résultats de notre SAE servent à mettre de l'avant des changements positifs.



Engagement en matière d'apprentissage

L'université d'entreprise de BMO Groupe financier, L'Académie – qui a célébré son dixième anniversaire en 2004 – est un symbole tangible de notre engagement de longue date à l'égard du perfectionnement des employés et de notre rôle de chef de file dans le domaine de la formation.

Nous avons réalisé l'an dernier une évaluation rigoureuse de l'ensemble de notre programme de formation et y avons apporté par la suite des améliorations afin de nous assurer que nos programmes d'apprentissage continuent de refléter fidèlement la stratégie de notre organisation.

Prix et récompenses en 2004	Décernés par
Classement parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada	Pour la troisième année d'affilée, le magazine <i>Maclean's</i> et Mediacorp ont classé BMO Groupe financier au nombre des 100 meilleurs employeurs au Canada. Sélectionnés parmi plus de 52 000 sociétés pour notre engagement en matière de formation du personnel, nous demeurons la seule grande banque canadienne à figurer à ce palmarès.
Classement parmi les 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation	Nous avons été classés au 16 ^e rang des 100 meilleures sociétés nord-américaines par la revue <i>Training</i> en 2004. Pour la troisième année de suite, nous venons en tête des sociétés canadiennes figurant sur cette liste. BMO a également été cité comme un modèle en matière d'intégration de meilleures pratiques en 2004 au chapitre du développement des compétences en leadership.
Prix Innovation in Diversity	La revue <i>Profiles in Diversity Journal</i> a rendu hommage à BMO Groupe financier en lui décernant un prix international pour l'innovation dans la diversité (<i>Innovation in Diversity Award</i>), en raison de son engagement dans le domaine de l'adaptation du milieu de travail. Ce prix créé récemment souligne l'apport de sociétés, organisations et institutions internationales dans l'élaboration de solutions créatives visant à promouvoir la diversité et l'intégration des employés.
Prix Aurora Equity	En mai 2004, Harris a reçu le prix <i>Aurora Equity</i> du YWCA qui rend hommage à une entreprise ou à un organisme qui a contribué sensiblement à l'avancement du rôle des femmes et des minorités dans le milieu du travail. Harris est la première banque à remporter ce prix.
Prix Corporate Spirit Award	En mai 2004, Microskills, un organisme communautaire qui se consacre à aider les femmes, les minorités visibles et les nouveaux immigrants, a décerné à BMO Groupe financier son prix <i>Corporate Spirit Award</i> pour souligner les pratiques exemplaires de gestion des ressources humaines dans l'ensemble de l'organisation.
Prix Progressive Aboriginal Relations	En février 2004, le Conseil canadien pour le commerce autochtone a honoré BMO en lui remettant un prix <i>Progressive Aboriginal Relations</i> pour avoir favorisé le développement économique de la collectivité autochtone.

Harmonisation entre la structure et la stratégie

L'adoption à l'échelle de l'organisation d'une structure efficace s'inscrit au cœur de l'objectif d'amélioration de la productivité, de l'efficacité opérationnelle et du rendement de BMO. Au cours de la dernière année, notre équipe des Ressources humaines a continué d'aider nos dirigeants à réduire au minimum les niveaux de direction, à éliminer les chevauchements de tâches, à améliorer le déroulement du travail et à clarifier les responsabilités et les liens hiérarchiques. Ce travail a permis à nos employés d'effectuer leurs tâches plus efficacement et a accru la productivité dans l'ensemble de notre organisation.

Donner au rendement toute son importance

Nous avons consacré beaucoup d'efforts à veiller à ce que la rémunération des employés soit fonction de leur rendement. Nous avons tout fait pour transmettre à nos employés le message que la reconnaissance qu'ils reçoivent et les primes de rendement qui leur sont octroyées reposent essentiellement sur leur rendement personnel.

Chef de file au chapitre de la diversité

À BMO, nous croyons que notre engagement indéfectible à l'égard de la diversité et de l'équité en milieu de travail constitue l'une de nos plus grandes forces. Nos initiatives en matière de diversité sont élaborées et mises en œuvre par notre Bureau de la diversité et de l'équité en milieu de travail en fonction de l'orientation stratégique que lui a donnée le Conseil du chef de la direction sur l'égalité en milieu de travail. Créé en 1991, le Conseil se réunit chaque trimestre afin d'examiner les progrès que nous avons accomplis et de déterminer les mesures à prendre pour assurer la réalisation de nos objectifs en matière d'équité en milieu de travail.

Afin de demeurer un chef de file dans l'établissement de la diversité et de l'équité en milieu de travail, nous avons lancé une nouvelle initiative baptisée « Encore plus loin », avec Catalyst, un organisme consultatif et de recherche de premier plan. L'étude débutera par une analyse approfondie visant à déterminer les lacunes et les succès dans la poursuite de nos objectifs en matière de diversité. Cette analyse sera suivie d'un examen minutieux des causes précises de nos lacunes et établira en guise de conclusion les stratégies concrètes à adopter pour faire face à ces questions à l'échelle de l'organisation.

Prochaines étapes

- Mettre en place, à l'échelle de l'organisation, un mécanisme de suivi du rendement afin de mesurer les progrès accomplis, notamment en ce qui concerne le rendement financier, la réussite des employés et l'orientation client.
- Promouvoir des moyens innovateurs de transmettre les compétences, les connaissances et les façons de faire des employés les plus performants à tous nos employés dans le but d'accroître la productivité et le rendement globaux.
- Adopter des pratiques visant à motiver davantage, à perfectionner et à récompenser encore plus nos employés les plus doués.
- Élaborer un modèle de comportement de leader fondé sur nos valeurs et pouvant être appliqué à l'ensemble de l'organisation.

Collectivité

Nous tirons une grande fierté de notre tradition plus que centenaire de responsabilité et de partenariat à l'égard de nos collectivités. En nous engageant activement dans les milieux où nous sommes implantés, nous renforçons notre organisation et nos collectivités, et façonnons un avenir prometteur.

37 millions de dollars

En 2004, BMO a consacré 37 millions de dollars aux dons, commandites et événements pour soutenir des collectivités, des œuvres de bienfaisance et des organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis.

6,7 millions de dollars

Dans le cadre de son investissement continu dans l'apprentissage, BMO s'est engagé à accorder 6,7 millions de dollars d'argent frais à 14 universités canadiennes, au cours des 10 prochaines années.

De l'aide à des enfants dans le besoin

BMO et ses employés ont versé une contribution de 500 000 \$ à Jeunesse J'écoute^{ms}, la seule ligne d'assistance aux enfants et aux jeunes sans frais, anonyme, bilingue et accessible 24 heures par jour au Canada. Et nous sommes demeurés le principal commanditaire des programmes Ambassadeurs communautaires et Étudiants ambassadeurs de Jeunesse J'écoute.

Carte MasterCard Mosaik de la Croix-Rouge canadienne

BMO Banque de Montréal et la Croix-Rouge canadienne (CRC) ont conjugué leurs efforts pour lancer une nouvelle carte d'affinité. « Cette nouvelle carte MasterCard Mosaik de la Croix-Rouge canadienne procurera à nos donateurs un moyen pratique et efficace d'appuyer le travail vital que nous effectuons au sein des collectivités canadiennes » a déclaré M. Conrad Sauvé, directeur national du financement, à la CRC.

Hommages aux artistes prometteurs

1^{res} Œuvres! Concours invitation destiné aux étudiants en arts visuels de BMO Groupe financier a rendu hommage à la créativité et à l'avenir prometteur des étudiants en arts visuels diplômés d'établissements postsecondaires au Canada. Nous avons invité les doyens et les enseignants à soumettre les meilleures œuvres de leurs étudiants et un comité de sélection émérite a choisi parmi 126 inscrits un lauréat national et un gagnant provenant de chaque province et territoire admissibles. Le diplômé de l'Université de Victoria et lauréat national de *1^{res} Œuvres*, Matt Shane, et les 13 gagnants régionaux témoignent du talent de la prochaine génération d'artistes canadiens.

En scène!

À l'occasion d'un gala qui a eu lieu en octobre, Jillian Keiley, une metteuse en scène de St. John's, Terre-Neuve, a reçu le Prix Elinore et Lou Siminovitch de théâtre 2004, parrainé par BMO. Le prix de 100 000 \$, le plus important du théâtre canadien, est accordé tour à tour, à l'intérieur d'un cycle de trois ans, à un metteur en scène, à un dramaturge ou à un scénographe qui a contribué de façon significative à la vitalité du théâtre canadien.

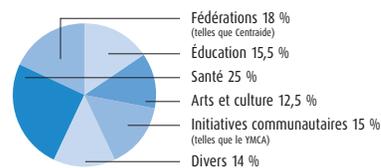
Partenaires en patinage

En 2004, BMO a annoncé le renouvellement de son partenariat de longue date avec Patinage Canada pour six ans. Que son aide vise de jeunes patineurs grâce au programme d'initiation au patinage Patinage Plus, ou des patineurs d'élite de niveau international, BMO témoigne d'une passion indéniable pour le patinage artistique.

Harris, un pilier de la collectivité

En juin 2004, Centraide du Grand Chicago a rendu hommage à Harris en lui remettant un prix *Community Pillar Award* dans la catégorie « dons exemplaires ». Harris, l'un des plus importants bienfaiteurs des organismes de services sociaux et de santé,

Ventilation des dons (2004)



et ses employés ont versé l'an dernier 1,6 million de dollars américains à l'organisme caritatif. En outre, notre pupitre de négociation Harris Nesbitt a participé à *Trade for Hope*, et a remis 700 000 \$ US de revenus de commissions à l'*American Cancer Society*.

Employés bénévoles

Parmi les dirigeants et employés de BMO, on compte par milliers les bénévoles actifs au sein de leur collectivité, donnant généreusement de leur temps et de leur énergie. Leur contribution se fait souvent au moyen de BMO Fontaine d'espoir^{ms}, une fondation de bienfaisance nationale gérée par des employés de BMO Groupe financier. En 2004, nos employés ont recueilli une somme record de 7,2 millions de dollars par l'entremise de cette fondation, à distribuer à plus de 2 300 organismes à l'échelle du Canada.

Parmi les 50 meilleures entreprises citoyennes

Encore une fois, *Corporate Knights* a reconnu en BMO l'une des 50 entreprises canadiennes les plus soucieuses de leurs responsabilités sociales. BMO s'est classé au sixième rang devant ses pairs du secteur des services financiers.

Pour de nombreux autres exemples de notre engagement envers nos collectivités, prière de consulter notre *Rapport sur nos responsabilités sociales* y compris notre *Déclaration annuelle* en ligne à www.bmo.com/community.

Environnement

À BMO Groupe financier, nous souscrivons aux principes du développement durable et croyons sincèrement que notre qualité de vie s'améliore lorsque la croissance économique s'accompagne du respect de l'environnement.

Politique environnementale

En 2004, nous avons procédé à une mise à jour de la Politique environnementale de BMO Groupe financier, qui était en place depuis 1992. Guidés par cette politique, nous nous efforçons de veiller à ce que notre engagement à l'égard de l'environnement fasse partie intégrante de notre culture.

Nous tenons compte de l'environnement dans nos pratiques de prêt. Nous prenons également en considération l'incidence de nos activités commerciales sur les richesses naturelles et le climat à l'échelle mondiale. À cet égard, nous sommes résolus à acheter biens et services auprès de fournisseurs responsables sur le plan de l'environnement, et à travailler avec ces derniers. Fait aussi important à signaler, nous favorisons un milieu de travail qui préconise le recyclage, l'efficacité énergétique et la réduction des déchets.

Vérification de la consommation d'énergie

Nous avons entrepris l'établissement de processus visant à recueillir, à grouper et à communiquer des renseignements sur notre consommation d'énergie et notre gestion du recyclage.

Dans le cadre de cette initiative, nous nous sommes associés à des gestionnaires immobiliers et à des consultants en énergie afin de procéder à des vérifications de la consommation d'énergie dans 11 tours à bureaux et grands immeubles spécialisés

au Canada. Ces travaux serviront à définir d'autres possibilités d'économiser de l'énergie.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

BMO Groupe financier a signé le document des Nations Unies intitulé *PNUE : Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable*. En tant que signataire, nous adhérons à des principes internationalement reconnus de protection de l'environnement et de développement durable.

FTSE4Good

BMO Groupe financier fait partie de l'indice éthique FTSE4Good. Lancé par le *Financial Times* et la Bourse de Londres, l'indice souligne la performance des entreprises qui respectent les normes mondialement reconnues en matière de responsabilité des sociétés selon les critères de durabilité de l'environnement, de promotion sociale, de bonnes relations avec les parties intéressées et de protection des droits de la personne.

Programme d'élimination du matériel technologique

Dans le cadre de notre *Programme d'élimination du matériel technologique*, nous veillons en premier lieu à ce que la confidentialité des renseignements personnels de nos employés et de nos clients soit

assurée. Les appareils non utilisables, notamment les ordinateurs, les télécopieurs et les téléphones cellulaires, sont ensuite éliminés selon des méthodes écologiques. En 2004, nous avons éliminé de manière sûre 14 590 appareils.

Nos principes directeurs

Pour veiller à ce que la responsabilité environnementale fasse vraiment partie intégrante de notre cadre culturel à BMO, nous nous engageons à :

- promouvoir la gestion responsable de l'environnement dans l'ensemble de l'organisation;
- respecter et protéger l'environnement qui nous entoure;
- faire participer nos employés à nos programmes de gestion de l'environnement;
- octroyer du crédit en attachant toute l'importance voulue à la protection de l'environnement;
- prendre la responsabilité de nos résultats en gestion environnementale;
- travailler avec les autres pour protéger et préserver notre environnement.

Prochaines étapes

- Continuer de recueillir et d'analyser des données sur notre consommation d'énergie afin de promouvoir une plus grande conservation de l'énergie dans l'ensemble de notre organisation.
- Continuer de sensibiliser nos employés au développement durable afin de progresser vers l'atteinte de nos objectifs de conservation et de recyclage.
- Mettre en place un cadre structuré pour communiquer les résultats de notre organisation en matière de durabilité, comme celui de la Global Reporting Initiative.



Migration des Bernaches cravant

Chaque année, BMO Groupe financier apporte son appui à un certain nombre d'organismes qui se consacrent à la protection et à la durabilité de l'environnement. En 2004, nous avons versé une contribution au Nature Trust of British Columbia afin de financer son projet de protection des Bernaches cravant. Ce projet vise à informer le public pour qu'il ne dérange pas les milliers de Bernaches noires qui s'arrêtent pour se reposer et se nourrir le long de la côte de la Colombie-Britannique durant leur migration printanière annuelle de 10 000 km qui les conduit de la Californie à l'Arctique.

Pour en savoir plus sur BMO et l'environnement, consulter notre site Web à www.bmo.com/community.

Rapport de gestion

Description de BMO Groupe financier

BMO Groupe financier est l'un des plus importants fournisseurs de services financiers en Amérique du Nord. BMO offre une vaste gamme de produits, de services et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement.

Nous servons nos clients canadiens par l'entremise de BMO Banque de Montréal, notre société de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et de BMO Nesbitt Burns, l'une des plus importantes sociétés de placement à service complet et de gestion de patrimoine au Canada. Aux États-Unis, BMO offre ses services par l'entremise de Harris, une importante société de services financiers dans le Midwest américain, qui possède un réseau de banques locales dans la région de Chicago, ainsi que des bureaux de gestion de patrimoine répartis dans l'ensemble des États-Unis, et de Harris Nesbitt, une banque d'investissement et d'affaires de premier plan sur le marché des entreprises. Nos spécialistes des services financiers sont en mesure d'offrir aux clients tous les services disponibles à l'échelle de l'organisation. BMO Groupe financier est composé de trois groupes clients : le groupe Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et le groupe Services d'investissement.

Nos cibles financières

BMO s'est fixé l'objectif fondamental global et les objectifs financiers à moyen terme énoncés dans le tableau ci-contre. BMO s'est également fixé des cibles annuelles à l'égard de certaines mesures des résultats financiers, qui figurent également dans le tableau. Nous atteindrons notre objectif fondamental global, qui consiste à nous classer dans le quartile supérieur de notre groupe de référence pour le rendement total des capitaux propres, dans la mesure où nous atteindrons nos objectifs financiers à moyen terme minimaux. Notre réussite dépend aussi de nos résultats par rapport à ceux de notre groupe de référence.

Les cibles financières annuelles représentent des jalons dans la réalisation de nos objectifs financiers à moyen terme. Elles sont liées à la situation économique du moment et les résultats des années utilisées aux fins de comparaison peuvent influencer sur celles-ci. Les cibles pour un exercice donné peuvent donc être supérieures ou inférieures aux objectifs financiers à moyen terme.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer, à long terme, un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général, tout en limitant la croissance des frais, de manière à réaliser des gains de productivité de l'ordre de 150 à 200 points de base par année. Tout en visant des économies par la gestion des frais, nous recherchons l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future. Dans la mesure du possible, les économies réalisées au chapitre des frais servent à financer, en totalité ou en partie, nos investissements pour l'avenir.

En 2004, comme en 2003, nous avons atteint nos cinq cibles financières.

Nos cibles pour 2005 ont été établies en fonction de nos prévisions économiques pour la prochaine année, qui sont présentées de façon détaillée à la page 22, et en tenant compte des excellents résultats obtenus en 2004.

Notre vision

Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle du Canada et des États-Unis.

Notre objectif fondamental

Maximiser le rendement total des capitaux propres et nous classer, à long terme, dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Nos objectifs financiers à moyen terme

Accroître le RPA d'au moins 10 % par année; accroître le RCP pour le porter entre 18 % et 19 %; et maintenir un solide capital réglementaire, comparable à celui des membres de nos groupes de référence.

Cibles financières pour 2004	Résultats financiers pour 2004	Cible atteinte	Cibles financières pour 2005
Croissance du RPA de 10 % à 15 %	RPA de 4,42 \$, en hausse de 29 %. Abstraction faite d'une réduction de 170 millions de dollars de la réserve générale, le RPA a augmenté de 22 % pour s'établir à 4,21 \$.	✓	Croissance du RPA de 3 % à 8 % ¹⁾ , par rapport au montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements à la réserve générale)
RCP de 16 % à 18 %	RCP de 19,4 %	✓	RCP de 17 % à 18 %
Provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins	Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 67 millions de dollars. Nous avons également réduit la réserve générale de 170 millions de dollars.	✓	Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins
Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %	Ratio du capital de première catégorie de 9,81 %	✓	Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %
Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base	Amélioration de 155 points de base du ratio de productivité avant amortissement	✓	Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base

1) La cible de croissance du RPA pour 2005 est moindre car nous nous attendons à ce que les provisions pour créances irrécouvrables reviennent à des niveaux plus normaux.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Rapport de gestion et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov. Le chef de la direction et le chef des finances certifient tous deux l'exactitude et l'impartialité de l'information contenue dans le rapport annuel et les rapports intermédiaires d'information continue de BMO.

Comment lire le Rapport de gestion

Description, vision et stratégie	
Dirigeant responsable du groupe	
Réalisations	
Information et données connexes	

Le président et chef de la direction et la chef des finances de BMO ont tous deux signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent Rapport annuel. La déclaration, figurant à la page 82, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à ces renseignements.

Le Rapport de gestion porte sur les exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003. Le commentaire a été établi en date du 23 novembre 2004, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 2 décembre 2004. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Analyse par la direction des résultats de 2004 et prochaines étapes

Table des matières		
16	Introduction	L' Introduction décrit brièvement BMO Groupe financier et explique le lien entre nos cibles annuelles et notre vision globale.
17	Table des matières	
18	Résultats financiers et situation financière en bref	La section Résultats financiers et situation financière en bref présente un aperçu de nos résultats à l'égard de 11 mesures clés utilisées par la direction pour évaluer notre rendement par rapport à nos groupes de référence.
	Stratégie globale et évolution de la situation économique	
21	Stratégie globale	La section Stratégie globale et évolution de la situation économique décrit la stratégie mise en œuvre à l'échelle de l'organisation et les progrès accomplis en vue de la réalisation de nos priorités stratégiques de 2004. Cette section comporte également des commentaires sur l'incidence de l'évolution de la situation économique sur nos activités en 2004 et les perspectives économiques pour 2005.
22	Évolution de la situation économique	
	Mesures de la valeur	
23	Rendement total des capitaux propres	La section Mesures de la valeur passe en revue les quatre mesures clés qui évaluent ou influencent directement le rendement des capitaux propres.
24	Croissance du résultat par action	
25	Rendement des capitaux propres	
25	Croissance du profit économique net	
	Analyse des résultats financiers	
	Analyse globale des résultats	L' Analyse des résultats financiers présente une analyse détaillée de nos résultats consolidés dans chacune des principales catégories de postes figurant à l'état des résultats, de même que des explications sur l'utilisation de mesures non conformes aux PCGR et sur l'incidence des variations des taux de change et des acquisitions d'entreprises.
26	Rétrospective de 2004	
34	Rétrospective de 2003	
	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	L' Analyse des résultats des groupes d'exploitation présente la vision, les stratégies et les principaux risques d'entreprise auxquels nos groupes d'exploitation sont exposés, de même que les forces et les compétences qui leur permettent de déployer les stratégies qui les aideront à concrétiser leur vision. On y trouve également un sommaire de leurs réalisations en 2004 et priorités pour 2005, et une analyse de leurs résultats financiers de l'exercice.
35	Sommaire	
36	Groupe Particuliers et entreprises	
42	Groupe Gestion privée	
45	Groupe Services d'investissement	
48	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	
	Analyse de la situation financière	L' Analyse de la situation financière traite des éléments de l'actif et du passif, selon les principales catégories figurant au bilan. On y trouve une évaluation de la suffisance du capital et la description de l'approche que nous avons adoptée en matière d'utilisation du capital pour soutenir nos stratégies commerciales et maximiser le rendement des capitaux propres. Elle traite également des éléments hors bilan et des instruments financiers.
49	Bilan	
51	Gestion globale du capital	
53	Éléments hors bilan	
54	Instruments financiers	
	Estimations et conventions comptables	La section Estimations et conventions comptables traite des estimations comptables critiques, ainsi que des modifications des conventions comptables en 2004 et 2005.
55	Estimations comptables critiques	
57	Modifications des conventions comptables en 2004	
57	Modifications des conventions comptables en 2005	
	Gestion globale des risques	La section Gestion globale des risques décrit notre façon d'aborder la gestion des principaux risques financiers et connexes auxquels nous sommes exposés.
58	Gestion globale des risques	
67	Tendances trimestrielles relatives au revenu net et analyse des résultats du quatrième trimestre	
70	Données complémentaires	La section Données complémentaires présente de nombreux tableaux financiers utiles et des données historiques supplémentaires.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act*, loi américaine de 1995. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2005 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Résultats financiers et situation financière en bref

Nos résultats*

Rendement total des capitaux propres (RTCP)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans de BMO s'élève à 18,9 %, soit une hausse considérable par rapport au RTCP de 12,9 % inscrit un an plus tôt. Il est supérieur aux rendements du secteur des services financiers et du marché en général.
- Le RTCP sur un an de BMO, qui est de 20,0 %, est légèrement inférieur au rendement du secteur des services financiers mais supérieur aux rendements du marché en général.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 23.

Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a progressé de 29 % pour atteindre 4,42 \$, soit un autre niveau record après avoir progressé de 28 % l'an dernier. Cette progression s'explique par la réduction de la provision pour créances irrécouvrables et par la croissance du volume d'affaires de tous les groupes d'exploitation.
- Cette croissance de 29 % du RPA (22 % si on fait abstraction de la réduction de 170 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables) est supérieure à notre cible pour 2004, qui était une hausse de 10 % à 15 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 24.

Rendement des capitaux propres (RCP)

- Le RCP s'est établi à 19,4 %, soit le rendement le plus élevé depuis 1978, ce qui est supérieur à notre cible pour 2004 qui était un taux de 16 % à 18 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 25.

Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, a progressé de 60 % pour atteindre le niveau record de 1 123 millions de dollars après avoir augmenté de 92 % en 2003.
- Chacun des groupes d'exploitation a augmenté son PEN en 2004.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 25.

Croissance du revenu

- Le revenu a augmenté de 341 millions de dollars, ou de 4 %, en 2004 et il a progressé dans chacun de nos groupes clients.
- La baisse du taux de change des dollars canadien et américain, déduction faite de l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises, a retranché 1,6 point de pourcentage à la croissance du revenu.
- L'augmentation des gains nets sur titres de placement a renforcé la croissance du revenu, tandis que le rétrécissement des marges nettes d'intérêts a ralenti cette croissance.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 28.

Ratio des frais au revenu ^{a)} (ou ratio de productivité)

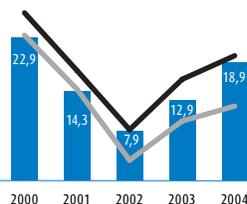
- Le ratio de productivité s'est amélioré de 160 points de base pour s'établir à 64,1 % en 2004. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 155 points de base pour s'établir à 63,0 %. Nous avons donc atteint notre cible financière et notre objectif prioritaire pour 2004, soit une amélioration de 150 à 200 points de base.
- Chacun des groupes clients a amélioré son ratio de productivité pour une deuxième année de suite.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 32.

Comparaison avec nos groupes de référence*

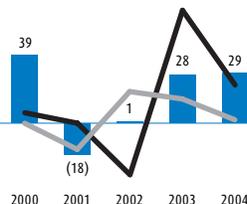
Rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans de BMO, qui est de 18,9 %, est inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 20,1 %, mais nettement supérieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 12,0 %.
- La position relative de BMO pour ce qui est de cette importante mesure s'est sensiblement améliorée depuis un an et le RTCP sur trois ans de BMO s'établit à 23 %, un taux supérieur à la moyenne des deux groupes de référence.



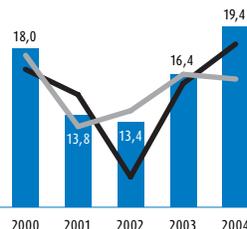
Croissance du résultat par action (RPA) (%)

- La croissance du RPA de BMO, qui est de 29 % en 2004, est supérieure à la croissance moyenne de 22 % du groupe de référence du Canada et nettement plus élevée que la croissance moyenne de 2 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- La croissance moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord a subi le contrecoup de provisions de plusieurs milliards de dollars établies en rapport avec des litiges par deux des plus grandes sociétés du groupe.



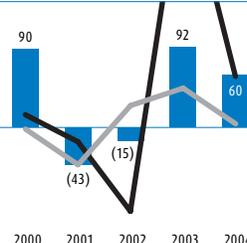
Rendement des capitaux propres (RCP) (%)

- Le RCP de 19,4 % en 2004 est supérieur au RCP moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 18,3 %, et à celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 16,1 %.
- BMO est la seule grande banque nord-américaine à avoir obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun de 15 derniers exercices.



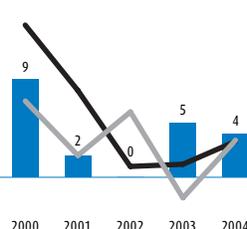
Croissance du profit économique net (PEN) (%)

- La croissance du PEN, qui a atteint 60 % en 2004, est légèrement supérieure à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 58 %, et nettement au-dessus de celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 4 %.
- La moyenne du groupe nord-américain a subi le contrecoup des provisions pour litiges mentionnées ci-dessus.



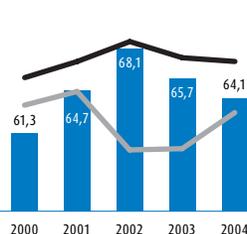
Croissance du revenu (%)

- La croissance du revenu, qui est de 3,7 % en 2004, est supérieure à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 3,3 %, et à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 3,4 %.
- La croissance du revenu de BMO a été supérieure à celle des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord en 2003 et en 2004.



Ratio des frais au revenu (%)

- Le ratio de productivité de BMO, qui est de 64,1 %, est meilleur que le ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 67,0 %, mais il est plus élevé que celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 62,9 %.
- BMO a accru son avantage par rapport au ratio moyen du groupe de référence du Canada en 2004. Le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord a subi le contrecoup de provisions pour litiges.



*Les rajustements effectués pour convertir les résultats obtenus selon les PCGR en résultats et mesures avant amortissement et en d'autres résultats et mesures non conformes aux PCGR, y compris le rajustement du revenu sur une base d'imposition comparable (bic), sont présentés à la page 26.

a) Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, les ratios des frais autres que d'intérêts au revenu, de BMO et des groupes de référence, indiqués dans les graphiques pour les exercices 2000 et 2001, comprennent l'amortissement des écarts d'acquisition.

■ BMO Groupe financier
● Moyenne du groupe de référence du Canada
○ Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

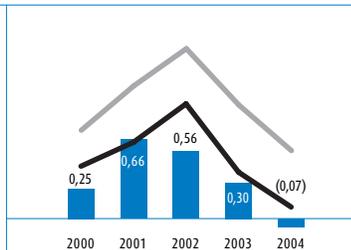
Se reporter à la page 20 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

Nos résultats

Créances irrécouvrables

- La provision pour créances irrécouvrables s'est améliorée de 558 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont diminué de 388 millions de dollars et la réserve générale a été réduite de 170 millions de dollars.
- La provision représente -7 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations et la provision spécifique représente 4 points de base, ce qui constitue une amélioration par rapport aux 30 points de base en 2003 et ce qui est nettement mieux que notre cible.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 31 et 60.



Comparaison avec nos groupes de référence

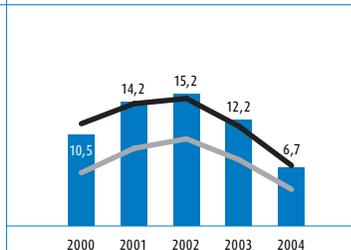
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

- La provision pour créances irrécouvrables de BMO s'est établie à (0,07) % du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui est mieux que le résultat moyen de 0,10 % du groupe de référence du Canada et que le résultat moyen de 0,57 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- En matière de créances irrécouvrables, le rendement de BMO est constamment meilleur que les résultats des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.

Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux s'établit à 1 119 millions de dollars, alors qu'il atteignait 1 918 millions en 2003, et il représente 6,7 % du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables, comparativement à 12,2 % il y a un an.
- Le solde des nouveaux prêts et acceptations douteux, qui influe fortement sur les provisions pour créances, s'établit à 607 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 1 303 millions en 2003.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 31 et 61.



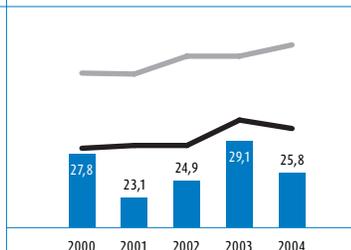
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables

- Le ratio de 6,7 % BMO est légèrement meilleur que le ratio moyen de 6,9 % du groupe de référence du Canada, mais plus élevé que le ratio moyen de 4,2 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- Au cours des dernières années, le ratio de BMO a été proche du ratio moyen du groupe de référence du Canada mais plus élevé que celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total a diminué, passant de 29,1 % en 2003 à 25,8 % en 2004.
- Les liquidités demeurent adéquates, étant toujours soutenues par la grande diversité des dépôts.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 64 et 65.



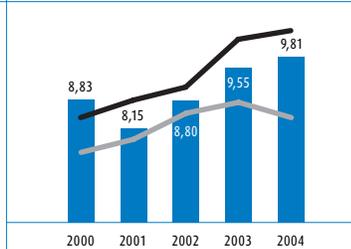
Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total (%)

- Le ratio de BMO, qui s'établit à 25,8 %, est inférieur aux ratios moyens de 30,5 % et de 39,4 % des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord respectivement.
- Notre ratio demeure plus élevé que notre cible minimale.

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,81 %, en hausse par rapport au ratio de 9,55 % de l'exercice précédent. Notre cible minimale était de 8,0 %.
- Le ratio du capital total s'établit à 11,31 %, en baisse par rapport au ratio de 12,09 % de 2003.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 51 et 52.



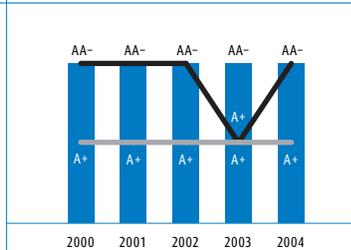
Ratio du capital de première catégorie (%)

- Notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 9,81 %, est le plus élevé des dernières années, mais il est inférieur au ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 10,40 %.
- Selon les normes américaines, notre ratio du capital de première catégorie est de 9,44 % et est plus élevé que le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 8,40 %.

Cote de crédit (Standard & Poor's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Standard & Poor's^{MO7} (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-). Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrentes, est supérieure à celle de la banque canadienne la mieux cotée et égale à celle de la banque qui a obtenu la cote la plus élevée parmi les autres grandes banques canadiennes.
- La perception que S&P a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 52.



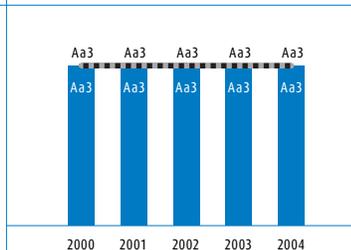
Cote de crédit

- La cote de crédit de BMO (AA-), attribuée par S&P sur les créances prioritaires, correspond à la médiane du groupe de référence du Canada, deux banques ayant la même cote que BMO et trois autres ayant une cote inférieure. La cote de BMO demeure plus élevée que la cote médiane du groupe de référence de l'Amérique du Nord (A+).

Cote de crédit (Moody's)

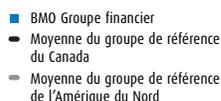
- Notre cote de crédit, attribuée par Moody's^{MO8} sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3). Elle est légèrement inférieure à celle de la banque canadienne la mieux cotée et égale à celle de la banque qui a obtenu la cote la plus élevée parmi les autres grandes banques canadiennes.
- La perception que Moody's a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 52.



Cote de crédit

- La cote de crédit de BMO (Aa3), attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, est comparable aux cotes médianes des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord.



Se reporter à la page 20 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord

	2004					2003					Moyenne de cinq ans				
	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	Rés. BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.
Mesures des résultats financiers (%)															
Rendement total des capitaux propres (RTCP)															
annualisé sur cinq ans	18,9	4	20,1	12,0	1	12,9	6	16,3	9,6	2	18,9	4	20,1	12,0	1
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	28,5	2	22,2	1,8	1	28,4	5	64,9	14,0	2	15,7	4	12,5	3,3	2
Rendement des capitaux propres (RCP)															
attribuables aux actionnaires ordinaires	19,4	2	18,3	16,1	2	16,4	5	15,8	16,4	3	16,2	3	15,1	15,9	2
Croissance du profit économique net (PEN)	59,6	2	58,2	4,1	2	91,8	3	2 997,0	45,0	2	36,6	5	612,3	6,8	2
Croissance du revenu	3,7	3	3,3	3,4	3	4,7	3	1,2	(1,9)	3	4,0	5	5,5	4,2	3
Ratio des frais au revenu	64,1	2	67,0	62,9	3	65,7	3	67,3	60,0	3	64,8	2	67,1	62,2	3
Provision pour créances irrécouvrables															
en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	(0,07)	2	0,10	0,57	1	0,30	2	0,39	0,95	1	0,34	1	0,51	0,92	1
Mesures de la situation financière (%)															
Solde brut des prêts et acceptations douteux															
en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	6,7	3	6,9	4,2	4	12,2	5	11,4	7,6	4	11,7	4	11,6	7,0	4
Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières															
à l'actif total	25,8	6	30,5	39,4	3	29,1	6	31,4	38,2	3	26,2	6	29,5	38,1	3
Ratio du capital de première catégorie	9,81	4	10,40	8,40	1	9,55	6	10,20	8,75	1	9,03	6	9,37	8,36	1
Cote de crédit															
Standard & Poor's	AA-	1	AA-	A+	1	AA-	1	A+	A+	1	AA-	1	AA-	A+	1
Moody's	Aa3	2	Aa3	Aa3	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2

La moyenne du groupe de référence des banques canadiennes est fondée sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque CIBC, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. La moyenne du groupe de référence des banques nord-américaines est fondée sur les résultats des 15 plus grandes banques de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire toutes les banques du Canada et des États-Unis dont les capitaux propres équivalent à au moins 75 % de ceux de BMO. Le groupe de référence des banques nord-américaines comprend le groupe de référence des banques canadiennes, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Citigroup, J.P. Morgan Chase & Co.,

KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date et les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date.

Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu comprend, dans le calcul de la moyenne de cinq ans, l'amortissement des écarts d'acquisition dans le cas de toutes les banques pour les périodes antérieures à 2002.

Comparaison avec le groupe de référence du Canada

Les résultats de BMO pour l'exercice 2004 se sont améliorés par rapport à ceux de 2003 pour ce qui est de sept de nos onze principales mesures des résultats financiers et de la situation financière, et sont demeurés stables en ce qui concerne une de ces mesures, soit la cote de crédit. Nous considérons ces mesures comme nos mesures principales parce que nous les utilisons pour comparer nos résultats à ceux de notre groupe de référence du Canada. Ces améliorations font suite aux succès de l'exercice 2003 au cours duquel nous avons amélioré nos résultats à l'égard de nos onze mesures.

En 2004, nos résultats ont été supérieurs à la moyenne du groupe de référence du Canada pour six des sept mesures des résultats financiers, tandis que nos résultats de 2003 avaient été supérieurs à la moyenne quant à quatre de ces mesures. Ces très bons résultats en 2004 nous ont permis de monter dans le classement quant à cinq des sept mesures des résultats financiers et de conserver notre rang dans les deux autres cas.

L'accroissement de la productivité était encore une fois l'objectif prioritaire de BMO en 2004. Notre ratio des frais au revenu s'est amélioré de 160 points de base en 2004, après s'être amélioré de 240 points de base en 2003. À ce chapitre, nous sommes passés du troisième au deuxième rang du groupe de référence du Canada, après être passés du quatrième rang au troisième en 2003. Le ratio de productivité avant amortissement de BMO (voir la page 26) s'est amélioré de 155 points de base pour atteindre 63,0 % en 2004, ce qui nous a permis de demeurer au deuxième rang des grandes banques canadiennes. Pour 2005, nous visons une autre amélioration de 150 à 200 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement.

La provision pour créances irrécouvrables de BMO représentait -7 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui nous classe au deuxième rang de notre groupe de référence du Canada. La banque qui s'est classée au premier rang en 2004 a une moyenne de cinq ans de 53 points de base pour cette mesure, tandis que celle de BMO qui est de 34 points de base est la meilleure du secteur. Les résultats de BMO à l'égard de cette mesure en 2004 ont été favorisés par une réduction de 170 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables. Notre provision spécifique pour créances irrécouvrables représentait 4 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations en 2004.

Notre classement s'est amélioré pour deux des quatre mesures de la situation financière et il est resté inchangé pour les deux autres.

Nous nous classons au-dessus de la moyenne pour une mesure, dans la moyenne pour une autre mesure et sous la moyenne pour les deux autres, soit le ratio du capital de première catégorie et le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total. Ces deux ratios sont cependant supérieurs à nos cibles minimales.

Comme nous l'expliquons aux pages 16 et 24, notre cible de croissance du RPA pour 2005 est inférieure à notre cible et à nos résultats de 2004 parce que nous prévoyons une augmentation des provisions pour créances irrécouvrables, qui se sont maintenues à des niveaux exceptionnellement bas en 2004. Par conséquent, il se pourrait que certaines mesures de croissance de nos résultats financiers et de notre situation financière indiquent en 2005 des rendements moins élevés que les très bons résultats obtenus en 2004.

Nos résultats pour 2004 ont été supérieurs à notre moyenne de cinq ans en ce qui a trait à sept de nos dix mesures (cette comparaison exclut le RTCP annualisé sur cinq ans) et notre moyenne de cinq ans s'est améliorée quant à huit de nos onze mesures par rapport à l'exercice 2003, tandis que notre cote de crédit est restée inchangée. Notre moyenne de cinq ans est meilleure que la moyenne comparable du groupe de référence du Canada pour ce qui est de quatre des sept mesures des résultats financiers.

Comparaison avec le groupe de référence de l'Amérique du Nord

Notre classement au sein du groupe de référence de l'Amérique du Nord est meilleur en 2004 qu'en 2003. Notre rang au classement par quartile s'est amélioré en ce qui a trait à trois des mesures des résultats financiers et il est resté inchangé pour les quatre autres. Nos résultats ont été supérieurs à la moyenne pour six des sept mesures des résultats financiers en 2004, tandis que nos résultats de 2003 avaient été supérieurs à la moyenne quant à cinq de ces mesures. Pour ce qui est des mesures de la situation financière, notre rang au classement par quartile est resté inchangé, nos résultats ayant été supérieurs à la moyenne pour deux des quatre mesures en 2004, comme c'était le cas en 2003.

Notre moyenne de cinq ans est meilleure que celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour ce qui est de cinq des sept mesures des résultats financiers.

Le fait que deux des plus grandes sociétés ont comptabilisé des provisions de plusieurs milliards de dollars pour des litiges et d'autres coûts de règlement relatifs à l'insolvabilité de certains clients prestigieux a influé sur les résultats du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Stratégie globale

Vision

Être la société de services financiers la plus performante à l'échelle du Canada et des États-Unis.

Stratégie

- Nous allons augmenter la rentabilité de nos activités dans l'ensemble du Canada et améliorer nos activités tout en poursuivant notre expansion sélective aux États-Unis. Dans tous nos secteurs d'activité, nous entendons établir des relations solides et durables avec nos clients en leur offrant un service exceptionnel. Nous allons aussi continuer à améliorer notre productivité et nous procurerons une valeur supérieure à nos clients en concentrant nos efforts sur ce qui leur importe, en rationalisant nos processus et en supprimant les lourdeurs administratives.
- Nous rechercherons énergiquement les occasions de croissance dans les secteurs où nous bénéficions d'avantages concurrentiels ainsi que dans les marchés en expansion ou en transformation rapide.
- Au Canada, cette stratégie consiste à améliorer notre position dans le marché des services aux entreprises, à nous tailler une part du marché croissant des clients à valeur nette élevée et à accroître notre part des services bancaires d'investissement utilisés par nos clients en leur offrant une gamme complète de services.
- Aux États-Unis, cette stratégie consiste à croître tant de façon organique qu'au moyen d'acquisitions, afin d'être un chef de file dans les marchés des particuliers et des entreprises où nous sommes présents, ainsi que dans le marché des moyennes entreprises et le secteur de la gestion de patrimoine dans le Midwest. Nous comptons aussi miser sur la fragmentation et la croissance du marché de la gestion de patrimoine en poursuivant notre expansion de façon sélective dans le pays.



Rose M. Patten

Première vice-présidente à la direction,
Ressources humaines, et
chef du Bureau de gestion stratégique

Nous tirons le meilleur parti de nos forces fondamentales pour réaliser notre stratégie :

- Bâti une organisation axée sur le rendement élevé en assurant le perfectionnement de nos employés et le développement de leurs compétences.
- Concevoir, mettre en œuvre et maintenir des systèmes à faible coût de grande qualité.
- Utiliser notre expertise en matière de gestion du crédit afin de trouver des solutions créatives pour les clients tout en conservant un profil de risque judicieux.
- Maintenir l'excellence de la gouvernance.

Progrès réalisés par rapport à nos priorités stratégiques de 2004

Notre ratio de productivité s'est amélioré

- Notre ratio de productivité avant amortissement a inscrit une amélioration de 155 points de base en 2004, grâce à la croissance du revenu et à une gestion des coûts efficace.

Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle se sont améliorés

- Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle se sont améliorés pour ce qui est des particuliers et sont demeurés stables pour ce qui est des entreprises. Nous continuerons de mettre en œuvre d'importantes initiatives en vue d'accroître nos capacités en matière de vente et de service, ce qui nous permettra d'améliorer davantage nos résultats et de réduire l'écart avec les leaders du marché.

Nous avons amélioré les résultats de nos activités aux États-Unis

- Le revenu net des activités aux États-Unis s'est accru de 67 millions de dollars américains.
- Les Services bancaires Harris région de Chicago ont ouvert neuf nouvelles succursales et continué de gérer énergiquement leur structure de coûts.
- La gestion de patrimoine a tiré parti de l'offre de services exceptionnelle de Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney et de myCFO afin d'étendre notre éventail de services aux clients.
- Nous avons réalisé des synergies en complétant l'intégration de Gerard Klauer Mattison dans le groupe Services d'investissement et nous avons unifié sous la marque Harris Nesbitt tous nos services d'investissement et services aux grandes entreprises aux États-Unis.

Nous avons accru nos ventes et notre part des dépenses des clients

- La croissance du revenu s'est établie à 3,7 %, au troisième rang parmi les grandes banques du Canada.
- En ce qui a trait à nos activités aux États-Unis – notre moteur de croissance essentiel – le revenu net s'est accru de 26 % en dollars américains.
- Nous avons coordonné les efforts de tous les groupes afin d'accroître la vente croisée entre les secteurs d'activité aux États-Unis, en favorisant le partenariat des forces de vente, en établissant des cibles en matière d'indication de clients et en améliorant les processus.

Nous avons poursuivi sélectivement nos acquisitions aux États-Unis

- Nous avons acquis la New Lenox State Bank et la Lakeland Community Bank, ajoutant ainsi 10 succursales à notre réseau.
- Nous avons convenu d'acquérir la Mercantile Bancorp, Inc. dans le cadre d'une entente qui devrait se conclure au début de 2005 et qui nous permettra d'accroître notre réseau de 19 succursales.

Nous sommes demeurés un employeur de choix et avons progressé dans l'instauration d'une culture axée sur le rendement élevé et soutenu

- Pour la troisième année d'affilée, BMO a été la seule banque à figurer au palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada et s'est classé en tête des entreprises canadiennes dans le classement des 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation.

Prochaines étapes – Priorités pour 2005

- Atteindre les cibles financières en mettant l'accent sur la productivité.
- Accroître les revenus en offrant une expérience client supérieure et en obtenant une plus grande part des affaires des clients.
- Continuer d'améliorer les résultats des activités aux États-Unis.
- Accélérer la croissance aux États-Unis tant de façon organique qu'au moyen d'acquisitions.
- Accroître le revenu net au Canada en misant sur l'efficacité opérationnelle et en améliorant notre part de marché, tout en accélérant la croissance de nos services bancaires aux entreprises et de nos services de gestion de patrimoine.
- Bâti une organisation axée sur le rendement élevé en favorisant le perfectionnement de nos employés, en vivant nos valeurs et en étant un employeur de choix.
- Assurer une gouvernance d'entreprise de premier ordre, une saine gestion du risque, le maintien de systèmes efficaces et un excellent service après-vente.

Évolution de la situation économique

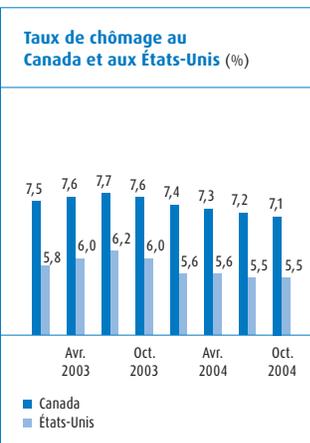
Évolution de la situation économique au Canada et aux États-Unis en 2004

Après avoir ralenti considérablement en 2003 sous l'effet d'une série de chocs, l'économie canadienne s'est raffermie en 2004. Les dépenses de consommation ont ouvert la voie, la réduction des taux d'intérêt ayant suscité une remontée des prêts aux particuliers. L'augmentation de la demande de logements a fait bondir la croissance des prêts hypothécaires et la construction résidentielle. Du côté des entreprises, la hausse des prix des produits de base a permis d'accroître la rentabilité et favorisé la hausse des investissements. En 2004, la croissance des exportations a rebondi inopinément à la faveur de la forte demande en provenance des États-Unis, qui a plus que compensé les effets négatifs de l'appréciation du dollar canadien. Enfin le renforcement de l'économie a eu pour effet de réduire le taux de chômage en 2004, sans toutefois entraîner la remontée de l'inflation. En septembre, la Banque du Canada a commencé à relever son taux à un jour afin d'éviter que la baisse de l'excédent de capacité dans l'économie n'exerce des pressions accrues sur les coûts.

L'économie américaine, qui avait repris de l'élan en 2003, a conservé sa vigueur en 2004. Soutenues par des taux d'intérêt peu élevés et une réduction de l'impôt sur le revenu, les dépenses de consommation n'ont ralenti que légèrement malgré l'augmentation des prix de l'énergie. En matière de logement, les ventes sont demeurées vigoureuses, atteignant même des niveaux records au printemps, ce qui a entraîné une forte demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Par contre, les ventes d'automobiles ont reculé quelque peu par rapport aux sommets atteints auparavant, entraînant un ralentissement de la croissance des prêts aux particuliers. Pour leur part, les entreprises ont augmenté leurs dépenses en 2004, le secteur manufacturier axé sur les exportations ayant bénéficié de la faiblesse du dollar américain. Toutefois, la demande de prêts consentis aux entreprises est restée léthargique, car celles-ci ont continué de financer leurs dépenses en puisant dans leurs liquidités et en empruntant sur les marchés financiers. Enfin, la confiance accrue des chefs d'entreprises dans la durabilité de l'expansion a poussé l'emploi à la hausse. Durant l'été, bien que l'inflation soit demeurée faible en 2004, la Réserve fédérale américaine a commencé à relever son taux à un jour de son creux inégalé en 46 ans afin de réduire quelque peu ses stimulants monétaires. Les marchés boursiers ont conservé leurs gains notables de l'année précédente, soutenant ainsi les activités de courtage et les opérations de prise ferme de BMO.

Perspectives économiques pour 2005

En 2005, l'économie canadienne devrait croître à un rythme modéré. Les dépenses des particuliers profiteront encore des taux d'intérêt peu élevés, malgré la remontée qui s'est amorcée. Du côté des entreprises, la solide rentabilité et la confiance accrue des dirigeants dans l'expansion de l'économie favoriseront la hausse des investissements. En revanche, la croissance des exportations ralentira en raison de l'appréciation du dollar canadien. Quant aux taux d'intérêt, ils devraient continuer d'augmenter progressivement pour atteindre des niveaux plus normaux, alors que le dollar canadien devrait continuer à se raffermir au début de l'exercice 2005 pour fléchir au deuxième semestre, sous l'effet de la baisse prévue des prix des produits de base. L'expansion économique devrait soutenir la croissance des prêts hypothécaires, des prêts personnels et du crédit aux entreprises. On s'attend également à ce que l'amélioration du climat économique stimule les activités dans le secteur des services bancaires d'investissement tarifés.



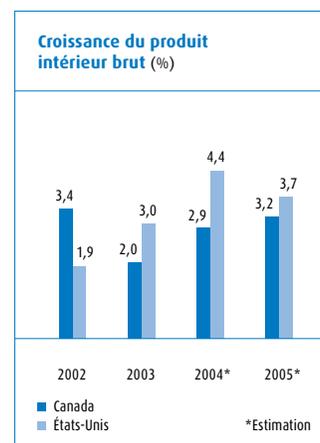
Les taux de chômage au Canada et aux États-Unis ont reculé modérément en 2004.



Au Canada, les taux d'intérêt à court terme ont commencé à suivre la hausse des taux d'intérêt américains.



Le dollar américain a continué de se déprécier par rapport au dollar canadien.



L'économie canadienne devrait progresser à un rythme moins rapide que celle des États-Unis pour la troisième année de suite.

L'économie américaine devrait inscrire une forte croissance en 2005, grâce aux investissements des entreprises dans des biens d'équipement destinés à améliorer la productivité. Toutefois, le taux de croissance ralentira quelque peu par rapport à l'allure rapide de 2004 en raison de la hausse des coûts de l'énergie et du soutien décroissant des politiques monétaire et budgétaire. On prévoit que la remontée des taux d'intérêt réduira l'élan du marché de l'habitation en rendant l'accès à la propriété moins abordable et entraînera une réduction de la demande de prêts hypothécaires. En revanche, la persistance de la vigueur des dépenses d'investissement devrait stimuler la demande de prêts aux entreprises. En 2005, les taux d'intérêt continueront probablement de monter progressivement à mesure que la Réserve fédérale américaine réduira les stimulants monétaires dans l'économie.

Faits saillants

- Nous avons atteint ou surpassé toutes nos cibles relatives aux résultats en 2004.
- Rendement total des capitaux propres (RTCP) – Les actionnaires de BMO ont profité d'un rendement annualisé sur cinq ans de 18,9 % et d'un rendement de 20,0 % en 2004.
- Croissance du résultat par action (RPA) – Le RPA a augmenté de 29 % en 2004 pour atteindre le résultat record de 4,42 \$, après avoir enregistré une hausse de 28 % au cours de l'exercice précédent.
- Rendement des capitaux propres (RCP) – Le RCP de BMO s'est établi à 19,4 % en 2004, le plus élevé depuis 1978, et BMO est la seule grande banque nord-américaine à avoir affiché un RCP de plus de 13 % sur 15 exercices consécutifs.
- Profit économique net (PEN) – Le PEN a atteint un niveau record grâce à la contribution de tous les groupes d'exploitation; la contribution des groupes Gestion privée et Services d'investissement a enregistré une forte croissance.
- Le dividende trimestriel sur nos actions ordinaires a été relevé deux fois au cours de l'exercice, augmentant au total de 26 % par rapport à l'exercice précédent.

Rendement total des capitaux propres

L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total des capitaux propres et à se classer, à long terme, dans le quartile supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans constitue une mesure clé de la valeur pour les actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d'établir si nous avons atteint notre objectif fondamental, à savoir de maximiser la valeur pour les actionnaires. Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTCP annuel moyen de 18,9 % sur leur investissement. Ce rendement soutient favorablement la comparaison avec le rendement annuel moyen de 5,8 % obtenu par l'indice composé de rendement global S&P/TSX durant la même période et est supérieur au rendement du sous-indice des services financiers du S&P/TSX qui s'est établi à 18,1 %. Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés et l'évolution du cours de l'action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l'exercice 2000 aurait valu 2 376 \$ au 31 octobre 2004, si l'on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 138 %. Les dividendes versés au cours de ces cinq années ont augmenté au taux annuel moyen de 10 %. En 2004, le dividende trimestriel sur nos actions ordinaires a été relevé deux fois, augmentant au total de 26 % par rapport au quatrième trimestre de 2003.

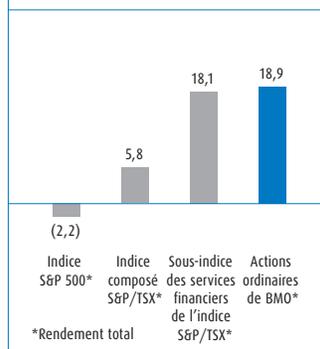
Le RTCP annualisé de 18,9 % pour les cinq dernières années a progressé sensiblement par rapport au rendement annualisé de 12,9 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2003. La progression s'explique par les RTCP annuels qui ont servi à établir la moyenne. Ainsi, le rendement négatif de 7,4 % obtenu en 1999 a été retiré du calcul de la moyenne et remplacé par celui de 20,0 % obtenu pour l'exercice 2004.

Le RTCP de 20,0 % de l'exercice 2004 soutient favorablement la comparaison avec le rendement de 16,1 % de l'indice composé de rendement global S&P/TSX. Notre RTCP de l'exercice est légèrement inférieur au sous-indice des services financiers du S&P/TSX.

D'autres observations sur le rendement des capitaux propres et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent aux pages 18 et 20.

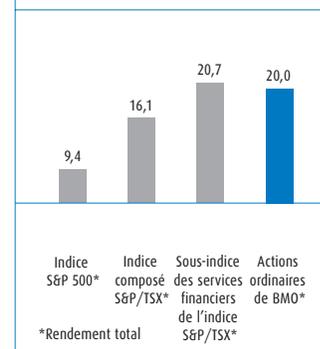
Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans des actions.

Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (%)



Notre solide rendement des capitaux propres surpasse les indices sur les derniers cinq ans.

Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



Notre rendement des capitaux propres sur un an, qui s'établit à 20 %, est comparable à l'indice des services financiers et est supérieur aux moyennes du marché.

Rendement total des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000	TCAC cinq ans 1)
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25	15,2 %
Dividende versé (en dollars, par action)	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99	10,1 %
Dividende versé (%)	3,0	3,4	3,5	3,1	3,5	
Augmentation (diminution) du cours de l'action (%)	16,7	29,5	12,5	(3,9)	24,4	
Rendement total annuel des capitaux propres (%) 2)	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0	

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

2) Le rendement total annuel des capitaux propres suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.

Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la mesure clé que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action, sauf indication contraire.

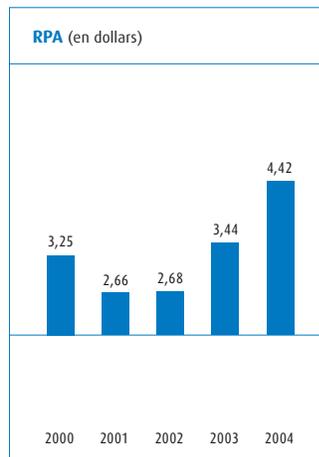
Le RPA a atteint le niveau record de 4,42 \$, en hausse de 29 %, comparativement au niveau record de 3,44 \$ enregistré en 2003. Le RPA avant amortissement s'est chiffré à 4,57 \$, en hausse de 27 %, comparativement à 3,59 \$ en 2003. La croissance du RPA a dépassé notre objectif annuel de 10 % à 15 %. Abstraction faite de la réduction de 170 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables en 2004, le RPA a augmenté de 22 % pour s'établir à 4,21 \$. Pour 2005, nous visons une croissance du RPA de 3 % à 8 %, mesurée à partir de ce montant de base de 4,21 \$, excluant tout rajustement de la réserve générale. Notre cible de croissance du RPA pour 2005 est inférieure à la cible de 2004 et aux résultats de 2004 du fait que les provisions pour créances irrécouvrables en 2005 devraient être supérieures aux niveaux exceptionnellement faibles de 2004, les nouvelles provisions, les recouvrements et les contrepassations étant censés revenir à des niveaux plus normaux. Nos cibles ont également été fixées dans le contexte de nos perspectives économiques pour 2005 qui figurent à la page 22.

Notre taux de croissance du RPA, annualisé sur cinq ans, s'établit à 13,6 % et est supérieur à notre objectif à moyen terme de 10 %, le RPA étant passé de 2,34 \$ en 1999 à 4,42 \$ en 2004. L'amélioration du rendement du portefeuille de prêts en 2003 et 2004 a grandement contribué au fort taux de croissance annualisé du RPA.

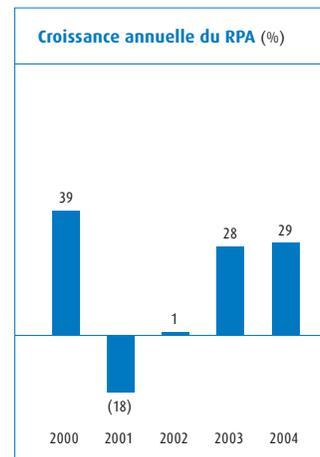
Le revenu net s'est établi à 2 351 millions de dollars, en hausse de 29 % par rapport aux 1 825 millions de l'exercice précédent. Les 526 millions de dollars d'augmentation du revenu net s'expliquent principalement par une amélioration de 558 millions (363 millions après impôts) du rendement du portefeuille de prêts, qui représente environ les deux tiers de la hausse de 29 % du revenu net, et par les résultats élevés enregistrés par les groupes d'exploitation. En 2004, les trois groupes clients ont accru leur productivité et enregistré un revenu net record. Le groupe Particuliers et entreprises a augmenté son revenu net de 66 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent, grâce à la forte croissance de son volume d'affaires qui a plus que neutralisé les effets de la diminution des frais de services de cartes et du rétrécissement des marges nettes d'intérêts dans un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. Le groupe Gestion privée a accru son revenu net de 87 millions, ou de 60 %, tandis que le groupe Services d'investissement a augmenté son revenu net de 135 millions, ou de 19 %. Les deux groupes ont bénéficié de l'amélioration des conditions des marchés financiers, particulièrement au cours de la première moitié de l'exercice. Le revenu net des Services d'entreprise a augmenté de 238 millions, l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts de BMO ayant fortement influencé les résultats du groupe en raison de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, comme nous l'expliquons à la section Services d'entreprise, à la page 49.

Le revenu sur une base d'imposition comparable, qui est expliqué aux pages 26 et 28, a augmenté de 341 millions ou de 4 % pour s'établir à 9 612 millions. Nos trois groupes clients ont tous enregistré une croissance de leur revenu. Elle se chiffre à 2 % pour le groupe Particuliers et entreprises et à 7 %, dans le cas du groupe Services d'investissement et du groupe Gestion privée. La hausse du revenu du groupe Particuliers et entreprises, qui s'explique par la croissance de son volume d'affaires et l'inclusion des entreprises acquises aux États-Unis, a été partiellement neutralisée par les effets du rétrécissement des marges nettes d'intérêts et de la diminution des frais de services de cartes. La croissance

Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 22 afférente aux états financiers, à la page 115, contient plus de détails sur le RPA.



En 2004, le RPA s'est accru de 29 % par rapport au niveau record de 3,44 \$ en 2003.



L'amélioration du rendement du portefeuille de prêts et la croissance du volume d'affaires ont entraîné une forte croissance du revenu net deux années d'affilée.

du revenu du groupe Gestion privée est attribuable à l'augmentation des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés sous l'effet du succès des mesures productives de revenu et du redressement des facteurs fondamentaux des marchés. La hausse du revenu du groupe Services d'investissement est due à l'augmentation des commissions de négociation de titres et des frais de prise ferme, aux gains nets sur titres de placement et à l'inclusion des revenus de Harris Nesbitt Gerard. Le revenu des Services d'entreprise est en baisse principalement en raison de la diminution des revenus de placement nets dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt. Le revenu a diminué de 243 millions de dollars en raison de l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu est expliqué plus en détail à la page 28.

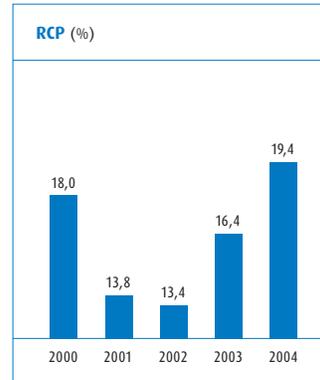
Il y a eu recouvrement net de pertes sur créances de 103 millions de dollars, résultant de provisions spécifiques de 67 millions et d'une réduction de la réserve générale de 170 millions. Les résultats de l'an dernier reflétaient une provision spécifique de 455 millions et aucune modification n'avait été apportée à la réserve générale au cours de cette période. La réduction de la provision pour créances irrécouvrables s'explique par l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts au cours de l'exercice. La provision pour créances irrécouvrables est expliquée en détail à la page 31.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 70 millions, ou de 1 %, pour s'établir à 6 157 millions, reflétant l'efficacité de notre gestion des coûts. La hausse de la rémunération liée au rendement et l'effet des acquisitions d'entreprises ont eu des répercussions sur les frais : cette incidence a été partiellement neutralisée par l'effet de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais autres que d'intérêts sont expliqués en détail à la page 32.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) constitue une autre de nos mesures clés de la valeur. En 2004, le RCP s'est établi à 19,4 %, comparativement à 16,4 % en 2003. BMO a maintenant obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun des 15 derniers exercices. Elle est la seule grande banque nord-américaine à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. Le rendement de 19,4 % a dépassé notre cible annuelle de 16 % à 18 % en raison de l'augmentation du revenu net de l'exercice. Le rendement de 2004 était également supérieur à notre objectif à moyen terme qui consistait à atteindre un RCP de 18 % à 19 %, au fil du temps.

Le tableau 3, à la page 71, présente des statistiques sur le RCP des dix dernières années. Les pages 18 et 20 contiennent d'autres observations sur le RCP, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



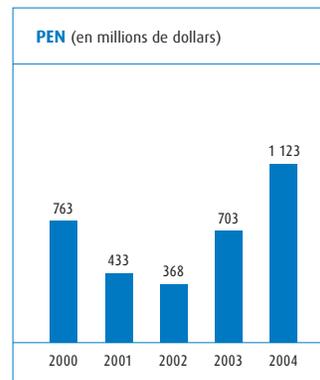
Notre RCP a atteint en 2004 un niveau inégalé depuis 1978.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) équivaut au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, les gains (pertes) de change non matérialisés nets et les bénéfices non répartis.

Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure clé de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN a augmenté de 60 % pour s'établir à 1 123 millions de dollars, le revenu net avant amortissement étant sensiblement plus élevé en 2004 qu'à l'exercice précédent. La forte croissance du PEN en 2004 arrive après la croissance de 92 % enregistrée en 2003. Les trois groupes clients ont contribué à la croissance du PEN. Un peu plus de la moitié du PEN de BMO provient du groupe Particuliers et entreprises. La contribution du groupe Services d'investissement au PEN a presque doublé comparativement à 2003 et celle du groupe Gestion privée s'élevait à plus de 100 millions de dollars, comparativement à 7 millions en 2003.

Les pages 18 et 20 contiennent d'autres observations sur la croissance du PEN ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



Notre PEN a atteint un niveau record en 2004.

Le profit économique net (PEN) équivaut au revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 26.

Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 275	1 743	1 338	1 391	1 756
Incidence après impôts de l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels évaluables	78	79	75	101	74
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	2 353	1 822	1 413	1 492	1 830
Charge au titre du capital*	(1 230)	(1 119)	(1 045)	(1 059)	(1 067)
Profit économique net	1 123	703	368	433	763
Croissance du profit économique net (%)	60	92	(15)	(43)	90
*Charge au titre du capital					
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 720	10 646	9 973	10 100	9 745
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	10,5	11,0
Charge au titre du capital	(1 230)	(1 119)	(1 045)	(1 059)	(1 067)

Analyse des résultats financiers de l'exercice 2004

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation pour l'exercice 2004, en mettant l'accent sur l'état consolidé des résultats figurant dans nos états financiers consolidés, qui débutent à la page 83. Nous présentons aussi un résumé de nos résultats de 2003 à la page 34. Une analyse des stratégies, des réalisations et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale.

Faits saillants

- En 2004, le revenu a augmenté de 341 millions de dollars, ou de 3,7 %, et tous les groupes ont contribué à la progression.
- La croissance du revenu est attribuable à l'accroissement des volumes des groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée, ainsi qu'à la réalisation de gains nets sur titres de placement et à l'augmentation des revenus provenant des opérations de prise ferme et des revenus de commissions au sein du groupe Services d'investissement.
- La provision pour créances irrécouvrables s'est améliorée de 558 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont diminué de 388 millions de dollars et la réserve générale, de 170 millions. L'amélioration résulte de conditions de crédit favorables et de l'efficacité des méthodes de réalisation de prêts.
- Les frais autres que d'intérêts ont inscrit une augmentation relativement modeste de 1,1 % en 2004, qui est conséquente avec la hausse de 0,9 % enregistrée en 2003 et traduit l'accent mis sur la productivité.
- Le ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité) s'est amélioré de 160 points de base pour s'établir à 64,1 %. Quant au ratio de productivité avant amortissement, il s'est amélioré de 155 points de base pour s'établir à 63,0 %.

Mesures non conformes aux PCGR

BMO utilise des mesures conformes aux PCGR ainsi que certaines mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Les mesures des résultats et de la productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement hors caisse des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi présentées parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau qui serait assujéti à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable.

Le profit économique net est une autre mesure non conforme aux PCGR. Il représente le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures non conformes connexes utilisées dans le Rapport de gestion

	2004	2003	2002
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	4 922	4 899	4 829
Revenu autre que d'intérêts	4 551	4 220	3 924
Revenu selon les états financiers b)	9 473	9 119	8 753
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c) (voir page 28)	139	152	106
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	5 061	5 051	4 935
Revenu autre que d'intérêts	4 551	4 220	3 924
Revenu (bic) e) 1)	9 612	9 271	8 859
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	1 008	688	424
Rajustement sur une base d'imposition comparable	139	152	106
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	1 147	840	530
Frais autres que d'intérêts f)	6 157	6 087	6 030
Amortissement des actifs incorporels	(104)	(105)	(87)
Frais avant amortissement g) 1)	6 053	5 982	5 943
Revenu net	2 351	1 825	1 417
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	78	79	75
Revenu net avant amortissement 1)	2 429	1 904	1 492
Dividendes sur actions privilégiées	(76)	(82)	(79)
Charge au titre du capital 1)	(1 230)	(1 119)	(1 045)
Profit économique net 1)	1 123	703	368
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	65,0	66,7	68,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	64,1	65,7	68,1
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	63,0	64,5	67,1
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a / actif moyen) x 100)	1,82	1,86	1,95
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d / actif moyen) x 100)	1,88	1,91	1,99
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	4,42	3,44	2,68
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	4,57	3,59	2,83

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la provision pour créances irrécouvrables de BMO libellés en dollars américains pour les exercices 2004 et 2003 par rapport à chacun des exercices précédents. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain en 2004, 2003 et 2002, et de l'impact de la baisse du taux de change.

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre, mais la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations annuelles du taux de change sur le revenu net de l'exercice.

En l'absence d'opérations de couverture, chaque diminution (augmentation) d'un cent dans le taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, se traduit par une diminution (augmentation) d'environ un million de dollars, avant impôts sur les bénéfices, dans le revenu net trimestriel de BMO.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations

Effet de la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain sur les résultats de BMO (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2004	2003
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
2004	1,313	
2003	1,435	1,435
2002		1,571
Revenus réduits	(243)	(264)
Frais réduits	177	181
Provision pour créances irrécouvrables réduite	11	27
Impôts sur les bénéfices réduits	15	11
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(40)	(45)
Gains sur opérations de couverture	8	18
Impôts sur les bénéfices	(3)	(6)
Revenu net réduit	(35)	(33)

monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 33.

Acquisitions d'entreprises

Dans le cadre de sa stratégie de croissance canado-américaine, BMO Groupe financier a acquis un certain nombre d'entreprises aux États-Unis. Ces acquisitions ont des effets différentiels sur le revenu et les frais, qui modifient la comparaison des résultats d'une année à l'autre. Le tableau ci-contre présente, par groupe d'exploitation, les acquisitions qui ont eu un effet différentiel sur le revenu, les frais et le revenu net de BMO en 2004 par rapport à 2003 et en 2003 par rapport à 2002, afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats.

Pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2004, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2004. Pour les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2003, les effets différentiels sur les résultats de 2004 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2004 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition.

Pour les acquisitions effectuées en 2003, les effets différentiels sur les résultats de 2003 par rapport à 2002 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2003. Pour les acquisitions conclues en 2002, les effets différentiels sur les résultats de 2003 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2003 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition.

Incidence des acquisitions d'entreprises sur la comparaison annuelle des résultats (en millions de dollars)

Entreprise acquise	Augmentation (diminution)			
	Revenu	Frais	Revenu net	Revenu net avant amortissement
Groupe Particuliers et entreprises				
New Lenox State Bank				
acquise en juin 2004 pour 314 millions de dollars				
Lakeland Community Bank				
acquise en mars 2004 pour 49 millions de dollars				
Total des acquisitions de 363 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2004	20	15	3
				4
Groupe Gestion privée				
Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney Inc.				
acquise en janvier 2003 pour 20 millions de dollars				
Certains actifs de myCFO, Inc.				
acquise en novembre 2002 pour 61 millions de dollars				
Morgan Stanley Individual Investor Group – Comptes en ligne				
acquis en mai 2002 pour 153 millions de dollars				
Northwestern Trust and Investment Advisory Company				
acquise en avril 2002 pour 19 millions de dollars				
CSFBdirect				
acquise en février 2002 pour 854 millions de dollars				
Total des acquisitions de 1 107 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2004	2	4	(2)
				(2)
	2003	105	154	(31)
				(13)
Groupe Services d'investissement				
Gerard Klauer Mattison*				
acquise en juillet 2003 pour 40 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2004	69	87	(11)
				(10)
	2003	17	26	(5)
				(5)
BMO Groupe financier				
Total des acquisitions de 1 510 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2004	91	106	(10)
				(8)
	2003	122	180	(36)
				(18)

*Renommée Harris Nesbitt Gerard

Revenu

En 2004, le revenu sur une base d'imposition comparable (voir la page 26) a augmenté de 341 millions de dollars, ou de 3,7 %, pour s'établir à 9 612 millions de dollars, à la faveur de la croissance enregistrée dans tous les groupes d'exploitation. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance de chacun des groupes d'exploitation et a retranché 243 millions de dollars, ou 2,6 points de pourcentage, de la croissance du revenu global de BMO, tandis que l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises ajoutait 91 millions de dollars, ou 1,0 point de pourcentage, à la croissance du revenu. L'augmentation de 341 millions de dollars est presque entièrement attribuable à l'augmentation du revenu autre que d'intérêts, la hausse du revenu net d'intérêts des services aux particuliers et aux entreprises ayant été en grande partie neutralisée par les baisses inscrites par le groupe Services d'investissement et le groupe Gestion privée.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2004 ont totalisé 139 millions de dollars, une baisse par rapport à des rajustements de 152 millions en 2003.

Le groupe Particuliers et entreprises a haussé son revenu grâce à l'accroissement des volumes et à l'inclusion des revenus provenant des entreprises acquises. Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts et la diminution des frais de services de cartes, par suite de rajustements liés à l'augmentation des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle. Quant au groupe Gestion privée, son revenu s'est également accru grâce au succès d'initiatives productives de revenu et à l'amélioration des facteurs fondamentaux du marché qui ont entraîné une augmentation des revenus de commission et des revenus liés aux services tarifés. Le revenu du groupe Services d'investissement a augmenté sous l'effet de la hausse des commissions de négociation de titres et des frais de prise ferme, ainsi que des gains nets sur titres de placement (alors que des pertes nettes avaient été inscrites l'an dernier), et de l'inclusion du revenu de Harris Nesbitt Gerard.

Revenu net d'intérêts

Pour l'exercice, le revenu net d'intérêts s'est établi à 5 061 millions de dollars, une hausse de 10 millions de dollars par rapport à 2003. L'avantage procuré par l'augmentation des volumes dans le groupe Particuliers et entreprises a été partiellement neutralisé par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts dans un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. L'actif moyen s'est établi à 270 milliards de dollars, en hausse de 6 milliards, ou de 2 %, par rapport à 2003, l'actif moyen du groupe s'étant accru de 9 milliards et celui du groupe Services bancaires d'investissement ayant chuté de 3 milliards. La progression s'est produite en dépit de l'évolution du taux de change des dollars canadien et américain. L'accroissement de l'actif dans le groupe Particuliers et entreprises découle de la robustesse du marché des prêts hypothécaires à l'habitation et à la forte croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis. La baisse de l'actif dans le

Base d'impôt comparable

Les revenus figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté à la page 26 et au tableau 7, à la page 72.

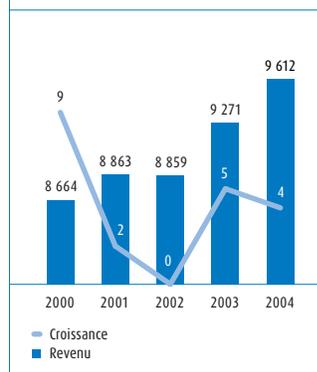
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts. Voir la page 26.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base. Voir la page 26.

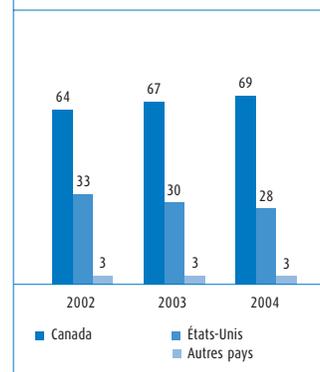
Revenu (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêts (bic)	5 061	5 051	4 935	4 641	4 338
Croissance annuelle (%)	0,2	2,3	6,3	7,0	(1,8)
Revenu autre que d'intérêts	4 551	4 220	3 924	4 222	4 326
Croissance annuelle (%)	7,8	7,6	(7,1)	(2,4)	23,2
Revenu total	9 612	9 271	8 859	8 863	8 664
Croissance annuelle (%)	3,7	4,7	-	2,3	9,3

Revenu (en millions de dollars) et croissance annuelle (%)



Revenu par pays (%)



Le revenu a connu une hausse marquée, pour la deuxième année de suite, grâce à l'augmentation des revenus de tous les groupes.

La faiblesse du dollar américain a réduit la proportion du revenu provenant des États-Unis au cours des deux dernières années.

Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

	Revenu net d'intérêts (bic)				Actif moyen				Marge nette d'intérêts		
	(en millions de dollars)		Variation		(en millions de dollars)		Variation		(en points de base)		
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	\$	%	2004	2003	\$	%	2004	2003	Variation
Groupe PE Canada	2 760	2 685	75	3	101 181	93 844	7 337	8	273	286	(13)
Groupe PE États-Unis	684	633	51	8	17 908	16 065	1 843	11	382	394	(12)
Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)	3 444	3 318	126	4	119 089	109 909	9 180	8	289	302	(13)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	499	541	(42)	(8)	5 326	5 292	34	1	937	1 022	(85)
Groupe Services d'investissement (groupe SI)	1 305	1 393	(88)	(6)	141 691	144 418	(2 727)	(2)	92	96	(4)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(187)	(201)	14	7	3 686	4 347	(661)	(15)	n.s.	n.s.	n.s.
Total	5 061	5 051	10	-	269 792	263 966	5 826	2	188	191	(3)

n.s. - non significatif

groupe Services d'investissement s'est concentrée principalement dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, dans l'anticipation d'une remontée des taux. Elle s'explique également par la diminution du solde des prêts découlant du fléchissement de la demande de prêts aux entreprises et de la stratégie du groupe visant à mettre fin à certaines relations d'affaires à l'extérieur de nos principaux marchés.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est rétrécie de 3 points de base pour s'établir à 1,88 %. Dans tous les groupes, la marge nette d'intérêts a reculé en raison du contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. Le déclin général a toutefois été limité grâce aux changements dans la composition de l'actif liés à la forte croissance de l'actif du groupe Particuliers et entreprises, dont les marges nettes d'intérêts sont plus élevées que celles du groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises a aussi subi le contrecoup de l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge au Canada et de l'ajout d'actifs à plus faible rendement aux États-Unis.

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué principalement en raison du rétrécissement de la marge nette d'intérêts liée aux produits de placement à terme. Le contexte des faibles taux d'intérêt a entraîné une compression des marges et fait fléchir la demande des clients. La marge nette d'intérêts du groupe est sensiblement supérieure à celle des autres groupes parce qu'elle représente le revenu net d'intérêts en pourcentage de l'actif total. Or le revenu net d'intérêts du groupe provient en très grande partie des produits de placement à terme, qui sont des éléments de passif.

Le revenu net d'intérêts du groupe Services d'investissement a chuté en raison de la baisse du volume des prêts aux grandes entreprises, de la compression des marges dans les secteurs d'activité du groupe sensibles aux taux d'intérêt et de la remontée des taux d'intérêt à court terme qui a eu pour effet d'accroître les coûts de mobilisation de fonds.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, a augmenté de 331 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à 2003. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu autre que d'intérêts de 91 millions de dollars, tandis que l'impact de l'affaiblissement du dollar américain a réduit ce revenu de 123 millions en 2004.

Les commissions et droits sur titres ont augmenté de 18 % et comptent pour environ la moitié de l'augmentation globale du revenu autre que d'intérêts. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage de plein exercice et de courtage autogéré au sein du groupe Gestion Privée, qui représentent environ les trois quarts du montant, et de commissions sur les actions négociées par les investisseurs institutionnels au sein du groupe Services d'investissement. Les frais ont augmenté dans les deux groupes d'exploitation, profitant du niveau plus élevé des évaluations boursières et de la négociation d'actions pour les clients, particulièrement au cours du premier semestre de 2004. L'inclusion des résultats d'un exercice complet de Harris Nesbitt Gerard a constitué une composante importante de la croissance du revenu du groupe Services d'investissement.

Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement, qui représentent le revenu tiré des comptes de dépôt des particuliers et des entreprises, ont diminué de 10 millions de dollars en raison de la baisse de revenu enregistrée par le groupe Services d'investissement.

Les commissions sur prêts ont augmenté de 24 millions de dollars, surtout au sein du groupe Services d'investissement.

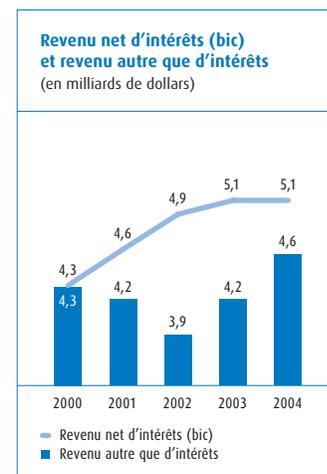
Les frais de services de cartes ont chuté de 29 millions de dollars, en raison du rajustement de 65 millions de dollars découlant de l'augmentation des taux d'échange des récompenses dans le cadre du programme de fidélisation de la clientèle. Autrement, la croissance des frais de services de cartes aurait été comparable à celle de 2003, grâce à la forte activité résultant, notamment, du succès continu de notre carte MasterCard Mosaik.

Les frais de gestion de placements et de garde de titres sont demeurés relativement inchangés en raison de l'affaiblissement du dollar américain.

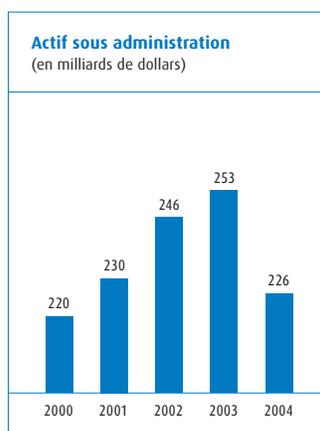
Les revenus tirés des fonds d'investissement ont augmenté de 57 millions de dollars, ou de 18 %, à la faveur de la croissance des volumes et de la hausse des évaluations boursières.



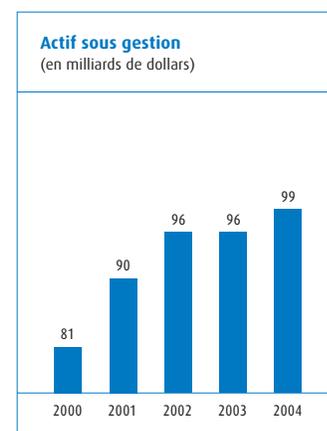
L'actif s'est accru dans les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, tandis que la marge nette d'intérêts se rétrécissait dans tous les groupes.



La croissance du revenu autre que d'intérêts a dépassé celle du revenu net d'intérêts.



L'actif sous administration a diminué en raison de la faiblesse du dollar américain et du retrait d'actifs liés à la garde intermédiaire de titres génératrice de faibles revenus.



L'actif sous gestion s'est accru malgré l'affaiblissement du dollar américain.

Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Commissions et droits sur titres	1 055	894	813	161	18
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	746	756	732	(10)	(1)
Revenus de négociation	200	275	209	(75)	(27)
Commissions sur prêts	317	293	306	24	8
Frais de services de cartes	261	290	260	(29)	(10)
Gestion de placements et garde de titres	307	303	314	4	1
Revenus tirés de fonds d'investissement	378	321	309	57	18
Revenus de titrisation	177	244	329	(67)	(27)
Commissions de prise ferme et de consultation	343	268	228	75	28
Gains (pertes) sur titres de placement	175	(41)	(146)	216	+100
Revenus de change autres que de négociation	177	160	151	17	11
Revenus d'assurance	139	124	105	15	12
Autres	276	333	314	(57)	(17)
Total	4 551	4 220	3 924	331	8

Les revenus de titrisation ont diminué de 67 millions de dollars, ou de 27 %, en raison de la diminution des opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et de la baisse des gains sur les ventes. Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 95.

Les commissions de prise ferme et de consultation ont augmenté de 75 millions de dollars, grâce surtout aux commissions plus élevées liées à la prise ferme de titres de participation. Les commissions de prise ferme de titres d'emprunt ont aussi enregistré une hausse marquée, tandis que les commissions sur les fusions et acquisitions sont restées essentiellement inchangées par rapport à l'an dernier.

Les gains sur titres de placement s'élevaient à 175 millions de dollars, comparativement à des pertes nettes de 41 millions en 2003. Les radiations se sont chiffrées à 63 millions de dollars en 2004, comparativement à 153 millions en 2003. En 2004, la progression des gains a été partiellement neutralisée par la réduction de 58 millions de dollars du revenu net d'intérêts découlant des pertes occasionnées par le dénouement de contrats de couverture liés à certains titres de placement qui ont été vendus. Les gains non matérialisés sur titres de placement ont diminué de 226 millions de dollars pour s'établir à 86 millions en raison, notamment, des gains matérialisés en 2004.

Les revenus de change, autres que de négociation, ont augmenté grâce à l'activité accrue sur les marchés, et les revenus d'assurance ont de nouveau inscrit une forte hausse, qui reflète l'accroissement des volumes.

Les autres revenus ont fléchi de 53 millions en raison de la diminution des frais de montage et autres frais liés aux prêts hypothécaires dans les marchés des particuliers et des entreprises aux États-Unis, ainsi que d'autres réductions nettes diverses.

Le tableau 7, à la page 72, donne plus de précisions sur le revenu et la croissance du revenu.

Revenus de négociation

Les revenus de négociation dépendent principalement du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation. Bien que les positions de BMO prises pour son propre compte puissent l'exposer à une perte ou à un profit, les positions et le risque qu'elles comportent sont gérés de près; le profit ou la perte découlant de ces activités n'est généralement pas le facteur le plus important qui influe sur les revenus de négociation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont totalisé 472 millions de dollars, comparativement à 508 millions en 2003. Ces revenus comprennent un revenu net d'intérêts de 272 millions de dollars et un revenu autre que d'intérêts de 200 millions. La diminution de 36 millions de dollars par rapport à 2003 du revenu d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation est attribuable à la baisse des revenus de négociation de taux d'intérêt et d'autres revenus de négociation. Les revenus de négociation de taux d'intérêt ont été marqués par la faible volatilité et les baisses connexes du volume de transactions en 2004. Les revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base, qui sont inclus dans les autres revenus de négociation, comprenaient le revenu provenant de la cessation d'une relation avec une contrepartie en 2003. Les revenus de négociation d'actions et de contrats de change ont augmenté. Les activités de négociation d'actions se sont intensifiées du fait que la volatilité s'est améliorée, particulièrement au cours du premier semestre, augmentant les occasions d'affaires et contribuant à l'amélioration des revenus tirés des activités de négociation. Les revenus de contrats de change se sont également accrues, en raison de l'amélioration des occasions d'affaires dans le secteur de la négociation d'actions. La section Risque de marché, à la page 62, donne d'autres renseignements sur les revenus de négociation.

Les **revenus de négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base et titres de participation et de créance hors bilan.

Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Taux d'intérêt	204	241	180	(37)	(15)
Change	85	69	69	16	23
Actions	152	86	56	66	75
Autres	31	112	86	(81)	(72)
Total	472	508	391	(36)	(7)
Présenté sous :					
Revenu net d'intérêts	272	233	182	39	17
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation	200	275	209	(75)	(27)
Total	472	508	391	(36)	(7)

Provision pour créances irrécouvrables

En 2004, nous avons inscrit un recouvrement net de pertes sur créances de 103 millions de dollars. Comme le montre le tableau intitulé Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables, le recouvrement net résulte de provisions spécifiques de 67 millions de dollars annulées par une réduction de 170 millions de la réserve générale. En 2003, nos résultats incluaient une provision pour créances irrécouvrables de 455 millions de dollars, composée uniquement de provisions spécifiques.

Comme on peut le constater en examinant le tableau, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont atteint des sommets durant la période 2001–2002, reculant ensuite considérablement en 2003 et 2004. En 2004, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont diminué et représentent 4 points de base du solde moyen des prêts et acceptations, alors qu'elles équivalaient à 60 points de base en 2001 et à 34 points de base en moyenne au cours des cinq dernières années. L'amélioration récente découle des conditions de crédit favorables, de l'efficacité des méthodes de réalisation de prêts et de la solidité du marché secondaire des ventes de prêts.

Le facteur ayant le plus influencé la provision pour créances irrécouvrables est le niveau du solde des nouveaux prêts douteux – représenté par le transfert de prêts et acceptations à l'état douteux dans le tableau intitulé Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux. Le solde des nouveaux prêts douteux a atteint les plus hauts niveaux en 2001–2002, se chiffrant approximativement à 2 milliards de dollars pour chacune de ces années, puis a chuté en 2003 et baissé de nouveau en 2004, pour s'établir à 607 millions de dollars. C'est ce qui explique en partie la réduction des provisions spécifiques à 510 millions de dollars, alors qu'elles dépassaient 1 milliard de dollars en 2001 et 2002.

Un autre facteur majeur ayant influé sur le niveau des provisions spécifiques est le montant des réductions découlant de la reprise sur réserves déjà établies et du recouvrement de prêts radiés précédemment. Des conditions de crédit favorables, jumelées à des méthodes de réalisation de prêts efficaces, y compris de solides recouvrements au comptant et ventes de prêts, ont permis d'effectuer des reprises et des recouvrements substantiels durant les deux dernières années, comme l'indique le tableau ci-contre. En 2004, le solde brut des ventes de prêts non productifs a atteint 440 millions de dollars, tandis que les reprises et recouvrements connexes s'élevaient à 71 millions. En 2003, les ventes de prêts non productifs s'étaient établies à 288 millions de dollars, tandis que les reprises et recouvrements totalisaient 23 millions.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux s'est élevé à 1 119 millions de dollars en 2004, comparativement à 1 918 millions l'an dernier. D'importantes réductions ont été enregistrées dans les secteurs de la production d'électricité, du commerce de gros et des communications. À la fin de l'exercice, le solde brut des prêts douteux en pourcentage des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables s'était amélioré, diminuant à 6,75 % par rapport à 12,15 % à la même période l'an dernier.

Au 31 octobre 2004, la réserve pour créances irrécouvrables se chiffrait à 1 308 millions de dollars, comparativement à 1 791 millions, il y a un an. La diminution est attribuable à l'amélioration de la qualité du crédit et à la réduction du solde des prêts et acceptations douteux. La réserve générale, qui totalisait 1 010 millions de dollars à la fin de l'exercice, demeure suffisante, représentant 74 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques. De plus, BMO utilise des swaps sur défaillance pour atténuer l'exposition au risque de crédit; ces swaps ont totalisé 830 millions de dollars en 2004 et 323 millions en 2003.

BMO n'a pas d'engagements importants à l'égard de secteurs économiques considérés comme particulièrement risqués dans le contexte économique actuel. Ces secteurs comprennent ceux de l'automobile, des transports aériens, de la production d'électricité, des produits forestiers et des entreprises canadiennes d'élevage de bétail, de même que les secteurs connexes. Nous demeurons néanmoins à l'affût des facteurs susceptibles d'influer sur la qualité du crédit. Les principaux risques comprennent le maintien des prix de l'énergie à des niveaux élevés, l'impact de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les secteurs des exportations et l'incidence potentielle de la remontée des taux d'intérêt.

La gestion du risque de crédit est analysée plus longuement à la page 60. De plus, les tableaux 11 à 19, aux pages 76 à 79, présentent des données détaillées sur les prêts et la qualité des prêts.

Nous prévoyons que la situation du crédit demeurera solide en 2005. Cette prévision repose sur des taux de défaillance des entreprises peu élevés, le faible niveau des prêts non productifs et la perspective d'une activité économique qui devrait évoluer à un rythme variant de modéré à vigoureux en Amérique du Nord. Pour 2005, nous visons par conséquent des provisions pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins, l'augmentation par rapport au présent exercice étant en grande partie attribuable aux niveaux moins élevés de reprises et de recouvrements.

Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

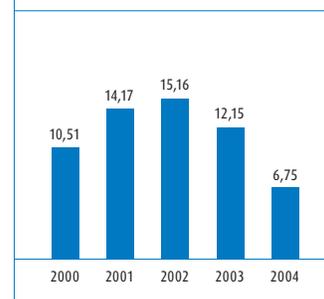
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Nouvelles provisions spécifiques	510	846	1 063	1 023	458
Reprise sur réserves établies précédemment	(312)	(303)	(175)	(103)	(124)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(131)	(88)	(68)	(40)	(44)
Provisions spécifiques pour créances irrécouvrables	67	455	820	880	290
Augmentation (réduction) de la :					
réserve générale	(170)	–	–	100	110
réserve à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(42)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(103)	455	820	980	358
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	(0,07)%	0,30 %	0,56 %	0,66 %	0,25 %

Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

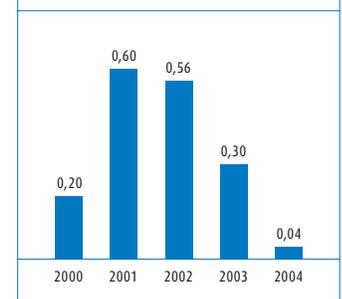
	2004	2003	2002	2001	2000
SBPAD au début de l'exercice	1 918	2 337	2 014	1 501	1 092
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	607	1 303	1 945	2 041	1 106
Réduction des prêts et acceptations douteux	(936)	(1 156)	(738)	(830)	(446)
Radiations	(470)	(566)	(884)	(698)	(251)
SBPAD à la fin de l'exercice	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,71 %	1,30 %	1,54 %	1,37 %	1,04 %

Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables



Le faible taux de transfert aux prêts douteux et l'efficacité des mesures correctives ont permis d'améliorer la qualité du crédit.

Provision spécifique pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations



La provision pour créances irrécouvrables établie en 2004 était exceptionnellement faible, mais on s'attend à ce que les provisions augmentent en 2005.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 70 millions de dollars, ou de 1,1 %, pour s'établir à 6 157 millions. En 2003, ils s'étaient accrus de 57 millions de dollars, ou de 0,9 %. Les facteurs expliquant les bas niveaux de croissance des frais au cours des deux dernières années sont très similaires dans leur nature et leur impact. Les variations en dollars et en pourcentage par catégorie de frais sont présentées dans le tableau Frais autres que d'intérêts. Quant aux facteurs qui ont contribué à l'augmentation de 1,1 % enregistrée en 2004, ils sont présentés dans le tableau intitulé Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts.

Comme nous l'expliquons à la page 27, l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises survenues en 2004 et 2003 a fait augmenter les frais de 106 millions de dollars (1,7 %) en 2004 par rapport à 2003. En revanche, comme nous l'expliquons également à la page 27, le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain a fait baisser les frais de 177 millions de dollars (-2,8 %) en 2004. Par ailleurs, les coûts plus élevés de la rémunération liée au rendement, associés à l'augmentation de 29 % du revenu net de BMO, ont accru les frais de 90 millions (1,4 %), et les coûts de retraite plus élevés, de 30 millions (0,5 %). Les coûts de retraite sont compris dans les autres formes de rémunération du personnel, dans le tableau Frais autres que d'intérêts. La modification comptable visant à capitaliser certains coûts liés au développement interne de logiciels en 2004 a entraîné une diminution des frais de 47 millions de dollars. Ce changement, et plus particulièrement l'accent que nous avons mis sur la productivité, a permis de limiter la croissance des autres frais à 21 millions de dollars, ou à 0,3 %.

Productivité

Le ratio des frais au revenu (ratio de productivité) s'est amélioré de 160 points de base pour s'établir à 64,1 % en 2004. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chaque groupe d'exploitation. Le ratio des frais au revenu est habituellement assez différent d'un groupe à l'autre, étant donné la nature de leurs activités. En 2004, comme en 2003, tous les groupes d'exploitation ont vu leur revenu augmenter davantage que leurs frais, aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage. Par conséquent, tous les groupes d'exploitation ont amélioré leur ratio des frais au revenu.

Le groupe Particuliers et entreprises est le plus grand groupe d'exploitation de BMO. Son ratio de productivité s'est amélioré de 100 points de base par rapport à l'an dernier pour s'établir à 62,8 %, grâce à l'augmentation des volumes aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, et à la croissance contrôlée des frais. Toutefois, l'amélioration de la productivité s'est trouvée réduite par le redressement de 65 millions de dollars des frais de services de cartes, comme nous l'expliquons à la page 29. Abstraction faite de ce rajustement, le ratio de productivité s'est amélioré de 190 points de base.

Le ratio des frais au revenu du groupe Gestion privée s'est établi à 81,1 %, une amélioration de 560 points de base par rapport à l'exercice précédent. Comme en 2003, l'amélioration s'est reflétée dans le revenu net sensiblement plus élevé du groupe. Le groupe a réussi à réduire les coûts non liés à la production de revenu, tandis que les initiatives productives de revenu et l'amélioration générale des conditions du marché faisaient augmenter le revenu malgré la réduction générale des frais.

Le ratio des frais au revenu du groupe Services d'investissement s'est amélioré de 100 points de base pour s'établir à 50,5 %. L'amélioration a toutefois été réduite par l'inclusion des résultats de Harris Nesbitt Gerard acquise récemment et la hausse de la rémunération liée au rendement associée à l'amélioration des résultats.

Nous utilisons comme mesure clé de productivité le **ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité)**, soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total, sur une base d'imposition comparable. Ce ratio est exprimé en pourcentage. Voir la page 26.

Le **ratio de productivité avant amortissement** est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts. Voir la page 26.

Nous avons ramené notre ratio de productivité avant amortissement à 63,0 % en 2004, une amélioration de 155 points de base, réalisant ainsi notre principale priorité qui était d'améliorer ce ratio de 150 à 200 points de base. Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats de 2004 des groupes d'exploitation, qui commence à la page 35. Nous poursuivrons nos efforts afin d'améliorer la productivité en 2005 et visons encore une fois une amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

Les frais et la croissance des frais sont présentés plus en détail dans le tableau 8, à la page 73.

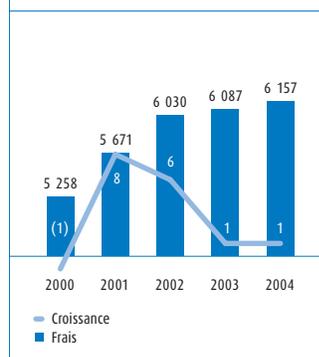
Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Rémunération liée au rendement	1 148	1 058	941	90	8
Autres formes de rémunération du personnel	2 484	2 520	2 462	(36)	(1)
Rémunération totale du personnel	3 632	3 578	3 403	54	2
Bureaux et matériel	1 252	1 264	1 280	(12)	(1)
Communications	138	162	173	(24)	(15)
Autres	1 031	978	1 087	53	5
Amortissement des actifs incorporels	104	105	87	(1)	(1)
Total	6 157	6 087	6 030	70	1

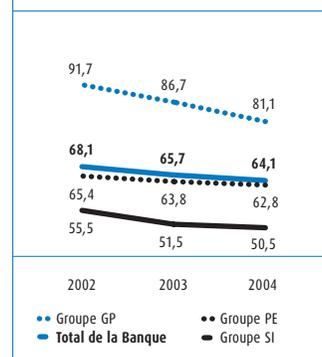
Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002
Acquisitions d'entreprises	1,7	3,0	5,5
Incidence de la conversion de devises	(2,8)	(2,9)	0,6
Rémunération liée au rendement	1,4	1,5	(0,3)
Charge liée aux prestations de retraite	0,5	1,3	1,2
Autres	0,3	(2,0)	(0,7)
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	1,1	0,9	6,3

Frais (en millions de dollars) et croissance annuelle (%)



Ratio des frais au revenu selon le groupe d'exploitation (bic) (%)



La croissance des frais a été modeste en 2004 et 2003.

Tous les groupes ont amélioré leur productivité une fois de plus et BMO a atteint ses cibles de productivité.

Provision pour impôts sur les bénéfices

La provision pour impôts sur les bénéfices qu'on trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'indiquons à la note 21 afférente aux états financiers, à la page 114.

Comme nous l'expliquons aussi aux pages 26 et 28, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable aux fins d'analyse et rajuste en contrepartie la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, à moins d'indication contraire, la provision pour impôts sur les bénéfices et les taux d'imposition connexes sont exprimés sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

Sur une base d'imposition comparable, la provision pour impôts sur les bénéfices inscrite à l'état consolidé des résultats s'élève à 1 147 millions de dollars, comparativement à 840 millions en 2003. La hausse est due à l'augmentation du revenu net avant impôts sur les bénéfices, à la plus grande proportion du revenu provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés, à la comptabilisation d'avantages fiscaux proportionnellement moins élevés, en 2004, et à l'impact sur les impôts sur les bénéfices de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario au premier trimestre. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par les baisses des taux d'imposition au palier fédéral et en Alberta. Sur une base d'imposition comparable, le taux d'imposition effectif s'établit à 32,2 % en 2004 (31,7 % si on fait abstraction du rajustement de 19 millions de dollars appliqué aux impôts futurs au premier trimestre), comparativement à 30,8 % en 2003. Les différences entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition prévu par la loi au Canada sont énoncées dans la note 21 afférente aux états financiers, à la page 114.

Abstraction faite des rajustements spéciaux, nous estimons que le taux d'imposition effectif se situera dans une fourchette de 31 % à 32 % en 2005, et nous considérons ce taux comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de son investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion du montant net de l'investissement dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les bénéfices non répartis, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les bénéfices non répartis; toutefois, le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net de l'investissement dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de celui-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Le gain de 710 millions de dollars réalisé sur les opérations de couverture liées au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis en 2004 a entraîné une charge fiscale de 254 millions de dollars portée aux bénéfices non répartis. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, à la page 85 des états financiers, contient des renseignements plus détaillés.

Le tableau 8, à la page 73, présente en détail les charges fiscales et les impôts de 1 717 millions de dollars assumés par BMO en 2004.

Rétrospective des résultats financiers de 2003

Revenu net

En 2003, le résultat par action s'était accru de 0,76 \$ pour atteindre le chiffre record de 3,44 \$ et le revenu net avait augmenté de 408 millions de dollars, ou de 29 %, pour s'établir à 1 825 millions de dollars. La croissance était attribuable à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables, à la croissance des affaires de chacun de nos groupes d'exploitation et à la diminution des pertes nettes sur titres de placement.

Le rendement des capitaux propres avait atteint 16,4 % en 2003, comparativement à 13,4 % en 2002, sous l'effet de la hausse du revenu net.

Revenu

En 2003, le revenu avait augmenté de 412 millions de dollars, ou de 5 %, pour s'établir à 9 271 millions, en raison d'une hausse de 116 millions, ou de 2 %, du revenu net d'intérêts et d'une hausse de 296 millions, ou de 8 %, du revenu autre que d'intérêts. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises avait compté pour 1,4 point de pourcentage dans la croissance du revenu qui avait toutefois diminué de 3 points de pourcentage en raison de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Chacun de nos trois groupes clients avait obtenu une croissance du revenu supérieure à 4 %. La croissance du revenu du groupe Particuliers et entreprises était attribuable à la forte progression des volumes au Canada et aux États-Unis. Aux États-Unis, toutefois, cette hausse avait été annulée par la baisse du taux de change. Au Canada, la croissance avait été plus marquée dans le secteur des services bancaires aux particuliers grâce à la vigueur exceptionnelle des dépôts des particuliers, des services de cartes et des prêts hypothécaires à l'habitation. La croissance du revenu du groupe Gestion privée s'expliquait par l'amélioration des facteurs fondamentaux des marchés et l'augmentation des revenus tirés des services d'investissement traditionnels et en direct, et des produits de placement. Le revenu du groupe Services d'investissement avait bénéficié d'une plus grande activité dans la création de fiducies de revenu, et de revenus de négociation plus élevés. L'augmentation de 71 millions de dollars du rajustement selon la base d'imposition comparable découlait de l'incorporation de rajustements au titre des revenus de dividendes. La diminution de 105 millions de dollars des pertes nettes sur titres de placement avait également contribué à la hausse du revenu de BMO.

Provision pour créances irrécouvrables

En 2003, la provision pour créances irrécouvrables s'était établie à 455 millions de dollars, en baisse de 365 millions par rapport à la provision de 820 millions de dollars en 2002. Cette réduction s'expliquait par les meilleurs résultats de crédit enregistrés durant l'exercice.

En 2002, les provisions établies dans le secteur alors perturbé des communications s'élevaient à 399 millions de dollars à elles seules, mais elles avaient été ramenées à 7 millions de dollars en 2003, résultat d'une baisse substantielle des nouveaux prêts problèmes et d'une gestion proactive ayant permis de réduire notre exposition à ce secteur.

Frais autres que d'intérêts

En 2003, les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 57 millions de dollars, ou de 1 %, pour s'établir à 6 087 millions. Le ratio des frais au revenu s'était amélioré de 240 points de base pour s'établir à 65,7 %. Tous les groupes d'exploitation avaient enregistré une hausse de leur ratio de productivité, leur revenu ayant augmenté davantage que leurs frais. L'augmentation nette des frais était principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement et des coûts de retraite, partiellement compensée par la réduction des honoraires et des coûts de déplacement. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises survenues en 2002 et en 2003 avait fait augmenter les frais de 180 millions de dollars en 2003, mais l'affaiblissement du dollar américain les avait fait baisser de 181 millions de dollars en 2003, ces deux facteurs se neutralisant.

Résultats des groupes d'exploitation

En 2003, le revenu net du groupe Particuliers et entreprises avait augmenté de 130 millions de dollars, ou de 16 %, pour se fixer à 937 millions. Le revenu s'était accru de 262 millions de dollars, ou de 6 %, pour atteindre 4 824 millions, grâce à une forte croissance des volumes tant au Canada qu'aux États-Unis. Le revenu était demeuré essentiellement inchangé aux États-Unis où l'effet de la forte croissance des dépôts et des prêts avait été annulé par l'incidence du taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 91 millions de dollars, ou de 3 %, pour s'établir à 3 075 millions. Au Canada, les frais étaient à la hausse, l'augmentation de la rémunération liée au rendement et des coûts des avantages sociaux combinée aux dépenses relatives aux initiatives visant à améliorer le service à la clientèle ayant plus que neutralisé les effets des mesures de limitation des coûts. Aux États-Unis, les frais avaient baissé.

En 2003, le revenu net du groupe Gestion privée s'était accru de 65 millions de dollars, ou de 82 %, pour s'établir à 144 millions de dollars. Cette hausse était principalement attribuable à l'efficacité des mesures de limitation des coûts prises en réponse aux conditions difficiles du marché, et à une modeste croissance du revenu. Le revenu du groupe s'était accru de 113 millions de dollars, ou de 7 %, pour s'établir à 1 737 millions grâce aux acquisitions d'entreprises et à des initiatives stratégiques. Excluant les acquisitions, la hausse du revenu présenté sur une base comparable était de 8 millions par rapport à 2002. La baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain avait fait reculer la croissance du revenu de 3 points de pourcentage. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 15 millions, ou de 1 %, pour atteindre 1 505 millions, en raison principalement de l'effet différentiel des acquisitions. Excluant les acquisitions, les frais autres que d'intérêts présentés sur une base comparable avaient baissé de 78 millions de dollars, ou de 5 %, grâce aux mesures de compression des coûts et à l'affaiblissement du dollar américain.

En 2003, le revenu net du groupe Services d'investissement s'était accru de 120 millions de dollars, ou de 20 %, pour s'établir à 721 millions de dollars. Cette amélioration était attribuable tant à la hausse des revenus qu'à la baisse des frais. Le revenu avait augmenté de 110 millions de dollars, ou de 4 %, pour s'établir à 2 656 millions. L'affaiblissement du dollar américain avait entraîné une baisse du revenu de 127 millions de dollars, mais le fait que les pertes nettes sur titres de placement avaient diminué de 92 millions de dollars avait contribué à la croissance du revenu par rapport à l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités de négociation avaient progressé de 149 millions de dollars grâce à la hausse des revenus tirés d'opérations de négociation portant sur des instruments dérivés sur produits de base. Cette hausse découlait du gain enregistré à la cessation de certaines positions auprès d'une contrepartie. L'adoption de la base d'imposition comparable dans la détermination des montants avait favorisé la croissance du revenu et les frais de montage de financement par actions étaient également à la hausse. Ces augmentations avaient toutefois été partiellement neutralisées par le fléchissement du revenu d'intérêts en raison du rétrécissement des marges réalisées à mesure que les actifs à rendement élevé arrivaient à échéance, reflétant ainsi l'aplatissement de la courbe des rendements, et la baisse du volume des prêts consentis aux grandes entreprises. Les frais autres que d'intérêts s'élevaient à 1 369 millions de dollars, en baisse de 44 millions, ou de 3 %, par rapport à 2002, et ce, malgré l'inclusion des frais liés à l'acquisition de Harris Nesbitt Gerard. La dépréciation du dollar américain avait entraîné une réduction des frais de 51 millions de dollars. Les frais de personnel avaient diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la réduction de la rémunération liée au rendement et du nombre de postes. Les coûts liés aux bureaux et les autres frais avaient également diminué.

Le revenu net des Services d'entreprise s'élevait à 23 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 70 millions en 2002. L'amélioration s'expliquait par une réduction de 391 millions de la provision pour créances irrécouvrables, partiellement neutralisée par une baisse de revenu de 73 millions et par la hausse des impôts sur les bénéfices. Les revenus provenant de nos portefeuilles de titrisation et de placements avaient été moins élevés que l'année précédente tandis que les frais demeuraient essentiellement inchangés.

Analyse des résultats de 2004 des groupes d'exploitation



William A. Downe

Président du conseil délégué, BMO Groupe financier, chef de la direction, BMO Nesbitt Burns et chef, groupe Services d'investissement

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs visions, de leurs stratégies, de leurs forces, de leurs défis, de leurs réalisations ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) (pages 36 à 41)

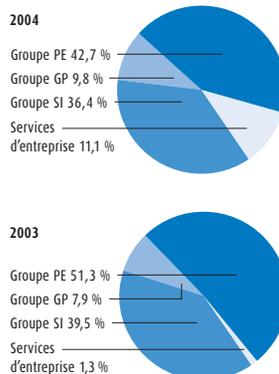
Le revenu net a atteint 1 003 millions de dollars en 2004, une augmentation de 66 millions, ou de 7 %, par rapport à 2003.

Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 42 à 44)

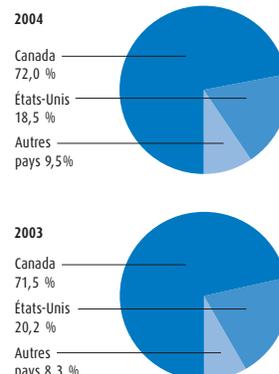
Le revenu net s'est chiffré à 231 millions de dollars en 2004, en hausse de 87 millions, ou de 60 %, par rapport à 2003.

Les normes de répartition des résultats par région et par groupe d'exploitation sont énoncées à la note 23 afférente aux états financiers consolidés, à la page 116.

Revenu net par groupe d'exploitation



Revenu net par pays



Les Services d'entreprise ont bénéficié de provisions pour créances irrécouvrables très favorables en 2004.

Le revenu net a augmenté dans une proportion comparable au Canada et aux États-Unis.

Groupe Services d'investissement (groupe SI) (pages 45 à 47)

Le revenu net s'est chiffré à 856 millions de dollars en 2004, en hausse de 135 millions, ou de 19 %, par rapport à 2003.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions (pages 48 à 49)

Le groupe a enregistré un revenu net de 261 millions de dollars en 2004, comparativement à un revenu net de 23 millions en 2003.

Contribution au revenu, aux frais, au revenu net et à l'actif moyen par groupe d'exploitation et par pays (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Groupe Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			Groupe Services d'investissement			Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions			Total consolidé		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Contribution des groupes d'exploitation aux résultats de BMO (%)															
Revenu	51,1	52,0	51,5	19,2	18,7	18,3	29,5	28,6	28,7	0,2	0,7	1,5	100	100	100
Frais	50,1	50,5	49,5	24,4	24,7	24,7	23,2	22,5	23,4	2,3	2,3	2,4	100	100	100
Revenu net	42,7	51,3	57,0	9,8	7,9	5,6	36,4	39,5	42,4	11,1	1,3	(5,0)	100	100	100
Actif moyen	44,1	41,6	41,2	2,0	2,0	2,2	52,5	54,7	55,0	1,4	1,7	1,6	100	100	100
Revenu total															
Canada	3 964	3 911	3 662	1 280	1 154	1 126	1 388	1 178	875	8	(62)	(90)	6 640	6 181	5 573
États-Unis	859	829	830	560	575	498	1 306	1 317	1 453	(75)	95	205	2 650	2 816	2 986
Autres pays	91	84	70	10	8	-	138	161	218	83	21	12	322	274	300
Total	4 914	4 824	4 562	1 850	1 737	1 624	2 832	2 656	2 546	16	54	127	9 612	9 271	8 859
Total des frais															
Canada	2 445	2 441	2 332	916	868	889	649	638	641	69	45	60	4 079	3 992	3 922
États-Unis	637	632	650	582	635	599	680	637	663	65	85	79	1 964	1 989	1 991
Autres pays	2	2	2	2	2	2	101	94	109	9	8	4	114	106	117
Total	3 084	3 075	2 984	1 500	1 505	1 490	1 430	1 369	1 413	143	138	143	6 157	6 087	6 030
Revenu net															
Canada	815	772	660	239	180	143	455	342	128	184	11	(156)	1 693	1 305	775
États-Unis	114	98	92	(15)	(42)	(62)	345	290	369	(8)	23	81	436	369	480
Autres pays	74	67	55	7	6	(2)	56	89	104	85	(11)	5	222	151	162
Total	1 003	937	807	231	144	79	856	721	601	261	23	(70)	2 351	1 825	1 417
Actif moyen															
Canada	100 737	93 561	86 922	1 633	1 512	1 612	78 466	76 415	69 360	(3 530)	(4 091)	(5 282)	177 306	167 397	152 612
États-Unis	17 908	16 065	14 892	3 684	3 751	3 759	40 001	48 431	51 306	7 165	8 387	9 150	68 758	76 634	79 107
Autres pays	444	283	235	9	29	82	23 224	19 572	15 785	51	51	169	23 728	19 935	16 271
Total	119 089	109 909	102 049	5 326	5 292	5 453	141 691	144 418	136 451	3 686	4 347	4 037	269 792	263 966	247 990

Groupe Particuliers et entreprises – Canada

Description

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE), en collaboration avec les autres entités de BMO, répond aux besoins financiers de plus de sept millions et demi de clients au Canada. Nous offrons une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de près de 1 000 succursales traditionnelles et succursales en magasin de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne (sur le site bmo.com), et d'un réseau de 2 000 guichets automatiques.

Nous nous classons parmi les cinq plus importants fournisseurs de services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, dans un contexte d'intensification de la concurrence, particulièrement en raison de la récente augmentation du nombre d'acteurs de moindre envergure présents dans des créneaux spécifiques.

Vision

Notre but consiste à satisfaire tous les besoins financiers de nos clients, particuliers et entreprises, de façon à devenir le seul fournisseur de services financiers avec qui ils font affaire. Pour y arriver, nous avons adopté une démarche de vente et de service qui permet aux clients de vivre une expérience exceptionnelle quand ils effectuent leurs transactions. Notre stratégie, de nature proactive, est orientée sur la prestation de conseils. Grâce à notre éventail varié de produits et services personnalisés, les clients peuvent mieux gérer tous les aspects de leurs finances.



Robert W. Pearce
Président et chef de la direction,
groupe Particuliers et entreprises, Canada

Stratégies

- Accroître la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des entreprises, en offrant des produits et services à valeur ajoutée.
- Conserver notre part du marché des particuliers, dans un contexte d'intensification de la concurrence, en offrant une tarification et des produits concurrentiels, un réseau de distribution amélioré et un service à la clientèle de qualité exceptionnelle.
- S'imposer comme chef de file dans la prestation de services financiers destinés au marché des entreprises en offrant une gamme complète de produits et services adaptés aux besoins des clients.
- Continuer à améliorer les capacités des ressources de vente et de service, et poursuivre les efforts d'harmonisation, pour mieux satisfaire les besoins des clients.
- Poursuivre la rationalisation des processus de vente et de soutien pour améliorer l'expérience client, accroître la capacité du personnel de première ligne ainsi que l'efficacité des opérations et des ventes.

Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires aux particuliers** offrent des solutions pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et d'assurance. Plus de 20 % des ménages au Canada font affaire avec nous. Grâce à notre réseau de distribution multicircuits pleinement intégré d'envergure nationale, les clients peuvent choisir où, quand et comment ils effectuent leurs transactions bancaires, pour leur plus grande commodité. Nous offrons une gamme complète de services à des prix concurrentiels et un programme de récompense Air Miles exclusif.

Les **Services bancaires aux entreprises** regroupent le marché de la PME et les moyennes entreprises. Nous offrons à nos clients du marché de la PME (catégories petites entreprises, petites et moyennes entreprises et moyennes entreprises de couche inférieure) une gamme complète de produits et services bancaires, dont la gestion de trésorerie, de même que des services de crédit et de dépôt, par l'intermédiaire de nos succursales et de nos circuits de services bancaires en direct. Notre équipe de vente spécialisée met à la disposition des moyennes entreprises un très vaste éventail de services-conseils et de produits intégrés liés aux marchés financiers. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, les commerçants ont accès aux services de traitement des transactions sur cartes de crédit et de débit.

Forces

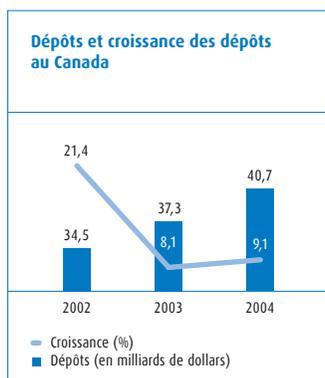
- Une efficacité organisationnelle qui nous classe dans le peloton de tête, grâce à notre modèle de prestation des ventes et du service et aux capacités concurrentielles de notre réseau de distribution multicircuits.
- De fortes capacités en matière de gestion des données sur la clientèle et de services personnalisés, notamment un volume élevé d'indications de clients échangées au sein du groupe ou transmises aux groupes Gestion privée et Services d'investissement.
- Une plate-forme technologique bien établie augmentant l'efficacité des ventes et du service, quel que soit le circuit de distribution.
- La capacité de s'adapter à un environnement concurrentiel exigeant, grâce à une tarification concurrentielle et à l'amélioration continue de nos services.
- La motivation et l'engagement de nos employés, une équipe de vente importante et efficace, de même que des processus rigoureux en matière de gestion des ventes et du service.
- Des capacités supérieures en matière de gestion du risque qui s'appuient sur une démarche cohérente, quelle que soit la conjoncture.

Défis

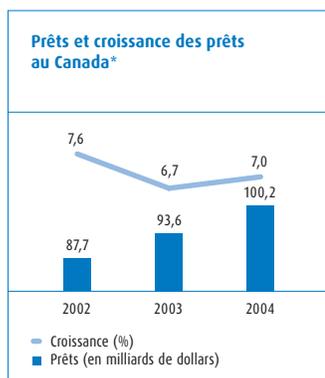
- Les clients ont plus que jamais l'embarras du choix en raison du nombre accru de concurrents et de la plus grande facilité d'accès à leurs produits.
- Nos concurrents traditionnels réorientent leur stratégie pour cibler les marchés des particuliers et des entreprises.
- Les pressions sur les marges sont à la hausse, en raison d'une intensification de la concurrence axée sur la tarification.
- L'imposition de nouvelles normes de gouvernance par les organismes de réglementation exerce une pression accrue sur nos ressources.

Principaux facteurs de rendement (%)	2004	2003	2002
Croissance des dépôts	9,1	8,1	21,4
Croissance des prêts*	7,0	6,7	7,6
Ratio de productivité avant amortissement	60,1	61,0	62,3
Croissance du revenu	1,5	7,1	2,6

*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.

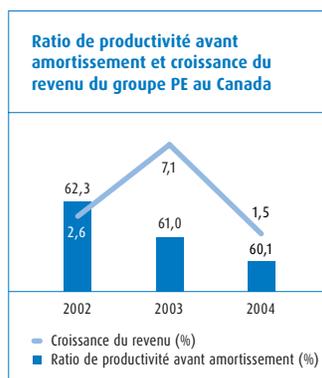


Croissance soutenue des dépôts

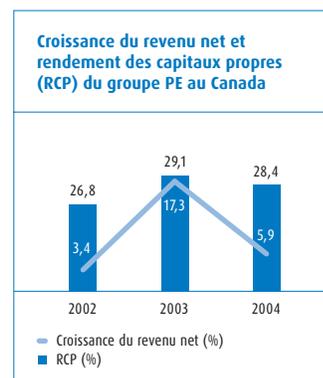


Croissance vigoureuse et constante des prêts

*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.



Nouveaux gains de productivité grâce à l'augmentation du revenu et à la compression des coûts



Solide croissance du revenu net et RCP soutenu

Objectifs et réalisations en 2004

Continuer à mettre l'accent sur la croissance du revenu et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, tout en renforçant nos circuits de distribution, afin de stimuler les gains de productivité. Notre objectif était de faire progresser notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base en 2004.

- Le revenu s'est accru de 1,5 % et la productivité avant amortissement a enregistré une amélioration de 90 points de base. Une somme de 65 millions de dollars a été retranchée du revenu à titre de rajustement des frais de services de cartes, en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle. Abstraction faite de ce rajustement, le revenu a affiché une hausse de 3,1 % et la productivité avant amortissement s'est améliorée de 190 points de base.
- La croissance du revenu a ralenti sous l'effet du rétrécissement des marges imputable au contexte de faibles taux d'intérêt et aux pressions exercées par la concurrence. Cependant, notre stratégie axée sur la croissance du revenu a entraîné une forte croissance des résultats. Les prêts et les acceptations, compte tenu de l'effet cumulatif des opérations de titrisation, ont augmenté de 6,6 milliards de dollars, ou de 7,0 %, comparativement à 2003, tandis que les dépôts de particuliers et d'entreprises progressaient de 3,4 milliards ou 9,1 %.

Améliorer la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des entreprises.

- Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle, évalués par des entreprises de recherche indépendantes, se sont améliorés dans le marché des particuliers, mais sont demeurés inchangés

dans le secteur des services aux entreprises en 2004, après avoir enregistré une hausse constante depuis 1999. Nos équipes de service sont mieux outillées pour répondre systématiquement aux besoins des clients, quel que soit le circuit de distribution choisi. Ces améliorations sont attribuables notamment à nos capacités de gestion de la relation client et à la mise en œuvre, en 2004, d'Optimizer, le logiciel avant-gardiste axé sur la gestion des processus que nous avons mis à la disposition du personnel affecté aux ventes et au service dans le marché des particuliers.

Prendre le pas sur nos principaux concurrents pour ce qui est de la croissance de la part du marché des services aux entreprises et réduire l'écart qui nous sépare du chef de file.¹⁾

- Nous nous classons toujours au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des prêts de moins de 5 millions de dollars aux petites entreprises. Cependant, notre part de ce marché a diminué de 45 points de base pour s'établir à 19,15 % et l'écart qui nous sépare du chef de file s'est accentué. Il s'agit là d'un marché important sur lequel nous allons continuer à concentrer nos efforts.

Accroître notre part du marché des services aux particuliers par rapport à nos principaux concurrents.¹⁾

- Notre part du marché des particuliers a perdu 20 points de base pour s'établir à 13,19 %. Ce recul s'explique principalement par la diminution de notre part du marché des prêts personnels, malgré une croissance des prêts* de 7,8 %.

1) Les reclassements effectués par les concurrents en 2004 ont eu une incidence sur la comparaison entre exercices.

*Y compris les prêts titrisés.

Autres réalisations

Au cours de l'année, nous avons lancé et amélioré divers produits :

- Des produits d'assurance simples et faciles à acheter tels que l'assurance-accidents, l'assurance-maladie, l'assurance-vie temporaire et l'assurance-crédit aux entreprises.
- Une nouvelle carte MasterCard Canadian Tire[®] destinée aux entreprises.
- La marge-crédit MargExpress sur valeur domiciliaire qui permet aux clients d'avoir plus facilement accès au crédit.
- La nouvelle carte MasterCard Mosaic assortie de l'option Air Miles WestJet qui s'inscrit dans le cadre de nos efforts en vue de rendre nos services bancaires et nos cartes de crédit plus attrayants

pour le marché des particuliers. Les titulaires de la carte Or peuvent déduire les frais annuels de 70 \$ des frais applicables au programme de services bancaires courants de leur choix.

- La restructuration du site des Services bancaires en ligne qui facilite et accélère les transactions pour tous nos clients. Le nouveau site entièrement intégré comporte un point d'accès unique et un menu pratique qui permet aux clients d'effectuer des transactions, d'obtenir des renseignements sur les produits et les taux et d'accéder à tous nos services en ligne.

Prochaines étapes – Priorités pour 2005

- Continuer à mettre l'accent sur la croissance du revenu tout en renforçant nos circuits de distribution.
- Améliorer la productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.
- Accroître la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des entreprises.
- Conserver notre part du marché des services aux particuliers et accroître notre part du marché des services aux entreprises par rapport à nos principaux concurrents.
- Apporter d'autres améliorations à notre modèle de prestation des ventes et du service pour mieux répondre aux besoins des clients.

Services bancaires région de Chicago

Description

Les Services bancaires région de Chicago répondent aux besoins des particuliers et des entreprises en leur offrant un très vaste choix de produits et services financiers, grâce à un modèle efficace de services bancaires à la collectivité misant sur une connaissance approfondie du milieu et l'engagement à l'échelle locale. Nous déployons tous les efforts possibles pour offrir un excellent service à la clientèle soutenu par un réseau hors pair de succursales attrayantes et bien situées, un réseau de distribution efficace et une gestion des ventes rigoureuse.

Vision

Nous classer dans le peloton de tête des banques auprès des particuliers et des entreprises dans le Midwest américain en créant une synergie entre les services bancaires à la collectivité et les ressources d'une société de services financiers d'envergure nord-américaine.



Frank J. Techar
Président et chef de la direction, Harris Bankcorp

Stratégies

- Continuer à améliorer notre service à la clientèle hors pair, pour consolider nos relations avec les clients.
- Élargir notre réseau de distribution en ouvrant de nouvelles succursales et en poursuivant notre politique d'acquisitions de qualité en Illinois, dans les États voisins et dans d'autres marchés à croissance élevée aux États-Unis.
- Accroître la productivité en améliorant l'efficacité des opérations et en optimisant l'efficacité des ventes.

Nos secteurs d'activité

Les Services bancaires région de Chicago offrent une gamme complète de produits de dépôt et de crédit à la consommation, notamment des services de dépôt et de placement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et autres.

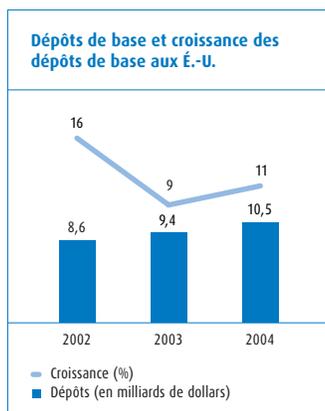
Forces

- Une tradition riche de plus de 120 ans dans le secteur de Chicago, une marque bien établie – Harris – et une forte orientation client.
- Un réseau de 168 succursales bien situées, implantées dans des collectivités de la région de Chicago.
- Des relations étroites, établies au fil des ans, avec les collectivités locales, les entreprises et leurs leaders.
- Un modèle de services bancaires à la collectivité axé sur un service à la clientèle de qualité supérieure, des produits concurrentiels ainsi que de fortes capacités en matière de gestion des ventes et de marketing.
- La faculté de mettre à profit les capacités et la portée de BMO Groupe financier.

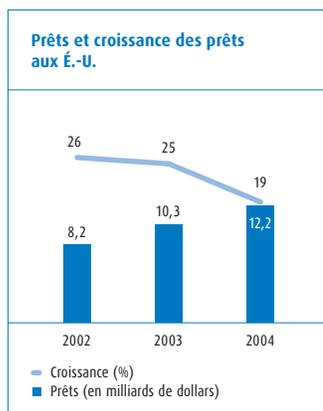
Défis

- Le fléchissement de la demande sur le marché des prêts hypothécaires, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt.
- Une pression continue sur les marges nettes d'intérêts.
- L'arrivée de nouveaux concurrents déterminés à conquérir nos marchés.
- Des occasions restreintes en matière d'acquisitions et d'emplacements de qualité aux fins d'expansion, à des coûts raisonnables.

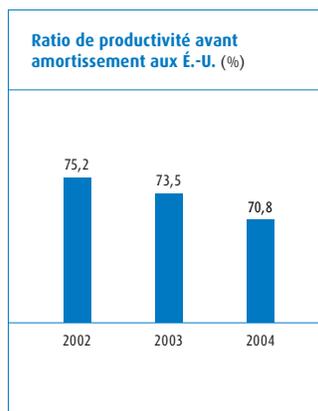
Principaux facteurs de rendement	2004	2003	2002
Croissance des dépôts de base (%)	11	9	16
Croissance des prêts (%)	19	25	26
Ratio de productivité avant amortissement (%)	70,8	73,5	75,2
Nombre de succursales	168	153	145



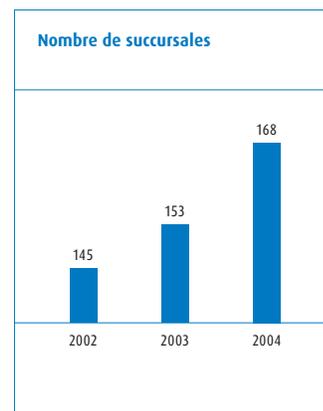
La solide croissance des dépôts de base s'est maintenue.



Nous avons enregistré une croissance soutenue des nouveaux prêts qui totalisent 2 milliards de dollars américains par année.



La productivité s'est améliorée de façon importante au cours des deux derniers exercices.



Nous avons poursuivi l'expansion de notre réseau de succursales.

Objectifs et réalisations en 2004

Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

- Nous avons surpassé notre objectif, notre ratio de productivité avant amortissement ayant enregistré une hausse de 270 points de base.

Maintenir l'objectif visant une augmentation de un milliard de dollars américains du portefeuille de prêts aux particuliers et aux PME.

- Le portefeuille de prêts a enregistré une hausse de 1,9 milliard de dollars, soit de 19 %, comparativement au dernier exercice. Cette hausse reflète la forte croissance des prêts à la consommation, qui a atteint 20 %, dans un marché marqué par une vive concurrence, et la croissance de 16 % des prêts aux PME, malgré la faiblesse du contexte économique.

Effectuer la conversion à un système de traitement des dépôts d'entreprises unique en vue de simplifier le traitement des transactions des clients.

- En novembre 2003, nous avons implanté avec succès un système unique qui nous a permis de consolider les processus de soutien, d'offrir une fonctionnalité accrue aux clients ainsi qu'une plateforme commune à tous les segments d'entreprises clientes.

Élargir la portée de nos services bancaires offerts en succursale en ajoutant dix nouvelles succursales à notre réseau tout en poursuivant notre programme d'acquisitions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre marché, dans les États voisins ou dans d'autres marchés à croissance élevée. Selon l'objectif que nous nous sommes fixé, notre réseau devrait compter 165 points de vente à la fin de l'exercice 2004, pour atteindre 200 d'ici 2007.

- Nous avons conclu l'acquisition de la Lakeland Community Bank et de la New Lenox State Bank, qui comptent respectivement deux et huit succursales. Nous avons ouvert neuf nouvelles succursales et en avons fermé quatre; à la fin de l'exercice, nous avons fait passer à 168 le nombre de succursales du réseau de services bancaires à la collectivité de Harris, dépassant ainsi notre objectif. Nous avons également annoncé notre intention d'acquérir la Mercantile Bancorp, Inc., située dans le nord-ouest de l'Indiana. Cette acquisition, qui devrait être conclue au début de 2005, se traduira par l'ajout de 19 nouvelles succursales à notre réseau.

Prochaines étapes – Priorités pour 2005

- Améliorer notre productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.
- Élargir notre réseau de succursales en ouvrant cinq nouvelles succursales et en poursuivant notre politique d'acquisitions à Chicago, dans les États voisins et dans d'autres marchés à croissance élevée. Notre objectif consiste à faire passer notre réseau à 192 succursales d'ici la fin de l'exercice 2005 et à 200 succursales à Chicago, d'ici 2007.
- Offrir un service à la clientèle plus transparent et réaliser des économies d'échelle, grâce à l'établissement d'une structure unique pour consolider les chartes bancaires.

Contexte et perspectives aux États-Unis

La région de Chicago, qui compte plus de 250 banques, demeure l'un des marchés les plus fragmentés des services financiers américains et revêt, de ce fait, un caractère particulier. Harris et les deux autres plus grandes banques détiennent ensemble environ 30 % du marché depuis 1997. De nouveaux concurrents s'efforcent de pénétrer ce marché, le deuxième en importance aux États-Unis, et certaines banques ont commencé à élargir leur réseau de succursales. D'autres offrent des services à circuit de distribution unique et d'autres encore misent davantage sur le marketing de la marque pour conquérir une part de marché.

La région de Chicago est un marché très convoité du fait qu'il présente un fort potentiel de croissance. Bien que la région ait attiré des concurrents de taille, nous sommes déterminés à poursuivre notre progression. On peut donc s'attendre à de nouvelles pressions sur les marges au cours de la prochaine année. À plus long terme, les pressions concurrentielles devraient diminuer et la rentabilité devrait s'améliorer. Nous prévoyons que les acteurs de plus grande envergure récolteront les fruits de cette situation et nous entendons bien être du nombre.

Nous croyons que le marché de la région de Chicago enregistrera un taux de croissance comparable à celui de l'économie américaine en général. La demande de crédit à la consommation devrait continuer à générer des profits soutenus et les besoins bancaires des petites entreprises clientes devraient croître, en volume et en complexité, sous l'effet de la reprise économique, créant de nouvelles occasions d'affaires.

En 2005, nous allons poursuivre nos efforts en vue d'étendre nos activités dans la région de Chicago, tant par les acquisitions que la croissance organique. De plus, nous allons continuer à accroître notre efficacité en rationalisant les plates-formes d'exploitation et en réduisant les frais généraux. Enfin, en misant sur l'établissement de relations durables avec les clients, nous allons consolider notre réputation de banque orientée client et offrant un service de qualité supérieure.

Résultats financiers – activités aux États-Unis

La part du revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 11 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises pour l'exercice, comparativement à 10 % pour l'exercice 2003. Les Services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion d'un revenu de 545 millions de dollars (574 millions en 2003) provenant des entreprises et d'un revenu net de 197 millions de dollars (215 millions en 2003) aux résultats des États-Unis pour l'exercice.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 26 % du revenu net du groupe pour l'exercice, comparativement à 11 % dans les présents états financiers. Le revenu, après inclusion des résultats des services aux moyennes entreprises des États-Unis, représenterait 26 % du revenu total du groupe, comparativement à 17 % dans les présents états financiers. Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'établirait à 59,8 %, plutôt qu'à 62,8 % dans les présents états financiers.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Canada – revenu	4 055	3 995	3 732	60	1
États-Unis – revenu	1 404	1 403	1 417	1	–
Revenu total (bic)	5 459	5 398	5 149	61	1
Canada – revenu net	889	839	715	50	6
États-Unis – revenu net	311	313	288	(2)	–
Revenu net total	1 200	1 152	1 003	48	4
Canada – rendement des capitaux propres (%)	28,5	29,1	26,8		(0,6)
États-Unis – rendement des capitaux propres (%)	17,3	13,8	11,5		3,5
Rendement total des capitaux propres (%)	24,4	22,4	19,5		2,0
Canada – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	60,4	61,1	62,5		(0,7)
États-Unis – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	58,0	57,7	59,1		0,3
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	59,8	60,2	61,6		(0,4)

Contexte et perspectives au Canada

Le marché des services bancaires aux particuliers et aux entreprises a constitué, en 2004, une source de défis, en raison de la vive concurrence sur le plan de la tarification, des faibles taux d'intérêt et de la croissance soutenue des concurrents non traditionnels. Toutefois, le contexte des taux d'intérêt qui ont touché leurs creux historiques, la hausse du prix des maisons et la croissance de l'emploi ont fait grimper les ventes de maisons et la demande de prêts hypothécaires à l'habitation à un niveau supérieur aux résultats déjà impressionnants de 2003. La croissance des prêts aux entreprises a été plus faible que prévu, mais celle des dépôts d'entreprises a été forte.

En 2005, la demande relative aux produits et services destinés aux particuliers et aux entreprises devrait de nouveau afficher un taux de croissance équivalant au double de celui du PIB. Nous prévoyons que les taux d'intérêt à court terme vont augmenter au cours de l'exercice. Bien que cela puisse entraîner une certaine décompression des marges sur les dépôts des particuliers et des entreprises, l'intensification de la concurrence pourrait contrebalancer cet avantage. Les soldes des dépôts des particuliers et des fonds d'investissement devraient augmenter de 5 %, tandis que la croissance du marché des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts aux particuliers devrait ralentir par rapport à 2004. Le taux prévu de près de 7 % demeure toutefois relativement solide. On s'attend à ce que les dépôts d'entreprises croissent à un rythme inférieur à celui de 2004, sous l'effet d'une hausse des dépenses d'entreprises, mais l'accroissement des investissements des entreprises devrait entraîner une hausse de plus de 5 % des prêts aux entreprises.

Résultats financiers du groupe Particuliers et entreprises

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a augmenté de 66 millions de dollars pour s'établir à 1 003 millions. Cette augmentation de 7 % s'explique par la hausse du revenu, la compression des coûts et une réduction du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'effet de la réduction des marges nettes d'intérêts, dans un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt, et par la réduction des frais de services de cartes. Une somme de 65 millions de dollars (42 millions après impôts) a été retranchée des frais de services de cartes pour l'exercice 2004 dans le but d'accroître le passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle, en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. Abstraction faite de ce rajustement, le revenu net a crû de 108 millions de dollars, ou de 12 %, en 2004.

Le revenu a progressé de 90 millions, soit de 2 %, sous l'effet de la forte croissance des volumes, tant au Canada qu'aux États-Unis. La croissance a été ralentie par l'incidence de la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain, qui se chiffre à 82 millions, un rétrécissement des marges nettes d'intérêts et le rajustement des frais de services de cartes. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises aux États-Unis sur le revenu s'établit à 20 millions de dollars en 2004. Nous continuons de récolter les fruits d'un volume accru d'indications de clients entre les groupes et des initiatives entreprises pour accroître nos capacités de vente et de service et, de ce fait, améliorer l'expérience client. Il est cependant à noter que la concurrence continue à s'intensifier, tant sur les marchés canadiens qu'américains.

Au Canada, le segment des services bancaires aux entreprises a enregistré une forte croissance de son revenu, sous l'effet de l'augmentation des prêts et de la hausse particulièrement marquée des dépôts. En 2003, ce segment avait été affecté par la crise du SRAS, la panne d'électricité en Ontario, les ouragans et les feux de forêt, et il continue de subir les contrecoups de l'embargo sur les exportations de bovins. En ce qui concerne le segment des services aux particuliers, la forte progression des volumes a été contrebalancée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts et la diminution des frais de services de cartes. Les revenus liés aux prêts hypothécaires à l'habitation ont affiché une hausse prononcée, résultat de la vive activité enregistrée sur le marché de l'habitation au Canada. La forte croissance des prêts à la consommation et des dépôts a cependant été atténuée par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Aux États-Unis, la croissance du revenu a été stimulée par une croissance vigoureuse des volumes dans le secteur des prêts à la consommation et des prêts aux petites entreprises.

Groupe Particuliers et entreprises (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	3 444	3 318	3 099	126	4
Revenu autre que d'intérêts	1 470	1 506	1 463	(36)	(2)
Revenu total (bic)	4 914	4 824	4 562	90	2
Provision pour créances irrécouvrables	302	301	280	1	—
Frais autres que d'intérêts	3 084	3 075	2 984	9	—
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 528	1 448	1 298	80	6
Impôts sur les bénéfices (bic)	524	507	489	17	3
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	4	2	(3)	(75)
Revenu net	1 003	937	807	66	7
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	32	30	32	2	8
Revenu net avant amortissement	1 035	967	839	68	7
Profit économique net	581	515	406	66	13
Rendement des capitaux propres (%)	24,4	22,8	20,4	1,6	—
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	25,3	23,5	21,2	1,8	—
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	62,8	63,8	65,4	(1,0)	—
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	62,0	63,1	64,7	(1,1)	—
Marge nette d'intérêts (%)	2,89	3,02	3,04	(0,13)	—
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	3 934	3 944	3 780	(10)	—
Actif moyen	119 089	109 909	102 049	9 180	8
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	78 122	72 188	66 791	5 934	8
Solde moyen des prêts et acceptations	114 318	105 855	97 426	8 463	8
Solde moyen des dépôts	59 125	56 473	54 168	2 652	5
Actif sous administration	10 955	11 295	14 452	(340)	(3)
Actif sous gestion	—	—	371	—	—
Effectif : équivalent de durée normale	19 555	19 490	19 254	65	—

La marge nette d'intérêts a reculé de 13 points de base, tant au Canada qu'aux États-Unis, ces deux marchés étant soumis au même contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. Au Canada, la marge nette d'intérêts a accusé un recul plus important en raison de l'évolution des préférences des clients vers des produits à marge réduite, notamment dans le secteur des prêts hypothécaires à l'habitation, ainsi que de la popularité du Compte d'épargne à taux Avantageux et du nombre d'emprunteurs optant pour les marges de crédit. Aux États-Unis, le rétrécissement de la marge nette d'intérêts est partiellement attribuable à l'ajout d'actifs à rendement moins élevé et à l'incidence de la faiblesse des taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 9 millions de dollars pour s'établir à 3 084 millions. Les frais ont diminué de 58 millions à la faveur de la baisse du taux de change des dollars canadien et américain. Au Canada, la hausse des frais liés au personnel et des dépenses rattachées à certaines initiatives a été en grande partie neutralisée par les effets d'une modification comptable visant à capitaliser certains coûts liés au développement interne de logiciels en 2004. Aux États-Unis, la baisse du taux de change a eu pour effet de neutraliser partiellement la hausse des frais liés au personnel et des frais d'acquisition et d'ouverture de succursales. Le ratio de productivité du groupe PE s'est amélioré de 100 points de base pour s'établir à 62,8 %, mais si l'on fait abstraction des rajustements des frais de services de cartes, il a augmenté de 190 points de base.

Groupe Gestion privée

Description

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous les services de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier. Sous la marque BMO au Canada et Harris aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement.

Vision

Offrir les meilleures solutions de gestion de patrimoine, dans certains marchés choisis de l'Amérique du Nord, afin d'aider nos clients à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire fructifier.



Gilles G. Ouellette

Président et chef de la direction, groupe Gestion privée, BMO Groupe financier et président du conseil délégué, BMO Nesbitt Burns

Stratégies

- Offrir à nos clients un service exceptionnel et des solutions intégrées dans le domaine de la gestion de patrimoine.
- Stimuler la croissance organique en offrant des services intégrés aux clients des services bancaires BMO et en tirant profit de notre vaste réseau de distribution.
- Investir sélectivement dans les secteurs d'activité à fort potentiel d'accroissement de la valeur.
- Chercher continuellement à optimiser nos activités pour accroître notre productivité de façon durable.

Nos secteurs d'activité

Les **services de placement traditionnels** offerts par BMO Nesbitt Burns comprennent une gamme complète de services-conseils en gestion de patrimoine. Notre stratégie consiste à prodiguer à nos clients des conseils personnalisés répondant aux normes de qualité les plus exigeantes.

Les **services de placement en direct en Amérique du Nord**, qui regroupent BMO Ligne d'action au Canada et Harris *direct* aux États-Unis, offrent un service assisté aux clients bien informés qui investissent à long terme. Nous travaillons en collaboration avec nos partenaires de BMO Groupe financier pour améliorer la relation globale établie avec le client.

La **gestion bancaire privée en Amérique du Nord** offre un programme intégré de services bancaires, de fiducie et de gestion de placements à des clients fortunés, à valeur nette élevée et à valeur nette très élevée, au Canada et aux États-Unis. Nous tirons parti d'un modèle axé sur le client pour offrir une gamme complète de produits financiers, en utilisant une approche orientée vers les services-conseils.

Les **produits de placement** comprennent les fonds d'investissement de BMO, le Groupe de fonds Guardian, Harris Insight Funds et BMO Placements à terme. Pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises en matière de placement et de planification de la retraite, nous offrons toute une gamme de produits et de solutions par l'intermédiaire de multiples circuits de distribution. Les produits de placement comprennent également les services de gestion de l'actif institutionnel offerts aux clients internes et externes par Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management.

Forces

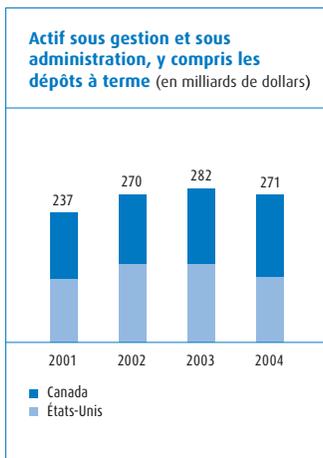
- Offre de produits primés et leadership reconnu en matière de service à la clientèle.
- Solide implantation stratégique dans certains marchés de gens fortunés en forte croissance aux États-Unis.
- Accès à la vaste base de clientèle de BMO à l'échelle du Canada et des États-Unis.
- Prestige, reconnaissance et crédibilité des marques BMO, BMO Nesbitt Burns et Guardian au Canada, ainsi que de la marque Harris aux États-Unis.

Défis

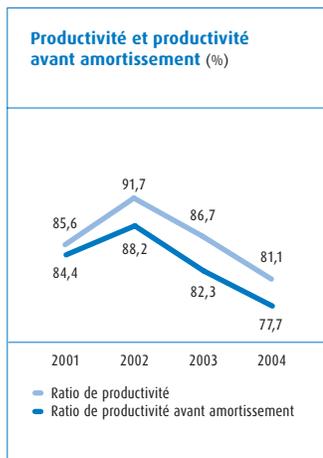
- Poursuivre nos efforts pour réaliser des économies opérationnelles au Canada et aux États-Unis.
- Accroître notre rentabilité aux États-Unis.
- Soutenir la croissance du revenu en dépit de l'incertitude économique et politique qui influe sur la situation des marchés et la confiance des investisseurs.

Principaux facteurs de rendement	2004	2003	2002
Augmentation de l'actif sous gestion (%) 1)	9,8	11,7	4,0
Augmentation de l'actif sous gestion, de l'actif sous administration et des dépôts à terme (%) 1) 2)	4,1	14,7	16,2
Moyenne quotidienne des transactions de courtage en direct	21 518	18 367	14 046

1) Excluant l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain.
2) Compte non tenu du retrait d'actifs liés à la garde intermédiaire de titres génératrice de faibles revenus.



L'actif a reculé mais il aurait poursuivi sa progression sans l'incidence de la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain.



La productivité a connu une très forte hausse en 2004 et 2003.



Le revenu net a atteint des niveaux records en 2004.



Notre part de marché a augmenté chaque année.

Objectifs et réalisations en 2004

Saisir les occasions d'affaires qui nous permettront de consolider les relations avec les clients et de soutenir notre élan dans le marché à croissance élevée des clients fortunés.

- Obtention de nombreux prix soulignant notre leadership en matière de service à la clientèle :
 - BMO Ligne d'action se classe au premier rang des firmes de courtage en direct au Canada dans le rapport de Watchfire GómezPro, pour une cinquième année de suite, et dans le sondage du quotidien *The Globe and Mail*, pour la troisième année.
 - Harrisdirect arrive en première place pour la qualité de son service à la clientèle selon *SmartMoney* et il a obtenu la cote de courtier en direct quatre étoiles dans le sondage annuel de la revue *Barron's*. Les services de Harrisdirect se sont également classés dans le premier quartile du sondage de Watchfire GómezPro pour la quatrième fois d'affilée.
 - BMO Banque privée Harris a été choisie meilleure banque privée au Canada par le magazine *Euromoney*.

Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

- Nous avons amélioré notre ratio de productivité avant amortissement de 460 points de base grâce aux initiatives de compression des coûts à long terme et à la croissance du revenu.
- Aux États-Unis, nous avons également amélioré notre ratio de productivité avant amortissement de 460 points de base.

Améliorer notre modèle de gestion en continuant à accroître la productivité et investir dans nos activités de gestion de patrimoine à forte croissance.

- Nous avons rationalisé nos opérations, ce qui a permis d'accroître notre revenu net de 60 % et d'améliorer notre productivité avant amortissement.
- Nous avons continué à perfectionner le modèle de gestion Harrisdirect afin de maximiser notre capacité à tirer profit de l'amélioration des conditions aussi bien qu'à traverser les phases baissières des cycles des marchés.

Concentrer nos efforts sur la prestation d'un service à la clientèle irréprochable et sur l'offre intégrée de produits et services, en mettant à profit les partenariats établis au sein du groupe GP et de l'ensemble de BMO Groupe financier.

- Nous avons mis à profit les solides progrès réalisés au cours des exercices précédents en continuant à intensifier les indications de clients échangées au sein du groupe GP et avec notre partenaire de services de détail, le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE). Les indications de clients échangées avec le groupe PE se sont accrues de près de un tiers au cours de la dernière année.
- Nous avons intégré les services de myCFO, Inc. et de Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney Inc. afin d'élargir la gamme de solutions de gestion de patrimoine offertes par Harris Private Bank.

Autres réalisations

- Le rendement de nos produits de placement exclusifs a dépassé les moyennes du secteur.
 - Le rendement annuel moyen pondéré en fonction de l'actif des fonds du Groupe de fonds Guardian s'est établi à 12 % pour la période de trois ans terminée le 31 octobre 2004, comparativement à 5 % pour l'ensemble du secteur canadien des fonds d'investissement.
 - BMO Fonds d'investissement a connu la croissance la plus marquée parmi les cinq plus grandes banques canadiennes, pour ce qui est de la part de marché, au cours des deux dernières années.
- Nous avons ajouté un volet de services-conseils en gestion financière à nos services de placement traditionnels pour répondre à divers besoins des particuliers fortunés et de leur famille.
- Nous avons accru notre participation financière dans Fullgoal Fund Management Company Ltd. pour la porter à 27,8 %; BMO sera ainsi mieux placé pour tirer profit du potentiel de croissance du marché chinois des fonds d'investissement. Fullgoal est un créateur et un distributeur de fonds d'investissement exclusifs en Chine.

Prochaines étapes – Priorités pour 2005

- Continuer à améliorer notre offre de produits et services et à consolider nos relations avec les clients.
- Optimiser le modèle de gestion au moyen d'initiatives productives de revenus et par la gestion constante des frais.
- Continuer à améliorer l'efficacité de notre équipe de vente.
- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.

Contexte et perspectives

Dans l'ensemble, le climat a été propice aux placements en 2004, même si l'incertitude accrue des marchés dans la deuxième moitié de l'exercice s'est répercutée sur le volume des transactions. Ainsi, l'augmentation des activités de négociation au premier semestre a été suivie d'une baisse modérée au deuxième semestre. Toutefois, pour l'exercice, le volume de transactions a été supérieur à celui de 2003. Les revenus liés aux services tarifés se sont accrus sous l'effet de l'augmentation des soldes des actifs gérés, mais le contexte de faibles taux d'intérêt a eu un effet négatif à la fois sur la demande des investisseurs et sur la marge nette d'intérêts des produits de placement à terme.

En 2005, le taux de croissance du PIB devrait augmenter légèrement au Canada par rapport à 2004, pour atteindre 3,2 %, alors que le rythme de croissance du PIB devrait quelque peu ralentir aux États-Unis où on s'attend à un taux de croissance de 3,7 %. La Réserve fédérale a commencé à relever les taux d'intérêt en 2004 et on prévoit que les taux continueront à monter, mais de façon graduelle. Le maintien de la valeur et du niveau d'activité des marchés des actions devrait assurer la solidité des volumes de transactions effectuées par les clients et la stabilité relative des soldes des actifs gérés. Les tendances démographiques à long terme demeurent favorables à l'amélioration des résultats du groupe.

Résultats financiers du groupe Gestion privée

Le revenu net de 2004 a atteint la somme record de 231 millions de dollars, en hausse de 87 millions de dollars par rapport à 2003. Les quatre secteurs d'activité ont grandement contribué à cette hausse qui découle de l'augmentation du revenu autre que d'intérêts et des effets positifs des mesures de réduction des coûts. Le recul du revenu net d'intérêts est principalement imputable à la compression de la marge nette d'intérêts réalisée sur les produits de placement à terme.

L'effet conjugué des mesures de réduction des coûts et de la réduction des frais liés aux acquisitions a fortement contribué à la croissance du revenu net qui a augmenté de 60 % en 2004 et de 82 % en 2003. En ce qui concerne l'avenir, nous prévoyons réduire encore nos frais grâce à l'optimisation continue de nos activités. La croissance du revenu net demeure toutefois principalement tributaire de la croissance des revenus.

Le revenu pour l'exercice s'est accru de 113 millions de dollars, ou de 7 %, pour s'établir à 1 850 millions de dollars. Le succès des mesures productives de revenus, combiné à une amélioration générale de la conjoncture, a entraîné une croissance des revenus de commissions et des revenus tirés des services tarifés dans tous les secteurs d'activité du groupe. Les secteurs des services de placement traditionnels et des fonds d'investissement ont enregistré une forte croissance du revenu. Le contexte de faiblesse prolongée des taux d'intérêt, qui a eu un effet négatif sur la marge nette d'intérêts réalisée sur les produits de placement à terme, a entraîné une baisse du revenu net d'intérêts. L'évolution du taux de change des dollars canadien et américain a réduit de 48 millions de dollars la croissance du revenu, en particulier dans les services de placement en direct et les services internationaux de gestion bancaire privée.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé pour s'établir à 1 500 millions de dollars. Cette faible réduction, d'une part, et la hausse de 13 % du revenu autre que d'intérêts, d'autre part, reflètent le succès des efforts accomplis par le groupe pour réduire les frais autres que ceux liés au revenu. Le ratio de productivité du groupe est de 81,1 %, ce qui représente une amélioration de 560 points de base par rapport à l'exercice précédent. L'évolution du taux de change des dollars canadien et américain a fait baisser les frais de 53 millions de dollars.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	499	541	518	(42)	(8)
Revenu autre que d'intérêts	1 351	1 196	1 106	155	13
Revenu total (bic)	1 850	1 737	1 624	113	7
Provision pour créances irrécouvrables	2	2	1	–	–
Frais autres que d'intérêts	1 500	1 505	1 490	(5)	–
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	348	230	133	118	52
Impôts sur les bénéfices (bic)	117	86	54	31	38
Revenu net	231	144	79	87	60
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	43	47	43	(4)	(8)
Revenu net avant amortissement	274	191	122	83	43
Profit économique net	105	7	(23)	98	+100
Rendement des capitaux propres (%)	14,5	8,1	5,4	6,4	6,4
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	17,3	10,9	8,7	6,4	6,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	81,1	86,7	91,7	(5,6)	(5,6)
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	77,7	82,3	88,2	(4,6)	(4,6)
Marge nette d'intérêts (%)	9,37	10,22	9,49	(0,85)	(0,85)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	1 536	1 667	1 315	(131)	(8)
Actif moyen	5 326	5 292	5 453	34	1
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	4 280	4 557	5 182	(277)	(6)
Solde moyen des prêts et acceptations	2 843	2 686	3 061	157	6
Solde moyen des dépôts	42 088	41 575	39 720	513	1
Actif sous administration	156 650	170 255	160 210	(13 605)	(8)
Actif sous gestion	79 939	75 900	74 981	4 039	5
Effectif : équivalent de durée normale	5 268	5 469	5 942	(201)	(4)

Nos activités aux États-Unis ont enregistré une perte nette de 15 millions de dollars pour l'exercice, ce qui représente une amélioration de 27 millions de dollars par rapport à 2003. Le revenu net avant amortissement s'est établi à 26 millions de dollars. Le revenu, qui se chiffre à 560 millions de dollars, a diminué de 15 millions, mais il aurait progressé de 33 millions si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté inchangé. La croissance du revenu s'explique par le succès des mesures productives de revenus, conjugué à une amélioration générale de la conjoncture. Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 53 millions de dollars, mais ils seraient demeurés relativement stables si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté inchangé. Le succès des mesures de compression des coûts a neutralisé l'augmentation des frais liés au revenu et les indemnités de départ et autres coûts liés à l'optimisation des activités engagés au quatrième trimestre. Le ratio de productivité de nos activités aux États-Unis s'est amélioré de 670 points de base.

Groupe Services d'investissement

Description

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) chapeaute toutes les unités qui servent les clients des secteurs des grandes entreprises, des institutions et des administrations publiques. Au Canada, sous la marque BMO Nesbitt Burns, nous offrons nos services à une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs d'activité. Aux États-Unis, sous la marque Harris Nesbitt, nous servons les grandes entreprises et les clients institutionnels dans certains secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, de l'Europe et de l'Asie.

Nous offrons à nos clients des solutions financières globales clés en main, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation de sociétés ouvertes et fermées, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de gestion de trésorerie, de change et de financement du commerce international. Le groupe offre également des services de consultation de premier ordre dans les domaines des fusions, acquisitions et restructurations et des services de recherche, de vente et de négociation reconnus comme étant à l'avant-garde du secteur financier.

Vision

Être reconnu par nos clients et nos actionnaires comme la meilleure banque offrant des services d'investissement et des services aux grandes entreprises intégrés à l'échelle de l'Amérique du Nord, dans les marchés où nous avons choisi d'être présents, et comme celle qui s'astreint à la discipline la plus rigoureuse.



Yvan J.P. Bourdeau
Président et chef de l'exploitation,
BMO Nesbitt Burns

Stratégies

- Continuer de renforcer notre position de chef de file au Canada.
- Accélérer notre croissance aux États-Unis.
- Continuer d'améliorer la rentabilité des relations établies avec les clients.

Nos secteurs d'activité

L'équipe **Investissements et services aux grandes entreprises** offre à nos clients une gamme complète de produits et services financiers. Les services offerts comprennent les conseils stratégiques en matière de fusions et acquisitions et de restructuration de capital, de même que la présentation d'évaluations et d'opinions sur l'équité du prix offert. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de capitaux sous la forme de prises fermes de titres d'emprunt et de participation. Nous leur offrons également un vaste éventail de produits de crédit, de solutions clés en main et de services de gestion de trésorerie.

L'équipe **Marchés financiers** offre des solutions intégrées à une clientèle ciblée composée d'entreprises de toutes tailles et de particuliers; ses services portent sur les titres d'emprunt, les opérations de change, les taux d'intérêt, le crédit et les produits de base. Nous mettons également à la disposition de BMO Groupe financier et de ses clients des services efficaces de financement et de gestion des liquidités.

L'équipe **Titrisation et gestion des instruments de crédit** offre aux émetteurs et aux investisseurs une gamme de produits et de services utilisant le crédit comme outil de financement et de gestion de l'actif.

La **Division des actions** offre une gamme complète de produits boursiers canadiens à l'échelle internationale. Ces produits sont distribués par l'intermédiaire de nos services de recherche, de vente et de négociation hors pair et ils sont adaptés aux besoins des clients. Nous continuons de maintenir et de renforcer notre leadership au Canada, tout en prenant de l'expansion dans des secteurs choisis aux États-Unis.

L'équipe **Affaires internationales** offre aux entreprises nord-américaines de toutes tailles des services de financement du commerce international et d'atténuation des risques, pour les appuyer dans leurs activités commerciales à l'échelle internationale. Nous offrons également une vaste gamme de services bancaires et d'autres services d'exploitation aux institutions financières internationales et nationales.

L'équipe **Opérations de banque d'affaires** mène ses activités par l'entremise de BMO Halyard Partners et de Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns. Nous localisons les sources de fonds, structurons et finançons des opérations de capital-investissement privées, principalement en Amérique du Nord.

Forces

- Une entreprise bien établie occupant une position de chef de file dans certains secteurs et à l'égard de certains produits, et réputée pour la qualité de ses conseils.
- Des services de recherche, de vente et de négociation hors pair au Canada.
- La banque canadienne d'investissement et de services aux grandes entreprises ayant la plus forte présence dans le Midwest américain.
- La capacité d'améliorer les bilans des clients grâce à une gamme de produits bien diversifiée.

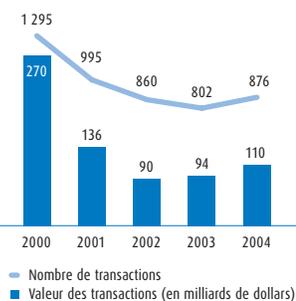
Défis

- Le marché canadien est parvenu à maturité.
- Les revenus tirés des services d'investissement proviennent de plus en plus des produits de financement aux grandes entreprises.
- Nous devons améliorer la reconnaissance de notre marque à l'extérieur du Midwest.
- La hausse des taux d'intérêt, le raffermissement du dollar canadien et le niveau élevé des prix du pétrole brut freinent la croissance économique.

Principaux facteurs de rendement	2004	2003	2002
Classement pour la négociation de blocs d'actions, selon la valeur des actions	n° 1	n° 1	n° 1
Classement pour les services de recherche sur les actions (Brendan Wood International)	n° 1	n° 1	n° 1
Classement pour les opérations de titrisation au Canada*	n° 1	n° 1	n° 1

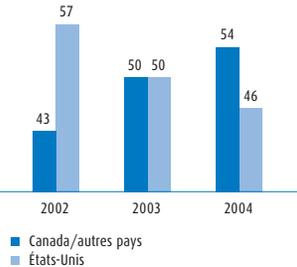
*Papier commercial adossé à des créances mobilières, émis par un conduit, au 30 septembre 2004.

Marché canadien des fusions et acquisitions (pour les 12 mois terminés le 30 septembre)



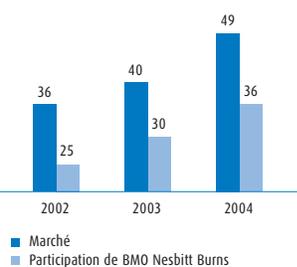
Le contexte des fusions et acquisitions s'est amélioré.

Revenu du groupe SI par pays (%)



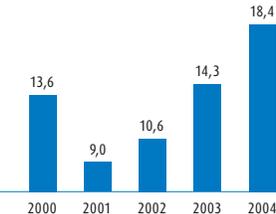
Malgré le ralentissement observé cette année, la croissance aux États-Unis demeure une priorité.

Prise ferme de titres de participation en Amérique du Nord – Émetteurs canadiens (en milliards de dollars)



La participation à des opérations de prise ferme de titres de participation est demeurée forte.

Rendement des capitaux propres (%)



Le rendement des capitaux propres s'est accru pour la troisième année d'affilée.

Objectifs et réalisations en 2004

Conserver notre leadership au Canada dans le marché des services tarifés et très rentables liés aux fusions et acquisitions, à la souscription de titres de participation et d'emprunt, et à la titrisation.

- Nous avons participé à 374 transactions de souscription de titres d'emprunt et de participation pour le compte d'entreprises canadiennes, mobilisant 61 milliards de dollars.
- Nous avons fourni, au Canada, des services-conseils à l'égard de fusions et acquisitions conclues d'une valeur de 10,6 milliards de dollars.
- Nos services de recherche se sont classés en tête de liste du rapport Brendan Wood International sur les investisseurs institutionnels, pour la 24^e année de suite. Nous nous sommes également classés au premier rang en ce qui concerne la qualité globale des services de vente.
- Notre équipe Titrisation au Canada s'est classée au premier rang pour ce qui est de la part de marché du papier commercial adossé à des créances mobilières, émis par un conduit.
- Nos services de négociation de blocs d'actions canadiennes se sont classés au premier rang.

Maintenir une approche rigoureuse à l'égard de la gestion des capitaux et des coûts et améliorer notre ratio de productivité avant amortissement.

- Nous avons amélioré de 110 points de base notre ratio de productivité avant amortissement.
- Nous avons amélioré le rendement des capitaux propres, le faisant passer de 14,3 % à 18,4 %.

Autres réalisations

- Réalisation d'un revenu net record en 2004.
- Première banque canadienne autorisée à vendre des instruments financiers dérivés en Chine.

Accélérer notre croissance en poursuivant l'intégration de nos activités aux États-Unis et en nous efforçant tout particulièrement d'augmenter la proportion des revenus de commissions.

- Nous avons élargi et amélioré l'expertise du groupe SI aux États-Unis en ajoutant des membres clés à son équipe de direction, dont un chef, Fusions et acquisitions et un chef, Marchés des titres de participation américains.
- Nous avons harmonisé à l'échelle du pays les relations clients et l'éventail des produits relativement à dix secteurs d'activité prioritaires.

Renforcer et élargir nos relations avec notre clientèle cible en misant pleinement sur nos capacités transfrontalières, ce qui inclut l'amélioration de notre éventail de services par l'intégration complète de Harris Nesbitt Gerard.

- Nous avons achevé l'intégration de Gerard Klauer Mattison à Harris Nesbitt, ce qui étoffe la gamme intégrée de services offerts aux clients.
- Nous avons misé sur les capacités transfrontalières de BMO Nesbitt Burns et de Harris Nesbitt en ce qui a trait aux produits de tous les secteurs afin de fournir des solutions uniques et efficaces aux clients.

- Expansion de l'équipe Titrisation aux États-Unis grâce à l'ajout d'une équipe de spécialistes de la titrisation d'actifs à terme, à Dallas.

Prochaines étapes – Priorités pour 2005

- Harmoniser plus étroitement notre prestation de service avec les besoins des clients afin de tirer profit de toutes les occasions de générer des revenus.
- Optimiser la prise de risques afin de maximiser les rendements.
- Stimuler le développement de nouveaux produits.
- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.

Contexte et perspectives

Le contexte propice aux placements au premier semestre de 2004 a stimulé les activités de montage de financement par actions et de montage de prêts, entraînant une amélioration des revenus de commissions. Le cycle de crédit, plus favorable, a également eu une incidence positive sur les résultats de cette année. Les marchés se sont quelque peu affaiblis au second semestre de l'exercice, dans la foulée de la hausse des taux d'intérêt, de la diminution de la volatilité, du raffermissement du dollar canadien ainsi que des prix records du pétrole brut. La demande de prêts aux entreprises et de prêts industriels est restée inférieure aux niveaux de 2003, surtout aux États-Unis. Au Canada, le volume des prêts s'est amélioré à la faveur de l'accroissement des investissements des entreprises.

Dans une perspective d'avenir, les consolidations de clients et les nouvelles technologies de négociation devraient continuer à exercer des pressions à la baisse sur les commissions de négociation d'actions au Canada. À cause de la hausse des taux d'intérêt et de l'aplatissement de la courbe des rendements, il est de plus en plus difficile de maintenir les revenus aux niveaux antérieurs dans nos secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Comme les taux d'intérêt ont été généralement bas ces dernières années, bon nombre d'entreprises en ont profité pour contracter des emprunts couvrant la plupart de leurs besoins à venir, une situation qui devrait entraîner une diminution au chapitre des activités de montage de prêts. Par conséquent, on devrait constater une augmentation de l'apport des services-conseils et de la négociation d'actions au revenu, au détriment des produits à revenu fixe.

Résultats financiers du groupe Services d'investissement

Le revenu net du groupe Services d'investissement s'est accru de 135 millions de dollars pour atteindre le chiffre record de 856 millions. Cette amélioration, de 19 %, est attribuable à l'accroissement du revenu et à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables.

Le revenu a augmenté de 176 millions de dollars, ou de 7 %. Une amélioration de 189 millions de dollars a été enregistrée au chapitre des gains nets sur titres de placement, mais elle a été en partie annulée par les frais d'intérêts de 58 millions découlant du dénouement de couvertures liées à la vente de certains titres. L'inclusion des résultats de Harris Nesbitt Gerard (HNG) pour l'exercice complet s'est traduite par une augmentation de 69 millions de dollars du revenu par rapport à l'exercice précédent. La baisse du taux de change entre les dollars américain et canadien a réduit le revenu de 124 millions de dollars.

Les commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt ont fortement augmenté, tandis que les commissions et droits sur titres augmentaient au rythme du revenu supplémentaire provenant de HNG et de la remontée des marchés des actions. Le revenu d'intérêts a subi l'effet négatif de la baisse des soldes des prêts aux grandes entreprises, en raison de la faible demande et de notre stratégie qui vise à mettre fin à certaines ententes à l'extérieur de nos principaux marchés, et du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt à court terme. Les revenus de négociation ont diminué dans le sillage de la baisse des revenus de négociation sur les produits de base et les taux d'intérêt; par contre, les revenus de négociation d'actions ont augmenté. En 2003, les revenus de négociation sur les produits de base comprenaient un gain réalisé à la cessation d'une relation avec une contrepartie.

La provision pour créances irrécouvrables a diminué de 93 millions de dollars en raison de l'amélioration du contexte du crédit et d'un recouvrement de 39 millions d'un prêt qui avait été précédemment radié. BMO impute les provisions pour pertes aux groupes clients chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de la perte prévue qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues imputées aux groupes clients et les provisions exigées en vertu des PCGR sont généralement imputés aux Services d'entreprise. Cependant, le recouvrement de 2004 a été crédité au groupe SI étant donné que la perte sur le prêt en 2001 n'était pas, à ce moment-là, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

Groupe Services d'investissement (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers				Variation par rapport à 2003	
	Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2004	2003	2002	\$ %
Revenu net d'intérêts (bic)	1 305	1 393	1 478	(88)	(6)
Revenu autre que d'intérêts	1 527	1 263	1 068	264	21
Revenu total (bic)	2 832	2 656	2 546	176	7
Provision pour créances irrécouvrables	138	231	227	(93)	(40)
Frais autres que d'intérêts	1 430	1 369	1 413	61	4
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 264	1 056	906	208	20
Impôts sur les bénéfices (bic)	408	335	305	73	21
Revenu net	856	721	601	135	19
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	3	(1)	1	4	+100
Revenu net avant amortissement	859	720	602	139	19
Profit économique net	347	178	5	169	95
Rendement des capitaux propres (%)	18,4	14,3	10,6		4,1
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	18,4	14,3	10,6		4,1
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	50,5	51,5	55,5		(1,0)
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	50,4	51,5	55,5		(1,1)
Marge nette d'intérêts (%)	0,92	0,96	1,08		(0,04)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	4 382	4 637	5 112	(255)	(5)
Actif moyen	141 691	144 418	136 451	(2 727)	(2)
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	50 814	50 823	55 493	(9)	-
Solde moyen des prêts et acceptations	43 485	48 225	55 372	(4 740)	(10)
Solde moyen des dépôts	67 369	59 136	57 719	8 233	14
Actif sous administration	58 026	71 098	71 833	(13 072)	(18)
Actif sous gestion	18 761	20 013	20 283	(1 252)	(6)
Effectif : équivalent de durée normale	2 129	2 141	2 071	(12)	(1)

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 61 millions de dollars, ou de 4 %. La hausse est imputable à l'effet différentiel de l'inclusion des frais liés à l'acquisition de HNG, qui se chiffre à 87 millions de dollars, ainsi qu'à l'augmentation de la rémunération liée au rendement découlant de l'amélioration des résultats. Ces facteurs ont été en partie annulés par l'effet, à hauteur de 58 millions de dollars, de la baisse du taux de change des dollars canadien et américain.

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 100 points de base, pour s'établir à 50,5 %, la croissance du revenu ayant dépassé celle des frais.

La part du revenu net provenant des États-Unis représentait 40 % du revenu net du groupe SI en 2004, soit le même niveau qu'il y a un an. Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Ces activités sont souvent incluses dans les unités des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par le groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés à la page 40.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

Technologie et solutions

Description

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion et le soutien des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Nous fournissons un soutien en matière de gouvernance dans ces quatre domaines, axant nos efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation visant à améliorer la qualité et l'efficacité du service, pour offrir une expérience client exceptionnelle.

Vision

Être un fournisseur de services hors pair et maximiser la valeur pour les actionnaires de BMO Groupe financier.



Lloyd F. Darlington
Président et chef de la direction,
Technologie et solutions

Objectifs et réalisations en 2004

Continuer d'améliorer la productivité, la normalisation, l'efficacité et le rendement annuel, conformément aux stratégies de BMO

- En plus d'offrir des produits et services de TI visant à améliorer la productivité de l'organisation, comme il est indiqué ailleurs dans le présent Rapport de gestion, le groupe Technologie et solutions a réalisé ce qui suit :
 - Le maintien de niveaux élevés pour ce qui est de la disponibilité du service et la réduction des frais généraux de 3,2 % par rapport à 2003.
 - Le transfert d'une partie importante de notre capacité de traitement informatique, de Chicago à Toronto, afin de diminuer les coûts globaux. Simultanément à ce transfert, nous avons annoncé notre intention de construire un nouveau centre de traitement informatique à Barrie, ville située au nord de Toronto en Ontario, qui assurera la prestation de la moitié de nos services informatiques. Les activités de traitement débuteront au milieu de 2006 et le centre sera entièrement fonctionnel en 2008.
- Nous continuons d'améliorer nos normes professionnelles de TI en intégrant à nos pratiques des normes acceptées à l'échelle internationale, comme ISO 9001, CMM/CMMI et ITIL. Ces normes se complètent et procurent un service et des produits concurrentiels permettant d'offrir des solutions globales de haute qualité.
- La réputation d'excellence de notre groupe de technologie de l'information a été reconnue dans le cadre de plusieurs programmes du secteur, et nous avons été la première institution financière canadienne à :
 - obtenir l'accréditation de niveau 4 dans nos secteurs en développement pour le modèle de maturité de la capacité de l'Institut de génie logiciel (SEI/CMM);
 - obtenir une accréditation ISO 9001 spécifique pour la gestion de projet en 2001. En 2004, la conformité de notre groupe de la gestion de projet à ISO 9001 a été réaffirmée.

Prochaines étapes – Priorités pour 2005

- Continuer d'améliorer la qualité et l'efficacité du service, conformément aux stratégies de BMO.

Services d'entreprise

Description

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et l'apprentissage. Nos résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même qu'aux activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont intégrés à ceux des Services d'entreprise aux fins de présentation de l'information. Toutefois, les coûts des services fournis par le groupe Technologie et solutions sont transférés aux trois groupes clients, et seuls des montants mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

Résultats financiers

Le revenu net de l'exercice s'est chiffré à 261 millions de dollars, comparativement à 23 millions en 2003. L'amélioration reflète la diminution importante de la provision pour créances irrécouvrables ainsi que l'augmentation des gains nets sur titres de placement et des gains à la conversion des devises, partiellement contrebalancée par la baisse des revenus de placement nets dans un contexte marqué par la faiblesse persistante des taux d'intérêt et par des avantages fiscaux proportionnellement moins élevés en 2004.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de

l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Toutefois, au cours du troisième trimestre de 2004, une réduction de 39 millions de dollars au titre de la provision pour créances irrécouvrables a été créditée au groupe Services d'investissement relativement au recouvrement d'un prêt qui avait été radié en 2001. La provision spécifique pour créances irrécouvrables initiale liée à ce prêt avait été imputée au groupe Services d'investissement en 2001 et n'était pas, à ce moment-là, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers	2004	2003	2002	Variation par rapport à 2003	
				\$	%
Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date					
Revenu net d'intérêts (bic)	(187)	(201)	(160)	14	7
Revenu autre que d'intérêts	203	255	287	(52)	(20)
Revenu total (bic)	16	54	127	(38)	(69)
Provision pour créances irrécouvrables	(545)	(79)	312	(466)	(+100)
Frais autres que d'intérêts	143	138	143	5	3
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	418	(5)	(328)	423	+100
Impôts sur les bénéfices (bic)	98	(88)	(318)	186	+100
Part des actionnaires sans contrôle	59	60	60	(1)	(2)
Revenu net	261	23	(70)	238	+100
Effectif : équivalent de durée normale	6 641	6 893	7 301	(252)	(4)

Analyse de la situation financière

Bilan

Bilan sommaire (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Actif					
Encaisse	18 045	19 860	19 305	17 656	18 508
Valeurs mobilières	50 472	54 790	43 715	37 676	46 463
Solde net des prêts et acceptations	156 248	146 156	149 596	144 765	142 447
Autres actifs	40 429	35 688	40 248	39 312	25 978
	265 194	256 494	252 864	239 409	233 396
Passif et capitaux propres					
Dépôts	175 190	171 551	161 838	154 290	156 697
Autres passifs	74 420	69 605	75 338	69 763	59 847
Dette subordonnée	2 395	2 856	3 794	4 674	4 911
Capitaux propres	13 189	12 482	11 894	10 682	11 941
	265 194	256 494	252 864	239 409	233 396

L'actif total a augmenté de 8,7 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 265,2 milliards au 31 octobre 2004, malgré la réduction de 5,4 milliards imputable à l'affaiblissement du dollar américain. Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 10,1 milliards de dollars et les autres actifs, de 4,7 milliards. Ces augmentations ont été en partie annulées par le recul de 4,3 milliards de dollars des valeurs mobilières et une réduction de 1,8 milliard de l'encaisse.

Valeurs mobilières (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Titres de placement	15 017	19 660	21 271	21 470	24 469
Titres de négociation	35 444	35 119	22 427	16 200	21 994
Substituts de prêts	11	11	17	6	–
	50 472	54 790	43 715	37 676	46 463

La valeur des titres de placement a diminué de 4,6 milliards de dollars, pour s'établir à 15,0 milliards, en raison de la réduction des portefeuilles de titres d'emprunt émis par les administrations publiques des États-Unis et du Canada, dans la perspective d'une hausse des taux d'intérêt. La situation des titres de négociation est restée relativement inchangée, l'augmentation des titres de créance de grandes entreprises liée à la croissance de nos activités dans le domaine des instruments dérivés de crédit ayant été neutralisée par la baisse des actions entraînée par la diminution des opérations effectuées par les clients. La note 3 afférente aux états financiers, à la page 88, présente plus de détails sur les valeurs mobilières.

Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

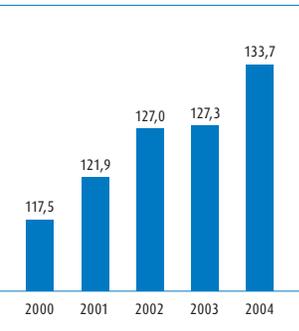
Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Prêts hypothécaires à l'habitation	56 444	52 095	47 569	41 941	39 485
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	24 887	22 103	21 168	19 107	18 038
Cartes de crédit	3 702	2 967	2 280	1 527	1 407
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	50 020	51 889	57 963	61 249	60 176
Acceptations	5 355	5 611	6 901	7 936	8 630
Titres pris en pension	17 148	13 276	15 664	14 954	16 308
Total brut des prêts et acceptations	157 556	147 941	151 545	146 714	144 044
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 308)	(1 785)	(1 949)	(1 949)	(1 597)
Solde net des prêts et acceptations	156 248	146 156	149 596	144 765	142 447

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 10,1 milliards de dollars pour s'établir à 156,2 milliards. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont pour leur part augmenté de 4,3 milliards, ce qui traduit la forte demande dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Les prêts sur cartes de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont augmenté de 3,5 milliards de dollars dans l'ensemble, ce qui témoigne de la vigueur des marchés du crédit aux particuliers. Le portefeuille reste bien diversifié et affiche une proportion plus élevée de prêts consentis sur le territoire canadien par suite de la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation au Canada en 2004 et de l'incidence de la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain. Le solde des prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes a fléchi de 2,1 milliards de dollars, en raison de la demande léthargique et de la baisse du taux de change. Les titres pris en pension ont augmenté de 3,9 milliards de dollars, augmentation qui s'explique par le contexte de hausse des taux d'intérêt. L'augmentation de ces instruments, qui constituent des prêts à très court terme, est en partie attribuable au recul des instruments à plus long terme, comme les dépôts en espèces à d'autres banques et les placements à revenu fixe, qui sont davantage susceptibles de se déprécier si les taux d'intérêt montent comme prévu.

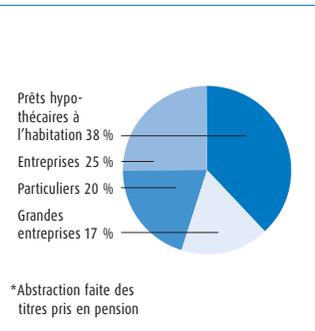
Le tableau 11, à la page 76, présente un sommaire comparatif des prêts par territoire et par produit. Le tableau 13, à la page 77, présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est traitée aux pages 31 et 60 et de plus amples renseignements sur les prêts sont donnés dans les notes 4, 5 et 7 afférentes aux états financiers, à partir de la page 91.

Autres actifs

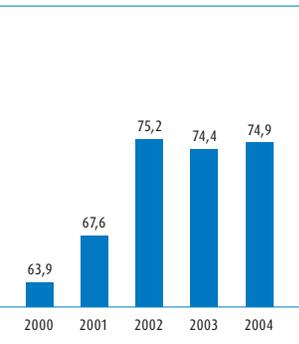
Les autres actifs ont augmenté de 4,7 milliards de dollars pour atteindre 40,4 milliards, principalement en raison de l'appréciation des instruments financiers dérivés, en particulier les contrats de change et les

Solde net des prêts – abstraction faite des titres pris en pension (en milliards de dollars)

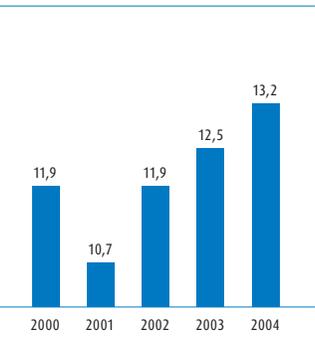
Les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts aux particuliers ont enregistré une forte croissance.

Diversification du portefeuille – Solde brut des prêts et acceptations*

Le portefeuille demeure bien diversifié, et la proportion de prêts aux grandes entreprises dans le portefeuille a diminué.

Dépôts des particuliers (en milliards de dollars)

Les dépôts des particuliers demeurent stables, malgré le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain.

Capitaux propres (en milliards de dollars)

Les capitaux propres ont augmenté de manière constante depuis 2001 grâce à la part du revenu net conservé pour soutenir nos activités.

contrats sur produits de base. La valeur de ces contrats a augmenté sous l'effet de la baisse soutenue du taux de change entre les dollars canadien et américain et de la hausse des prix du pétrole. Outre ces facteurs d'appréciation de la valeur des contrats, la volatilité accrue a entraîné un regain d'activité de la part des clients.

Dépôts (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Banques	20 654	24 755	15 273	20 539	23 385
Entreprises et administrations publiques	79 614	72 405	71 411	66 132	69 454
Particuliers	74 922	74 391	75 154	67 619	63 858
	175 190	171 551	161 838	154 290	156 697

Les dépôts ont augmenté de 3,6 milliards de dollars pour s'établir à 175,2 milliards, malgré la réduction de 5,1 milliards imputable à l'affaiblissement du dollar américain. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 45 % du total des dépôts, se sont accrus de 7,2 milliards de dollars, et les dépôts des particuliers, qui représentent 43 % du total des dépôts, se sont accrus de 0,5 milliard. L'augmentation des dépôts a servi à financer la croissance des prêts. Les dépôts des banques, qui représentent 12 % du total des dépôts, ont diminué de 4,1 milliards de dollars, ce qui reflète la réduction de l'encaisse et des valeurs mobilières.

De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent dans la note 14 afférente aux états financiers, à la page 105, et dans la section Risque de liquidité et de financement, à la page 64.

Autres passifs

Les autres passifs ont augmenté de 4,8 milliards de dollars pour se fixer à 74,4 milliards. Les comptes créditeurs, les intérêts courus et les autres éléments ont affiché une hausse de 2,2 milliards de dollars. Les passifs liés aux instruments dérivés ont augmenté de 3,3 milliards de dollars. Les facteurs qui expliquent cette hausse sont les mêmes que pour les actifs liés aux instruments dérivés. Les titres mis en pension ont diminué de 2,9 milliards de dollars, tandis que les titres vendus à découvert connexes enregistraient une hausse de 2,2 milliards de dollars.

Dette subordonnée

La dette subordonnée a diminué de 0,5 milliard de dollars pour s'établir à 2,4 milliards, à la suite d'un remboursement de 400 millions de dollars et de la baisse du taux de change entre les dollars américain et canadien.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 0,7 milliard de dollars pour s'établir à 13,2 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à la hausse des bénéfices non répartis. L'augmentation des bénéfices non répartis a été réduite par le relèvement des impôts sur les bénéfices à l'égard des gains réalisés sur les opérations de couverture visant notre investissement net dans des opérations à l'étranger, principalement dans nos filiales aux États-Unis. On trouvera de plus amples renseignements à ce sujet dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 33. Comme il est indiqué ci-dessous, nous avons racheté nos actions privilégiées de catégorie B, série 3, d'une valeur de 400 millions de dollars. Ce capital a été remplacé par du capital novateur de première catégorie, plus rentable, inscrit au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales des autres passifs.

L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres de BMO, à la page 85, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent les capitaux propres, tandis que la note 18, à la page 108, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Les détails de nos processus et stratégies de gestion globale du capital sont présentés ci-dessous.

Gestion globale du capital

Stratégie et approche

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau optimal de capital, grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios réglementaires cibles, appuie nos évaluations internes du capital nécessaire, se traduit par la cote de crédit cible, permet de financer les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires. Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des objectifs et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Toutes ces mesures sont approuvées par le Conseil d'administration dans le cadre de la réévaluation annuelle de notre politique de gestion du capital et de la planification du capital.

À l'échelle de l'organisation, les montants de capital cibles sont déterminés en fonction du degré de risque que nous sommes prêts à assumer, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. À l'échelle des secteurs d'activité, les mesures des résultats sont comparées au capital économique qui leur est attribué et qui est principalement fondé sur l'évaluation et la mesure du capital à risque décrites à la page 59. En affectant le capital à l'interne, nous nous assurons de conserver un capital suffisant pour protéger les parties intéressées contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en bénéficiant de la souplesse nécessaire pour affecter les ressources à des activités à rendement élevé ou de croissance stratégique de nos groupes d'exploitation afin d'atteindre ou de dépasser les cibles établies pour l'organisation.

Habituellement, BMO génère un revenu net suffisant pour répondre à ses nouveaux besoins en capital. C'est pourquoi le principal défi de la direction consiste à bâtir la structure de capital la plus rentable possible, plutôt qu'à procurer les fonds nécessaires au financement de ses initiatives d'expansion.

De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants. La politique de BMO consiste à atteindre un ratio de distribution de dividendes de 35 % à 45 % du revenu net afférent aux actions, avec le temps.

Le **ratio du capital de première catégorie** est notre principale mesure de la suffisance du capital. Il est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Évaluation des résultats

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont dépassé de 2,3 milliards de dollars notre évaluation du capital requis, soit une augmentation de 1,6 milliard par rapport à l'an dernier. Cette augmentation s'explique par le revenu net élevé en 2004, la diminution du capital économique requis en raison de notre position dans le cycle de crédit ainsi que le perfectionnement de la mesure du capital économique. Les tableaux 20 et 21, à la page 80, présentent les éléments de capital réglementaire et les mesures que nous utilisons.

Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,81 %, par rapport à 9,55 % à l'exercice précédent. Le capital de première catégorie, qui représente les formes de capital les plus permanentes, a augmenté de 1 134 millions de dollars au cours de l'exercice pour s'établir à 13 471 millions, comme l'illustre le tableau. Cette augmentation est principalement attribuable au revenu net. À la fin de l'exercice, notre capital de première catégorie excédait de 2 485 millions de dollars notre cible minimale pour le ratio du capital de première catégorie, soit 8,0 %.

Notre ratio du capital total, que l'on obtient en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques, s'est établi à 11,31 %, alors qu'il était de 12,09 % l'an dernier. Ce recul est attribuable à une augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et à l'exigence, entrée en vigueur en 2004, de déduire certains investissements importants, principalement liés à des sociétés d'assurances qui sont nos filiales. Tant notre ratio du capital de première catégorie que notre ratio du capital total demeurent nettement supérieurs aux ratios réglementaires minimaux établis respectivement à 7 % et à 10 % par l'organisme qui réglemente nos activités.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 8,2 milliards de dollars au cours de l'exercice, pour s'établir à 137,3 milliards, principalement en raison de la forte croissance enregistrée au chapitre des prêts hypothécaires et des prêts personnels du groupe Particuliers et entreprises, tant au Canada qu'aux États-Unis, ainsi que de l'acquisition de la New Lenox State Bank et de la Lakeland Community Bank en Illinois. En 2005, nous prévoyons continuer à exercer un contrôle serré de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et procéder à une redistribution du capital en faveur des secteurs bénéficiant d'un avantage stratégique.

Le ratio de l'actif au capital est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital total. Le ratio de l'actif au capital de BMO est passé de 16,4 en 2003 à 17,0, principalement en raison de l'augmentation de l'actif. Le ratio demeure inférieur au maximum autorisé par l'organisme qui réglemente nos activités.

Dans le cadre de nos efforts visant à optimiser notre structure du capital, nous avons racheté notre émission d'actions privilégiées de catégorie B, série 3, d'une valeur de 400 millions de dollars, car le taux de dividende était relativement élevé et le paiement de ce dividende ne pouvait être déduit à des fins fiscales. Nous avons également émis des titres de la Fiducie de capital, série D (BOaTS), d'une valeur de 600 millions de dollars, inclus dans le capital de première catégorie; ces titres sont assortis d'intérêts non seulement déductibles à des fins fiscales, mais dont le taux est inférieur au taux de dividende non déductible à des fins fiscales qui s'appliquait aux actions de série 3.

Le dividende déclaré par action ordinaire s'est établi à 1,59 \$ en 2004, en hausse par rapport à 1,34 \$ en 2003. Ce dividende représente un ratio de distribution de 35 %, qui correspond à la valeur minimale de la fourchette de notre objectif à long terme, soit atteindre un ratio entre 35 % et 45 %, en raison du niveau particulièrement élevé du revenu net en 2004 à la faveur du rendement très favorable du portefeuille de prêts. BMO a haussé son dividende trimestriel à deux reprises au cours de l'exercice. Le dividende du quatrième trimestre a atteint 0,44 \$ par action, en hausse de 26 % par rapport à 0,35 \$ au quatrième trimestre de 2003. À la fin de l'exercice, le rendement annuel des actions ordinaires de BMO s'établissait à 3,1 % selon le cours de clôture.

Le 5 août 2003, nous avons annoncé notre intention de racheter jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires aux fins d'annulation. En vertu du programme, qui arrivait à échéance le 6 août 2004, 5 123 900 actions ont été rachetées à un prix total de 271 millions de dollars. Le 6 août 2004, BMO a annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, commençant le 10 août 2004 et se terminant le 6 août 2005, en vertu de laquelle BMO peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires additionnelles. En 2004, BMO a racheté au total 6 220 500 actions ordinaires dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions ordinaires, au prix de 333 millions de dollars.

La cote de crédit de BMO, mesurée par les cotes de crédit attribuées par Standard & Poor's (S&P) aux créances prioritaires, est demeurée la même, soit AA-. Cette cote, que nous partageons avec deux autres banques, est la plus élevée des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. La cote attribuée par Moody's sur les créances prioritaires est demeurée la même, soit Aa3. Une seule des six grandes banques canadiennes nous dépasse, légèrement, à ce chapitre. Les deux agences ont maintenu leur perception de cotes stables au cours de l'exercice. Ces cotes sont réservées aux entreprises de premier ordre.

Comme il est décrit à la page 57, le 1^{er} novembre 2004, BMO sera tenu de consolider certaines entités de titrisation des clients, aussi appelées conduits multicédants, ce qui augmentera l'actif d'environ 20,8 milliards de dollars. Par conséquent, notre ratio de l'actif au capital passera de 17,0 à 18,4 sur une base pro forma. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a prévu une mesure d'assouplissement permettant d'exclure ces sommes de l'actif pondéré en fonction des risques pour les deux premiers trimestres de l'exercice 2005, en attendant un examen plus approfondi de la question. S'il est décidé que cette mesure d'assouplissement touchant l'actif pondéré en fonction des risques ne sera pas permanente, nous pourrions restructurer ces entités.

Comme l'explique la section Modifications des conventions comptables en 2005, à la page 57, nous serons tenus de reclasser certaines actions privilégiées dans la dette en 2005. Le BSIF a accepté que les actions reclassées demeurent incluses dans le capital de première catégorie.

Comme il est décrit à la page 60, dans la section Gestion globale des risques du Rapport de gestion, le cadre du Nouvel accord de Bâle a été achevé. Parallèlement au processus d'élaboration des modèles et des systèmes de gestion des risques pour calculer le capital réglementaire, nous passerons en revue notre processus d'évaluation de la suffisance du capital relativement à notre profil de risque. Cette évaluation sera assujettie à l'examen du BSIF.

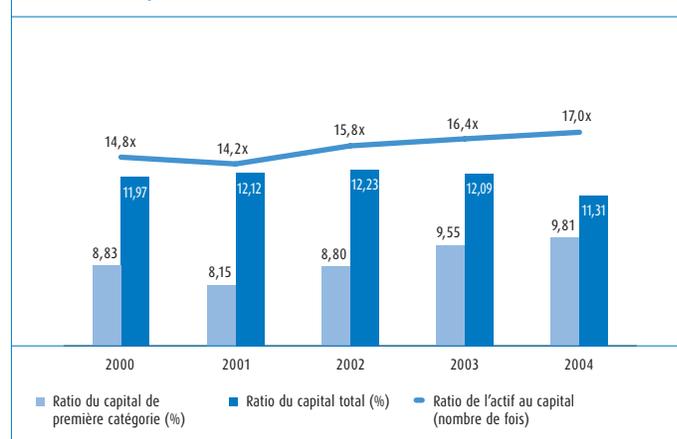
Capital de première catégorie (en millions de dollars)

	2004	2003
Au début de l'exercice	12 337	11 529
Revenu net	2 351	1 825
Dividendes	(873)	(748)
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(173)	213
Émission d'actions ordinaires	242	205
Rachat d'actions ordinaires	(333)	(12)
Autres émissions, déduction faite des rachats	195	–
Conversion et autres activités	(275)	(675)
À la fin de l'exercice	13 471	12 337

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars)

	2004	2003
Au début de l'exercice	129 163	131 078
Augmentations (diminutions)		
Groupe Particuliers et entreprises	5 934	5 397
Groupe Gestion privée	(277)	(625)
Groupe Services d'investissement	(9)	(4 670)
Services d'entreprise	2 512	(2 017)
À la fin de l'exercice	137 323	129 163

Mesures du capital



Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 23 novembre 2004	Nombre d'actions ou montant en dollars	Dividendes déclarés par action		
		2004	2003	2002
Actions ordinaires	501 309 373	1,59 \$	1,34 \$	1,20 \$
Actions privilégiées de catégorie B				
Série 5	200 000 000 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :				
Actions privilégiées de catégorie B 1)				
Série 4	200 000 000 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 6	250 000 000 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	396 000 000 \$	1,49 \$US	1,49 \$US	1,39 \$US
Options d'achat d'actions				
– droits acquis	20 743 510			
– droits non acquis	9 347 638			

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires dans les années à venir sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant 4 jours avant la date de l'échange.

La note 18 afférente aux états financiers, à la page 108, traite en détail du capital-actions.

Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les explications qui suivent portent sur les principaux types d'éléments hors bilan.

Instruments de crédit

Pour répondre aux besoins financiers de nos clients, nous utilisons une variété d'instruments de crédit hors bilan. Ces instruments comprennent les cautionnements bancaires et les lettres de crédit de soutien, qui représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer le paiement requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Nous effectuons également des prêts de titres, c'est-à-dire que nous prêtons à un tiers nos titres ou des titres appartenant à un client. Dans ces cas, notre risque de crédit est lié à la possibilité que le tiers ne restitue pas les titres tel que convenu. Nous accordons également du crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités. Les crédits fermes sont les éléments hors bilan qui représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Un nombre important d'instruments sont en cours à tout moment. Notre clientèle est très diversifiée et nous ne prévoyons aucun événement ni aucune situation qui aurait pour effet la défaillance d'un nombre important de nos clients à l'égard de leurs obligations contractuelles. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces engagements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Nous surveillons les instruments hors bilan afin de nous assurer qu'il n'y ait aucune concentration indue dans une région ou une industrie données.

Le montant maximal à payer par BMO en vertu de ces instruments s'élevait à environ 100 milliards de dollars au 31 octobre 2004. Toutefois, ce montant ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces instruments, car il ne tient pas compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. Par ailleurs, la grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. D'autres renseignements sur ces instruments sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 93.

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui requièrent l'échange de flux de trésorerie, ou qui en fournissent la possibilité, cet échange étant déterminé par l'application de certains taux, indices ou changements aux montants nominaux de référence stipulés aux contrats.

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables. Nous pouvons aussi effectuer, pour le compte de la Banque, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour permettre à la Banque de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché. Nous utilisons également des instruments dérivés pour couvrir nos propres positions.

Nous concluons des instruments dérivés avec diverses contreparties. Des renseignements sur la répartition entre les institutions financières et les autres contreparties, par type d'instrument dérivé, sont présentés à la page 102. Les régions géographiques dans lesquelles nos contreparties exercent leurs activités sont présentées de façon détaillée à la page 101.

Le montant que nous sommes tenus de payer, le cas échéant, à l'égard d'un instrument dérivé est fonction de la nature de cet instrument. Par exemple, si nous concluons un swap de taux d'intérêt dans le cadre duquel nous sommes tenus de payer un taux d'intérêt fixe et que la contrepartie est tenue de payer un taux d'intérêt variable, le montant que nous devrions verser serait fonction de la différence entre le taux fixe et le taux variable. Si le taux variable est supérieur au taux fixe, la contrepartie serait tenue de nous verser la différence entre le taux variable et le taux fixe, appliquée au montant notionnel du swap. Par contre, si le taux fixe excède le taux variable, nous devrions alors payer la différence à la contrepartie.

Dans la plupart des cas, nous servons d'intermédiaire. Par conséquent, pour chaque passif dérivé, nous détenons habituellement un actif dérivé compensatoire. Ainsi, la valeur de notre actif dérivé net, comme celle des instruments connexes liés aux marchés financiers, n'est jamais très élevée.

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont entièrement constatés à notre bilan consolidé à leur juste valeur. Ces instruments représentent plus de 95 % du total de nos instruments dérivés.

Seuls nos instruments dérivés de couverture constituent des éléments hors bilan étant donné qu'ils ne sont pas constatés à la juste valeur à notre bilan consolidé. Nous suivons la méthode de la comptabilité d'exercice pour ces instruments dérivés puisqu'ils sont censés être très efficaces pour couvrir certains risques associés aux instruments financiers inscrits au bilan ou aux flux de trésorerie futurs. Toute inefficacité de nos instruments dérivés de couverture est constatée dans le revenu sur la durée du contrat connexe. La juste valeur de nos instruments dérivés de couverture correspondait à un actif de 867 millions de dollars et à un passif de 462 millions au 31 octobre 2004.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multi-cédants) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à des liquidités sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Le client continue à gérer les actifs cédés; s'il y a des pertes sur les actifs, le client est le premier à assumer ces pertes. Nous percevons des frais d'expertise en structuration d'opérations de titrisation ainsi que des frais administratifs pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, ces frais se sont élevés à environ 96 millions de dollars.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent le papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice sauf si nous avons fourni un soutien au crédit pour les investisseurs ou conclu une transaction sur instruments dérivés avec l'EDDV.

Nous offrons des services de liquidité et de soutien au crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Le montant contractuel global de ces services s'élevait à 27 019 millions de dollars au 31 octobre 2004, dont une part de 400 millions seulement se rapportait au soutien au crédit. À la fin de l'exercice, aucune somme n'avait été utilisée dans le cadre de ces facilités.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de change. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces EDDV est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif de 52 millions de dollars au 31 octobre 2004.

Participations dans des entités de titrisation de la Banque

Nous vendons périodiquement des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies, à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. BMO porte au revenu le gain sur la vente aux entités de titrisation ainsi que d'autres revenus perçus à titre de frais de gestion des prêts cédés. L'effet des activités de titrisation sur nos revenus et nos frais est décrit à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 95.

BMO détient des participations dans ces entités hors bilan, parce que nous avons parfois l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans des entités, qui y trouvent une source de liquidités. Les participations retenues comptabilisées à titre d'actifs à notre bilan consolidé au 31 octobre 2004 s'élevaient à 39 millions de dollars. Advenant que ces entités ne s'acquittent pas de leurs engagements, les participations retenues pourraient ne pas être recouvrables et seraient dévaluées. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons déprécié des participations retenues dans des entités de titrisation à hauteur de 19 millions de dollars.

En plus des participations retenues, BMO a comptabilisé dans son bilan consolidé un prix d'achat différé de 143 millions de dollars lié à des opérations de titrisation. Ce prix constitue le montant du gain

sur les ventes aux entités de titrisation qui n'a pas été reçu en espèces. L'incidence des opérations de titrisation sur le bilan consolidé est décrite à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 95.

Nous offrons également des services de liquidité à nos entités de titrisation sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires visant jusqu'à 75 % de la valeur des actifs transférés. Le montant contractuel global de ces lettres de crédit de soutien et de ces cautionnements bancaires, qui est inclus dans les autres instruments de crédit à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 93, s'élevait à 3 750 millions de dollars au 31 octobre 2004. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des occasions de placement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. En 2004, nous avons perçu des frais de 31 millions de dollars pour la gestion de ces portefeuilles.

Nous détenons une participation dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Notre risque de perte est lié à nos investissements visant à commanditer ces entités ainsi qu'aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités. Notre investissement dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre s'élevait à 128 millions de dollars au 31 octobre 2004 et est comptabilisé dans les titres de placement à notre bilan consolidé. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 37 millions de dollars au 31 octobre 2004. Afin de s'assurer que ces entités reçoivent une cote de catégorie investissement, nous offrons des services de liquidité à ces entités sous forme de lettres de crédit de soutien ou de crédits fermes. Les montants contractuels globaux des lettres de crédit de soutien et des crédits fermes, qui sont inclus dans les autres instruments de crédit, à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 93, s'élevaient à 200 millions de dollars au 31 octobre 2004. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Instruments financiers

BMO étant une institution financière, son bilan est composé en majeure partie d'instruments financiers, et son revenu net découle principalement des gains, des pertes et des revenus et frais liés aux instruments financiers. Il s'ensuit que notre Rapport de gestion traite principalement de la façon dont nous utilisons les instruments financiers pour gagner un revenu et gérer les risques.

Le fait d'utiliser des instruments financiers nous expose à un risque de crédit et de contrepartie ainsi qu'à divers risques de marché, notamment le risque de variation de cours des actions, le risque de taux

d'intérêt et le risque de change. Une explication de la façon dont nous gérons les risques, ainsi que de la sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt est présentée à la section Gestion globale des risques du présent Rapport de gestion, aux pages 58 à 67.

De plus amples renseignements sur la façon dont nous déterminons la juste valeur des instruments financiers figurent dans la section Instruments financiers évalués à leur juste valeur des Estimations comptables critiques, à la page suivante du présent Rapport de gestion.

Estimations comptables critiques

Les notes afférentes à nos états financiers consolidés du 31 octobre 2004 présentent un résumé des principales estimations comptables utilisées par BMO. Les estimations dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement. BMO a établi des normes et des méthodes de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur des jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations servant à déterminer la valeur de nos actifs et de nos passifs sont appropriées.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables rajuste la valeur des actifs liés aux créances pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la réserve pour créances irrécouvrables.

Une de nos principales mesures du bilan est la provision pour créances irrécouvrables exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension). Au cours des 10 dernières années, ce ratio a varié entre 0,66 % (son plus haut niveau, atteint en 2001), et 0,07 % (son niveau actuel). Il varie en fonction de l'évolution de la situation économique et des conditions du crédit. Si nous appliquions ces ratios au solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension) en 2004, notre provision pour créances irrécouvrables s'établirait entre une provision de 1 030 millions de dollars et un recouvrement net de 103 millions de dollars. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons comptabilisé à ce chapitre un recouvrement net de 103 millions de dollars.

On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la réserve pour créances irrécouvrables à la section portant sur le risque de crédit, aux pages 60 et 61, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 93.

Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres de négociation ainsi que les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions actuellement recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif dérivé, dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes.

Le tableau ci-dessous présente les évaluations des titres de négociation, des actifs dérivés et des passifs dérivés :

	Titres de négociation	Instruments financiers dérivés	
		Actif	Passif
Évaluation selon le cours du marché	98 %	10 %	16 %
Évaluation selon les modèles internes*	2 %	90 %	84 %
Total	100 %	100 %	100 %

*Presque tous les modèles sont basés sur des données du marché observables.

La juste valeur de la plupart des titres de négociation et des instruments dérivés négociés en bourse est fondée sur les cours du marché. La plupart des instruments négociés sur le marché hors cote sont évalués à l'aide de modèles qui utilisent des données du marché observables. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée à l'aide de courbes de rendement basées sur des taux d'intérêt du marché observables.

On trouvera d'autres renseignements sur nos méthodes d'établissement de la juste valeur aux notes 3, 9 et 26 afférentes aux états financiers présentées aux pages 88, 97 et 119, respectivement.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur prêts prévues, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs estimatifs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, les gains tirés des opérations de titrisation comptabilisés dans le revenu net auraient également été différents. Le taux utilisé pour actualiser les flux de trésorerie prévus est l'estimation qui influe le plus sur le gain tiré d'une opération de titrisation. Une baisse de 10 % des taux d'intérêt aurait entraîné une diminution de moins de 10 millions de dollars du prix d'achat différé comptabilisé dans notre bilan consolidé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 95.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaire calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées par la direction, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices.

Le taux de rendement prévu sur l'actif des régimes est l'estimation de la direction qui influe le plus sur le calcul de la charge de retraite. Notre taux de rendement prévu de l'actif des régimes est déterminé en fonction de la répartition visée pour l'actif du régime et du taux de rendement estimé pour chaque catégorie d'actif. Les taux de rendement estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque est ensuite appliquée aux rendements prévus des titres de participation. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à tenir compte des risques relatifs de ces catégories, par comparaison aux titres à revenu fixe et aux titres de participation. Toutes les autres hypothèses étant constantes, une baisse de 1 % du taux de rendement prévu occasionnerait pour 2004 une hausse de la charge de retraite d'environ 31 millions de dollars. L'incidence des changements sur les taux de rendement prévus de l'actif des régimes n'est pas significative dans le cas de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs, puisque la valeur de l'actif de ces régimes est peu élevée.

Les charges et obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont aussi sensibles aux fluctuations des taux d'actualisation. Dans le cas de nos régimes canadiens, qui représentent 80 % de nos obligations relatives aux prestations de retraite, nous déterminons notre taux d'actualisation à la fin de chaque exercice en nous fondant sur les taux du marché de titres de créance de premier ordre dont les flux de trésorerie correspondent aux dates et aux montants des versements de prestations prévus.

Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt à long terme d'un exercice à l'autre, nous avons haussé notre taux d'actualisation, de 6,0 % à 6,25 % au 31 octobre 2004. Cette modification aura pour effet d'augmenter notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs d'environ 5 millions de dollars en 2005.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 111.

Moins-value durable

Les titres de placement qui sont comptabilisés au prix coûtant, au coût non amorti ou à la valeur de consolidation sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à la valeur comptable. Le cas échéant, la direction doit déterminer si la moins-value est durable. Pour ce faire, elle tient compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure à la valeur comptable et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, son montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. Nous n'effectuons pas de dévaluation des titres de créance pour perte de valeur lorsque celle-ci est attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt, puisque nous prévoyons réaliser la pleine valeur du placement en le conservant jusqu'à son échéance. La plupart de nos titres de placement sont soit émis, soit garantis, par des administrations publiques canadiennes et américaines. Pour ce qui est des titres d'administrations publiques dont la valeur comptable est supérieure à leur juste valeur, le total des pertes non matérialisées s'élève à 24 millions de dollars en 2004, dont 7 millions se rapportent à des titres dont la valeur comptable dépasse la juste valeur depuis 12 mois ou plus. Dans la plupart des cas, ces pertes non matérialisées résultent des hausses de taux d'intérêt, et non de la détérioration de la solvabilité de l'émetteur.

Nous avons aussi des placements dans des titres de créance, des titres de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Dans le cas des titres activement transigés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Pour les titres de sociétés privées et pour ceux qui sont très rarement transigés et dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'évaluation pour estimer la juste valeur. Ces méthodes d'évaluation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, dans le cas des titres de créance, et l'utilisation de multiples du revenu ou la comparaison avec d'autres titres essentiellement semblables, dans le cas des titres de participation. Pour ce qui est des titres de créance ou de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont le montant comptabilisé dépasse la juste valeur et qui n'ont pas fait l'objet d'une dévaluation pour perte de valeur, le total des pertes non matérialisées s'élevait à 19 millions de dollars en 2004, dont 2 millions se rapportent à des titres dont la valeur comptable dépasse la juste valeur depuis 12 mois ou plus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres de placement à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 88.

Impôts sur les bénéfiques

Le calcul de la provision pour impôts sur les bénéfiques est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à l'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres. Pour déterminer notre provision pour impôts sur les bénéfiques, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur les bénéfiques pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. Le montant des augmentations ou diminutions éventuelles ne peut être raisonnablement estimé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur les bénéfiques à la note 21 afférente aux états financiers, à la page 114.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. Ces tests comprennent une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de chaque groupe de secteurs d'activité faisant état d'un écart d'acquisition, afin de s'assurer que la juste valeur demeure supérieure à la valeur comptable. Si la valeur comptable d'un groupe dépasse sa juste valeur, un test de dépréciation plus détaillé devra être effectué. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les ratios cours-bénéfice et d'autres multiples. Dans cette tâche, la direction doit faire preuve de jugement et utiliser des hypothèses. Ses choix et ses hypothèses peuvent influencer sur la juste valeur ainsi que sur les dévaluations éventuelles découlant d'une perte de valeur. Au 31 octobre 2004, la juste valeur estimative de chaque groupe de secteurs d'activité était supérieure à la valeur comptable; ainsi, la juste valeur estimative d'un groupe de secteurs devrait diminuer de plus de 20 % pour qu'un test de dépréciation détaillé soit effectué.

On trouvera d'autres renseignements sur la composition des écarts d'acquisition de BMO à la note 12 afférente aux états financiers, à la page 104.

Modifications des conventions comptables en 2004

Au début de l'exercice 2004, nous avons apporté des modifications à nos conventions comptables afin de tenir compte des nouvelles normes. Ces modifications concernaient notre façon de comptabiliser les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, nos propres actions de trésorerie, les frais liés au développement de logiciels et nos actions privilégiées en dollars américains. Conformément à ces

nouvelles normes, nous n'avons pas retraité les états financiers des périodes antérieures pour tenir compte de ces modifications. Pour l'exercice 2004, l'incidence totale de ces changements s'est traduite par une augmentation de 47 millions de dollars de notre revenu net et une hausse de 0,09 \$ de notre résultat par action. Pour de plus amples renseignements, voir la note 1 afférente aux états financiers, à la page 87.

Modifications des conventions comptables en 2005

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons la note d'orientation de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital investi est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités. En vertu de cette nouvelle note d'orientation, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul énoncée par les organismes de normalisation.

En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV de nos clients. Ces EDDV ont été établies pour aider nos clients à accéder à de nouvelles sources de fonds par le biais de la titrisation de leurs actifs. La consolidation de ces EDDV aura comme incidence d'accroître notre actif de 20 807 millions de dollars et notre passif, de 20 848 millions de dollars, et de réduire nos bénéfices non répartis au début de la période de 41 millions de dollars. Nous ne prévoyons pas que l'incidence sur le revenu net des périodes futures sera importante. Lorsque nous appliquerons ces nouvelles règles, nous ne retraiterons pas les états financiers des périodes antérieures.

Le ratio de l'actif au capital, une mesure de la suffisance du capital, s'accroîtra à la suite de la consolidation de ces EDDV. L'organisme qui réglemente nos activités, le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), a prévu une mesure d'assouplissement permettant d'exclure ces actifs des actifs pondérés en fonction des risques pour les deux premiers trimestres de l'exercice 2005. Si cette mesure d'assouplissement n'est pas prolongée au-delà du deuxième trimestre, nous pourrions restructurer ces entités.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et nos titres de fiducie de capital qui sont potentiellement convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur. En vertu des nouvelles règles, des titres de fiducie de capital pour un montant de 1 150 millions de dollars, actuellement comptabilisés dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, seront classés dans la dette inscrite à notre bilan consolidé. Le rendement versé sur ces titres à leurs détenteurs sera comptabilisé dans notre état consolidé des résultats au titre des frais d'intérêts plutôt que dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. En vertu des nouvelles règles, nous reclasserons également dans la dette nos actions privilégiées de

catégorie B, séries 4 et 6, pour un montant de 450 millions de dollars. Par conséquent, les dividendes afférents à ces actions seront comptabilisés au titre des frais d'intérêts.

L'application de ces nouvelles règles devrait entraîner une augmentation des frais d'intérêts d'environ 100 millions de dollars, une diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales d'environ 40 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices d'environ 35 millions de dollars et une diminution globale du revenu net d'environ 25 millions de dollars pour l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2005. Cette modification n'aura aucune incidence sur nos résultats par action ni sur le revenu net afférent aux actions ordinaires des périodes futures ou antérieures, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Lorsque nous appliquerons ces nouvelles règles, nous retraiterons nos états financiers consolidés afin de tenir compte de cette modification dans les périodes antérieures. L'incidence de ce retraitement sera une augmentation des frais d'intérêts entre 122 millions et 128 millions de dollars, une diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales de 41 millions, une diminution des impôts sur les bénéfices de 37 millions et une diminution du revenu net entre 44 millions et 50 millions pour chacun des trois derniers exercices, soit 2002, 2003 et 2004.

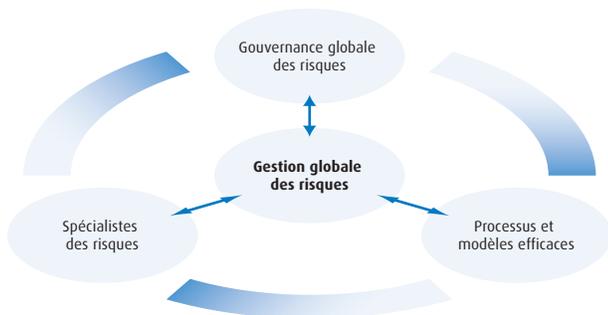
L'organisme qui réglemente nos activités, le BSIF, continuera à considérer tous nos instruments reclassés comme faisant partie du capital de première catégorie. Nos titres de la Fiducie de capital, série D, émis en septembre 2004 continueront d'être comptabilisés dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et nos autres actions privilégiées de catégorie B, séries 5 et 10, continueront à être classés dans les capitaux propres en vertu des nouvelles règles. Nous prévoyons que les instruments de capital qui seront émis à l'avenir comporteront des modalités compatibles avec leur présentation dans les capitaux propres.

Sociétés d'investissement

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Actuellement, ces filiales comptabilisent leurs investissements au prix coûtant. En vertu des nouvelles règles, ces investissements seront comptabilisés à leur juste valeur, et l'ajustement initial à la juste valeur et les changements subséquents seront comptabilisés dans le revenu net. L'incidence définitive de cette modification dépend des changements futurs apportés à la juste valeur et ne peut donc pas être déterminée pour le moment. La valeur comptable des investissements soumis à cette modification était d'environ 550 millions de dollars au 31 octobre 2004.

Gestion globale des risques

BMO Groupe financier a recours à une méthode globale pour reconnaître, comprendre, mesurer, évaluer et gérer les risques qui sont pris à l'échelle de l'organisation. Ces risques se classent comme suit : risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque d'exploitation et risque d'entreprise attribuable à la volatilité du revenu net.



Notre cadre de gestion des risques guide nos activités à risque et assure leur conformité aux besoins de nos clients, aux attentes de nos actionnaires et aux exigences réglementaires. Il prévoit non seulement la gestion directe de chaque type de risque, mais aussi la gestion intégrée de l'ensemble des risques. Ce cadre prend appui sur trois éléments, à savoir une gouvernance globale des risques, des processus et modèles efficaces, et des spécialistes des risques.

Gouvernance globale des risques

La structure de gouvernance des risques de BMO permet la prise de décisions opérationnelles judicieuses en équilibrant les risques et les avantages. Elle veille à ce que les activités productives de revenus soient conformes au degré de risque que nous sommes prêts à prendre et à nos normes en la matière, et contribue à optimiser le rendement total des capitaux propres.

Notre structure globale de gouvernance des risques (décrite dans l'encadré ci-dessous) comprend un ensemble de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration. Ces politiques ainsi que les autres politiques, normes et méthodes de gestion des risques qui en découlent font l'objet d'un examen constant visant à assurer une gouvernance efficace et supérieure de nos activités à risque.



Ronald G. Rogers

Président du conseil délégué, Gestion globale des risques et du portefeuille, BMO Groupe financier

Les limites de risque, qui déterminent la tolérance au risque de BMO, sont passées en revue et approuvées chaque année par le Comité d'évaluation des risques :

- risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux produits ou segments de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur marchande, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- risque de liquidité et de financement – limites relatives aux actifs liquides, à la diversification du passif, aux engagements de financement et de liquidité, au nantissement d'actifs et à la non-concordance des flux de trésorerie.

Ces limites de risque portent généralement tant sur les éléments inscrits au bilan que sur les éléments hors bilan.

Chaque comité de gestion des risques établit et surveille les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil. Des limites relatives aux pertes ont été fixées afin que les signes avant-coureurs de situations susceptibles d'entraîner des pertes soient repérés immédiatement et que les mesures qui s'imposent soient aussitôt prises. Dans chaque secteur d'activité, la direction veille à ce que les activités de gouvernance, les processus de gestion et les mesures de contrôle soient conformes aux politiques de gestion des risques et aux normes de l'organisation.

Le **Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration** seconde le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes internes de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

Le **président et chef de la direction** rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités à risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Le **Comité de gestion des risques**, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute des plans d'action à mettre en œuvre. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction.

Les **sous-comités du Comité de gestion des risques** assument une responsabilité de surveillance à l'égard de la stratégie de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Le Comité de gestion des risques et ses sous-comités veillent à ce que les risques assumés par l'organisation s'inscrivent dans sa stratégie et soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

La **Gestion globale des risques et du portefeuille** regroupe l'ensemble des fonctions de décision de crédit, de gestion des risques et de vérification. Elle assure l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. La Gestion globale des risques et du portefeuille est garante d'une approche rigoureuse à l'égard des risques grâce à la gestion du portefeuille et du risque transactionnel, à l'élaboration de politiques, à la production de rapports sur le risque, à la modélisation, à la validation et à la sensibilisation au risque. Les objectifs globaux sont ainsi respectés, et les risques assumés correspondent à la tolérance au risque de BMO.

Processus et modèles efficaces

Des processus rigoureux, réévalués périodiquement par la Vérification interne, sont utilisés à l'échelle de BMO aux fins suivantes :

- l'élaboration des politiques et des limites devant être approuvées par les comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants;
- la surveillance de la conformité aux politiques;
- l'établissement de plans d'urgence;
- le suivi des paramètres du marché visant à déceler l'évolution du contexte des risques;
- la production de rapports en temps opportun à l'intention de la haute direction et des comités de gouvernance pertinents.

Les modèles utilisés vont de modèles très simples à des modèles qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques auxquels BMO est exposé, le risque global étant évalué de façon intégrée au moyen de la méthode du capital à risque (CaR). L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles, qui sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent, font l'objet d'un contrôle rigoureux.

BMO a également recours à divers processus et modèles, selon le type de risque, afin :

- d'évaluer la corrélation des risques de crédit avant d'autoriser tout nouvel engagement;
- de mesurer et d'évaluer les risques des portefeuilles et de calculer le risque de marché correspondant;
- de mesurer le risque d'entreprise et le risque d'exploitation pour chaque secteur d'activité;
- d'estimer le risque de liquidité et de financement en fonction des conditions d'exploitation prévues et de conditions extrêmes.

Spécialistes des risques

Une saine gestion globale des risques est tributaire des compétences et de l'expérience de nos spécialistes des risques, qui :

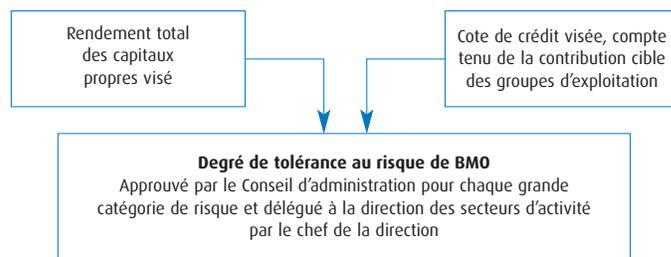
- font la promotion d'une culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- s'assurent que les normes de gestion des risques établies pour l'évaluation et l'acceptation des risques sont respectées;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Nous offrons pour la deuxième année un programme d'enseignement sur les risques, conçu et dispensé en partenariat avec la Schulich School of Business de l'Université York. Ce programme de niveau supérieur, menant à un certificat, nous permet de perfectionner nos méthodes de gestion des risques et d'assurer la formation continue de nos spécialistes des risques.

De plus, les directeurs – Gestion des risques et les prêteurs peuvent être tenus de suivre un programme d'études progressif en risque de crédit offert par L'Académie BMO afin d'obtenir les qualifications nécessaires pour remplir leurs fonctions. Ces cours, combinés à une expérience de travail déterminée, apportent la formation et la pratique nécessaires à l'attribution d'un pouvoir discrétionnaire pertinent en matière de crédit aux spécialistes qualifiés.

Gestion intégrée des risques

La gestion des risques est intégrée à notre cadre de gestion du capital et à notre stratégie. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite des objectifs stratégiques de BMO sont conformes au rendement total des capitaux propres visé, ainsi qu'à la cote de crédit visée par BMO et à notre degré de tolérance au risque.



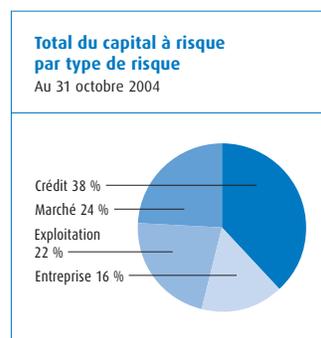
La gestion des risques est régie par deux cadres, à savoir celui de la gestion du changement et celui de la gestion intégrée des risques. Ces cadres :

- font en sorte que les modifications du profil de risque de l'organisation attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées et fassent l'objet d'approbations appropriées avant leur mise en œuvre;
- évaluent l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation.

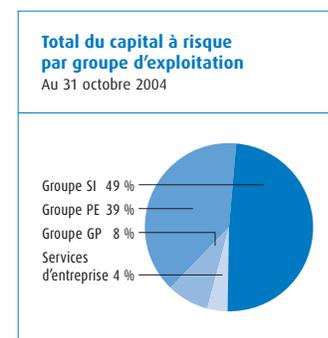
Les activités de gestion intégrée des risques s'appuient sur l'utilisation de mesures du capital à risque (CaR), l'analyse de scénarios et les simulations de crise.

Le CaR constitue une mesure unique des risques qui permet de comparer des activités et des types de risques différents. Le CaR est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité. Il indique, sur le plan du capital, l'ampleur potentielle des pertes susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Pour chacun des risques illustrés dans les graphiques ci-dessous, les mesures du CaR sont fondées sur un niveau de confiance de 99,95 % et un horizon de un an.

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, BMO est principalement exposé au risque de crédit.



Le risque de crédit représente la plus grande part du CaR.



Le CaR est demeuré relativement inchangé au sein de chaque groupe d'exploitation en 2004, la plus grande part étant attribuable au groupe Services d'investissement.

L'analyse de scénarios permet de mesurer les incidences sur nos activités de situations opérationnelles, politiques, économiques et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios peuvent être fondés sur des événements historiques ou hypothétiques ou sur une combinaison des deux. Ils sont appliqués à toutes les activités à risque de l'organisation.

En outre, nous réalisons constamment des simulations de crise qui ont pour but de simuler les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier ou à un ensemble de secteurs fortement corrélés. Ces simulations visent à évaluer l'incidence de divers scénarios sur la probabilité de défaillance et les taux de perte dans le portefeuille considéré. Elles nous renseignent sur la sensibilité de nos risques à l'une ou l'autre des caractéristiques des risques sous-jacents dans les secteurs à l'étude.

Nouvel accord de Bâle (Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – nouveau cadre de travail)

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a achevé en juin 2004 l'élaboration du cadre de travail du Nouvel accord de Bâle (« Bâle II »). Bâle II établit des lignes directrices relatives au calcul du capital réglementaire requis pour soutenir le risque de crédit et le risque d'exploitation des banques. Il permet aux banques qui exercent des activités internationales d'utiliser une approche standardisée ou complexe pour effectuer ce calcul.

Risque de crédit et de contrepartie

BMO s'expose au risque de crédit et de contrepartie principalement dans le cours de ses activités d'octroi de crédit (y compris la vente de produits de trésorerie et d'autres produits de gestion des risques) et, dans une moindre mesure, à titre de détenteur de titres de placement. Nous gérons le risque au moyen de processus de gouvernance et de gestion exhaustifs qui encadrent les activités de gestion du risque de crédit, notamment :

- des politiques générales, normes et méthodes régissant la philosophie, les principes et la conduite des activités de gestion du risque de crédit;
- un processus approfondi d'établissement des limites et de suivi;
- la surveillance par des comités de gouvernance de haut niveau;
- des équipes indépendantes de Gestion du risque de crédit et de Vérification interne au sein de la Gestion globale des risques et du portefeuille;
- un processus rigoureux de qualification des prêteurs.

Le processus de gestion du risque de crédit de BMO est bien établi et efficace, comme en fait foi l'historique de nos pertes sur prêts, qui sont faibles et soutiennent avantageusement la comparaison avec la moyenne de notre groupe de référence du Canada. Le processus exige la participation de prêteurs et de gestionnaires du risque compétents et expérimentés, une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, un degré élevé de responsabilité personnelle, des limites discrétionnaires spécifiques, le suivi de chacun des comptes et une gestion dynamique du portefeuille. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau approprié à l'envergure et au degré de risque de la transaction.

Nous détenons un portefeuille de prêts diversifié axé sur l'Amérique du Nord, qui comprend des millions de comptes dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises. Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, une réévaluation régulière des comptes et des portefeuilles, ainsi que la reddition de comptes fréquente au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques en ce qui concerne les portefeuilles et les

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), l'organisme de réglementation au Canada, exige des banques canadiennes d'envergure internationale qu'elles adoptent une approche complexe pour le calcul du capital réglementaire couvrant le risque de crédit; cependant, pour ce qui est du calcul du capital réglementaire couvrant le risque d'exploitation, le BSIF permet aux banques de choisir l'approche qu'elles préfèrent parmi celles que propose Bâle II. Les banques canadiennes mettront en application le cadre imposé à compter du 31 octobre 2007, après une période de coexistence de deux ans des nouvelles règles portant sur le capital réglementaire et des règles énoncées dans le premier Accord de Bâle.

BMO adoptera une approche complexe pour calculer le capital réglementaire relatif au risque de crédit, fondée sur les notations internes, et une approche standardisée relativement au risque d'exploitation. Un programme intégré à l'échelle de l'organisation relie les besoins fonctionnels à la « conception-construction » de solutions technologiques. Les fonctions de leadership et de surveillance sont assurées par un comité de direction formé de hauts dirigeants de toutes les parties intéressées.

BMO perçoit le Nouvel accord de Bâle comme une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de fonds propres.

Le **risque de crédit et de contrepartie** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière. Il s'agit du plus important risque **mesurable** auquel est exposé BMO.

secteurs. Tous les comptes de prêt sont réévalués régulièrement, tandis que la plupart des comptes d'entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. La Vérification interne examine les processus de gestion et un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des principes, des pratiques, des politiques et des méthodes en matière de gestion du risque de crédit. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment des simulations de crise et des analyses de scénarios, qui sont fondés sur les risques actuels, nouveaux ou éventuels.

Pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, des modèles de risque de crédit et des processus décisionnels sont élaborés à l'aide de techniques statistiques et de systèmes experts reconnus, aux fins de souscription et de suivi. La combinaison de modèles de décision, d'indicateurs relatifs au comportement, d'arbres décisionnels et de connaissances d'experts dans un environnement automatisé permet d'arriver aux décisions de crédit optimales. Les caractéristiques des demandes et les résultats passés servent à prévoir le risque que représentent les nouveaux comptes. Les résultats passés servent aussi à déterminer le comportement futur probable des comptes existants de façon à permettre la gestion continue du risque de crédit.

BMO utilise un cadre global d'évaluation du risque qui est appliqué systématiquement à nos contreparties, qu'il s'agisse d'États souverains, de banques ou d'entreprises. Des cotes de risque sont déterminées et attribuées sur deux plans distincts : i) les caractéristiques de risque attribuables à la contrepartie comme telle et ii) les facteurs propres à la transaction. Nous croyons que notre cadre d'évaluation du risque respecte les principes du Nouvel accord de Bâle, aux termes duquel seront déterminés les besoins futurs de capital réglementaire minimal relativement au risque de crédit. Les probabilités de défaillance de chaque contrepartie sur une période de un an sont établies à l'aide de méthodes et de critères d'évaluation adaptés à la nature de la contrepartie visée.

Une cote de risque est ensuite attribuée à l'emprunteur. Les cotes de risque des emprunteurs classent le risque de défaillance sur une échelle de seize points, dont deux sont réservés aux comptes en défaut ou douteux. Une probabilité de défaillance fixe est attribuée à chaque cote de risque, de sorte que les contreparties peuvent changer d'échelon à mesure que la probabilité de défaillance qui leur est attribuée évolue. L'échelle d'évaluation du risque que présentent les emprunteurs est illustrée ci-dessous.

Échelle d'évaluation du risque lié à l'emprunteur de BMO			
Cote de BMO	Description du risque	Équivalent implicite de Moody's Investor Services	Équivalent implicite de Standard & Poor's
I-1	Solvabilité reconnue – emprunt garanti par un État	Aaa souverain	AAA souverain
I-2	Solvabilité reconnue	Aaa/Aa1	AAA/AA+
I-3	Risque minime	Aa2/Aa3	AA/AA-
I-4	Risque modeste	A1/A2/A3	A+/A/A-
I-5		Baa1	BBB+
I-6	Risque moyen	Baa2	BBB
I-7		Baa3	BBB-
S-1	Risque acceptable	Ba1	BB+
S-2		Ba2	BB
S-3	Risque marginal	Ba3	BB-
S-4		B1	B+
P-1	Incertitude	B2	B
P-2	À surveiller	B3	B-
P-3		Caa/C	CCC/C
D-1	En défaut	C	D
D-2	En défaut et douteux	C	D

Deux facteurs propres à la transaction sont également considérés pour déterminer l'importance de la perte qui serait subie en cas de défaut d'une contrepartie. Le premier de ces facteurs sert à estimer le risque de contrepartie probable futur au moment de la défaillance; ce risque est déterminé au cas par cas par l'examen des caractéristiques propres à la fois à la transaction et à la contrepartie. Quant au second facteur, il sert à estimer le taux de perte subie en cas de défaillance d'une contrepartie; ce facteur est évalué pour chaque transaction au moyen de l'analyse de facteurs propres à la transaction, comme les garanties et la priorité de rang de la créance.

BMO a recours à divers modèles pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement en matière de transactions de crédit d'envergure conclues avec des entreprises. La perte prévue et la perte non prévue sont calculées pour chaque transaction d'envergure et pour le portefeuille dans son ensemble. Ces calculs se fondent sur des données qui permettent de déterminer le capital à risque pour chacun des secteurs d'activité pertinents. Les estimations relatives à la perte prévue et à la perte non prévue s'appuient sur les facteurs suivants :

- le jugement de la direction;
- la probabilité de défaillance;
- l'encours du crédit au moment de la défaillance;
- l'écart entre la valeur comptable et la valeur marchande ou la valeur de réalisation des prêts en cas de défaillance;
- l'incidence des cycles économique et sectoriel sur la qualité de l'actif et la valeur des prêts.

Les produits dérivés de crédit sont des outils de plus en plus utilisés par BMO pour améliorer la gestion du portefeuille d'actifs présentant un risque de crédit, principalement le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Actuellement, BMO utilise des swaps sur défaillance à titulaire unique afin d'atténuer le risque de crédit lié à certains emprunteurs, ainsi que des swaps sur défaillance structurés afin de réduire les concentrations de risque qui ont été repérées dans un secteur donné.

La méthode de provisionnement de BMO obéit à une gestion et à une évaluation rigoureuses des pertes sur prêts; la détection rapide des prêts-problèmes constitue un objectif clé de gestion du risque. Tous les comptes en difficulté sont suivis de près et réexaminés au moins une fois par trimestre.

BMO utilise deux mesures clés d'évaluation du crédit :

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux, exprimé en pourcentage des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables, permet d'évaluer la situation d'un portefeuille en comparant le volume des prêts douteux au capital et aux réserves disponibles pour absorber les pertes sur prêts.
- La provision pour créances irrécouvrables, exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension), permet de mesurer les pertes subies au cours de l'exercice par rapport à la taille de notre portefeuille. C'est une mesure de la qualité du crédit que nous utilisons tant à l'égard des provisions spécifiques que de la provision totale.

Une comparaison historique des résultats obtenus par BMO relativement à ces mesures clés avec ceux obtenus par les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord figure à la page 19. L'analyse de la provision pour créances irrécouvrables de 2004 est présentée à la page 31.

La note 4 afférente aux états financiers, à la page 91, et les tableaux 11 à 19, aux pages 76 à 79, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables. La diversification du portefeuille est illustrée dans le graphique de la page 50.

BMO maintient des réserves spécifiques et des réserves générales pour créances irrécouvrables. Les réserves spécifiques ramènent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit à leur valeur de réalisation estimative. La réserve générale couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. La somme de ces réserves doit toujours être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative. En 2004, nous avons réduit de 170 millions de dollars notre réserve générale pour créances irrécouvrables, qui s'établit maintenant à 1 010 millions.

Risque de marché

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du risque de marché, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- des fonctions indépendantes de surveillance du risque de marché;
- des examens indépendants des processus et des contrôles internes effectués par la Vérification interne;
- des processus efficaces visant à mesurer les risques de marché liés à l'affectation du capital économique et à l'évaluation des positions;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle efficaces des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Les principales mesures du risque de marché qu'emploie BMO sont le risque lié à la valeur marchande et la volatilité du revenu net. Les risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2004 sont résumés dans le tableau ci-après. Le risque lié à la valeur marchande a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires qui figurent dans les éléments de portefeuille structurel inscrits au bilan. La volatilité du revenu net a diminué par rapport à 2003 en raison d'une baisse de l'exposition au risque lié aux portefeuilles d'actifs du marché monétaire comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et d'une baisse du risque prévu à l'égard des portefeuilles évalués à la valeur du marché. Cette dernière baisse découle de la mise en œuvre de notre modèle de valeur à risque globale, qui tient davantage compte de la corrélation entre différentes catégories de risque de marché.

Risques globaux liés à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

Au 31 octobre (contre-valeur en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur marchande		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	2004	2003	2004	2003
Activités de négociation et de prise ferme	10,0	18,0	18,0	33,4
Éléments du portefeuille structurel	340,2	311,6	28,0	24,8
Total	350,2	329,6	46,0	58,2

*Selon un niveau de confiance de 99 %.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

Les activités de négociation et de prise ferme de BMO visent des portefeuilles dont la valeur marchande fait l'objet d'une évaluation quotidienne, et d'autres portefeuilles (les actifs du marché monétaire, par exemple) qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice en vertu des principes comptables généralement reconnus. Pour ces activités, la valeur à risque (VAR) permet de déterminer l'importance du risque de marché auquel BMO s'expose.

Au cours de l'exercice 2004, nous avons mis en œuvre notre modèle de valeur à risque globale, aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque, à l'égard des portefeuilles de négociation et de prise ferme évalués à la valeur du marché. Ce nouveau modèle reflète mieux les corrélations entre les différentes catégories de risque de marché et intègre certaines améliorations méthodologiques permettant désormais la prise en compte de produits de négociation plus complexes. À la fin de l'exercice, le modèle de valeur à risque globale n'avait cependant pas encore été approuvé aux fins du calcul du capital réglementaire.

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions ou le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Le **risque lié à la valeur marchande** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur marchande comprend la VAR et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention donnée.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risque auquel BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, devises, cours des actions, prix des produits de base et degrés de volatilité implicite. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles sur une période de détention appropriée, selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque lié à l'émetteur** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que le risque d'écart de taux de crédit, la migration du crédit et le risque de défaillance ont sur la valeur marchande d'instruments à revenu fixe d'émetteurs non souverains et autres titres similaires. Le risque lié à la valeur marchande relatif à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention appropriée.

Divers modèles de calcul de la VAR servent à déterminer le capital exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à établir le capital réglementaire requis selon les normes stipulées dans l'Accord de Bâle de 1998. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou semblables à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR.

Les risques de marché liés aux activités de négociation et de prise ferme sont présentés dans le tableau ci-dessous.

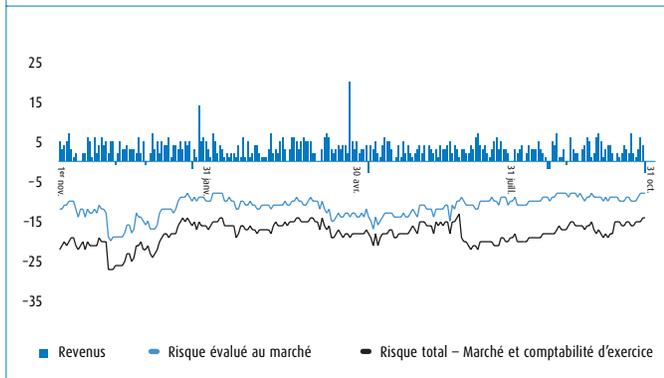
Sommaire de la VAR totale – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 (contre-valeur en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice			
	Moyenne	Haut	Bas	
VAR liée aux produits de base	1,1	1,3	3,3	0,5
VAR liée aux actions	3,9	4,4	13,1	2,3
VAR liée au change	0,5	1,4	3,8	0,1
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	3,8	5,2	11,2	3,4
Effet de corrélation	(4,6)	(5,4)	(8,8)	(1,4)
VAR globale	4,7	6,9	14,9	4,2
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	6,3	7,5	11,9	4,3
VAR liée à l'écart de taux de crédit	4,0	4,5	7,0	2,9
VAR totale	15,0	18,9	28,4	14,1

*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport à la valeur à risque

Du 1^{er} novembre 2003 au 31 octobre 2004 (en millions de dollars)



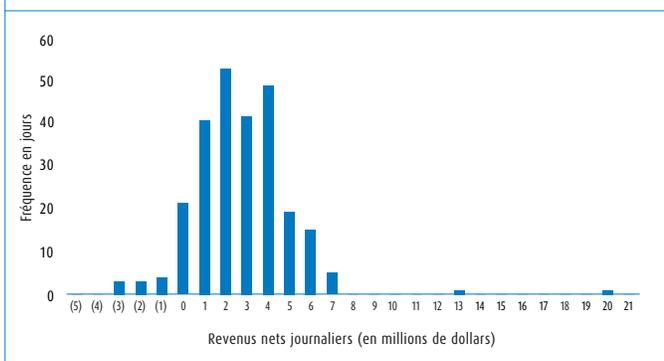
En 2004, BMO n'a pas enregistré une perte supérieure à la VAR globale mesurée pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme.

Nous calculons également la mesure dans laquelle BMO est exposé à une concentration du risque de marché au titre, par exemple, de variations de taux d'intérêt et de change particuliers, du cours des actions ou du prix de produits de base déterminés, ainsi que de la volatilité implicite connexe.

Des méthodes efficaces de contrôle s'appliquant à la réévaluation des portefeuilles de négociation et de prise ferme et au calcul des revenus journaliers tirés de ces activités nous permettent de suivre les revenus générés par chaque secteur d'activité au regard des stratégies commerciales et de l'importance du risque de marché propres à chacun.

Répartition des revenus nets journaliers selon la fréquence, pour les activités de négociation et de prise ferme – Portefeuilles du marché monétaire et portefeuilles évalués selon la méthode de la comptabilité d'exercice

Du 1^{er} novembre 2003 au 31 octobre 2004



La répartition des revenus nets journaliers des portefeuilles reflète la grande diversification des risques dans nos activités de négociation, destinée à réduire la volatilité des revenus nets journaliers. À deux occasions en 2004, une conjoncture exceptionnellement favorable a contribué à produire des revenus nets journaliers particulièrement élevés.

Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'elles soient comptabilisées par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

Nous surveillons la mise en application de nos modèles pour nous assurer qu'ils sont pertinents au portefeuille auquel ils sont appliqués; si nous décelons des lacunes, nous apportons les corrections qui s'imposent, y compris le rajustement du montant net des revenus de négociation journaliers.

Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de ces modèles, notamment en procédant à un contrôle ex post des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On considère les modèles comme validés si, en moyenne, les pertes hypothétiques calculées ne sont supérieures à la mesure de la VAR qu'une fois sur 100. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles.

Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. Nous effectuons également des analyses de scénarios et des simulations de crise pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. Nous avons recours à une gamme complète de scénarios et de simulations de crise, dont les résultats sont présentés au Comité de gestion du risque de marché, au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques à intervalles réguliers.

Risque structurel de marché

Le risque structurel de marché englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires structurelles (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises. C'est la Direction de la trésorerie de BMO qui gère le risque structurel de marché en vue de soutenir la stabilité d'un revenu net de qualité supérieure.

Le risque structurel de taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options intégrées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des éléments hors bilan. Le risque lié aux options intégrées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options intégrées comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en fonction d'une durée cible de deux à trois ans; les options intégrées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. La non-concordance des taux d'intérêt est principalement gérée à l'aide de swaps de taux d'intérêt et de valeurs mobilières. Le risque lié aux options intégrées est géré au moyen de l'achat d'options ou d'un processus de couverture dynamique.

Le risque structurel de change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de nos investissements dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de notre investissement aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en concluant chaque trimestre des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net du trimestre. L'incidence des fluctuations du taux de change sur le revenu net de BMO en 2004 est présentée à la page 27.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur marchande et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. Le risque structurel lié à la valeur marchande (voir la page 62) a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tandis que la volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à être maintenue à des niveaux peu élevés.

Outre le risque lié à la valeur marchande et la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écart, dont les résultats sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers, à la page 107, pour mesurer et gérer le risque de taux d'intérêt.

La sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrit au bilan dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 ou de 200 points de base des taux d'intérêt est présentée dans le tableau ci-contre. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, ce qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence.

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché nous aident à prévoir l'évolution des taux d'intérêt et de change et à déterminer la réaction probable des clients à cet égard. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle ex post, et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité. Nous avons aussi recours à des modèles de prévision du comportement des clients pour appuyer les processus de tarification des produits et de mesure de la performance.

Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

La politique de BMO consiste à s'assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à ses engagements financiers, même en période de crise.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du risque de liquidité et de financement, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- un processus indépendant et des examens de contrôle interne par la Vérification interne;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir la gestion du risque;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces aspects n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

La situation de BMO en matière de liquidités et de financement demeure adéquate et aucun engagement ou événement ni aucune tendance, demande ou incertitude n'est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur celle-ci.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrit au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

	Au 31 octobre 2004		Au 31 octobre 2003	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir
Hausse de 100 points de base	(224,3)	9,2	(202,3)	10,8
Baisse de 100 points de base	183,7	(20,2)	142,7	(17,6)
Hausse de 200 points de base	(470,4)	22,2	(431,8)	15,7
Baisse de 200 points de base	332,3	(62,9)	181,2	(61,6)

*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en veillant à détenir en tout temps des actifs liquides supérieurs à un montant minimal établi. Les actifs liquides comprennent les actifs d'une grande qualité de crédit et non grevés qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts ou qui viennent à échéance à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Ces besoins se composent de sorties de fonds prévues et potentielles qui découlent d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou qui ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les placements stratégiques, les avances sur les facilités de crédit et concours de trésorerie ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimum d'actifs liquides à détenir en tout temps.

De plus, nous avons recours à deux mesures principales pour évaluer le risque de liquidité et de financement. La première est le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total, qui permet de déterminer dans quelle mesure les actifs peuvent être facilement convertis en liquidités ou en quasi-espèces afin de respecter des engagements financiers, étant donné que les éléments d'encaisse et les valeurs mobilières sont plus liquides que les prêts. Ce ratio représente la valeur totale des éléments d'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2004, le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total de BMO s'établissait à 25,8 %, en baisse comparativement à 29,1 % au 31 octobre 2003. La diminution du ratio résulte principalement de la baisse des titres de placement et des dépôts en dollars américains à d'autres banques qui s'explique par la hausse prévue des taux d'intérêt.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 68,5 milliards de dollars en fin d'exercice, en baisse par rapport à 74,7 milliards en 2003, alors que l'actif total avait augmenté de 8,7 milliards pour s'établir à 265,2 milliards.

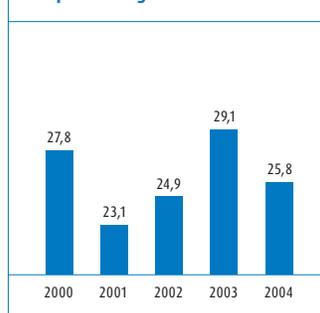
Aux liquidités provenant de l'encaisse et des valeurs mobilières s'ajoutent les titres pris en pension qui peuvent facilement être convertis en espèces ou en quasi-espèces pour respecter des engagements financiers. Les titres pris en pension ont totalisé 17,1 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse par rapport à 13,3 milliards de dollars en 2003.

Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse, des valeurs mobilières et des titres pris en pension sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2004, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 18,8 milliards de dollars, ce qui se compare aux 18,7 milliards de l'exercice précédent. Au 31 octobre 2004, les titres pris en pension mis en garantie atteignaient 13,7 milliards de dollars, en hausse par rapport aux 10,4 milliards de l'exercice précédent. En outre, BMO est partie à certaines ententes susceptibles de nécessiter des garanties supplémentaires dans certaines circonstances. Ces exigences potentielles en matière de garanties ne sont toutefois pas importantes. Le tableau 5 de la page 71, ainsi que les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, à la page 88, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

La deuxième mesure principale est le ratio des dépôts de base au total des dépôts. Cette mesure permet d'évaluer la stabilité de la masse des dépôts de BMO, puisque les dépôts de base sont plus stables que les autres formes de dépôts. Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés qui sont habituellement moins influencés par l'évolution du marché que les dépôts à terme plus importants. Le ratio représente la valeur totale des dépôts, moins les dépôts à terme d'un montant supérieur à 100 000 unités, quelle que soit la monnaie, en pourcentage du total des dépôts. Au 31 octobre 2004, le ratio des dépôts de base au total des dépôts de BMO s'établissait à 58,2 %, en hausse par rapport à 57,1 % au 31 octobre 2003. Cette augmentation découle du fait que les dépôts de base se sont accrues tandis que les autres dépôts demeuraient stables. La croissance des dépôts de base a servi à financer la croissance des prêts.

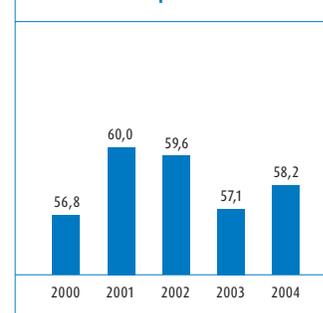
Les dépôts de base totalisaient 101,9 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse comparativement à 98,0 milliards en 2003, et le total des dépôts a augmenté de 3,6 milliards de dollars pour s'établir à 175,2 milliards. Notre masse de dépôts de base, combinée à notre important capital de base, nous permet d'être moins dépendants des

Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total



Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total témoigne d'une situation adéquate en matière de liquidités.

Dépôts de base en pourcentage du total des dépôts



Les dépôts de base constituent une source de financement stable.

dépôts de gros, qui sont moins stables. Ces derniers, qui sont en grande partie à court terme, visent principalement à soutenir les activités de négociation et de prise ferme, ainsi que le portefeuille de titres de placement. Les dépôts de gros sont diversifiés par client, type, marché, échéance, devise et région.

Le tableau 24 de la page 81 présente des renseignements sur les échéances des dépôts.

Les éléments hors bilan et les autres instruments de crédit pourraient avoir une incidence sur notre position en matière de liquidités et de financement compte tenu de notre obligation de financer les retraits. Notre cadre de gestion des risques prend en considération le risque que nous assumons à cet égard. On traite des éléments hors bilan à la page 53. La note 5 afférente aux états financiers, à la page 93, contient de plus amples renseignements sur les autres instruments de crédit.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique. Même si ce risque ne pourra jamais être entièrement éliminé, il est possible de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires en gérant le risque d'exploitation, en l'atténuant et, dans certains cas, en se protégeant contre lui au moyen d'assurances. Pour atteindre cet objectif, nous avons élaboré, en suivant les lignes directrices des organismes de réglementation, un cadre de gestion du risque d'exploitation, qui comprend la détermination, la mesure, l'analyse, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital à risque. Divers processus et contrôles sous-jacents ont été élaborés dans ce cadre, notamment l'auto-évaluation des risques et des contrôles, des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, la gestion des événements, la gestion du changement et l'impartition, ainsi que la gestion des acquisitions et de l'intégration.

La structure de gouvernance du risque d'exploitation de BMO comprend le Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie et de la gouvernance du risque d'exploitation. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne la détermination, la mesure et l'atténuation du risque d'exploitation, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

Le **risque d'exploitation** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié au risque de crédit, de marché ou de liquidité. Il comprend le risque fiduciaire, le risque juridique et le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation, exception faite des risques d'entreprise de nature stratégique, notamment ceux liés à la volatilité du revenu net.

Il incombe à chaque secteur d'activité de gérer le risque d'exploitation conformément aux lignes directrices énoncées dans la politique et les normes générales, à l'aide des processus et des programmes de contrôle du cadre susmentionné. Pour nous assurer de gérer adéquatement tous les risques d'exploitation auxquels est exposé un secteur d'activité, à l'étape du processus de mesure, nous faisons appel, s'il y a lieu, à des fonctions spécialisées comme les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et le groupe Systèmes et gestion de l'information. Il existe une unité de gestion globale du risque d'exploitation au sein de Gestion globale des risques et du portefeuille.

BMO souscrit des assurances pour un montant et dans un domaine qui offrira la protection nécessaire contre les pertes importantes imprévues et lorsque BMO est tenu de le faire en vertu de la loi, de la réglementation ou d'une entente contractuelle.

Nous mesurons le risque d'exploitation selon une méthode actuarielle combinant la vraisemblance qu'un événement comportant un risque d'exploitation survienne et la probabilité de perte si un tel événement survient, afin de produire une courbe de distribution des pertes. La distribution des pertes sert ensuite à déterminer le capital à risque dans chaque secteur d'activité.

Nous employons un processus et un modèle conçus sur mesure pour cerner le risque d'exploitation dans chaque secteur d'activité.

La Vérification interne rend compte à intervalles réguliers de l'efficacité des mesures de contrôle interne et des processus de gestion du risque d'exploitation au chef de la direction et au Comité de vérification du Conseil.

L'objectif de BMO est de gérer le risque d'exploitation, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. Par conséquent, ce cadre de gestion comprend la communication périodique des activités et des processus pertinents de gestion du risque d'exploitation aux dirigeants des secteurs d'activité et de l'organisation, au Comité de gestion du risque d'exploitation et au Conseil d'administration.

Chaque processus compris dans le cadre de gestion du risque d'exploitation en est à un stade de développement différent. Notre approche consiste à améliorer continuellement ces processus d'une manière utile à la gestion des affaires et des risques tout en répondant aux besoins externes, comme les exigences réglementaires du Nouvel accord de Bâle, les exigences relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, les normes de la Société d'assurance-dépôts du Canada et les exigences de la Federal Deposit Insurance Corporation.

Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net

BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité (et donc sa valeur) se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de défaillances au niveau de la mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de la volatilité de l'activité économique, de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net comprend les risques relatifs aux marges et aux volumes de BMO.

Le **risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net** désigne la possibilité que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts.

Risque de réputation

La réputation est l'un des actifs les plus précieux de BMO. La gestion efficace du risque de réputation repose sur deux principes clés :

- favoriser une culture d'entreprise où l'intégrité et l'éthique sont des valeurs fondamentales;
- soutenir la conviction que toute décision doit respecter les valeurs intrinsèques de l'organisation en matière d'éthique.

Le risque de réputation entre dans le cadre de gestion du risque d'exploitation à titre d'élément du risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation.

BMO a depuis toujours été exposé au risque de réputation. À notre avis, une gestion active, constante et efficace du risque de réputation s'exerce de façon optimale en tenant compte des évaluations explicites du risque dans l'élaboration des stratégies, la mise en œuvre des plans stratégiques et opérationnels et la prise de décisions relatives aux transactions, ainsi que dans les processus de gestion et de contrôle du risque.

Le **risque de réputation** est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties intéressées, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle, des litiges coûteux, des sanctions réglementaires et une baisse du cours des actions de BMO.

Il incombe à chacun des employés de se comporter de manière à préserver et à consolider la réputation de BMO. Le Comité de gestion du risque de réputation, un nouveau comité de gestion, a été formé pour évaluer les risques de réputation potentiels pour l'organisation qui sont relevés au cours de l'examen et de l'approbation des transactions complexes de crédit ou de financement structuré. Le Comité assume également la responsabilité de la gouvernance du risque de réputation.

Risque environnemental

BMO soutient les principes du développement durable. Plus précisément, nous croyons que si la croissance économique se fait dans le respect de l'environnement, notre qualité de vie en sera améliorée. C'est pourquoi nous avons adopté, à l'échelle de l'organisation, des pratiques pour réduire le gaspillage, économiser l'énergie et recycler les matériaux.

En matière de crédit, nous prenons des précautions raisonnables pour ne consentir des prêts qu'à des emprunteurs respectueux de l'environnement.

BMO entend continuer à collaborer avec les pouvoirs publics, les représentants du secteur et toutes les parties intéressées pour trouver des solutions aux problèmes de l'environnement. Nous nous engageons à maintenir un dialogue ouvert avec toutes les parties intéressées qui, outre les pouvoirs publics, comprennent nos clients, nos employés, nos actionnaires et le grand public.

Risque social et éthique

À BMO Groupe financier, nous estimons que la responsabilité sociale repose avant tout sur l'engagement de se conformer à un comportement éthique. En exerçant nos activités et en servant nos clients et nos collectivités conformément aux principes d'honnêteté, de transparence et de responsabilité, nous gagnons la confiance qui constitue le fondement même de notre organisation.

BMO possède un code de conduite exhaustif, intitulé *Principes fondamentaux – Notre code de conduite et d'éthique*, et a établi des normes de comportement précises dans les Principes fondamentaux ainsi que dans les politiques, normes et lignes directrices connexes.

La règle fondamentale régissant le secteur bancaire, qui consiste à « bien connaître son client », est appliquée au cours de toute transaction d'affaires avec un client et lors de l'évaluation d'un client éventuel.

- BMO n'accepte sciemment aucune transaction avec un client dont l'argent est le fruit d'activités illégales. La direction tient compte de la réputation et de l'intégrité de la contrepartie ou de ses gestionnaires avant de décider si elle doit ou non faire des affaires avec elle.
- Nous n'effectuons aucune transaction et ne gérons aucun compte pour un client qui refuse de présenter des preuves de son identité ou de la provenance des fonds ou tout autre renseignement que nous exigeons pour établir la bonne foi d'un client.

De plus, nous évitons d'accorder un traitement préférentiel à l'égard de quelque transaction bancaire que ce soit avec un parti politique, une association de circonscription, un candidat aux élections, un candidat à la direction d'un parti ou tout autre fonctionnaire (y compris la famille de ces personnes et les entreprises leur étant liées).

BMO adhère aux principes de la confidentialité et du respect de la vie privée dans ses relations avec la clientèle. Nous suivons des codes de conduite et les lois qui protègent et respectent la confidentialité des renseignements personnels et nous avons mis en place des recours justes et opportuns pour répondre aux plaintes et aux préoccupations des clients. Nous imposons aussi à nos employés, à nos dirigeants et à nos administrateurs des règles rigoureuses en matière de conflits d'intérêts.

Dans ses activités de prospection à l'étranger, BMO tient compte de facteurs éthiques, politiques, sociaux et économiques en plus des autres critères de crédit habituels. Que ce soit en Amérique du Nord ou à l'étranger, nous ne consentons pas de prêts à des fins qui, à notre avis, soutiennent la suppression de libertés individuelles fondamentales, encouragent la discrimination raciale, renforcent les haines nationales ou favorisent le recours à la violence ou à la répression.

Nous nous sommes engagés à respecter des normes de franchise et d'éthique dans notre publicité.

Nous valorisons la diversité au sein de notre personnel et nous offrons un milieu de travail équitable et positif.

Tendances trimestrielles relatives au revenu net

Des facteurs saisonniers ont une légère incidence sur le revenu net, de même que sur les revenus et les frais trimestriels de BMO. Comme notre deuxième trimestre compte 89 jours (90 les années bissextiles), et les autres, 92 jours, les résultats du deuxième trimestre sont relativement moins élevés que ceux des autres trimestres, parce qu'il comprend un nombre de jours civils inférieur de 3 % et donc moins de jours ouvrables. Les mois de juillet (troisième trimestre) et d'août (quatrième trimestre) se caractérisent habituellement par une activité moins intense sur les marchés financiers, ce qui se répercute sur les résultats des groupes Gestion privée et Services d'investissement. La période des Fêtes contribue aussi à un ralentissement de certaines activités; toutefois, les achats par carte de crédit affichent une vigueur certaine durant cette période du premier trimestre, tout comme à la rentrée des classes au quatrième trimestre.

Les résultats et les statistiques trimestriels des huit derniers trimestres sont décrits à la page 69. La tendance la plus marquée, qui s'est toutefois interrompue au dernier trimestre de 2004, est la hausse du revenu net. Le revenu net s'était accru pendant neuf trimestres consécutifs jusqu'alors. Néanmoins, nos efforts visant à accroître la productivité et notre excellente gestion du crédit ont continué à porter fruits et, jusqu'au dernier trimestre de 2004, nous avons enregistré une croissance du revenu net trimestriel par rapport à l'exercice précédent pendant neuf trimestres consécutifs.

La réduction des provisions pour créances irrécouvrables constitue le principal facteur de la tendance à la hausse du revenu net, même si les améliorations ont été généralisées, le revenu net ayant progressé dans

tous les groupes d'exploitation. La provision, qui totalisait 150 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2003, a diminué à chaque trimestre par la suite pour s'établir à 5 millions seulement au deuxième trimestre de 2004 et se transformer en un recouvrement net au troisième et quatrième trimestres. Ces améliorations s'expliquent par une meilleure qualité du crédit qui a réduit le nombre de nouveaux prêts douteux et les pertes prévues qui les accompagnent. Le recouvrement de réserves établies pour des périodes antérieures et de montants précédemment radiés expliquent aussi cette amélioration. Les recouvrements, qui peuvent être passablement imprévisibles, ont atteint des niveaux particulièrement élevés au troisième trimestre de 2004. L'amélioration de la qualité du crédit et la baisse des soldes des prêts aux entreprises ont également contribué aux réductions de la réserve générale pour créances irrécouvrables, qui a diminué à chacun des trimestres de 2004, ce qui représente 170 millions de dollars pour l'exercice; c'était la première fois en plus de 10 ans que la réserve générale était réduite.

Parmi les autres tendances dignes de mention, notons l'affaiblissement du dollar américain qui a entraîné une réduction des revenus et des frais, l'amélioration générale des résultats des groupes Gestion privée et Services d'investissement, qui ont bénéficié d'une intensification des activités sur les marchés financiers et de l'augmentation des évaluations boursières, ainsi que la hausse du revenu net du groupe Particuliers et entreprises en raison de volumes plus élevés. L'amélioration des résultats des Services d'entreprise s'explique en grande partie par la réduction des provisions pour créances irrécouvrables.

Revue financière du quatrième trimestre

Pour le quatrième trimestre de 2004, le revenu net s'élève à 563 millions de dollars, en hausse de 50 millions, ou de 10 %, comparativement au quatrième trimestre de l'an dernier. La hausse est attribuable à l'amélioration de 108 millions de dollars (ou 70 millions après impôts) de la provision pour créances irrécouvrables. Le revenu net s'est accru dans tous nos groupes d'exploitation sous l'effet de la hausse des volumes au sein des services aux particuliers et aux entreprises, la diminution des revenus de nos activités sur les marchés financiers ayant été plus que compensée par la baisse de la rémunération liée au rendement et l'efficacité de nos mesures de réduction des coûts. Le revenu net des Services d'entreprise s'est amoindri sous l'effet de la baisse de revenu découlant de la diminution des gains sur titres de placement et des revenus de placement dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Pour le quatrième trimestre, le revenu a reculé de 99 millions, ou de 4,2 %, comparativement à l'an dernier. Le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts ont tous deux diminué, en partie à cause de l'affaiblissement du dollar américain.

Comparativement au quatrième trimestre de l'an dernier, le revenu net d'intérêts du trimestre a chuté de 40 millions de dollars, ou de 3,2 %, pour s'établir à 1 239 millions. La croissance due à la progression des volumes du groupe Particuliers et entreprises a été en grande partie neutralisée par le recul du revenu net d'intérêts des groupes Services d'investissement et Gestion privée. Le groupe Services d'investissement a également subi l'effet de la réduction de son actif et de la hausse des taux d'intérêt à court terme qui ont accru les coûts de mobilisation de fonds. Quant au groupe Gestion privée, il a subi les conséquences de la faiblesse des taux d'intérêt, qui a réduit sa marge ainsi que la demande de placements à terme. Pour le trimestre, la marge nette d'intérêts s'établit à 1,87 %, en recul de 4 points de base par rapport à l'an dernier. L'actif moyen se chiffre à 264 milliards de dollars, en baisse de 1,9 milliard.

Le revenu autre que d'intérêts se chiffre à 1 073 millions de dollars; la baisse de 59 millions par rapport au quatrième trimestre de 2003 est partiellement attribuable à la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain. La progression des revenus tirés de fonds d'investissement, des commissions sur prêts et des gains sur titres de placement a été neutralisée par le recul des revenus de négociation et de titrisation et par la diminution des frais de services de cartes découlant de l'augmentation des taux d'échange des récompenses. Le revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise a reculé de 61 millions de dollars en raison, surtout, de la diminution des gains sur titres de placement et des revenus de titrisation, dont l'incidence a été en partie annulée par l'augmentation du revenu net d'intérêts provenant des opérations de titrisation.

Pour le quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 493 millions de dollars, soit une diminution de 52 millions, ou de 3,4 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par l'incidence de la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain, qui se chiffre à 33 millions de dollars, et par une diminution de 108 millions de la rémunération liée au rendement. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par des indemnités de départ de 20 millions de dollars et certains autres frais liés à la consolidation des services de soutien du groupe Gestion privée, par l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises et par des frais divers peu élevés l'an dernier.

Notre ratio de productivité s'établit à 64,6 % pour le quatrième trimestre, alors qu'il était de 64,0 % au quatrième trimestre de l'an dernier. Notre ratio de productivité avant amortissement pour le trimestre a augmenté de 40 points de base comparativement à l'an dernier, pour s'établir à 63,5 %.

Au quatrième trimestre de 2004, la provision pour impôts sur les bénéfices s'établit à 253 millions de dollars, en hausse de 11 millions par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Comme nous l'expliquons à la page 33, les opérations de couverture sur le montant net des investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné une charge d'impôt sur les bénéfices de 254 millions de dollars, imputée aux capitaux propres de l'exercice, ainsi qu'une charge de 287 millions au quatrième trimestre.

Au quatrième trimestre de 2004, nous avons inscrit un recouvrement net de pertes sur créances de 13 millions de dollars, constitué de provisions spécifiques de 37 millions et d'une réduction de la réserve générale de 50 millions. L'an dernier, les provisions spécifiques atteignaient 95 millions de dollars, sans réduction de la réserve générale. La provision spécifique de 37 millions de dollars établie au quatrième trimestre de 2004 représente 9 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations sur une base annualisée, alors qu'elle représentait 25 points de base un an plus tôt.

Les provisions spécifiques du quatrième trimestre de 2004, qui s'établissent à 37 millions de dollars, résultent de nouvelles provisions de 107 millions, moins 45 millions de dollars retranchés de réserves précédemment établies et 25 millions de dollars de recouvrements de prêts précédemment radiés. Les provisions spécifiques de la période correspondante en 2003 s'élevaient à 95 millions de dollars. L'amélioration constatée en 2004 s'explique par la diminution des nouvelles provisions, les réductions de réserves précédemment établies ayant été très élevées au quatrième trimestre de l'an dernier.

Sommaire de l'état des résultats et mesures financières trimestrielles

(en millions de dollars)	31 oct. 2004	31 juill. 2004	30 avr. 2004	31 janv. 2004	31 oct. 2003	31 juill. 2003	30 avr. 2003	31 janv. 2003	2004	2003	2002
Revenu net d'intérêts (bic)	1 239	1 302	1 225	1 295	1 279	1 250	1 251	1 271	5 061	5 051	4 935
Revenu autre que d'intérêts	1 073	1 121	1 251	1 106	1 132	1 084	957	1 047	4 551	4 220	3 924
Revenu total (bic)	2 312	2 423	2 476	2 401	2 411	2 334	2 208	2 318	9 612	9 271	8 859
Provision pour créances irrécouvrables	(13)	(110)	5	15	95	90	120	150	(103)	455	820
Frais autres que d'intérêts	1 493	1 538	1 565	1 561	1 545	1 485	1 484	1 573	6 157	6 087	6 030
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	832	995	906	825	771	759	604	595	3 558	2 729	2 009
Provision pour impôts sur les bénéficiaires (bic)	253	327	289	278	242	239	179	180	1 147	840	530
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	16	14	15	15	16	16	16	16	60	64	62
Revenu net	563	654	602	532	513	504	409	399	2 351	1 825	1 417
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéficiaires	19	21	19	19	18	19	20	22	78	79	75
Revenu net avant amortissement	582	675	621	551	531	523	429	421	2 429	1 904	1 492
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	30	32	39	38	42	27	44	39	139	152	106
Revenu selon les états financiers	2 282	2 391	2 437	2 363	2 369	2 307	2 164	2 279	9 473	9 119	8 753
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :											
Groupe Particuliers et entreprises	275	272	210	246	253	246	217	221	1 003	937	807
Groupe Gestion privée	54	59	63	55	44	39	27	34	231	144	79
Groupe Services d'investissement	197	236	212	211	187	188	165	181	856	721	601
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	37	87	117	20	29	31	-	(37)	261	23	(70)
Revenu net – BMO Groupe financier	563	654	602	532	513	504	409	399	2 351	1 825	1 417
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,44	0,40	0,40	0,35	0,35	0,33	0,33	0,33	1,59	1,34	1,20
Résultat											
de base	1,08	1,27	1,16	1,02	0,99	0,97	0,78	0,77	4,53	3,51	2,73
dilué	1,06	1,24	1,12	1,00	0,97	0,95	0,77	0,75	4,42	3,44	2,68
Résultat avant amortissement											
de base	1,13	1,30	1,20	1,06	1,02	1,01	0,83	0,81	4,69	3,67	2,88
dilué	1,10	1,27	1,17	1,03	1,00	0,99	0,81	0,79	4,57	3,59	2,83
Valeur comptable	24,24	24,31	23,82	22,87	22,09	21,92	21,34	21,33	24,24	22,09	21,07
Cours											
Haut	59,63	55,50	58,74	59,65	50,26	45,00	43,39	43,40	59,65	50,26	40,65
Bas	52,05	49,50	50,88	49,28	41,88	39,44	39,30	37,79	49,28	37,79	31,00
Clôture	57,55	55,40	51,90	57,79	49,33	44,65	40,10	41,30	57,55	49,33	38,10
Mesures financières (%) ¹⁾											
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	18,9	18,7	14,8	15,2	12,9	7,3	3,8	7,5	18,9	12,9	7,9
Rendement des dividendes	3,1	2,9	3,1	2,4	2,8	3,0	3,3	3,2	2,8	2,7	3,1
Croissance du résultat dilué par action	9,3	30,5	45,5	33,3	29,3	46,2	35,1	5,6	28,5	28,4	0,8
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	10,0	28,3	44,4	30,4	26,6	41,4	37,3	5,3	27,3	26,9	(1,0)
Rendement des capitaux propres	17,8	21,0	20,4	18,3	17,9	18,0	15,2	14,3	19,4	16,4	13,4
Rendement des capitaux propres, avant amortissement	18,5	21,7	21,1	19,0	18,5	18,8	15,9	15,1	20,1	17,1	14,2
Croissance du profit économique net	10,3	53,7	100+	94,9	74,1	100+	100+	6,7	59,6	91,8	(15,2)
Croissance du revenu net	9,7	29,9	46,9	33,6	28,9	45,6	36,1	7,1	28,8	28,8	(3,7)
Croissance du revenu	(3,8)	3,7	12,6	3,7	4,7	8,9	(1,3)	4,6	3,9	4,2	0,4
Croissance du revenu (bic)	(4,2)	3,9	12,1	3,6	5,4	8,9	(0,6)	5,1	3,7	4,7	-
Marge nette d'intérêts	1,82	1,87	1,74	1,87	1,85	1,81	1,89	1,88	1,82	1,86	1,95
Marge nette d'intérêts (bic)	1,87	1,92	1,80	1,92	1,91	1,84	1,96	1,94	1,88	1,91	1,99
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,4	64,3	64,2	66,1	65,2	64,4	68,6	69,0	65,0	66,7	68,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	64,6	63,5	63,2	65,0	64,0	63,7	67,2	67,9	64,1	65,7	68,1
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (bic)	63,5	62,4	62,2	63,9	63,1	62,6	66,0	66,6	63,0	64,5	67,1
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	(0,03)	(0,28)	0,01	0,04	0,25	0,24	0,32	0,39	(0,07)	0,30	0,56
Taux de change moyen entre les dollars canadien et américain (en dollars)	1,264	1,342	1,339	1,307	1,351	1,374	1,462	1,555	1,313	1,435	1,571
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	6,75	7,83	9,04	11,03	12,15	12,91	14,88	14,66	6,75	12,15	15,16
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	25,8	27,3	29,2	29,1	29,1	28,6	26,3	25,4	25,8	29,1	24,9
Ratio du capital de première catégorie	9,81	9,44	9,67	9,65	9,55	9,21	9,10	9,05	9,81	9,55	8,80

1) Tous les ratios trimestriels ont été annualisés et tous les ratios de croissance représentent une croissance sur 12 mois.

De l'avis de la direction de la Banque de Montréal, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tous les rajustements nécessaires à la présentation fidèle de cette information. De tels rajustements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu. Les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

Données complémentaires

Tableau 1 Valeur pour les actionnaires

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995
Cours des actions ordinaires (\$)										
Haut	59,65	50,26	40,65	44,40	35,80	34,80	43,50	30,80	20,83	15,50
Bas	49,28	37,79	31,00	32,75	21,00	24,68	25,88	19,53	14,69	12,06
Clôture	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43	20,28	14,88
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (en dollars)	1,59	1,34	1,20	1,12	1,00	0,94	0,88	0,82	0,74	0,66
Dividende versé (en dollars)	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80	0,71	0,65
Ratio de distribution (%)	35,0	38,2	44,0	40,8	30,2	39,6	37,4	35,0	35,1	38,2
Rendement des actions (%)	2,8	2,7	3,1	3,3	2,8	3,3	2,8	2,9	3,9	4,4
Rendement total des capitaux propres (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	18,9	12,9	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2	23,1
Rendement annualisé sur un an	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4	24,1
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
à la fin de l'exercice	500 897	499 632	492 505	489 085	522 584	534 064	528 866	522 873	519 874	527 369
nombre moyen – de base	501 656	496 208	490 816	511 286	531 318	531 723	525 021	520 819	522 465	531 264
nombre moyen – dilué	515 045	507 009	499 464	523 561	540 815	542 920	542 181	538 469	538 271	548 267
Nombre de comptes d'actionnaires	41 438	42 880	44 072	45 190	46 663	49 369	51 387	53 651	55 571	57 187
Valeur comptable d'une action (en dollars)	24,24	22,09	21,07	19,69	19,63	17,44	16,36	14,59	12,94	11,71
Valeur marchande globale des actions (en milliards de dollars)	28,8	24,6	18,8	16,6	18,4	15,1	16,7	15,9	10,5	7,8
Ratio cours-bénéfice (en fonction du RPA dilué)	13,0	14,3	14,2	12,7	10,8	12,1	13,8	13,3	9,8	8,8
Ratio cours-bénéfice avant amortissement (en fonction du RPA dilué, avant amortissement)	12,6	13,7	13,5	11,8	10,4	11,5	13,0	12,6	9,3	8,3
Ratio cours-valeur comptable	2,37	2,23	1,81	1,72	1,80	1,62	1,93	2,09	1,57	1,27

Tableau 2 Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000	TCAC annualisé sur 5 ans 2)	TCAC annualisé sur 10 ans 2)
État des résultats							
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	5 061	5 051	4 935	4 641	4 338	2,8	4,3
Revenu autre que d'intérêts	4 551	4 220	3 924	4 222	4 326	5,3	9,3
Revenu total (bic) 1)	9 612	9 271	8 859	8 863	8 664	3,9	6,3
Provision pour créances irrécouvrables	(103)	455	820	980	358	n.s.	n.s.
Frais autres que d'intérêts	6 157	6 087	6 030	5 671	5 258	3,1	6,7
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	3 558	2 729	2 009	2 212	3 048	8,9	9,2
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	1 147	840	530	643	1 123	5,6	6,2
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	60	64	62	42	19	23,2	18,9
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	2 351	1 825	1 417	1 527	1 906	10,5	10,8
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt applicable	–	–	–	56	49	n.s.	n.s.
Revenu net	2 351	1 825	1 417	1 471	1 857	11,2	11,0
Taux de croissance annuel (%)	28,8	28,8	(3,7)	(20,8)	34,4	s.o.	s.o.
Résultat par action (RPA) (\$)							
de base	4,53	3,51	2,73	2,72	3,30	13,7	11,6
dilué	4,42	3,44	2,68	2,66	3,25	13,6	11,5
Taux de croissance annuel (%)	28,5	28,4	0,8	(18,2)	38,9	s.o.	s.o.
RPA dilué, avant amortissement (\$) 1)							
Taux de croissance annuel (%)	27,3	26,9	(1,0)	(15,6)	37,8	s.o.	s.o.

1) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR », à la page 26.

2) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

Tableau 3 Rendement des capitaux propres et de l'actif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995
Revenu net	2 351	1 825	1 417	1 471	1 857	1 382	1 350	1 305	1 168	986
Dividendes sur actions privilégiés	76	82	79	80	101	117	112	83	69	69
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 275	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099	917
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 720	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457	5 937
Rendement des capitaux propres (%)	19,4	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0	15,4
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	20,1	17,1	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1	18,0	17,9	16,4
Rendement de l'actif moyen (%)	0,87	0,69	0,57	0,60	0,79	0,61	0,59	0,66	0,74	0,68
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,84	0,66	0,54	0,57	0,75	0,56	0,54	0,62	0,69	0,64

Tableau 4 Sommaire du bilan (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Actif					
Encaisse	18 045	19 860	19 305	17 656	18 508
Valeurs mobilières	50 472	54 790	43 715	37 676	46 463
Solde net des prêts et acceptations	156 248	146 156	149 596	144 765	142 447
Autres actifs	40 429	35 688	40 248	39 312	25 978
Total de l'actif	265 194	256 494	252 864	239 409	233 396
Passif et capitaux propres					
Dépôts	175 190	171 551	161 838	154 290	156 697
Autres passifs	74 420	69 605	75 338	69 763	59 847
Dette subordonnée	2 395	2 856	3 794	4 674	4 911
Capital-actions					
Actions privilégiées	1 046	1 446	1 517	1 050	1 681
Actions ordinaires	3 857	3 662	3 459	3 375	3 173
Surplus d'apport	10	3	—	—	—
Gain (perte) de change non matérialisés nets	(497)	(195)	419	500	222
Bénéfices non répartis	8 773	7 566	6 499	5 757	6 865
Total du passif et des capitaux propres	265 194	256 494	252 864	239 409	233 396
Soldes quotidiens moyens					
Solde net des prêts et acceptations	154 863	150 784	147 443	147 370	143 428
Actif	269 792	263 966	247 990	243 248	234 944

Tableau 5 Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Liquidités en dollars canadiens					
Dépôts à d'autres banques	2 270	1 330	1 892	1 535	1 814
Autres éléments d'encaisse	(5)	1 313	2 178	1 296	782
Valeurs mobilières	26 006	28 790	23 471	16 398	20 846
Total des liquidités en dollars canadiens	28 271	31 433	27 541	19 229	23 442
Liquidités en dollars américains et autres devises					
Dépôts à d'autres banques	14 256	16 774	14 445	13 431	15 125
Autres éléments d'encaisse	1 524	443	790	1 394	787
Valeurs mobilières	24 466	26 000	20 244	21 278	25 617
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	40 246	43 217	35 479	36 103	41 529
Total des liquidités 1)	68 517	74 650	63 020	55 332	64 971
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	25,8	29,1	24,9	23,1	27,8
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités 2)	18 812	18 698	18 859	16 106	17 553

1) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension et d'autres passifs garantis.

2) Inclut les réserves ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

Tableau 6 Autres renseignements statistiques

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995
Autres renseignements										
Employés 1)	33 593	33 993	34 568	34 693	33 884	33 464	33 400	34 286	33 468	33 341
Succursales bancaires	1 174	1 142	1 134	1 129	1 135	1 198	1 216	1 246	1 296	1 245
Guichets automatiques (Canada)	1 993	2 023	2 000	1 982	1 987	2 039	2 069	2 035	2 017	1 763
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	4,05	4,69	4,15	6,55	7,05	6,49	6,44	4,80	6,67	8,58
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	4,17	4,17	4,79	7,68	9,18	8,00	8,59	8,51	8,49	8,89
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,40	1,59	1,61	1,49	1,44	1,45	1,40	1,33	1,34	1,33
Bas	1,22	1,30	1,51	1,59	1,53	1,56	1,58	1,41	1,38	1,42
Moyen	1,32	1,44	1,57	1,54	1,48	1,50	1,46	1,37	1,37	1,38
À la fin de l'exercice	1,22	1,32	1,56	1,59	1,52	1,47	1,54	1,41	1,34	1,34

1) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

Tableau 7 Revenu et croissance du revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Revenu net d'intérêts							
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 922	4 899	4 829	4 499	4 204	2,8	4,2
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	139	152	106	142	134	0,3	7,6
Revenu net d'intérêts (bic)	5 061	5 051	4 935	4 641	4 338	2,8	4,3
Taux de croissance annuel (%)	0,2	2,3	6,3	7,0	(1,8)	s.o.	s.o.
Marges nettes d'intérêts							
Total de l'actif moyen	269 792	263 966	247 990	243 248	234 944	3,5	8,2
Marge nette d'intérêts selon les états financiers (%)	1,82	1,86	1,95	1,85	1,79	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts (bic) (%)	1,88	1,91	1,99	1,91	1,85	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (bic) (%)	2,16	2,36	2,58	2,78	2,70	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (bic) (%)	1,37	1,32	1,37	1,15	1,01	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	1 055	894	813	742	859	9,6	12,9
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	746	756	732	670	646	3,9	5,5
Revenus de négociation	200	275	209	490	388	(7,4)	(1,2)
Commissions sur prêts	317	293	306	352	322	(0,8)	5,8
Frais de services de cartes	261	290	260	204	216	5,0	2,1
Revenus de gestion de placements et de garde de titres	307	303	314	336	373	(6,0)	4,5
Revenus tirés de fonds d'investissement	378	321	309	251	232	12,8	21,0
Revenus de titrisation	177	244	329	331	343	(9,7)	n.d.
Commissions de prise ferme et de consultation	343	268	228	234	210	14,4	n.d.
Gains (pertes) sur titres de placement	175	(41)	(146)	123	183	n.s.	16,9
Revenus de change autres que de négociation	177	160	151	127	146	5,9	7,1
Revenus d'assurances	139	124	105	125	96	13,7	10,6
Autres revenus	276	333	314	237	312	8,8	14,0
Total du revenu autre que d'intérêts	4 551	4 220	3 924	4 222	4 326	5,3	9,3
Taux de croissance annuel (%)	7,8	7,6	(7,1)	(2,4)	23,2	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic)	47,3	45,5	44,3	47,6	49,9	s.o.	s.o.
Revenu total selon les états financiers							
Revenu total (bic)	9 473	9 119	8 753	8 721	8 530	4,0	6,3
Taux de croissance annuel (bic) (%)	3,7	4,7	–	2,3	9,3	s.o.	s.o.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 8 Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel							
Salaires	1 901	1 981	2 021	1 883	1 805	(1,2)	1,9
Rémunération liée au rendement	1 148	1 058	941	974	995	17,6	n.d.
Avantages sociaux	583	539	441	355	265	15,1	9,8
Total de la rémunération du personnel	3 632	3 578	3 403	3 212	3 065	5,2	7,3
Bureaux et matériel							
Location d'immeubles	182	174	179	134	130	4,5	3,8
Bureaux, mobilier et agencements	263	271	286	289	272	(0,9)	3,4
Impôt foncier	52	52	52	52	47	0,3	3,0
Matériel informatique et autre	755	767	763	678	622	3,0	11,8
Total des frais de bureau et de matériel	1 252	1 264	1 280	1 153	1 071	2,2	7,6
Autres frais							
Communications	138	162	173	194	259	(12,4)	(2,6)
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	99	106	77	103	110	(5,2)	0,4
Honoraires	262	255	291	288	335	(5,2)	8,9
Déplacements et expansion des affaires	239	225	261	248	236	1,0	5,2
Divers 1)	431	392	458	430	202	14,9	8,2
Total des autres frais	1 169	1 140	1 260	1 263	1 142	(0,2)	4,9
Amortissement des actifs incorporels	104	105	87	43	23	37,6	20,8
Frais de restructuration	–	–	–	–	(43)	n.s.	n.s.
Total des frais autres que d'intérêts	6 157	6 087	6 030	5 671	5 258	3,1	6,7
Taux de croissance annuel (%)	1,1	0,9	6,3	7,8	(0,6)	s.o.	s.o.
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	64,1	65,7	68,1	64,0	60,7	s.o.	s.o.
Charges fiscales et impôts 2)							
Charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices							
Retenues salariales	163	156	150	148	133	5,2	5,5
Impôt foncier	52	52	52	52	47	0,3	3,0
Impôt provincial sur le capital	91	100	69	93	100	(5,8)	2,4
Taxe d'affaires	8	6	8	10	10	1,6	(9,9)
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	149	158	142	126	125	4,7	7,8
Total des charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices	463	472	421	429	415	1,7	4,5
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices selon :							
L'état des résultats							
Provision	1 008	688	424	501	989	6,5	6,1
Amortissement des écarts d'acquisition	–	–	–	(6)	(5)	n.s.	n.s.
L'état des bénéfices non répartis	246	601	77	(350)	(153)	9,3	n.s.
Total des impôts sur les bénéfices	1 254	1 289	501	145	831	7,2	8,8
Total des charges fiscales et des impôts	1 717	1 761	922	574	1 246	5,5	7,5
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	44,9	59,0	40,8	24,0	38,3	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif (bic)	32,2	30,8	26,4	29,1	36,9	s.o.	s.o.

1) À compter de l'exercice 2001, les frais de traitement versés à Symcor sont inclus dans les frais divers.

2) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 9 Actif, passif et taux d'intérêt moyens (bic) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2004			2003			2002		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
Pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	1 682	2,50	42	1 679	3,07	52	2 377	2,81	68
Valeurs mobilières	28 924	3,25	940	27 041	3,45	933	23 441	3,49	817
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	48 592	4,90	2 380	43 804	5,31	2 324	39 710	5,60	2 222
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 439	6,27	153	2 352	6,40	151	2 272	6,69	151
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	15 863	5,35	849	14 964	6,12	916	14 582	5,91	861
Prêts sur cartes de crédit	3 288	10,63	349	2 570	10,78	277	1 635	10,42	170
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	33 002	4,01	1 324	29 158	4,87	1 419	27 509	4,52	1 244
Total des prêts	103 184	4,90	5 055	92 848	5,48	5 087	85 708	5,42	4 648
Actifs divers ne portant pas intérêt	39 313			29 877			15 789		
Total en dollars canadiens	173 103	3,49	6 037	151 445	4,01	6 072	127 315	4,35	5 533
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	17 408	2,28	396	13 720	2,22	304	13 244	3,29	436
Valeurs mobilières	26 070	2,59	675	24 977	3,28	819	19 902	4,54	903
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 848	4,54	265	5 646	5,03	284	5 307	6,12	325
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 158	5,63	122	2 008	6,35	127	1 977	6,82	135
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	7 352	4,45	327	6 330	5,16	326	5 507	6,19	341
Prêts sur cartes de crédit	24	4,89	1	59	2,88	2	55	3,49	2
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	30 781	3,16	973	37 424	3,06	1 145	41 153	3,81	1 565
Total des prêts	46 163	3,66	1 688	51 467	3,66	1 884	53 999	4,39	2 368
Actifs divers ne portant pas intérêt	7 048			22 357			33 530		
Total en dollars américains et autres devises	96 689	2,85	2 759	112 521	2,67	3 007	120 675	3,07	3 707
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	269 792	3,26	8 796	263 966	3,44	9 079	247 990	3,73	9 240
Passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	1 737	1,70	29	1 609	2,29	37	1 455	1,18	17
Entreprises et administrations publiques	45 200	0,83	376	37 403	1,10	411	34 955	0,77	268
Particuliers	56 783	2,18	1 239	55 037	2,48	1 366	50 180	2,62	1 317
Total des dépôts	103 720	1,58	1 644	94 049	1,93	1 814	86 590	1,85	1 602
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	19 599	3,35	656	17 350	3,96	687	15 665	4,10	643
Passifs divers ne portant pas intérêt	37 049			28 274			14 038		
Total en dollars canadiens	160 368	1,43	2 300	139 673	1,79	2 501	116 293	1,93	2 245
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	22 539	1,53	345	20 428	1,49	304	15 583	2,17	338
Entreprises et administrations publiques	33 353	1,67	556	31 396	1,74	546	33 752	2,20	742
Particuliers	18 328	1,09	199	19 745	1,49	293	20 464	2,20	451
Total des dépôts	74 220	1,48	1 100	71 569	1,60	1 143	69 799	2,19	1 531
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	19 042	1,76	335	23 506	1,63	384	21 782	2,43	529
Passifs divers ne portant pas intérêt	3 033			17 092			28 686		
Total en dollars américains et autres devises	96 295	1,49	1 435	112 167	1,36	1 527	120 267	1,71	2 060
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	256 663	1,46	3 735	251 840	1,60	4 028	236 560	1,82	4 305
Capitaux propres	13 129			12 126			11 430		
Total du passif, des frais d'intérêts et des capitaux propres	269 792	1,38	3 735	263 966	1,53	4 028	247 990	1,74	4 305
Marge nette d'intérêts et revenu net d'intérêts		1,88	5 061		1,91	5 051		1,99	4 935

1) Inclut les titres pris en pension.

Tableau 10 Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic) (en millions de dollars)

	2004/2003			2003/2002		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du solde moyen	Augmentation (diminution) en raison de la modification du taux moyen	Total	Augmentation (diminution) en raison de la modification du solde moyen	Augmentation (diminution) en raison de la modification du taux moyen	Total
Pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	–	(10)	(10)	(20)	4	(16)
Valeurs mobilières	66	(59)	7	126	(10)	116
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	254	(198)	56	229	(127)	102
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	5	(3)	2	7	(7)	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	55	(122)	(67)	23	32	55
Prêts sur cartes de crédit	77	(5)	72	98	9	107
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	187	(282)	(95)	75	100	175
Total des prêts	578	(610)	(32)	432	7	439
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	644	(679)	(35)	538	1	539
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	81	11	92	15	(147)	(132)
Valeurs mobilières	36	(180)	(144)	231	(315)	(84)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	10	(29)	(19)	21	(62)	(41)
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	10	(15)	(5)	1	(9)	(8)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	53	(52)	1	50	(65)	(15)
Prêts sur cartes de crédit	(1)	–	(1)	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(204)	32	(172)	(140)	(280)	(420)
Total des prêts	(132)	(64)	(196)	(68)	(416)	(484)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	(15)	(233)	(248)	178	(878)	(700)
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts	629	(912)	(283)	716	(877)	(161)
Passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	2	(10)	(8)	2	18	20
Entreprises et administrations publiques	86	(121)	(35)	19	124	143
Particuliers	43	(170)	(127)	128	(79)	49
Total des dépôts	131	(301)	(170)	149	63	212
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	89	(120)	(31)	69	(25)	44
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	220	(421)	(201)	218	38	256
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	31	10	41	105	(139)	(34)
Entreprises et administrations publiques	34	(24)	10	(51)	(145)	(196)
Particuliers	(21)	(73)	(94)	(16)	(142)	(158)
Total des dépôts	44	(87)	(43)	38	(426)	(388)
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	(73)	24	(49)	42	(187)	(145)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	(29)	(63)	(92)	80	(613)	(533)
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts	191	(484)	(293)	298	(575)	(277)
Variation du total du revenu net d'intérêts	438	(428)	10	418	(302)	116

Tableau 11 Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation 1)	47 533	43 533	38 865	33 741	32 342	5 728	5 307	5 469	5 000	4 211	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	3 698	2 963	2 275	1 521	1 382	4	4	5	6	25	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	16 971	15 589	14 950	14 258	14 395	7 914	6 512	6 214	4 841	3 638	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	68 202	62 085	56 090	49 520	48 119	13 646	11 823	11 688	9 847	7 874	–	–	–	–	–
Entreprises															
Engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension 2)	36 058	33 844	34 012	35 847	35 886	20 481	24 441	30 287	33 881	31 818	1 723	1 867	3 035	1 896	3 300
Titres pris en pension	12 475	6 288	8 491	8 397	6 693	4 673	6 988	7 173	6 557	9 615	–	–	–	–	–
Total des engagements d'entreprises	48 533	40 132	42 503	44 244	42 579	25 154	31 429	37 460	40 438	41 433	1 723	1 867	3 035	1 896	3 300
Pays en développement (PED) 2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	222
Solde des prêts et acceptations, déduction faite des réserves spécifiques															
Réserve générale	116 735	102 217	98 593	93 764	90 698	38 800	43 252	49 148	50 285	49 307	1 723	1 867	3 035	1 896	3 522
	(630)	(800)	(800)	(855)	(930)	(380)	(380)	(380)	(325)	(150)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations	116 105	101 417	97 793	92 909	89 768	38 420	42 872	48 768	49 960	49 157	1 723	1 867	3 035	1 896	3 522

Tableau 12 Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	120	137	119	126	138	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	30	39	39	54	48	5	5	10	2	–	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	150	176	158	180	186	5	5	10	2	–	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises 2)															
	183	219	378	354	335	421	766	872	692	432	62	147	150	17	31
Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables															
Réserve générale	333	395	536	534	521	426	771	882	694	432	62	147	150	17	31
	(630)	(800)	(800)	(855)	(930)	(380)	(380)	(380)	(325)	(150)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(297)	(405)	(264)	(321)	(409)	46	391	502	369	282	62	147	150	17	31
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables															
	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 3)															
	(0,26)	(0,40)	(0,27)	(0,35)	(0,46)	0,12	0,91	1,03	0,74	0,57	3,60	7,87	4,94	0,90	0,88
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 3)															
Particuliers	0,22	0,28	0,28	0,36	0,39	0,04	0,04	0,09	0,02	–	–	–	–	–	–
Entreprises, abstraction faite des titres pris en pension 2)	0,51	0,65	1,11	0,99	0,93	2,06	3,13	2,88	2,04	1,36	3,60	7,87	4,94	0,90	0,94

1) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (3,2 milliards de dollars en 2004, 3,3 milliards en 2003, 3,2 milliards en 2002, 3,2 milliards en 2001, 2,9 milliards en 2000).

2) Il n'y a aucun prêt et acceptation douteux à l'égard des PED et des titres pris en pension, ni aucune réserve.

3) Les soldes globaux sont présentés après déduction des réserves spécifiques et de la réserve générale; les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des réserves spécifiques seulement.

4) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.

5) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan, de 6 millions de dollars en 2003.

n.d. – non disponible

		Total				
	2004	2003	2002	2001	2000	
	53 261	48 840	44 334	38 741	36 553	
	3 702	2 967	2 280	1 527	1 407	
	24 885	22 101	21 164	19 099	18 033	
	81 848	73 908	67 778	59 367	55 993	
	58 262	60 152	67 334	71 624	71 004	
	17 148	13 276	15 664	14 954	16 308	
	75 410	73 428	82 998	86 578	87 312	
	–	–	–	–	222	
	157 258	147 336	150 776	145 945	143 527	
	(1 010)	(1 180)	(1 180)	(1 180)	(1 080)	
	156 248	146 156	149 596	144 765	142 447	

		Total				
	2004	2003	2002	2001	2000	
	120	137	119	126	138	
	35	44	49	56	48	
	155	181	168	182	186	
	666	1 132	1 400	1 063	798	
	821	1 313	1 568	1 245	984	
	(1 010)	(1 180)	(1 180)	(1 180)	(1 080)	
	(189)	133	388	65	(96)	
	6,75	12,15	15,16	14,17	10,51	
	(0,12)	0,09	0,26	0,05	(0,07)	
	0,19	0,24	0,25	0,31	0,33	
	1,14	1,88	2,08	1,48	1,12	

Tableau 13 Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Solde net des prêts et acceptations par province					
Atlantique	5 934	6 097	5 767	4 644	4 460
Québec	15 707	15 163	14 409	13 685	14 602
Ontario	63 509	51 650	51 045	49 554	43 794
Prairies	16 094	13 678	12 772	13 365	14 722
Colombie-Britannique et territoires	15 491	15 629	14 600	12 516	13 120
Total net des prêts et acceptations au Canada	116 735	102 217	98 593	93 764	90 698
Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité, abstraction faite des titres pris en pension 2)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	7 954	7 684	7 591	7 352	6 616
Secteur immobilier commercial	3 517	3 294	3 592	3 816	3 100
Construction (non immobilière)	939	1 009	722	931	1 156
Commerce de détail	3 242	3 276	3 039	3 181	3 092
Commerce de gros	2 558	2 735	2 884	2 912	2 976
Agriculture	2 536	2 597	2 693	2 659	2 475
Communications	1 415	1 742	2 724	3 261	3 079
Secteur manufacturier	6 495	7 499	8 467	11 006	11 290
Mines	290	430	581	745	794
Industries pétrolière et gazière	2 863	1 913	3 611	4 055	4 566
Transport	951	1 143	1 303	1 523	1 717
Services publics	771	937	1 418	1 590	1 624
Produits forestiers	544	698	981	1 177	1 378
Services	6 451	6 225	6 680	6 658	6 871
Institutions financières	11 336	13 974	17 072	16 168	14 730
Autres	6 400	4 996	3 976	4 590	5 540
	58 262	60 152	67 334	71 624	71 004

Tableau 14 Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises 2)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	32	46	25	39	38
Secteur immobilier commercial	36	17	16	18	26
Construction (non immobilière)	17	27	3	47	6
Commerce de détail	37	10	51	120	48
Commerce de gros	19	104	77	47	12
Agriculture	18	17	24	10	18
Communications	149	202	429	78	19
Secteur manufacturier	123	228	273	126	81
Mines	–	63	9	6	–
Industries pétrolière et gazière	–	–	71	77	102
Transport	28	29	130	167	153
Services publics	75	252	162	154	1
Produits forestiers	5	32	23	48	55
Services	68	71	63	102	115
Institutions financières	23	34	14	25	113
Autres	36	–	30	(1)	11
	666	1 132	1 400	1 063	798

Tableau 15 Modifications du solde des prêts et acceptations douteux (en millions de dollars)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2004	2003	2002	2001	2000
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice	1 918	2 337	2 014	1 501	1 092
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	607	1 303	1 945	2 041	1 106
Réduction des prêts et acceptations douteux 4)	(936)	(1 156)	(738)	(830)	(446)
Augmentation nette	(329)	147	1 207	1 211	660
Radiations	(470)	(566)	(884)	(698)	(251)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI) au début de l'exercice	1 785	1 949	1 949	1 597	1 348
Augmentation des réserves spécifiques	163	402	884	950	390
Augmentation de la réserve générale	(170)	–	–	100	110
Radiations	(470)	(566)	(884)	(698)	(251)
Réserve pour créances irrécouvrables 5), à la fin de l'exercice	1 308	1 785	1 949	1 949	1 597

Tableau 16 Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI), au début de l'exercice	1 013	1 200	1 266	1 170	963	661	700	646	382	335	117	49	37	45	129
Provision pour créances irrécouvrables	(1)	211	561	402	271	(46)	211	255	570	120	(56)	33	4	8	(33)
Virements de réserves	–	(70)	(231)	26	68	–	5	225	(15)	(59)	–	65	6	(11)	(9)
Recouvrements	35	28	28	25	30	94	60	39	15	14	2	–	1	–	–
Radiations	(283)	(341)	(419)	(361)	(164)	(157)	(211)	(465)	(331)	(42)	(30)	(14)	–	(6)	(45)
Divers, y compris les écarts de change	(2)	(15)	(5)	4	2	(38)	(104)	–	25	14	(1)	(16)	1	1	3
Réserve pour créances irrécouvrables, à la fin de l'exercice	762	1 013	1 200	1 266	1 170	514	661	700	646	382	32	117	49	37	45
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(185)	(155)	(153)	(144)	(129)	(21)	(23)	(23)	(13)	(10)	–	–	–	–	–
Entreprises	(98)	(186)	(266)	(217)	(35)	(136)	(188)	(442)	(318)	(32)	(30)	(14)	–	(6)	–
Pays en développement (PED)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(45)
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	29	26	22	19	18	12	10	8	6	5	–	–	–	–	–
Entreprises	6	2	6	6	12	82	50	31	9	9	2	–	1	–	–
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 17 Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000	2004	2003	2002	2001	2000
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	5	5	5	6	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2	2	4	6	3	–	–	–	2	2	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	7	7	9	12	9	–	–	–	2	2	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises 1)	125	200	391	399	231	134	281	320	319	230	32	117	49	37	45
Instruments hors bilan	–	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des réserves spécifiques	132	213	400	411	240	134	281	320	321	232	32	117	49	37	45
Réserve générale	630	800	800	855	930	380	380	380	325	150	–	–	–	–	–
Réserve pour créances irrécouvrables	762	1 013	1 200	1 266	1 170	514	661	700	646	382	32	117	49	37	45
Ratios de couverture															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	163,9	167,3	128,2	134,0	153,7	91,8	62,8	58,2	63,6	57,5	34,0	44,3	24,6	68,5	59,2
Particuliers	4,5	3,8	5,4	6,2	4,6	–	–	–	50,0	100,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises 1)	40,6	47,7	50,8	53,0	40,8	24,1	26,8	26,7	31,6	34,8	34,0	44,3	24,6	68,5	59,2

1) Il n'y a aucun prêt douteux ni aucune réserve à l'égard des titres pris en pension.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 18 Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

		Total				
	2004	2003	2002	2001	2000	
	1 791	1 949	1 949	1 597	1 427	
	(103)	455	820	980	358	
	131	88	68	40	44	
	(470)	(566)	(884)	(698)	(251)	
	(41)	(135)	(4)	30	19	
	1 308	1 791	1 949	1 949	1 597	
	(206)	(178)	(176)	(157)	(139)	
	(264)	(388)	(708)	(541)	(67)	
	–	–	–	–	(45)	
	41	36	30	25	23	
	90	52	38	15	21	
	0,2	0,3	0,6	0,4	0,1	

		Total				
	2004	2003	2002	2001	2000	
	5	5	5	6	6	
	2	2	4	8	5	
	7	7	9	14	11	
	291	598	760	755	506	
	–	6	–	–	–	
	298	611	769	769	517	
	1 010	1 180	1 180	1 180	1 080	
	1 308	1 791	1 949	1 949	1 597	
	116,9	93,1	83,4	96,8	106,4	
	4,3	3,7	5,1	7,1	5,6	
	30,4	34,6	35,2	41,5	38,8	

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Particuliers					
Prêts hypothécaires à l'habitation	3	8	7	6	5
Prêts sur cartes de crédit	106	78	58	48	35
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	60	55	79	74	73
	169	141	144	128	113
Engagements d'entreprises 1)					
Prêts hypothécaires aux entreprises	2	1	6	10	(1)
Secteur immobilier commercial	6	(16)	(2)	(1)	1
Construction (non immobilière)	9	1	(23)	28	(2)
Commerce de détail	2	(7)	29	74	20
Commerce de gros	9	(1)	19	114	3
Agriculture	20	5	2	(1)	(10)
Communications	(12)	7	399	129	–
Secteur manufacturier	(37)	116	94	280	81
Mines	(1)	10	–	5	–
Industries pétrolière et gazière	(4)	(18)	22	(22)	6
Transport	(17)	29	17	38	68
Services publics	(87)	69	69	17	(1)
Produits forestiers	(7)	37	4	–	3
Services	13	58	19	18	14
Institutions financières	13	2	23	64	(6)
Autres	(11)	21	(2)	(1)	1
	(102)	314	676	752	177
Total des provisions spécifiques	67	455	820	880	290
Changement à la réserve générale	(170)	–	–	100	110
Changement à la réserve à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(42)
Provision totale pour créances irrécouvrables	(103)	455	820	980	358

1) Aucune provision pour créances irrécouvrables n'a été établie à l'égard des titres pris en pension.

Tableau 19 Réserve spécifique pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Réserve spécifique à l'égard des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Prêts hypothécaires aux entreprises	–	–	–	6	–
Secteur immobilier commercial	4	3	9	12	30
Construction (non immobilière)	20	2	5	31	5
Commerce de détail	7	8	18	59	23
Commerce de gros	14	40	109	80	12
Agriculture	12	7	14	3	10
Communications	46	85	116	60	30
Secteur manufacturier	79	158	175	300	96
Mines	–	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	–	2	20	18	51
Transport	6	36	64	77	77
Services publics	46	141	87	19	2
Produits forestiers	8	34	6	10	19
Services	23	49	44	48	85
Institutions financières	10	21	29	26	35
Autres	16	12	64	6	31
Total de la réserve spécifique pour créances irrécouvrables à l'égard des engagements d'entreprises 1)	291	598	760	755	506

1) Il n'y a aucun prêt douteux ni aucune réserve à l'égard des titres pris en pension.

Tableau 20 Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2004	2003	2002	2001	2000
Capital de première catégorie					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12 143	11 036	10 377	9 632	10 260
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 046	1 446	1 517	1 050	1 681
Actions privilégiées novatrices incluses dans le capital de première catégorie	1 745	1 150	1 150	1 150	350
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	44	39	32	32	20
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires 1)	(1 507)	(1 334)	(1 547)	(798)	(447)
Capital de première catégorie	13 471	12 337	11 529	11 066	11 864
Capital de deuxième catégorie					
Actions privilégiées de filiales 2)	296	320	377	397	–
Dette subordonnée	1 783	1 981	3 171	4 133	4 550
Réserve générale pour créances irrécouvrables 3)	1 010	1 130	1 147	1 180	1 007
Capital de deuxième catégorie	3 089	3 431	4 695	5 710	5 557
Protection de premier niveau	(128)	(149)	(192)	(325)	(511)
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	(901)	–	–	–	(821)
Capital total	15 531	15 619	16 032	16 451	16 089
Actif pondéré en fonction des risques	137 323	129 163	131 078	135 768	134 360
Ratios du capital pondéré en fonction des risques (%)					
Ratio du capital de première catégorie	9,81	9,55	8,80	8,15	8,83
Ratio du capital total	11,31	12,09	12,23	12,12	11,97
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,44	9,17	8,32	7,87	8,47
Ratio du capital total, selon les normes américaines	11,45	11,60	11,60	11,69	12,50
Ratio de l'actif au capital	17,0	16,4	15,8	14,2	14,8
Ratio des capitaux propres à l'actif (%)	5,8	5,5	5,3	5,1	5,4

1) Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant de 5 % le montant brut du capital de première catégorie sont retranchés du capital de première catégorie, conformément aux exigences du BSIF.

2) Reflète le classement des actions privilégiées existantes d'une filiale dans le capital de deuxième catégorie.

3) Le BSIF permet l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou un pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques (0,875 % depuis 2002).

Tableau 21 Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2004			2003
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan				
Encaisse	18 045	18 045	0–20	3 426
Valeurs mobilières	50 472	50 472	0–100	4 722
Prêts hypothécaires	61 201	61 201	0–100	20 117
Autres prêts et acceptations	95 047	95 047	0–100	69 188
Autres actifs	40 429	40 429	0–100	9 084
Total des éléments inscrits au bilan	265 194	265 194		106 537
Éléments hors bilan				
Cautionnements bancaires et lettres de crédit de soutien	13 042	11 447	0–100	9 379
Prêts de titres	548	44	0–100	20
Crédits documentaires	706	141	0–100	75
Crédits fermes				
Terme initial de un an ou moins	66 826	–	0	–
Terme initial supérieur à un an	18 830	9 415	0–100	9 103
Instruments financiers dérivés	1 729 930	23 747	0–50	6 886
Total des éléments hors bilan	1 829 882	44 794		25 463
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				132 000
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				5 323
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				137 323
Total de l'actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				139 159

Tableau 22 Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2004		2003		2002	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	7 717	0,69	7 096	0,87	6 646	1,12
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	10 000	–	9 244	–	8 327	–
Payables sur avis	36 187	1,26	33 392	1,47	32 526	1,22
Payables à date fixe	64 413	2,07	57 175	2,34	51 670	2,54
Total des dépôts domiciliés au Canada	118 317	1,56	106 907	1,77	99 169	1,80
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	10 174	0,75	10 700	0,85	11 449	1,20
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	29 372	1,40	32 729	2,02	36 007	2,55
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	20 077	2,05	15 282	2,05	9 764	2,83
Total des dépôts moyens	177 940	1,54	165 618	1,79	156 389	2,00

Au 31 octobre 2004, 2003 et 2002, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 9 838 millions, 8 739 millions et 8 612 millions de dollars respectivement; le total des dépôts payables sur avis comprenait 19 225 millions, 18 691 millions et 19 581 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme dépôts à vue selon les

normes de présentation des États-Unis; le total des dépôts payables à date fixe comprenait 19 542 millions, 18 872 millions et 14 953 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et d'effets de commerce émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Tableau 23 Gains (pertes) non matérialisés sur titres de placement (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Valeur comptable	Juste valeur	Gains (pertes) non matérialisés 1)				
			2004	2003	2002	2001	2000
Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières							
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	211	211	–	1	(2)	(13)	13
Titres émis par les administrations publiques américaines	8 257	8 257	–	134	249	202	(84)
Titres adossés à des créances immobilières	1 365	1 369	4	15	29	53	(139)
Titres de créance d'entreprises	2 885	2 906	21	89	62	11	(117)
Actions d'entreprises	1 984	2 044	60	71	(19)	2	101
Titres émis par d'autres administrations publiques	315	316	1	2	2	3	–
Total des titres de créance d'État et autres valeurs mobilières	15 017	15 103	86	312	321	258	(226)
Grupo Financiero Bancomer	–	–	–	–	–	–	277
Participation en actions dans 724 Solutions Inc.	–	–	–	–	–	(14)	134
Total des titres de placement	15 017	15 103	86	312	321	244	185

1) Les gains (pertes) non matérialisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou par des contrats de couverture.

Tableau 24 Obligations contractuelles (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2004	Moins de un an	De 1 à 3 ans	4 ou 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dettes subordonnées	365	365	140	1 525	–	2 395
Contrats de location-exploitation	220	320	198	444	–	1 182
Dépôts 1)	68 617	20 915	6 589	1 924	77 145	175 190
Titres d'une fiducie de capital 2)	–	–	–	1 745	–	1 745
Total	69 202	21 600	6 927	5 638	77 145	180 512

1) Inclut des dépôts à échéance fixe pour un total de 17,7 milliards de dollars, qui sont remboursables au gré des clients à certaines conditions.

2) Représente des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, du Rapport de gestion ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque de Montréal, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Le Rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans le Rapport de gestion comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Le Rapport de gestion comprend également des renseignements concernant l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôle et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels et de contrôles internes quant à la communication de l'information financière.

Notre système de contrôle interne comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application de conventions comptables judicieuses et prudentes. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

À titre de chef de la direction et de chef des finances, nous certifions le document d'information annuel de la Banque de Montréal déposé auprès de la SEC (formule 40-F) conformément à la loi américaine Sarbanes-Oxley.

Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôle interne et exécutent leurs travaux avec la précision qu'ils jugent convenable.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, de son Comité de révision et de son Comité d'évaluation des risques, procède à l'examen et à l'approbation de l'information financière contenue dans le Rapport annuel, et notamment dans le Rapport de gestion. Il exerce également un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration et à ses comités pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président et chef de la direction,

La première vice-présidente à la direction et chef des finances,

Canada

Le 23 novembre 2004

F. Anthony Comper

Karen E. Maidment

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque de Montréal au 31 octobre 2004 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites

par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Montréal au 31 octobre 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le bilan consolidé au 31 octobre 2003 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de deux ans terminée le 31 octobre 2003, préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ont été vérifiés par KPMG s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., qui ont exprimé une opinion sans réserve sur ces états dans le rapport des vérificateurs aux actionnaires daté du 25 novembre 2003.

KPMG s.r.l.

Comptables agréés

Canada

Le 23 novembre 2004

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Actif		
Encaisse (notes 2 et 25)	18 045 \$	19 860 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 25)		
Titres de placement (juste valeur de 15 103 \$ en 2004 et de 19 972 \$ en 2003)	15 017	19 660
Titres de négociation	35 444	35 119
Substituts de prêts	11	11
	50 472	54 790
Prêts (notes 4 et 7)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	56 444	52 095
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	24 887	22 103
Prêts sur cartes de crédit	3 702	2 967
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	50 020	51 889
Titres pris en pension	17 148	13 276
	152 201	142 330
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 355	5 611
Réserve pour créances irrécouvrables (note 4)	(1 308)	(1 785)
	156 248	146 156
Autres actifs		
Instruments financiers dérivés (note 9)	25 448	21 216
Bureaux et matériel (note 10)	2 020	2 045
Écarts d'acquisition (note 12)	1 507	1 334
Actifs incorporels (note 12)	480	589
Actifs divers (note 13)	10 974	10 504
	40 429	35 688
Total de l'actif	265 194 \$	256 494 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 14)		
Banques	20 654 \$	24 755 \$
Entreprises et administrations publiques	79 614	72 405
Particuliers	74 922	74 391
	175 190	171 551
Autres passifs		
Instruments financiers dérivés (note 9)	23 973	20 715
Acceptations (note 15)	5 355	5 611
Titres vendus à découvert (note 15)	10 441	8 255
Titres mis en pension (note 15)	20 865	23 765
Passifs divers (note 15)	13 786	11 259
	74 420	69 605
Dettes subordonnées (note 16)	2 395	2 856
Capitaux propres		
Capital-actions (note 18)	4 903	5 108
Surplus d'apport (note 19)	10	3
Perte de change non matérialisée nette	(497)	(195)
Bénéfices non répartis	8 773	7 566
	13 189	12 482
Total du passif et des capitaux propres	265 194 \$	256 494 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le président et chef de la direction,



F. Anthony Comper

Le président du Comité de vérification,



Jeremy H. Reitman

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2004	2003	2002
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	6 743 \$	6 970 \$	7 017 \$
Valeurs mobilières (note 3)	1 476	1 601	1 616
Dépôts à d'autres banques	438	356	502
	8 657	8 927	9 135
Frais d'intérêts			
Dépôts	2 744	2 957	3 134
Dettes subordonnées	193	235	294
Autres passifs	798	836	878
	3 735	4 028	4 306
Revenu net d'intérêts	4 922	4 899	4 829
Provision pour créances irrécouvrables (note 4)	(103)	455	820
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	5 025	4 444	4 009
Revenu autre que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	1 055	894	813
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	746	756	732
Revenus de négociation	200	275	209
Commissions sur prêts	317	293	306
Frais de services de cartes	261	290	260
Gestion de placements et garde de titres	307	303	314
Revenus tirés de fonds d'investissement	378	321	309
Revenus de titrisation (note 7)	177	244	329
Commissions de prise ferme et de consultation	343	268	228
Gains (pertes) sur titres de placement (note 3)	175	(41)	(146)
Revenus de change autres que de négociation	177	160	151
Revenus d'assurance	139	124	105
Autres	276	333	314
	4 551	4 220	3 924
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	9 576	8 664	7 933
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel (notes 19 et 20)	3 632	3 578	3 403
Bureaux et matériel (note 10)	1 252	1 264	1 280
Amortissement des actifs incorporels (note 12)	104	105	87
Déplacements et expansion des affaires	239	225	261
Communications	138	162	173
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	99	106	77
Honoraires	262	255	291
Autres	431	392	458
Total des frais autres que d'intérêts	6 157	6 087	6 030
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	3 419	2 577	1 903
Impôts sur les bénéfices (note 21)	1 008	688	424
	2 411	1 889	1 479
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (note 15)	60	64	62
Revenu net	2 351 \$	1 825 \$	1 417 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 18)	76 \$	82 \$	79 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 275 \$	1 743 \$	1 338 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	501 656	496 208	490 816
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	515 045	507 009	499 464
Résultats par action (en dollars canadiens) (note 22)			
De base	4,53 \$	3,51 \$	2,73 \$
Dilué	4,42	3,44	2,68
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,59	1,34	1,20

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2004	2003	2002
Actions privilégiées (note 18)			
Solde au début de l'exercice	1 446 \$	1 517 \$	1 050 \$
Actions émises au cours de l'exercice	–	–	478
Actions rachetées au cours de l'exercice	(400)	–	–
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	–	(71)	(11)
Solde à la fin de l'exercice	1 046	1 446	1 517
	Nombre d'actions		
	2004	2003	2002
Actions ordinaires (note 18)			
Solde au début de l'exercice	499 632 368	492 504 878	489 084 527
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (note 18)	1 120 931	1 101 305	1 204 820
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions (note 19)	6 239 301	5 325 916	1 923 115
Actions émises en échange d'actions de filiales (note 18)	124 757	348 518	292 416
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 11)	–	634 551	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 18)	(6 220 500)	(282 800)	–
Solde à la fin de l'exercice	500 896 857	499 632 368	492 504 878
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	3	–	–
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 19)	7	3	–
Gain sur les actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 1)	15	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 18)	(15)	–	–
Solde à la fin de l'exercice	10	3	–
Gain (perte) de change non matérialisés nets			
Solde au début de l'exercice	(195)	419	500
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(758)	(1 674)	(200)
Gain sur des opérations de couverture	710	1 661	200
Impôts sur les bénéfices	(254)	(601)	(81)
Solde à la fin de l'exercice	(497)	(195)	419
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	7 566	6 499	5 757
Revenu net	2 351	1 825	1 417
Dividendes – Actions privilégiées (note 18)	(76)	(82)	(79)
– Actions ordinaires	(797)	(666)	(589)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 18)	(271)	(10)	–
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables	–	–	(7)
Solde à la fin de l'exercice	8 773	7 566	6 499
Total des capitaux propres	13 189 \$	12 482 \$	11 894 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2004	2003	2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	2 351 \$	1 825 \$	1 417 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Dévaluation des titres de placement	63	153	322
Gain net à la vente de titres de placement	(238)	(112)	(176)
Augmentation nette des titres de négociation	(449)	(12 692)	(6 227)
Provision pour créances irrécouvrables	(103)	455	820
Gain à la vente de prêts titrisés	(127)	(157)	(168)
Variation des instruments financiers dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(4 232)	892	1 207
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	3 258	(1 380)	(1 551)
Amortissement des bureaux et du matériel	365	375	396
Amortissement des actifs incorporels	104	116	100
Charge (économie) d'impôts futurs	157	(37)	283
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	(1 096)	401	(256)
Variation des intérêts courus – (Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(30)	87	256
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	7	(141)	(189)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 465	1 229	(1 366)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 495	(8 986)	(5 132)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation nette des dépôts	2 205	9 713	7 548
Augmentation nette des titres vendus à découvert	2 186	601	1 045
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension	(2 900)	(1 031)	7 316
Augmentation (diminution) nette de la dette des filiales	491	(157)	(1 313)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	595	–	–
Remboursement de la dette subordonnée	(400)	(752)	(850)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	–	478
Rachat d'actions privilégiées	(400)	–	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	240	175	81
Produit de la vente d'actions de trésorerie	149	–	–
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables	–	–	(7)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(333)	(12)	–
Dividendes versés	(874)	(748)	(668)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	959	7 789	13 630
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	1 974	(1 741)	(1 407)
Achat de titres de placement	(24 773)	(29 348)	(37 437)
Échéances des titres de placement	12 699	18 999	27 444
Produit de la vente de titres de placement	16 334	9 298	9 928
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients			
aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(6 417)	760	(5 303)
Produit de la titrisation de prêts	1 382	–	519
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	(3 872)	2 388	(710)
Produit de la vente d'un terrain (note 10)	–	–	122
Bureaux et matériel – Achats nets	(305)	(254)	(384)
Acquisitions (note 11)	(385)	(91)	(1 028)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 363)	11	(8 256)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	91	(1 186)	242
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	2 515	3 701	3 459
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	2 606 \$	2 515 \$	3 701 \$
Composition			
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 558 \$	1 693 \$	1 257 \$
Chèques et autres effets en transit (montant net)	1 048	822	2 444
	2 606 \$	2 515 \$	3 701 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	3 728 \$	4 169 \$	4 495 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	1 947 \$	324 \$	393 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 1 Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux que nous obtiendrions selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 27. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences applicables en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis, sauf pour l'information relative aux écarts entre les PCGR du Canada et des États-Unis expliqués à la note 27.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). De façon générale, ces investissements sont comptabilisés au prix coûtant et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont inclus dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est incluse dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables qui ne sont pas comprises dans nos états financiers consolidés et qui font l'objet d'une description détaillée à la note 8.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non matérialisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur les bénéfices applicables, sont inclus dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction, auparavant inclus dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets, sont constatés dans le revenu autre que d'intérêts comme faisant partie du gain ou de la perte résultant de l'aliénation de l'investissement. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés résultant de la conversion des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation inscrits à notre état consolidé des résultats.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état des principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique :

Note	Sujet	Page
2	Encaisse	88
3	Valeurs mobilières	88
4	Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et réserve pour créances irrécouvrables	91
5	Autres instruments de crédit	93
6	Garanties	94
7	Titrisation d'actifs	95
8	Entités à détenteurs de droits variables	96
9	Instruments financiers dérivés	97
10	Bureaux et matériel	102
11	Acquisitions	103
12	Écarts d'acquisition et actifs incorporels	104
13	Actifs divers	104
14	Dépôts	105
15	Autres passifs	105
16	Dettes subordonnées	106
17	Risque de taux d'intérêt	107
18	Capital-actions	108
19	Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions	109
20	Rémunération du personnel – Avantages sociaux futurs	111
21	Impôts sur les bénéfices	114
22	Résultats par action	115
23	Segmentation opérationnelle et géographique	116
24	Opérations entre apparentés	118
25	Passif éventuel	118
26	Juste valeur des instruments financiers	119
27	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	120

Modifications des conventions comptables

Sources des PCGR

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté de nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), lesquelles fournissent des lignes directrices sur les sources à consulter lorsqu'il s'agit de choisir des conventions comptables pour des questions qui ne sont pas traitées expressément dans les normes comptables canadiennes. Pour donner suite à l'adoption de ces nouvelles règles, nous avons apporté les modifications suivantes à nos conventions comptables en date du 1^{er} novembre 2003 :

a) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Nous constatons les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu au moment du remboursement ou de la renégociation des prêts en question, aux taux du marché. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à courir moyen des prêts hypothécaires visés. En conformité avec la nouvelle règle, nous avons comptabilisé dans le revenu un ajustement initial relatif au solde des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, en date du 1^{er} novembre 2003, de 42 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices.

b) Actions de trésorerie

Les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres, et tout gain qui en découle est inclus dans le surplus d'apport. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur marchande dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation.

c) Frais de développement de logiciels

Les frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels, soit sur une durée maximale de cinq ans. Avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels.

d) Actions privilégiées

Nous ne modifions plus le taux auquel nos actions privilégiées en dollars américains sont converties en dollars canadiens. Avant le 1^{er} novembre 2003, nous ajustions la valeur comptable de ces actions dans les capitaux propres pour tenir compte des fluctuations du taux de change. En raison de changements apportés à nos pratiques en matière de couverture, il n'y a plus d'incidence sur notre état consolidé des résultats.

Le tableau ci-dessous indique l'incidence de ces modifications des conventions comptables sur notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004

Augmentation (diminution) du revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions – Prêts a)	48 \$
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation b)	(26)
Frais autres que d'intérêts – Rémunération du personnel c)	51
Frais autres que d'intérêts – Bureaux et matériel c)	(4)
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de change autres que de négociation d)	3
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	72
Impôts sur les bénéfices	(25)
Revenu net	47 \$
Résultats par action (en dollars canadiens)	
De base	0,09 \$
Dilué	0,09

Note 2 Encaisse

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 558 \$	1 693 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	15 439	17 345
Chèques et autres effets en transit (montant net)	1 048	822
Total	18 045 \$	19 860 \$

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit (montant net)

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et autres effets en transit

Note 3 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en trois catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les trois catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

Les titres de placement comprennent des titres de participation et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti, déduction faite des dévaluations pour perte de valeur. Les gains et les pertes à l'aliénation sont calculés d'après la valeur comptable des titres vendus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance et les dividendes reçus sur les titres de participation sont constatés dans notre état consolidé des résultats sous revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions.

Autres modifications des conventions comptables

D'autres modifications des conventions comptables qui découlent de changements publiés par les organismes de normalisation au cours du présent exercice et des deux exercices précédents sont décrites aux notes 4, 9 et 19. Les nouvelles conventions comptables qui entreront en vigueur au cours des prochains exercices sont décrites aux notes 3, 8, 15 et 18. Les modifications aux conventions comptables selon les PCGR des États-Unis sont décrites à la note 27.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement les valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent la réserve pour créances irrécouvrables, les instruments financiers évalués à leur juste valeur, la comptabilisation des opérations de titrisation, les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, les moins-values durables, les impôts sur les bénéfices et les écarts d'acquisition. Si les résultats réels diffèrent de ces estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

Modification des estimations comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons haussé l'estimation de notre passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle, en raison de l'augmentation des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une réduction du revenu autre que d'intérêts (au titre des frais de services de cartes) de 65 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices de 23 millions de dollars et une réduction du revenu net de 42 millions de dollars.

entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant. Nous avons terminé notre évaluation des répercussions des nouvelles règles comptables, relatives aux sources des PCGR (voir note 1), en ce qui a trait à la compensation de certains effets en transit dans notre bilan consolidé. À la suite de cette évaluation, nous avons reclassé certains effets dans les actifs divers, les passifs divers et les dépôts. Les montants reclassés ne sont pas importants.

Restrictions visant l'encaisse

Un certain nombre de nos filiales bancaires disposent d'une encaisse qu'elles peuvent utiliser pour leurs propres activités, mais dont les sociétés apparentées ne peuvent se servir.

En outre, certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 494 millions de dollars au 31 octobre 2004 et à 377 millions au 31 octobre 2003.

Nos placements dans des titres de participation de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, sont comptabilisés initialement au prix coûtant. Ce montant est rajusté en fonction des dividendes et de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question à compter de la date d'acquisition, et est comptabilisé dans notre état consolidé des résultats sous revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions.

Les titres de placement sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à leur valeur comptable. Dans le cas des titres activement transigés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Pour les titres de sociétés privées et pour ceux qui sont très rarement transigés et dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'évaluation pour estimer la juste valeur. Ces méthodes d'évaluation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'utilisation de multiples du revenu et la comparaison avec d'autres titres essentiellement semblables.

Lorsque la juste valeur d'un titre de placement devient inférieure à sa valeur comptable, nous déterminons si la moins-value est durable. Pour ce faire, nous tenons compte de nombreux facteurs dont l'importance relative varie selon le cas. Les facteurs dont nous tenons compte sont notamment le laps de temps pendant lequel la juste valeur a été inférieure à la valeur comptable et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre capacité et notre intention de conserver le placement assez longtemps pour que nous puissions observer la remontée prévue de la valeur marchande. Si la moins-value est considérée comme durable, une dévaluation est comptabilisée dans les gains (pertes) sur titres de placement figurant dans notre état consolidé des résultats.

Au 31 octobre 2004, la valeur totale de nos placements dont la juste valeur était inférieure à la valeur comptable s'élevait à 8 612 millions de dollars (3 168 millions en 2003), l'écart étant de 43 millions de dollars (24 millions en 2003). La plus grande partie des pertes non matérialisées de notre portefeuille de placements résulte de hausses des taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité des émetteurs. La direction a établi que les pertes non matérialisées sont de nature temporaire.

Les titres de négociation sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits au cours du marché et les redressements de la valeur marchande ainsi que tout gain et toute perte à la vente

sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats.

Les substituts de prêts sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à notre convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenions n'excédait, au 31 octobre 2004 ou au 31 octobre 2003, 10 % de nos capitaux propres.

Modification future de la convention comptable

Nos filiales qui ont des activités de banque d'affaires comptabilisent leurs investissements au prix coûtant. À compter du 1^{er} novembre 2004, ces investissements seront comptabilisés à leur juste valeur. L'ajustement initial à la juste valeur et les changements subséquents seront comptabilisés dans le revenu net. L'incidence définitive de cette modification dépend des changements futurs apportés à la juste valeur et ne peut être déterminée pour le moment. La valeur comptable des investissements soumis à cette modification était d'environ 550 millions de dollars au 31 octobre 2004.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à courir					2004		2003					
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Valeur comptable totale	Valeur comptable totale						
Titres de placement	Rendement		Rendement		Rendement		Rendement						
Titres émis ou garantis par :	%		%		%		%						
le Canada	185 \$	2,91	25 \$	2,71	– \$	–	1 \$	4,96	211 \$	2,90	1 826 \$		
l'administration fédérale américaine	3 012	1,62	10	1,73	44	3,08	–	–	3 066	1,64	5 627		
les municipalités, agences et États américains	3 024	1,82	1 833	2,55	178	5,48	105	6,24	51	7,24	5 470		
les autres administrations publiques	240	2,53	37	3,98	35	4,69	3	4,58	–	–	352		
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés	582	1,59	212	3,12	165	3,86	108	3,78	298	4,59	1 365	2,93	1 568
Obligations d'entreprises	491	2,93	1 182	4,21	1 002	2,47	20	2,78	190	3,13	2 885	3,31	3 055
Actions d'entreprises	152	6,17	308	5,39	140	5,12	132	5,17	1 252	1,23	1 984	2,79	1 762
Total des titres de placement	7 686	1,93	3 607	3,38	1 564	3,26	368	4,93	1 792	2,16	15 017	2,52	19 660
Titres de négociation													
Titres émis ou garantis par :													
le Canada	1 298		994		1 081		1 413		1 384		6 170		6 356
les provinces et les municipalités canadiennes	297		124		452		454		961		2 288		1 662
l'administration fédérale américaine	164		159		432		117		38		910		306
les municipalités, agences et États américains	–		–		–		–		97		97		30
les autres administrations publiques	1		1		–		9		–		11		51
Obligations d'entreprises	1 365		1 184		1 067		1 369		4 533		9 518		7 770
Actions d'entreprises	–		–		–		–		16 450		16 450		18 944
Total des titres de négociation	3 125		2 462		3 032		3 362		23 463		35 444		35 119
Substituts de prêts	–		11		–		–		–		11		11
Total des valeurs mobilières	10 811 \$		6 080 \$		4 596 \$		3 730 \$		25 255 \$		50 472 \$		54 790 \$
Total par devise (contre-valeur en dollars canadiens)													
Dollar canadien	2 790		2 423		2 241		2 214		16 338		26 006		28 790
Dollar américain	7 456		2 763		2 211		1 284		8 822		22 536		24 166
Autres devises	565		894		144		232		95		1 930		1 834
Total des valeurs mobilières	10 811 \$		6 080 \$		4 596 \$		3 730 \$		25 255 \$		50 472 \$		54 790 \$

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à courir est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Le terme à courir des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés est établi d'après la moyenne des échéances prévues. Les échéances réelles peuvent différer car les émetteurs peuvent avoir le droit de rembourser leurs obligations avant l'échéance. Les titres qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à dix ans.

Les actions d'entreprises comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle. La valeur de ces investissements s'établit à 546 millions et à 124 millions de dollars au 31 octobre 2004 et 2003 respectivement.

Gains et pertes non matérialisés

(en millions de dollars canadiens)

	2004				2003			
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur
Titres de placement								
Titres émis ou garantis par :								
le Canada	211 \$	– \$	– \$	211 \$	1 826 \$	2 \$	1 \$	1 827 \$
l'administration fédérale américaine	3 066	2	10	3 058	5 627	83	–	5 710
les municipalités, agences et États américains	5 191	21	13	5 199	5 470	52	1	5 521
les autres administrations publiques	315	2	1	316	352	2	–	354
Titres adossés à des créances immobilières et titres								
adossés à des créances immobilières avec flux groupés	1 365	8	4	1 369	1 568	16	1	1 583
Obligations d'entreprises	2 885	32	11	2 906	3 055	101	12	3 144
Actions d'entreprises	1 984	64	4	2 044	1 762	80	9	1 833
Total	15 017 \$	129 \$	43 \$	15 103 \$	19 660 \$	336 \$	24 \$	19 972 \$

Pertes non matérialisées

(en millions de dollars canadiens)

	Placements en situation de pertes non matérialisées durant				2004			
	moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total			
	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur
Titres de placement								
Titres émis ou garantis par :								
le Canada	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	25 \$
l'administration fédérale américaine	8	2	10	8	2	10	8	2 527
les municipalités, agences et États américains	8	5	13	8	5	13	8	3 588
les autres administrations publiques	1	–	1	1	–	1	1	177
Titres adossés à des créances immobilières et titres								
adossés à des créances immobilières avec flux groupés	4	–	4	4	–	4	4	685
Obligations d'entreprises	9	2	11	9	2	11	9	1 506
Actions d'entreprises	4	–	4	4	–	4	4	61
Total	34 \$	9 \$	43 \$	34 \$	9 \$	43 \$	43 \$	8 569 \$

Le revenu provenant des valeurs mobilières est inscrit comme suit à notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003	2002
Poste :			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres de placement	595 \$	858 \$	1 156 \$
Titres de négociation	881	743	460
	1 476 \$	1 601 \$	1 616 \$
Revenu autre que d'intérêts			
Titres de placement			
Gains bruts matérialisés	242 \$	142 \$	232 \$
Pertes brutes matérialisées	(4)	(30)	(56)
Dévaluations 1)	(63)	(153)	(322)
Gains (pertes) sur titres de placement	175 \$	(41)\$	(146)\$
Gains nets matérialisés et non matérialisés sur titres de négociation	60 \$	65 \$	10 \$
Revenu total provenant des valeurs mobilières	1 711 \$	1 625 \$	1 480 \$

1) Pour les exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003, les dévaluations ne comprennent aucun montant relativement à nos investissements dans des titres adossés à des obligations avec flux groupés. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, elles comprennent un montant de 103 millions de dollars.

Prêts

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite du revenu non gagné et des escomptes non amortis. Le revenu non gagné est constitué d'intérêts et de commissions sur prêts reportées. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux dont le traitement est décrit ci-après.

Les titres pris en pension représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsque la syndication est terminée, à moins que le rendement d'un prêt dont nous avons conservé la gestion soit inférieur au rendement obtenu par d'autres prêteurs comparables participant au financement. Dans ce dernier cas, une portion appropriée de la commission de syndication est reportée et amortie par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons de recours compensatoires, totalisant le montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance des effets. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif, et notre recours correspondant est comptabilisé comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Prêts douteux

Nous considérons que les prêts, à l'exception des prêts sur cartes de crédit et des prêts à tempérament aux particuliers, sont douteux dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer dans les délais prévus le capital ou les intérêts;
- les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 90 jours (sauf si nous nous efforçons activement de recouvrer le prêt et qu'il est entièrement garanti);
- des prêts entièrement garantis sont échus depuis 180 jours.

Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers sont immédiatement classés comme douteux lorsque les versements d'intérêts ou de capital sont échus depuis 90 jours, et ils sont radiés lorsque les versements sont échus depuis un an, ou depuis moins de un an lorsque la situation le justifie.

Nous ne constatons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux et tout revenu d'intérêts comptabilisé et impayé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement, du capital et de toute réserve ou radiation antérieures, avant d'être comptabilisés comme revenu d'intérêts. Les versements sur les prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités de la convention du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères des prêts douteux.

À l'occasion, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit et aux garanties est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé.

La réserve est constituée des deux composantes suivantes :

Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réévaluons régulièrement nos prêts et acceptations, autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit (qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux), pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés relatives au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du cours du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêt et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des cautionnements, des stocks ou d'autres immobilisations.

Réserve générale

Nous maintenons une réserve générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la réserve générale est fondée sur la ligne directrice qui a été émise par l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

La réserve générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des résultats antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies. Dans le cadre de cette analyse, on calcule les pertes antérieures moyennes pour chaque segment de portefeuille homogène (p. ex., les prêts hypothécaires), tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant des pertes à l'égard des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises qui peuvent être mesurées par rapport à des données relatives aux marchés. En outre, le niveau de la réserve déjà constituée et le jugement professionnel de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, ainsi que la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit sont également pris en compte.

Provision pour créances irrécouvrables

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes sur prêts reliées au crédit ou du recouvrement de sommes ayant déjà fait l'objet de provisions ou de radiations sont inclus dans la provision pour créances irrécouvrables inscrite à notre état consolidé des résultats.

Modification de la convention comptable

Depuis le 1^{er} mai 2003, les biens ou autres actifs que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements sont comptabilisés à leur juste valeur et classés comme étant détenus à des fins d'utilisation ou de vente, selon l'intention de la direction. La juste valeur est déterminée d'après le prix du marché lorsqu'il est disponible. Dans le cas contraire, elle est déterminée par d'autres méthodes, notamment par

l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou des prix du marché pour des actifs similaires. Avant le 1^{er} mai 2003, les biens ou autres actifs que nous recevons de nos emprunteurs pour satisfaire leurs engagements étaient classés parmi les prêts douteux et comptabilisés au montant que nous prévoyions recouvrer ou au solde du prêt au moment du transfert, selon le plus bas de ces deux montants. Cette modification de la convention comptable n'a pas eu d'incidence significative.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la réserve pour créances irrécouvrables par catégorie de prêts :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Réserve spécifique		Réserve générale		Solde net	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Prêts hypothécaires à l'habitation	56 444 \$	52 095 \$	5 \$	5 \$	13 \$	11 \$	56 426 \$	52 079 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	28 589	25 070	2	2	360	329	28 227	24 739
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	50 020	51 889	291	598	595	800	49 134	50 491
Titres pris en pension	17 148	13 276	–	–	–	–	17 148	13 276
Total partiel	152 201	142 330	298	605	968	1 140	150 935	140 585
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 355	5 611	–	–	42	40	5 313	5 571
Total	157 556 \$	147 941 \$	298 \$	605 \$	1 010 \$	1 180 \$	156 248 \$	146 156 \$
Répartition géographique 1) :								
Canada	116 867 \$	102 424 \$	132 \$	207 \$	630 \$	800 \$	116 105 \$	101 417 \$
États-Unis	38 934	43 533	134	281	380	380	38 420	42 872
Autres pays	1 755	1 984	32	117	–	–	1 723	1 867
Total	157 556 \$	147 941 \$	298 \$	605 \$	1 010 \$	1 180 \$	156 248 \$	146 156 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les prêts sont présentés après déduction d'un revenu non gagné de 45 millions et de 56 millions de dollars au 31 octobre 2004 et 2003 respectivement.

Le solde des prêts restructurés classés comme productifs au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 s'est établi à 23 millions de dollars (14 millions en 2003). Pendant les exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003, nous n'avons radié aucun prêt restructuré.

Au 31 octobre 2004, les prêts comprenaient des prêts libellés en dollars américains d'une valeur de 41 571 millions de dollars (46 220 millions en 2003) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 312 millions de dollars (337 millions en 2003).

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et des réserves correspondantes :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Réserve spécifique		Solde, déduction faite de la réserve spécifique	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Prêts hypothécaires à l'habitation	125 \$	142 \$	5 \$	5 \$	120 \$	137 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	37	46	2	2	35	44
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	957	1 730	291	598	666	1 132
Total	1 119 \$	1 918 \$	298 \$	605 \$	821 \$	1 313 \$
Répartition géographique 1) :						
Canada	465 \$	602 \$	132 \$	207 \$	333 \$	395 \$
États-Unis	560	1 052	134	281	426	771
Autres pays	94	264	32	117	62	147
Total	1 119 \$	1 918 \$	298 \$	605 \$	821 \$	1 313 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Le solde des prêts entièrement garantis dont une partie est en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 95 millions de dollars au 31 octobre 2004 (50 millions en 2003).

Les prêts douteux ayant donné lieu à une saisie de biens au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 totalisaient 20 millions de dollars, ce qui a entraîné une reprise de 4 millions de dollars sur la réserve pour créances irrécouvrables.

Notre solde brut moyen des prêts et acceptations douteux s'élevait à 1 530 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 (2 202 millions en 2003 et 2 150 millions en 2002). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la réserve spécifique, s'élevait à 1 002 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 (1 442 millions en 2003 et 1 351 millions en 2002).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux, nous aurions constaté un revenu d'intérêts supplémentaire de 68 millions, 78 millions et 172 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 respectivement. Nous avons constaté un revenu d'intérêts sur prêts douteux, au moment où nous l'avons reçu, de un million, 8 millions et 2 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 respectivement.

Concentration du risque de crédit

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit.

Il y a concentration du risque de crédit si de nombreux clients exercent des activités similaires, sont situés dans la même région ou

ont des caractéristiques économiques semblables, de sorte que les changements dans les conditions économiques, politiques ou autres sont susceptibles d'influer de la même manière sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations contractuelles. Les situations de concentration du risque de crédit montrent la sensibilité de notre rendement aux conditions influant sur une contrepartie, un secteur d'activité ou une région en particulier.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Réserve spécifique			Réserve générale			Total		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Solde au début de l'exercice	611 \$	769 \$	769 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 791 \$	1 949 \$	1 949 \$
Provision pour créances irrécouvrables	67	455	820	(170)	–	–	(103)	455	820
Recouvrements	131	88	68	–	–	–	131	88	68
Radiations	(470)	(566)	(884)	–	–	–	(470)	(566)	(884)
Change et autres	(41)	(135)	(4)	–	–	–	(41)	(135)	(4)
Solde à la fin de l'exercice	298 \$	611 \$	769 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 308 \$	1 791 \$	1 949 \$
Comprend : Prêts	298 \$	605 \$	769 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 308 \$	1 785 \$	1 949 \$
Autres instruments de crédit	–	6	–	–	–	–	–	6	–

Note 5 Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Le prêt de titres représente, dans le cas où nous prêtons à un tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Le crédit documentaire représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Le crédit ferme représente notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximal lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. Les sûretés exigées relativement à ces instruments sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces engagements.

Les valeurs équivalentes pondérées en fonction du risque de nos autres instruments de crédit sont déterminées d'après les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction du risque est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur divers engagements :

(en millions de dollars canadiens)	2004		2003	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque
Instruments de crédit				
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	13 042 \$	9 379 \$	11 170 \$	7 666 \$
Prêts de titres	548	20	553	37
Crédits documentaires	706	75	714	74
Crédits fermes – Échéance initiale de un an ou moins	66 826	–	67 200	–
– Échéance initiale supérieure à un an	18 830	9 103	21 655	10 596
Total	99 952 \$	18 577 \$	101 292 \$	18 373 \$

Les portions non utilisées des crédits fermes relatifs aux prêts à tempérament aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit sont exclues des crédits fermes car ces crédits sont révocables à notre gré.

Note 6 Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite du changement de la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, dont voici les principaux :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires, dont traite la note 5, sont considérés comme des garanties. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 13 042 millions de dollars au 31 octobre 2004 (11 170 millions en 2003). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. Dans la plupart des cas, ces engagements viennent à échéance à l'intérieur de trois ans, sans que nous ayons dû y donner suite. Au 31 octobre 2004 et 2003, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les engagements de crédit ferme, dont traite la note 5, comprennent les concours de trésorerie. Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, qui sont administrés par nous et par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite. Les paiements maximaux potentiels en vertu des concours de trésorerie s'élevaient à 36 769 millions de dollars au 31 octobre 2004 (36 560 millions en 2003). La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des concours de trésorerie que nous avons octroyés. Au 31 octobre 2004 et 2003, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces concours.

Soutien au crédit

Le soutien au crédit protège les investisseurs qui souscrivent du papier commercial adossé à des créances mobilières, dans l'éventualité où les flux de trésorerie des actifs seraient insuffisants pour rembourser les billets à échéance. Le montant et le type de soutien au crédit peuvent provenir de diverses parties, y compris de l'entité dont les actifs ont été achetés ou d'autres sources acceptables. Chaque transaction d'un programme de papier commercial adossé à des créances mobilières est l'objet d'un soutien au crédit de manière à ce que le programme de papier commercial en cause reçoive une cote de catégorie investissement. Lorsque cela est justifié, nous fournissons des facilités de soutien au crédit partiel pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières qui sont administrés par nous, afin de nous assurer qu'une cote d'évaluation de première qualité est atteinte quant aux billets émis par les programmes en question. Ces facilités peuvent, dans le cadre d'un programme, prendre la forme de lettres de crédit de soutien (199 millions et 240 millions de dollars étaient inclus dans les lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 31 octobre 2004 et 2003 respectivement) ou de concours de trésorerie (1 503 millions et 996 millions de dollars étaient inclus dans des engagements de crédit ferme au 31 octobre 2004 et 2003 respectivement). La durée de ces facilités varie de un an à trois ans. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des facilités de soutien au crédit que nous avons octroyées. Au 31 octobre 2004 et 2003, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces facilités.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisions une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 11 360 millions de dollars au 31 octobre 2004 (5 282 millions en 2003). La durée de ces contrats varie de deux ans à dix ans. Au 31 octobre 2004, la juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés était de 15 millions de dollars (moins de un million de dollars en 2003) et elle était incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé.

Les options position vendeur comprennent les engagements contractuels par lesquels l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou de titres de participation à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de un mois à huit ans. Au 31 octobre 2004, la juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés était de 118 millions de dollars (132 millions en 2003) et elle était incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé.

Les options position vendeur comprennent également les contrats en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux d'intérêt du marché et le prix de levée de l'instrument. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de un mois à 23 ans. Au 31 octobre 2004, la juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés était de 63 millions de dollars (56 millions en 2003) et elle était incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé.

Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des offres de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de demandes de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. La durée des conventions d'indemnisation varie selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions devoir payer aux contreparties. Nous estimons qu'il y a très peu de risques que ces obligations nous occasionnent des frais importants. Par le passé, nous n'avons pas versé de sommes importantes en vertu de telles conventions d'indemnisation. Au 31 octobre 2004 et 2003, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

Note 7 Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais perçus des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les créances irrécouvrables et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Lorsque les prêts sont considérés comme vendus à des fins comptables, nous les retirons de notre bilan consolidé.

Nous comptabilisons les cessions aux entités de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les prêts. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente, en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations de gestion que nous avons retenues. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les actifs divers. Une obligation de gestion est constatée seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons aucune rémunération pour la gestion des prêts cédés. Cette obligation est constatée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. L'obligation de gestion est comptabilisée dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Pour certaines de nos opérations de titrisation, nous avons l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des

frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces montants à notre bilan consolidé dans les actifs divers. Ces intérêts, conjointement avec notre prix d'achat différé, représentent notre risque en ce qui concerne ces opérations de titrisation. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquitter les intérêts relatifs aux certificats que détiennent les investisseurs.

Chaque trimestre, nous comparons la valeur comptable des actifs inscrits à notre bilan consolidé résultant des opérations de titrisation à leur juste valeur, qui est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Lorsque nous constatons une moins-value, la valeur comptable en cause est ramenée à sa juste valeur. Toute dévaluation est inscrite à notre état consolidé des résultats comme une réduction des revenus de titrisation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 1 390 millions de dollars, pour un produit en espèces total de 1 382 millions. Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,7 ans, un taux de remboursement anticipé de 11,26 %, un taux d'intérêt de 4,29 % et un taux d'actualisation de 5,79 %. Nous ne prévoyons pas de créances irrécouvrables puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé des gains de 17 millions de dollars dans notre état consolidé des résultats, ainsi qu'un prix d'achat différé de 49 millions et une obligation de gestion de 11 millions de dollars dans notre bilan consolidé relativement à la titrisation de ces prêts.

Incidence des opérations de titrisation sur notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques			Total		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	17 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	14 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	17 \$	– \$	14 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	37	39	37	1	1	–	72	117	117	–	–	–	110	157	154
Autres revenus de titrisation	8	14	37	(2)	20	10	28	43	70	–	–	39	34	77	156
Amortissement de l'obligation de gestion	16	10	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16	10	5
Total	78 \$	63 \$	79 \$	(1) \$	21 \$	24 \$	100 \$	160 \$	187 \$	– \$	– \$	39 \$	177 \$	244 \$	329 \$

Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Produit de nouvelles opérations de titrisation	1 382 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	519 \$	– \$	– \$	– \$	1 382 \$	– \$	519 \$
Produit de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	2 667	2 662	2 737	54	59	–	4 941	7 351	10 795	7 662	10 072	13 532
Frais de gestion perçus	4	9	3	–	–	–	21	32	47	25	41	50
Encaissement du prix d'achat différé	78	80	92	5	18	10	85	138	134	168	236	236

Incidence des opérations de titrisation sur notre bilan consolidé au 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Participations retenues								
Investissements dans des entités de titrisation	– \$	– \$	27 \$	45 \$	– \$	– \$	27 \$	45 \$
Prix d'achat différé	134	102	–	5	9	14	143	121
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	12	12	–	–	–	–	12	12
Obligation de gestion	34	21	–	–	–	–	34	21

Données sur le crédit

Données concernant le montant en capital des prêts, le montant des prêts douteux et les créances irrécouvrables nettes pour tous les prêts, y compris les prêts titrisés, présentés dans nos états financiers.

(en millions de dollars canadiens)

	2004			2003		
	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 227 \$	132 \$	4 \$	58 161 \$	149 \$	9 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	25 494	28	78	23 063	38	67
Prêts sur cartes de crédit	4 752	11	120	4 417	11	112
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	50 020	957	174	51 889	1 730	332
Titres pris en pension	17 148	—	—	13 276	—	—
Total des prêts	160 641	1 128	376	150 806	1 928	520
Moins les prêts titrisés :						
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 783	7	1	6 066	7	1
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	607	1	13	960	1	7
Prêts sur cartes de crédit	1 050	1	23	1 450	2	34
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	152 201 \$	1 119 \$	339 \$	142 330 \$	1 918 \$	478 \$

1) Les radiations nettes représentent les radiations effectuées au cours du présent exercice, déduction faite des recouvrements relatifs à des prêts qui avaient déjà été radiés antérieurement.

Au 31 octobre 2004, notre risque de crédit lié aux prêts titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 143 millions de dollars (121 millions en 2003), à des dépôts en espèces dans des entités de titrisation pour un montant de 12 millions de dollars (12 millions en 2003) et aux investissements dans des entités de titrisation pour un montant de 27 millions de dollars (45 millions en 2003).

Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos prêts titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances irrécouvrables réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot de prêts. Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables pour les exercices terminés le 31 octobre s'établissent comme suit :

	2004	2003
Prêts hypothécaires à l'habitation	—	—
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	3,18 %	1,30 %
Prêts sur cartes de crédit	1,84 %	2,65 %

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé ainsi que la sensibilité de la valeur actuelle du prix d'achat différé, au 31 octobre 2004, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % pour chacune des hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans

plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit
Valeur comptable du prix d'achat différé	134 \$	— \$	9 \$
Juste valeur du prix d'achat différé	137 \$	— \$	9 \$
Durée moyenne pondérée (années)	3,18	0,89	0,21
Taux de remboursement anticipé (%)	8,0–24,9	4,0	99,78
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	2,4–1,1 \$	—	1,06 \$
Variation défavorable de 20 %	4,7–2,2 \$	—	1,95 \$
Taux d'intérêt (%)	0,47–2,09	—	8,66
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	8,8–5,4 \$	—	1,2 \$
Variation défavorable de 20 %	17,6–10,9 \$	—	2,5 \$
Pertes sur créances irrécouvrables prévues (%)	—	4,03–6,34	2,06
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	0,1 \$	—	0,3 \$
Variation défavorable de 20 %	0,2 \$	—	0,7 \$
Taux d'actualisation (%)	4,02–11,74	11,74	11,74
Effet d'une :			
Variation défavorable de 10 %	1,2–0,2 \$	—	0,1 \$
Variation défavorable de 20 %	2,4–0,5 \$	—	0,1 \$

Note 8 Entités à détenteurs de droits variables**Modification future de la convention comptable**

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons la note d'orientation de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital investi est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités. En vertu de cette nouvelle note d'orientation, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multi-cédants) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à des liquidités sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Le vendeur continue à gérer les actifs cédés; s'il y a des pertes sur les actifs, le vendeur est le premier à assumer ces pertes. Nous ne vendons pas d'actifs aux entités de titrisations des clients et

nous ne gérons pas les actifs qu'elles détiennent. Nous percevons des frais d'expertise en structuration d'opérations de titrisation ainsi que des frais administratifs pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation des clients.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice et n'ont aucun recours contre nous, sauf si nous avons fourni un soutien au crédit pour les investisseurs ou conclu une transaction sur instruments dérivés avec l'EDDV.

Nous offrons des services de liquidité et de soutien au crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie, ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Le montant contractuel global de ces services s'élevait à 27 019 millions de dollars au 31 octobre 2004 (27 139 millions en 2003). La partie de ces montants relative au soutien au crédit était de 400 millions de dollars au 31 octobre 2004 (390 millions en 2003). À la fin de l'exercice, aucune somme n'avait été utilisée dans le cadre de ces facilités.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de change. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces EDDV est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif de 52 millions de dollars au 31 octobre 2004.

En vertu de la nouvelle note d'orientation de l'ICCA sur les EDDV, les intérêts des vendeurs dans les actifs ne sont pas pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer qui doit consolider les conduits multicédants. En raison des frais que nous percevons, nous prévoyons consolider nos entités de titrisation des clients le 1^{er} novembre 2004. L'incidence de cette consolidation sur notre bilan consolidé sera une augmentation de l'encaisse de 28 millions de dollars, une augmentation des prêts de 20 805 millions, une diminution des actifs dérivés de 51 millions, une augmentation des actifs divers de 25 millions, une augmentation des passifs divers de 20 849 millions, une diminution des passifs dérivés de un million et une diminution du solde d'ouverture des bénéfiques non répartis de 41 millions de dollars. Nous prévoyons que l'incidence sur notre état consolidé des résultats au cours des prochains exercices ne sera pas significative. Lorsque nous adopterons ces règles, nous ne retraiterons pas nos états financiers des périodes antérieures.

Nous détenons des droits variables importants dans certaines autres EDDV que nous ne sommes pas tenus de consolider. Notre participation dans des EDDV non consolidées est présentée sommairement ci-dessous.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La structure de ces entités restreint les types d'activités qu'elles peuvent entreprendre et les types d'actifs qu'elles peuvent détenir, et leur pouvoir décisionnel est limité. Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque en vertu de la note d'orientation de l'ICCA. La note 7 contient d'autres renseignements sur nos droits et obligations concernant ces entités. En plus des intérêts décrits à la note 7, nous fournissons également un soutien au crédit à nos entités de titrisation sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires, jusqu'à 75 % de la valeur des actifs cédés. Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires s'élevait à 3 750 millions de dollars au 31 octobre 2004. Aucune somme n'avait été utilisée à la fin de l'exercice.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous percevons des frais pour la gestion de ces portefeuilles. Jusqu'à cette année, nous avions deux types d'entités de gestion d'instruments de crédit : les entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de gestion de placements structurés de premier ordre.

Au cours du présent exercice, nous avons vendu notre investissement dans nos entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé. Cette transaction n'a eu qu'une incidence minime sur notre revenu net. Nous avons également été remplacés comme gestionnaire d'actifs. Par conséquent, nous n'avons plus de participation dans des entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé.

Note 9 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui requièrent l'échange de flux de trésorerie, ou qui en fournissent la possibilité, cet échange étant déterminé par l'application de certains taux, indices ou changements de ceux-ci aux montants nominaux de référence stipulés aux contrats. Ils se négocient sur le marché hors cote directement entre deux contreparties ou sur les marchés boursiers réglementés.

Types d'instruments dérivés

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit.

Nous conservons notre participation dans les entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 19 502 millions de dollars au 31 octobre 2004 (17 651 millions en 2003).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien au crédit que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Notre investissement dans ces entités de gestion de placements structurés de premier ordre, qui est comptabilisé dans les titres de placement à notre bilan consolidé, s'élevait à 128 millions de dollars au 31 octobre 2004 (97 millions en 2003). La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif de 37 millions de dollars au 31 octobre 2004. Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des engagements de crédit ferme s'élevait à 200 millions de dollars au 31 octobre 2004 (208 millions en 2003); aucune somme n'avait été utilisée à la fin de l'exercice. Nous ne sommes pas tenus, en vertu de la note d'orientation de l'ICCA, de consolider ces entités de gestion de placements structurés de premier ordre.

Fiducies relatives à la rémunération

Nous avons constitué des fiducies afin d'administrer le régime d'actionnariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de sa cotisation. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y auront droit en vertu du régime. Nous ne sommes pas tenus, en vertu de la note d'orientation de l'ICCA, de consolider ces fiducies relatives à la rémunération.

Autres EDDV

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Ces liens peuvent consister, par exemple, à agir comme contrepartie d'instruments dérivés, fournisseur de liquidités, investisseur, gestionnaire de fonds ou fiduciaire. Ces activités ne nous exposent pas au risque de subir la majorité des pertes prévues de ces EDDV ou ne nous donnent pas la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Par conséquent, nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV en vertu de la note d'orientation de l'ICCA. Les transactions avec ces EDDV sont effectuées aux taux du marché et chaque décision de crédit ou d'investissement repose sur l'analyse de l'EDDV concernée et tient compte de la qualité des actifs sous-jacents. Nous comptabilisons et présentons ces transactions de la même façon que les autres transactions. Par exemple, les contrats sur instruments dérivés sont comptabilisés conformément à notre politique de comptabilisation des instruments dérivés, telle qu'elle est énoncée à la note 9. Les facilités de crédit sont décrites à la note 6.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière fasse un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un changement de cote de crédit.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'exposition aux mouvements des taux d'intérêt, des taux de change, des cotes de crédit, de la valeur des titres ou des prix des produits de base, selon le cas, ainsi que de l'incapacité éventuelle des contreparties à respecter les modalités des contrats.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités des contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, selon le cas.

Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, nous versons une prime pour le droit de lever l'option. Comme nous ne sommes pas tenus de lever l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où le vendeur, aux termes d'un contrat négocié sur le marché hors cote, ne s'acquitterait pas de ses obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafonds, de fourchettes et de taux planchers sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Utilisations des instruments dérivés

Instruments dérivés liés à des activités de négociation

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de nous permettre de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour notre propre compte, ou des instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture (couvertures économiques).

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables.

Les activités effectuées pour notre propre compte comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour notre propre compte, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour permettre à la Banque de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés à la valeur marchande. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats. Une partie du revenu résultant de la réévaluation des instruments financiers dérivés à la valeur marchande reflète les risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que les coûts administratifs. Une estimation de ce montant est reportée et comptabilisée dans les revenus de négociation sur la durée des contrats. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments financiers dérivés de l'actif, et les pertes non matérialisées le sont au poste instruments financiers dérivés du passif.

Instruments dérivés de couverture

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

Pour qu'un instrument dérivé puisse être considéré comme un instrument de couverture, la relation de couverture doit être désignée comme telle et dûment documentée lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'actif ou le passif, ou les flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs. L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant principalement des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Si une relation de couverture n'est plus efficace, ou si l'élément couvert arrive à échéance ou est vendu, éteint ou résilié, l'instrument de

couverture est redésigné comme instrument lié à des activités de négociation. Les variations subséquentes de la juste valeur des instruments dérivés initialement désignés comme couvertures mais qui sont redésignés comme étant liés à des activités de négociation sont comptabilisées dans les revenus de négociation.

Risques couverts

Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'un engagement ferme spécifique ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque de variations de la juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui sont d'une durée maximale de dix ans, sont principalement des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts à taux variable.

Les swaps et les options qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le revenu et les frais d'intérêts relatifs aux swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés comme rajustement du rendement de l'élément couvert sur la durée du contrat de couverture. Les primes payées sur les options achetées sont amorties par imputation aux frais d'intérêts sur la durée du contrat. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments financiers dérivés de l'actif ou du passif, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats ou des relations de couverture sont reportés et amortis sur le reste de la durée de vie initiale de l'élément couvert.

Risque de change

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur marchande et les gains et pertes, matérialisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément faisant l'objet de la couverture économique.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos bénéfices en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de nos bénéfices en dollars canadiens causées par la conversion de nos bénéfices réalisés en dollars américains. Ces contrats sont comptabilisés à la valeur marchande et les gains et pertes sont portés au revenu autre que d'intérêts, plus particulièrement aux revenus de change autres que de négociation.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2002, nous avons adopté les nouvelles règles de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relatives aux instruments dérivés, selon lesquelles tous ces instruments doivent être comptabilisés à la valeur marchande, à moins qu'ils ne correspondent aux critères de couverture. Cette mesure n'a eu aucune incidence sur nos résultats pour les exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003, car nous avons déjà modifié nos critères de couverture relatifs aux instruments dérivés lorsque les règles équivalentes ont été mises en place en vertu des PCGR des États-Unis, le 1^{er} novembre 2000.

Juste valeur

La juste valeur représente des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse est établie selon la valeur à la cote sur les marchés d'instruments dérivés. La juste valeur des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est établie selon les méthodes d'évaluation à coupon zéro. Les courbes à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations, des contrats à terme standardisés et le cours constaté sur le marché des éléments hors bilan. Les fluctuations implicites des options, qui sont utilisées dans le modèle d'évaluation, sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments financiers dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

	2004			2003		
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	10 655 \$	(10 485)\$	170 \$	11 491 \$	(11 131)\$	360 \$
Contrats à terme de gré à gré	105	(109)	(4)	96	(84)	12
Contrats à terme standardisés	4	(10)	(6)	13	(6)	7
Options achetées	1 548	(2)	1 546	1 890	–	1 890
Options vendues	–	(1 295)	(1 295)	–	(1 694)	(1 694)
Contrats de change						
Swaps de devises	940	(622)	318	517	(343)	174
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 341	(2 677)	664	2 392	(1 778)	614
Contrats à terme de gré à gré	2 028	(3 023)	(995)	2 278	(2 811)	(533)
Options achetées	157	–	157	486	–	486
Options vendues	–	(156)	(156)	–	(434)	(434)
Contrats sur produits de base						
Swaps	3 514	(2 979)	535	988	(1 028)	(40)
Options achetées	2 156	–	2 156	473	–	473
Options vendues	–	(1 994)	(1 994)	–	(476)	(476)
Contrats sur titres de participation						
	391	(300)	91	222	(555)	(333)
Contrats de crédit						
	75	(89)	(14)	32	(35)	(3)
Juste valeur/valeur comptable totale – instruments dérivés liés à des activités de négociation	24 914 \$	(23 741)\$	1 173 \$	20 878 \$	(20 375)\$	503 \$
Juste valeur moyenne 1)	21 556 \$	(20 637)\$	919 \$	22 789 \$	(22 389)\$	400 \$

Couverture

Contrats de taux d'intérêt

Swaps	437 \$	(284)\$	153 \$	640 \$	(372)\$	268 \$
Contrats à terme de gré à gré	1	(1)	–	3	(3)	–
Options achetées	20	–	20	16	–	16

Contrats de change

Swaps de taux d'intérêt et de devises	394	(118)	276	168	(255)	(87)
Contrats à terme de gré à gré	15	(59)	(44)	32	(35)	(3)

Contrats sur titres de participation

	–	–	–	26	–	26
Juste valeur totale – instruments dérivés liés à des activités de couverture 2)	867 \$	(462)\$	405 \$	885 \$	(665)\$	220 \$

Valeur comptable totale – instruments dérivés liés à des activités de couverture

	534 \$	(232)\$	302 \$	338 \$	(340)\$	(2)\$
Juste valeur moyenne 1)	850 \$	(558)\$	292 \$	849 \$	(677)\$	172 \$

1) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.

2) La juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de couverture compense totalement ou partiellement les changements de la juste valeur des instruments financiers connexes inscrits au bilan.

Les actifs sont présentés après déduction des passifs envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

(en millions de dollars canadiens)

	Actifs		Passifs	
	2004	2003	2004	2003
Juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de négociation	24 914 \$	20 878 \$	23 741 \$	20 375 \$
Valeur comptable des instruments dérivés liés à des activités de couverture	534	338	232	340
Total	25 448 \$	21 216 \$	23 973 \$	20 715 \$

Montants nominaux de référence

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour

calculer la somme qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

	2004			2003		
	Négociation	Couverture	Total	Négociation	Couverture	Total
Contrats de taux d'intérêt						
Marchés hors cote						
Swaps	680 570 \$	36 424 \$	716 994 \$	681 369 \$	46 736 \$	728 105 \$
Contrats à terme de gré à gré	307 047	1 401	308 448	274 024	2 901	276 925
Options achetées	75 784	6 341	82 125	77 559	3 165	80 724
Options vendues	97 476	–	97 476	116 129	–	116 129
	1 160 877	44 166	1 205 043	1 149 081	52 802	1 201 883
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	171 961	1 554	173 515	200 083	228	200 311
Options achetées	36 408	–	36 408	76 464	–	76 464
Options vendues	21 284	–	21 284	56 935	–	56 935
	229 653	1 554	231 207	333 482	228	333 710
Total des contrats de taux d'intérêt	1 390 530	45 720	1 436 250	1 482 563	53 030	1 535 593
Contrats de change						
Marchés hors cote						
Swaps de devises	9 635	–	9 635	17 935	–	17 935
Swaps de taux d'intérêt et de devises	45 577	4 276	49 853	38 659	5 932	44 591
Contrats à terme de gré à gré	87 855	8 804	96 659	105 812	14 211	120 023
Options achetées	5 865	–	5 865	28 136	–	28 136
Options vendues	6 950	–	6 950	28 636	–	28 636
	155 882	13 080	168 962	219 178	20 143	239 321
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	886	–	886	756	–	756
Options achetées	2 063	–	2 063	2 234	–	2 234
Options vendues	283	–	283	1 631	–	1 631
	3 232	–	3 232	4 621	–	4 621
Total des contrats de change	159 114	13 080	172 194	223 799	20 143	243 942
Contrats sur produits de base						
Marchés hors cote						
Swaps	26 455	–	26 455	16 338	–	16 338
Options achetées	19 028	–	19 028	7 464	–	7 464
Options vendues	19 087	–	19 087	7 111	–	7 111
	64 570	–	64 570	30 913	–	30 913
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	2 771	–	2 771	1 844	–	1 844
Options achetées	1 409	–	1 409	757	–	757
Options vendues	1 563	–	1 563	1 024	–	1 024
	5 743	–	5 743	3 625	–	3 625
Total des contrats sur produits de base	70 313	–	70 313	34 538	–	34 538
Contrats sur titres de participation						
Marchés hors cote	19 384	–	19 384	20 595	–	20 595
Marchés réglementés	5 342	–	5 342	5 291	–	5 291
Total des contrats sur titres de participation	24 726	–	24 726	25 886	–	25 886
Contrats de crédit						
Marchés hors cote	26 447	–	26 447	11 809	–	11 809
Total	1 671 130 \$	58 800 \$	1 729 930 \$	1 778 595 \$	73 173 \$	1 851 768 \$

Les montants nominaux de référence comprennent un montant de 1 039 millions de dollars au 31 octobre 2004 (48 millions en 2003) relatif au programme de certificats de dépôts liés aux contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.

Risque de crédit lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote représentent un risque de crédit. Le risque de crédit découle de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Par conséquent, le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire avec des contreparties que nous considérons solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés, notamment en concluant des contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec chaque bourse.

Les expressions suivantes sur le risque de crédit sont utilisées dans le tableau ci-dessous :

Valeur de remplacement : Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non matérialisés sur nos instruments dérivés. La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessous a été établie après déduction de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû par le montant que nous devons et que nous avons l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Risque de crédit équivalent : Le total de la valeur de remplacement, majoré d'un montant représentant le risque de crédit potentiel, conformément aux règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada.

Solde pondéré en fonction du risque : Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

(en millions de dollars canadiens)

	2004			2003		
	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	11 092 \$	14 994 \$	3 541 \$	12 131 \$	15 685 \$	3 777 \$
Contrats à terme de gré à gré	106	196	40	99	147	29
Options achetées	1 556	1 941	441	1 879	2 273	541
Total des contrats de taux d'intérêt	12 754	17 131	4 022	14 109	18 105	4 347
Contrats de change						
Swaps de devises	940	1 513	457	517	1 136	383
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 735	6 165	1 124	2 560	4 650	860
Contrats à terme de gré à gré	2 043	3 275	951	2 310	3 611	1 027
Options achetées	145	224	80	469	759	202
Total des contrats de change	6 863	11 177	2 612	5 856	10 156	2 472
Contrats sur produits de base						
Swaps	3 514	6 941	2 673	988	2 762	1 107
Options achetées	2 047	4 006	1 361	423	1 270	556
Total des contrats sur produits de base	5 561	10 947	4 034	1 411	4 032	1 663
Contrats sur titres de participation						
	391	1 649	669	248	1 542	607
Contrats de crédit						
	75	1 195	254	32	500	104
Total des instruments dérivés	25 644	42 099	11 591	21 656	34 335	9 193
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(13 455)	(18 352)	(4 705)	(11 512)	(15 345)	(3 690)
Total	12 189 \$	23 747 \$	6 886 \$	10 144 \$	18 990 \$	5 503 \$

Le total des instruments dérivés comprend des gains non matérialisés sur instruments de couverture, que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice plutôt qu'en fonction de la valeur marchande. La valeur marchande excédait la valeur comptable de ces éléments de 333 millions de dollars au 31 octobre 2004 et de 547 millions au 31 octobre 2003. Le total des instruments dérivés ne comprend pas les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés qui ont une juste valeur positive, soit 137 millions de dollars au 31 octobre 2004 (107 millions en 2003).

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de régions et de secteurs d'activité divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2004		2003	
Canada	7 611 \$	30 %	5 769 \$	27 %
États-Unis	11 088	43	8 922	41
Autres pays 1)	6 945	27	6 965	32
Total	25 644 \$	100 %	21 656 \$	100 %

1) Aucun autre pays ne représentait 10 % ou plus de la valeur de remplacement en 2004 et en 2003.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité :

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Institutions financières	11 213 \$	12 315 \$	3 770 \$	3 463 \$	1 939 \$	463 \$	105 \$	118 \$	73 \$	30 \$
Autres secteurs d'activité	1 541	1 794	3 093	2 393	3 622	948	286	130	2	2
Total	12 754 \$	14 109 \$	6 863 \$	5 856 \$	5 561 \$	1 411 \$	391 \$	248 \$	75 \$	32 \$

Terme à courir

Les échéances de nos instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir, en vertu des contrats, relativement aux montants nominaux de référence de nos instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					2004	2003
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total
Contrats de taux d'intérêt							
Swaps	242 484 \$	216 185 \$	122 011 \$	110 090 \$	26 224 \$	716 994 \$	728 105 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options	583 189	80 507	18 680	33 511	3 369	719 256	807 488
Total des contrats de taux d'intérêt	825 673	296 692	140 691	143 601	29 593	1 436 250	1 535 593
Contrats de change							
Swaps de devises	779	2 208	1 653	3 060	1 935	9 635	17 935
Swaps de taux d'intérêt et de devises	10 241	11 792	13 717	11 167	2 936	49 853	44 591
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options	106 128	5 417	1 096	48	17	112 706	181 416
Total des contrats de change	117 148	19 417	16 466	14 275	4 888	172 194	243 942
Contrats sur produits de base							
Swaps	16 677	8 056	1 467	255	–	26 455	16 338
Contrats à terme standardisés et options	32 322	10 352	1 175	9	–	43 858	18 200
Total des contrats sur produits de base	48 999	18 408	2 642	264	–	70 313	34 538
Total des contrats sur titres de participation	18 704	2 378	922	2 256	466	24 726	25 886
Total des contrats de crédit	3 844	6 440	13 554	2 603	6	26 447	11 809
Total	1 014 368 \$	343 335 \$	174 275 \$	162 999 \$	34 953 \$	1 729 930 \$	1 851 768 \$

Note 10 Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant moins l'amortissement cumulé, sauf les terrains, qui sont comptabilisés au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique, les logiciels, l'autre matériel et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

Immeubles	40 ans
Matériel informatique et logiciels	15 ans
Autre matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail, plus la première période de renouvellement jusqu'à un maximum de 10 ans

(en millions de dollars canadiens)	2004			2003
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Terrains	271 \$	– \$	271 \$	251 \$
Immeubles	1 270	650	620	642
Matériel informatique et logiciels	2 092	1 416	676	627
Autre matériel	802	555	247	296
Améliorations locatives	563	357	206	229
Total	4 998 \$	2 978 \$	2 020 \$	2 045 \$

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, la charge d'amortissement se chiffrait respectivement à 365 millions, à 375 millions et à 396 millions de dollars.

Les gains et les pertes sur aliénation sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de notre état consolidé des résultats.

Le 12 septembre 2002, nous avons vendu notre participation indivise de 25 % dans le terrain situé à l'angle des rues King et Bay, à Toronto, pour un produit en espèces de 122 millions de dollars. Le gain de 112 millions de dollars (87 millions après impôts) provenant de cette vente a été reporté et sera comptabilisé comme une réduction de nos frais de location sur la durée de nos baux dans l'édifice, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2023. Au 31 octobre 2004, le solde du gain reporté se chiffrait à 85 millions de dollars (99 millions en 2003).

Les bureaux et le matériel sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, les bureaux et le matériel n'ont été l'objet d'aucune dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2004, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 183 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices, et par la suite, se répartissent comme suit : 220 millions de dollars pour 2005, 185 millions pour 2006, 137 millions pour 2007, 106 millions pour 2008, 92 millions pour 2009 et

443 millions par la suite. Au 31 octobre 2004, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 706 succursales situées dans des locaux loués.

Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait à 227 millions, à 222 millions et à 223 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 respectivement.

Note 11 Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition.

Nous comptabilisons également les actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, à leur juste valeur.

New Lenox State Bank

Le 1^{er} juin 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la New Lenox State Bank (NLSB), une banque locale à service complet de Will County (Illinois), pour une somme totale de 314 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la NLSB ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la NLSB s'inscrit dans notre plan d'expansion sur le marché de Will County (Illinois) et ses environs. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. La NLSB fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires aux particuliers et aux entreprises de notre groupe Particuliers et entreprises.

Lakeland Community Bank

Le 1^{er} mars 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la Lakeland Community Bank (LCB), une banque locale à service complet de Lake County (Illinois), pour une somme totale de 49 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la LCB ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la LCB s'inscrit dans notre plan d'expansion sur le marché de Chicago (Illinois) et ses environs. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. La LCB fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires aux particuliers et aux entreprises de notre groupe Particuliers et entreprises.

Gerard Klauer Mattison & Co., Inc.

Le 3 juillet 2003, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de Gerard Klauer Mattison & Co., Inc.

(GKM), une banque d'investissement qui a son siège social à New York et qui s'adresse à une clientèle de moyennes entreprises. Les résultats d'exploitation de GKM ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous procure une plateforme pour la recherche, la vente et la négociation de titres, dotée de bureaux à New York, Boston, Chicago, San Francisco et Los Angeles. Le prix d'achat de 40 millions de dollars était composé d'une somme de 18 millions de dollars en espèces et de 504 221 actions ordinaires de la Banque évaluées à 22 millions de dollars. Le nombre d'actions ordinaires émises a été déterminé selon une formule stipulée dans l'entente d'acquisition. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires avec des clients, lesquelles constituent un actif incorporel qui fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. GKM fait partie de notre unité d'exploitation Services d'investissement de notre groupe Services d'investissement. De plus, 130 330 de nos actions ordinaires, évaluées à 5 millions de dollars, ont été placées en fidéicommiss pour être remises à des employés clés de GKM qui sont devenus des employés de la Banque. Ce montant a été comptabilisé au titre des actifs divers à notre bilan consolidé et sera comptabilisé comme frais de rémunération du personnel sur une période de trois ans.

myCFO, Inc.

Le 1^{er} novembre 2002, nous avons conclu l'acquisition, contre une somme totale en espèces de 61 millions de dollars, de certains actifs de myCFO, Inc., dont le siège social se trouve en Californie et qui offre des services d'investissement et de gestion de patrimoine personnalisés aux familles et aux particuliers fortunés. Les résultats d'exploitation de myCFO, Inc. ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous permet d'accéder à des marchés clés en Californie, au Colorado et en Géorgie. En effectuant cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires avec des clients, lesquelles constituent un actif incorporel qui sera amorti sur 14 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire, un actif technologique incorporel, évalué à 6 millions de dollars, qui sera amorti sur cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire, et une marque constituant elle aussi un actif incorporel, évalué à 1 million de dollars, dont la durée de vie est indéfinie. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. myCFO, Inc. fait partie de notre unité d'exploitation Gestion privée de notre groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	2004			2003		
	NLSB	LCB	Autres	GKM	myCFO, Inc.	Autres
Encaisse	111 \$	13 \$	– \$	1 \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières	393	31	–	2	–	–
Prêts	774	181	–	–	–	–
Bureaux et matériel	32	3	–	7	7	1
Écart d'acquisition	193	28	14	15	43	15
Relations d'affaires avec des clients – actif incorporel	–	–	–	15	9	5
Dépôts de base – actif incorporel	30	2	–	–	–	–
Autres actifs incorporels	–	–	8	–	7	–
Actifs divers	48	2	–	41	5	2
Total de l'actif	1 581	260	22	81	71	23
Dépôts	1 225	209	–	–	–	–
Passifs divers	42	2	–	41	10	1
Total du passif	1 267	211	–	41	10	1
Prix d'achat	314 \$	49 \$	22 \$	40 \$	61 \$	22 \$

La répartition du prix d'achat de la NLSB et de la LCB demeure susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Acquisition future

Le 13 octobre 2004, nous avons annoncé la signature d'une entente en vue d'acquérir Mercantile Bancorp, Inc. (MBI), une banque locale privée dont le siège social est situé dans l'Indiana, pour une somme en espèces

d'environ 197 millions de dollars. L'acquisition de MBI doit être approuvée par les organismes de réglementation et devrait être conclue au cours du premier trimestre de 2005. Elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise.

Note 12 Écarts d'acquisition et actifs incorporels**Écarts d'acquisition**

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres de placement, dans les cas où nous exerçons une influence notable, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Ce test consiste à attribuer les écarts d'acquisition à nos unités d'exploitation (groupes de secteurs d'activité ayant des caractéristiques semblables) et à

comparer ensuite la valeur comptable de ces unités, y compris les écarts d'acquisition, à leur juste valeur. Nous déterminons la juste valeur en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, les ratios cours-bénéfice ou d'autres multiples, selon ce qui convient le mieux dans les circonstances. L'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur, le cas échéant, est comptabilisé comme une charge de dépréciation dans la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos écarts d'acquisition pour chacune des unités d'exploitation de nos groupes d'exploitation, pour les exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003 :

(en millions de dollars canadiens)	Groupe Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée		Groupe Services d'investissement	Autres	Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Services d'investissement traditionnels et en direct	Produits de placement destinés aux particuliers	Gestion privée	Total	Services d'investissement	Technologie et solutions	
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2002	455 \$	688 \$	187 \$	37 \$	912 \$	58 \$	3 \$	1 428 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	—	—	—	58	58	15	—	73
Autres 1)	(51)	(95)	—	(21)	(116)	—	—	(167)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2003	404	593	187	74	854	73	3	1 334
Acquisitions faites au cours de l'exercice	233	—	—	—	—	2	—	235
Autres 1)	(49)	(40)	—	—	(40)	27	—	(62)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2004	588 \$ 2)	553 \$ 3)	187 \$ 4)	74 \$ 5)	814 \$	102 \$ 6)	3 \$	1 507 \$

1) Les autres changements dans les écarts d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens des écarts d'acquisition libellés en devises, les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions de l'exercice précédent et le reclassement de certaines autres sommes.

2) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales) et Moneris Solutions Corporation.

3) Concerne essentiellement CSFBdirect, Inc. et Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

4) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée.

5) Concerne essentiellement myCFO, Inc.

6) Concerne Gerard Klauer Mattison & Co., Inc. et Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie :

(en millions de dollars canadiens)	2004			2003
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Relations d'affaires avec des clients	483 \$	196 \$	287 \$	374 \$
Dépôts de base	191	96	95	91
Réseau de distribution – Succursales	180	99	81	101
Autres	32	15	17	23
Total	886 \$	406 \$	480 \$	589 \$

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif.

Nous soumettons les actifs incorporels à durée de vie limitée à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie ne sont pas amortis, mais sont soumis au moins une fois par année à des tests de dépréciation afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé au revenu de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée. Au 31 octobre 2004 et 2003, nous possédions des actifs incorporels à durée de vie indéfinie de 1 million de dollars.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels pour les cinq prochains exercices s'élève à 90 millions de dollars pour 2005, 81 millions pour 2006, 76 millions pour 2007, 64 millions pour 2008 et 60 millions pour 2009.

Note 13 Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	5 405 \$	4 812 \$
Intérêts courus à recevoir	666	636
Créances de clients, de négociants et de courtiers	3 748	3 885
Actif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 20)	1 155	1 171
Total	10 974 \$	10 504 \$

Note 14 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts		2004	2003	2004	2003	2004	2003
	2004	2003	2004	2003						
Catégories de déposants :										
Banques	356 \$	299 \$	408 \$	410 \$	329 \$	93 \$	19 561 \$	23 953 \$	20 654 \$	24 755 \$
Entreprises et administrations publiques	5 570	5 422	10 380	9 536	18 621	17 288	45 043	40 159	79 614	72 405
Particuliers	3 495	2 512	4 189	3 728	33 797	32 641	33 441	35 510	74 922	74 391
Total	9 421 \$	8 233 \$	14 977 \$	13 674 \$	52 747 \$	50 022 \$	98 045 \$	99 622 \$	175 190 \$	171 551 \$
Domiciliation :										
Canada	7 947 \$	7 442 \$	10 894 \$	10 187 \$	37 182 \$	34 449 \$	63 876 \$	63 656 \$	119 899 \$	115 734 \$
États-Unis	1 408	696	4 072	3 481	14 798	15 042	18 039	18 732	38 317	37 951
Autres pays	66	95	11	6	767	531	16 130	17 234	16 974	17 866
Total	9 421 \$	8 233 \$	14 977 \$	13 674 \$	52 747 \$	50 022 \$	98 045 \$	99 622 \$	175 190 \$	171 551 \$

Au 31 octobre 2004, les dépôts comprenaient 61 982 millions de dollars de dépôts libellés en dollars américains (61 748 millions en 2003) et 6 761 millions de dollars de dépôts en d'autres devises (9 764 millions en 2003).

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.

Les dépôts comprennent des fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2004, le solde des fonds fédéraux achetés se chiffrait à 3 165 millions de dollars, alors qu'il était de 4 481 millions au 31 octobre 2003.

Les dépôts comprennent du papier commercial dont le total atteignait 335 millions de dollars au 31 octobre 2004 et 179 millions au 31 octobre 2003.

Au 31 octobre 2004, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 73 273 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 41 453 millions de dollars étaient domiciliés au Canada et 31 820 millions à l'extérieur du Canada. Au 31 octobre 2003, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 73 532 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 40 687 millions étaient domiciliés au Canada et 32 845 millions à l'extérieur du Canada. Sur le total de ces dépôts domiciliés au Canada au 31 octobre 2004, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 26 592 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 309 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 2 491 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 11 061 millions de dollars. Au 31 octobre 2003, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 27 356 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 996 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 3 208 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 8 127 millions de dollars.

Note 15 Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Acceptations	5 355 \$	5 611 \$
Titres vendus à découvert	10 441	8 255
Titres mis en pension	20 865	23 765
	36 661 \$	37 631 \$

Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons d'un recours compensatoire, égal au montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance des effets. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif et notre recours correspondant est comptabilisé comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédions pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les rajustements à la valeur marchande à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont inclus dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Titres mis en pension

Les titres mis en pension représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. L'obligation de racheter ces titres est comptabilisée selon le montant exigible. Les frais d'intérêts relatifs à ces engagements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Passifs divers		
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	9 641 \$	8 184 \$
Intérêts courus à payer	991	984
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 094	1 518
Passifs de filiales, autres que des dépôts	502	11
Passif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 20)	18	59
Passif au titre des prestations constituées découlant des autres avantages sociaux futurs (note 20)	540	503
Total	13 786 \$	11 259 \$

Au 31 octobre 2004, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 1 745 millions de dollars (1 150 millions en 2003), qui faisaient partie de notre capital réglementaire de première catégorie.

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle dans la période au cours de laquelle nos clients acquièrent le droit aux récompenses. Nous estimons ce passif en nous fondant sur le coût prévu des récompenses futures et sur le nombre de points émis qui, selon nos prévisions, devraient finalement être échangés par les titulaires de cartes. Notre estimation du nombre de points qui seront échangés repose sur de nombreux facteurs, notamment sur un examen des comportements antérieurs des titulaires de cartes et sur les prévisions relatives à la croissance. Les coûts de notre programme de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés comme une réduction des frais de services de cartes, dans notre état consolidé des résultats. Le passif lié à ce programme est inclus dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Modification future de la convention comptable

La note 18 contient une explication de la modification future de la convention comptable concernant la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, qui entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2004.

Note 16 Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties, sous forme de billets et de débetures, envers les porteurs de nos titres d'emprunt et elle fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et de débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le rachat de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté nos billets à moyen terme de série A, 3^e tranche, d'une valeur de 400 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, nous avons racheté nos billets à taux variable de série B1 d'une valeur de 350 millions de dollars américains. Nos débetures de série 17 d'une valeur de 250 millions de dollars sont arrivées à échéance au cours de l'exercice 2003. Ces rachats n'ont entraîné ni gain ni perte.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Rachetables à notre gré à compter de	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total 2004	Total 2003
Débetures série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Décembre 1998	– \$	– \$	– \$	– \$	140 \$	– \$	140 \$	140 \$
Débetures série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012	–	–	–	–	–	100	100	100
Débetures série 18	250 \$	Septembre 2010	8,80	Septembre 2005	–	–	–	–	–	250	250	250
Débetures série 19	125 \$	Mars 2011	7,40	Mars 2006	–	–	–	–	–	125	125	125
Débetures série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	non rachetables	–	–	–	–	–	150	150	150
Débetures série 21	300 \$	Mai 2011	8,15	Mai 2006	–	–	–	–	–	300	300	300
Débetures série 22	150 \$	Juillet 2012	7,92	Juillet 2007	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à 6,10 %	300 \$US	Septembre 2005	6,10	Septembre 1998 1)	365	–	–	–	–	–	365	396
Billets à 7,80 %	300 \$US	Avril 2007	7,80	Avril 2000 1)	–	–	365	–	–	–	365	395
Billets à moyen terme – Série A												
2 ^e tranche	150 \$	Février 2013	5,75	Février 2008	–	–	–	–	–	150	150	150
3 ^e tranche	400 \$	Décembre 2008	5,65	rachetés	–	–	–	–	–	–	–	400
Billets à moyen terme – Série B	300 \$	Juin 2010	6,60	Juin 2005	–	–	–	–	–	300	300	300
Total					365 \$	– \$	365 \$	– \$	140 \$	1 525 \$	2 395 \$	2 856 \$

1) Rachetables à notre gré seulement si certains événements fiscaux se produisent.

Note 17 Risque de taux d'intérêt

Nous recevons de l'intérêt sur des actifs productifs d'intérêts et nous vendons de l'intérêt sur des passifs productifs d'intérêts. Nous détenons aussi des instruments financiers hors bilan dont les valeurs sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans la mesure où nous

avons des actifs, des passifs et des instruments financiers qui arrivent à échéance ou sont renégociés à différents moments, nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total de 0 à 12 mois	Taux d'intérêt réel (%)	De 1 à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Taux d'intérêt réel (%)	Total
En dollars canadiens												
Actif												
Encaisse	1 050 \$	590 \$	15 \$	1 655 \$	4,91	302 \$	–	– \$	–	– \$	s.o.	1 957 \$
Valeurs mobilières	24 687	34	315	25 036	7,24	716	6,59	110	8,20	144	s.o.	26 006
Titres pris en pension	12 475	–	–	12 475	2,47	–	–	–	–	–	s.o.	12 475
Prêts	53 068	3 633	5 624	62 325	4,24	31 538	5,63	2 900	5,59	5 038	s.o.	101 801
Autres actifs	37 072	241	481	37 794	s.o.	3 847	s.o.	–	s.o.	(144)	s.o.	41 497
Total de l'actif	128 352	4 498	6 435	139 285		36 403		3 010		5 038		183 736
Passif et capitaux propres												
Dépôts	54 976	3 809	5 979	64 764	2,38	39 820	1,91	1 863	5,34	–	s.o.	106 447
Titres vendus à découvert	9 690	–	–	9 690	3,60	–	–	–	–	–	s.o.	9 690
Titres mis en pension	8 911	–	141	9 052	2,45	–	–	–	–	–	s.o.	9 052
Autres passifs	35 241	107	214	35 562	s.o.	1 708	s.o.	1 750	s.o.	5 038	s.o.	44 058
Dette subordonnée	–	–	550	550	7,60	865	7,78	250	8,95	–	s.o.	1 665
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	481	s.o.	200	s.o.	12 143	s.o.	12 824
Total du passif et des capitaux propres	108 818	3 916	6 884	119 618		42 874		4 063		17 181		183 736
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	19 534	582	(449)	19 667		(6 471)		(1 053)		(12 143)		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(17 155)	408	1 221	(15 526)		13 501		2 025		–		–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars canadiens												
2004	2 379 \$	990 \$	772 \$	4 141 \$		7 030 \$		972 \$		(12 143)\$		– \$
2003	494	212	2 610	3 316		6 857		863		(11 036)		–

En dollars américains et autres devises

Actif

Encaisse	10 800 \$	4 478 \$	1 607 \$	16 885 \$	4,11	(1 248)\$	–	– \$	–	451 \$	s.o.	16 088 \$
Valeurs mobilières	13 143	2 583	4 040	19 766	3,14	4 080	2,77	600	4,85	20	s.o.	24 466
Titres pris en pension	4 587	86	–	4 673	2,71	–	–	–	–	–	s.o.	4 673
Prêts	23 379	476	1 227	25 082	3,21	9 184	4,73	2 424	5,37	609	s.o.	37 299
Autres actifs	(3 024)	(403)	(640)	(4 067)	s.o.	4 537	s.o.	(176)	s.o.	(1 362)	s.o.	(1 068)
Total de l'actif	48 885	7 220	6 234	62 339		16 553		2 848		(282)		81 458
Passif et capitaux propres												
Dépôts	49 954	4 026	1 918	55 898	1,61	12 403	1,18	204	0,89	238	s.o.	68 743
Titres vendus à découvert	751	–	–	751	2,83	–	–	–	–	–	s.o.	751
Titres mis en pension	11 646	167	–	11 813	2,32	–	–	–	–	–	s.o.	11 813
Autres passifs	713	(499)	(467)	(253)	s.o.	519	s.o.	(523)	s.o.	(687)	s.o.	(944)
Dette subordonnée	–	–	365	365	6,10	365	7,80	–	–	–	s.o.	730
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	–	s.o.	365	s.o.	–	s.o.	365
Total du passif et des capitaux propres	63 064	3 694	1 816	68 574		13 287		46		(449)		81 458
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(14 179)	3 526	4 418	(6 235)		3 266		2 802		167		–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	952	–	232	1 184		(1 184)		–		–		–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars américains et autres devises												
2004	(13 227)\$	3 526 \$	4 650 \$	(5 051)\$		2 082 \$		2 802 \$		167 \$		– \$
2003	(14 907)	297	10 745	(3 865)		2 052		1 773		40		–

s.o. – sans objet

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

La détermination des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses. Elle se fait en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs, des passifs et des instruments dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

Les écarts présentés le sont en date du 31 octobre de chaque année. Ils représentent la situation à la fermeture des bureaux et peuvent changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon le comportement des clients et l'application de la politique de la Banque en matière de gestion des actifs et des passifs.

Hypothèses pour 2004 :

Actifs

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des dates fixées pour les remboursements et des dates estimatives des remboursements anticipés qui reflètent le comportement prévu des emprunteurs.

Les actifs liés aux activités de négociation et de prise ferme (au cours du marché) ainsi que les actifs productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les actifs à taux fixe et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après le comportement prévu des soldes de comptes.

Dépôts et autres passifs

Les passifs à taux fixe, tels que les certificats de placement, sont présentés en fonction des échéances fixes et des dates estimatives des rachats qui reflètent le comportement prévu des déposants.

Les dépôts productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les passifs à taux fixe et les passifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après le comportement prévu des soldes de comptes.

Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés comme des éléments non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

Rendements

Les rendements sont établis d'après les taux d'intérêt convenus à l'égard des actifs ou des passifs en vigueur le 31 octobre 2004.

Note 18 Capital-actions**En circulation**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2004			2003			2002		
	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions	Montant	Dividende déclaré par action
Actions privilégiées									
Catégorie B – Série 3	–	– \$	1,18 \$	16 000 000	400 \$	1,39 \$	16 000 000	400 \$	1,39 \$
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33	8 000 000	200	1,33
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
Catégorie B – Série 10	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	467	1,39 \$US
		1 046			1 446			1 517	
Actions ordinaires	500 896 857	3 857	1,59	499 632 368	3 662	1,34	492 504 878	3 459	1,20
Total du capital-actions en circulation		4 903 \$			5 108 \$			4 976 \$	

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 3, au prix de 25,50 dollars l'action, plus tout dividende déclaré et non versé. L'excédent du prix de rachat sur la valeur comptable, soit 8 millions de dollars, a été imputé aux bénéfices non répartis, dans les dividendes sur actions privilégiées.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous avons émis 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B, série 10, donnant droit à un dividende non cumulatif de 5,95 %, au prix de 25,00 dollars américains l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 300 millions de dollars américains.

Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25,00 dollars en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25,00 dollars en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 dollars par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 dollars en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 dollars par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 dollars en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires, et elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25,00 dollars en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 dollars par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 dollars américains en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en nos actions ordinaires. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 dollars américains par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités

Le 10 août 2004, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation.

Du 8 août 2003 au 6 août 2004, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous pouvions racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté 6 220 500 actions à un prix moyen de 53,63 dollars l'action, pour une somme totale de 333 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, nous avons racheté 282 800 actions au prix moyen de 43,95 dollars l'action, pour une somme totale de 12 millions de dollars.

Options échangeables contre des actions ordinaires

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en nos actions ordinaires, il aurait fallu un maximum de 646 383, de 771 212 et de 1 119 751 de nos actions ordinaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2004, 2003 et 2002 respectivement.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une quelconque de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO, une de nos filiales, ne peut payer une somme due en vertu de ses titres, nous ne déclarerons de dividende sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Nous offrons un régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions à nos actionnaires. La participation à ce régime est facultative. Selon les modalités du régime, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires sont réaffectés à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires. Les actionnaires ont aussi la possibilité de faire des paiements en espèces pour acquérir des actions ordinaires supplémentaires. Les actions ordinaires peuvent être émises par la Banque au cours moyen de clôture de l'action ordinaire de la Banque à la Bourse de Toronto, établi d'après les cinq derniers jours de bourse précédant le dernier jour ouvrable du mois, ou achetées sur le marché libre, au prix du marché.

Note 19 Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants et employés. Toutes les options consenties aux termes du régime de 1995 à 1999 sont acquises après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'année au cours de laquelle elles ont été consenties, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les options

Au cours de l'exercice, 1 120 931 actions ordinaires (1 101 305 en 2003) ont été émises par la Banque dans le cadre de ce régime.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2004, nous avons réservé 5 905 088 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 5 366 230 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 34 906 751 actions ordinaires en vue de la levée éventuelle des options d'achat d'actions, tel que nous l'expliquons à la note 19.

Modification future de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et nos titres de fiducie de capital qui sont potentiellement convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur. En vertu des nouvelles règles, des titres de fiducie de capital pour un montant de 1 150 millions de dollars, actuellement comptabilisés dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, seront classés dans la dette à notre bilan consolidé. Le rendement versé aux détenteurs de ces titres sera comptabilisé dans les frais d'intérêts plutôt que dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. En vertu des nouvelles règles, nous reclasserons également dans la dette nos actions privilégiées de catégorie B, séries 4 et 6, pour un montant de 450 millions de dollars. Par conséquent, les dividendes afférents à ces actions seront comptabilisés au titre des frais d'intérêts.

L'adoption de ces nouvelles règles devrait entraîner une augmentation des frais d'intérêts d'environ 100 millions de dollars, une diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales d'environ 40 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices d'environ 35 millions de dollars et une diminution du revenu net d'environ 25 millions de dollars. Cette modification n'aura aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Lorsque nous appliquerons ces nouvelles règles, nous retraiterons nos états financiers consolidés afin de tenir compte de cette modification dans les périodes antérieures. L'incidence de ce retraitement sera une augmentation des frais d'intérêts de 128 millions, 122 millions et 122 millions de dollars, une diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales de 41 millions, 41 millions et 41 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices de 37 millions, 37 millions et 37 millions de dollars, et une diminution du revenu net de 50 millions, 44 millions et 44 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 respectivement.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2004		2003		2002	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	35 212 440	31,89 \$	38 374 627	30,21 \$	32 997 743	28,31 \$
Options consenties	1 645 900	53,93	2 244 800	40,90	7 485 500	35,70
Options exercées	6 239 301	27,77	5 325 916	23,45	1 923 115	18,87
Options éteintes/annulées	176 979	35,22	81 071	34,00	185 501	31,63
Options en cours à la fin de l'exercice	30 442 060	33,87	35 212 440	31,89	38 374 627	30,21
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	21 102 433	30,94	13 337 147	28,29	11 955 097	23,95
Options pouvant être consenties	4 611 691		6 080 612		3 097 341	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	6,08 %		7,05 %		7,79 %	

Aucune option n'est arrivée à échéance au cours des exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2004, par fourchette de prix d'exercice :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie moyenne pondérée contractuelle résiduelle (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
20,00 \$ et moins	1 647 123	1,6	18,39 \$	1 647 123	18,39 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	4 997 301	5,0	25,60 \$	4 997 301	25,60 \$
De 30,01 \$ à 40,00 \$	19 860 036	5,5	34,78 \$	14 074 823	34,02 \$
De 40,01 \$ à 54,13 \$	3 936 100	8,3	46,30 \$	383 186	41,33 \$
54,14 \$ et plus	1 500	9,0	55,40 \$	—	— \$

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2002, nous avons changé notre convention comptable relative aux options d'achat d'actions consenties à cette date ou ultérieurement. En vertu de la nouvelle convention comptable, nous calculons la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été consenties et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits des options, en augmentant le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions.

Nous déterminons la juste valeur des options consenties au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. La moyenne pondérée de la juste valeur des options consenties au cours des exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 s'élevait à 10,63 dollars, 7,85 dollars et 7,02 dollars respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été consenties :

	2004	2003	2002
Rendement prévu des actions	2,6 %	3,2 %	3,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,2 %	23,4 %	23,4 %
Taux de rendement sans risque	4,8 %	4,8 %	5,5 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,1 ans	7,1 ans	7,0 ans

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

Nous ne comptabilisons aucuns frais de rémunération relativement aux options consenties au cours des exercices précédents. Lorsque ces options sont exercées, nous incluons le montant du produit dans le capital-actions. Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions toujours comptabilisé les frais liés aux options d'achat d'actions en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été consenties :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2004	2003	2002
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	7 \$	3 \$	— \$
Revenu net, selon les états financiers	2 351 \$	1 825 \$	1 417 \$
Frais supplémentaires comptabilisés si nous avions passé en charges la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en cours consenties avant le 1 ^{er} novembre 2002	29	43	47
Revenu net, pro forma	2 322 \$	1 782 \$	1 370 \$
Résultats par action (en dollars canadiens)			
De base, selon les états financiers	4,53 \$	3,51 \$	2,73 \$
De base, pro forma	4,48	3,43	2,63
Dilué, selon les états financiers	4,42	3,44	2,68
Dilué, pro forma	4,36	3,35	2,59

Autres régimes de rémunération à base d'actions

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Lorsqu'un employé verse à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire brut, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation. Les actions

de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul des résultats par action. Les dividendes versés pour les actions ordinaires de la Banque détenues dans le cadre du régime d'achat d'actions des employés sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, respectivement à 32 millions, à 29 millions et à 26 millions de dollars. Pour ces exercices, il y avait respectivement 11 746 227, 10 888 080 et 9 567 840 actions ordinaires en circulation détenues dans le cadre de ce régime.

Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur marchande de nos actions ordinaires. Dans le cas de la majorité des dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés sur les trois années du cycle de rendement des régimes. Les frais de rémunération sont rajustés tout au long de chaque cycle de rendement de trois ans pour tenir compte de la valeur marchande courante de nos actions ordinaires ainsi que du rendement total de nos capitaux propres, comparativement à celui de nos concurrents.

Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquiescement de nos obligations relatives aux régimes d'intéressement à moyen terme, la première ayant été conclue relativement au régime de l'exercice 2002, contre des paiements en espèces de 173 millions, 105 millions et 58 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel sur le cycle de rendement de trois ans du régime, selon la méthode d'amortissement linéaire. Nous n'avons plus aucun passif lié à ces régimes, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers.

La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers s'élevait à 133 millions de dollars au 31 octobre 2004 et à 93 millions de dollars au 31 octobre 2003.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, respectivement à 143 millions, à 97 millions et à 47 millions de dollars.

Régimes de participation différée aux bénéfices

Nous offrons des régimes de participation différée aux bénéfices à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes Services d'investissement et Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement de primes ou de commissions annuelles peut être différé sous forme de droits à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des primes ou commissions différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les primes différées peuvent être versées lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, ou être échelonnées sur la période de trois ans du régime, ou être versées à la fin de la période de trois ans du régime. Les primes différées peuvent être versées en espèces ou en actions ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés dans l'exercice où les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des primes payables découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Note 20 Rémunération du personnel – Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités.

Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite à prestations déterminées prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nous offrons, en vertu de ces régimes, des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service de l'employé et son salaire annuel moyen pour une certaine période précédant la retraite. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les régimes de retraite prévus par la loi disposent d'actifs suffisants pour verser les prestations aux employés qui prennent leur retraite. Les employés peuvent verser des cotisations volontaires, mais n'y sont pas tenus.

Nous offrons également des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de nos filiales. En vertu de ces régimes, nous devons contribuer à l'épargne-retraite de l'employé participant en versant des cotisations d'un montant prédéterminé, établi d'après un pourcentage du salaire de cet employé. Nous constatons les coûts de nos régimes de retraite à cotisations déterminées à titre de charge pendant que les employés sont à notre service.

D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Obligations au titre des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons deux types d'obligations découlant de nos régimes : nos obligations au titre des prestations déterminées de retraite et nos obligations au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actnaires procèdent à des évaluations de nos obligations aux titres des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués au 31 octobre de chaque exercice pour nos régimes au Canada (au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis), selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution des coûts des soins de santé. Le taux d'actualisation est déterminé par la direction d'après les conditions du marché à la fin de l'exercice. D'autres hypothèses sont fondées sur des prévisions à long terme.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations et de nos charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont les suivants :

Les prestations constituées par les employés représentent les prestations de retraite et autres avantages constitués au cours de l'exercice. Elles sont déterminées d'après le nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées représentent l'accroissement de l'obligation avec le temps.

Les gains ou pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actnaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient

Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les passifs relatifs à ces régimes ont été inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 218 millions et 283 millions de dollars au 31 octobre 2004 et 2003 respectivement.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes qui ont été comptabilisés dans notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002 s'élevaient respectivement à 4 millions, à 26 millions et à 18 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des opérations de couverture.

été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de changements dans les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels peuvent découler des écarts entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les gains ou les pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de nos obligations au titre des prestations constituées. Les gains ou les pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas constatés dans le revenu.

Les modifications aux régimes sont les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs.

Le rendement prévu des actifs représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs des régimes, appliqué à la juste valeur de ces actifs. Nous établissons notre estimation du rendement prévu des actifs des régimes d'après l'objectif de répartition des actifs du fonds et les taux de rendement estimatifs de chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimatifs sont fondés sur les rendements prévus des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque sur titres de participation est ensuite ajoutée afin d'estimer le rendement de ces titres. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à refléter les risques relatifs de ces catégories, par comparaison avec les titres à revenu fixe et les titres de participation. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de nos gains ou pertes actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

Les règlements se produisent lorsque nos obligations au titre des prestations constituées des participants au régime sont réglées, habituellement par le versement de sommes forfaitaires en espèces, et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations à ces participants en vertu du régime est éteinte pour l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous versons des cotisations en espèces à nos régimes de retraite prévus par la loi. La répartition réelle et la répartition cible des actifs sont présentées à la page suivante. La politique d'investissement relative aux actifs du principal régime de retraite canadien est d'avoir une composition diversifiée de placements de qualité, visant à produire un taux de rendement réel supérieur à long terme, tout en limitant la volatilité du rendement. Nous avons également établi une convention de retraite afin de financer partiellement les prestations de retraite complémentaires au Canada. Cependant, les prestations relatives à ce régime complémentaire sont versées directement par la Banque. Les prestations de retraite relatives à nos régimes complémentaires aux États-Unis sont également versées directement par la Banque. Notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés aux États-Unis est partiellement capitalisée, tandis que notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés au Canada est sans capitalisation. Les prestations relatives à nos régimes d'autres avantages sociaux futurs sont versées directement par la Banque.

Nous mesurons la juste valeur des actifs au 31 octobre pour nos régimes au Canada et au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis.

En plus des évaluations actuarielles effectuées à des fins comptables, nous sommes tenus de préparer des évaluations supplémentaires pour déterminer nos cotisations de retraite (nos évaluations relatives à la capitalisation). La plus récente évaluation relative à la capitalisation de notre principal régime canadien a été effectuée en date du 31 octobre 2004.

Nous sommes tenus de déposer des évaluations relatives à la capitalisation de ce régime auprès du Surintendant des institutions financières du Canada au moins tous les trois ans. Pour notre régime prévu par la loi des États-Unis, l'évaluation relative à la capitalisation est exigée à tous les ans. La dernière évaluation a été effectuée en date du 1^{er} janvier 2004.

Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Obligation au titre des prestations constituées	865 \$	883 \$	926 \$	741 \$	711 \$	595 \$
Juste valeur des actifs des régimes	607	544	572	58	55	55
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	258 \$	339 \$	354 \$	683 \$	656 \$	540 \$

Répartition des actifs

Les actifs des régimes sont rééquilibrés à l'intérieur de fourchettes de répartition cible. Le tableau ci-dessous présente la répartition réelle à la fin de chaque exercice et la répartition cible pour le 31 octobre :

	Régimes de retraite capitalisés ¹⁾				Autres avantages sociaux futurs capitalisés			
	Répartition cible 2004	Répartition réelle 2004	Répartition réelle 2003	Répartition réelle 2002	Répartition cible 2004	Répartition réelle 2004	Répartition réelle 2003	Répartition réelle 2002
Titres de participation	45 %	47 %	45 %	53 %	65 %	70 %	61 %	65 %
Placements à revenu fixe	35 %	40 %	42 %	39 %	35 %	30 %	30 %	30 %
Autres	20 %	13 %	13 %	8 %	–	–	9 %	5 %

1) Ne comprend pas le régime complémentaire canadien, dont les actifs sont entièrement investis dans des placements à revenu fixe.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Charge annuelle liée aux prestations constituées						
Prestations constituées par les employés	120 \$	111 \$	105 \$	16 \$	17 \$	13 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	201	196	191	44	38	35
Perte actuarielle constatée dans la charge	77	62	27	10	–	3
Amortissement du coût des modifications aux régimes	2	3	2	(7)	–	–
Perte matérialisée au règlement d'une partie de l'obligation au titre des prestations constituées	–	4	–	–	–	–
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	(213)	(217)	(235)	(4)	(4)	(5)
Charge annuelle liée aux prestations constituées	187	159	90	59	51	46
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	45	44	36	–	–	–
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	11	10	9	–	–	–
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	243 \$	213 \$	135 \$	59 \$	51 \$	46 \$

Incidence sur la charge annuelle liée aux prestations constituées si nous avions constaté tous les coûts et frais au moment où ils sont survenus

Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	243 \$	213 \$	135 \$	59 \$	51 \$	46 \$
(Excédent) déficit du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(118)	(6)	423	(4)	(6)	8
(Excédent) déficit des (gains) ou pertes actuariels amortis par rapport aux (gains) ou pertes actuariels survenus	1	97	92	(10)	170	31
(Excédent) déficit du coût amorti par rapport au coût réel des modifications aux régimes	17	(3)	(2)	7	–	–
Total pro forma des coûts annuels liés aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs si nous avions constaté tous les coûts et avantages au cours de l'exercice	143 \$	301 \$	648 \$	52 \$	215 \$	85 \$

Hypothèses utilisées pour déterminer les charges liées à la retraite et aux autres avantages – Moyennes pondérées :

Durée moyenne estimative d'activité des employés actifs (années)	10	11	12	13	14	14
Taux d'actualisation, en début d'exercice	6,2 %	6,5 %	6,7 %	6,4 %	6,7 %	6,6 %
Taux de rendement à long terme prévu pour les actifs des régimes	6,7 %	6,9 %	7,5 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	4,0 %	4,2 %	4,1 %	4,1 %	3,7 %	3,7 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	8,4 % ¹⁾	5,3 % ²⁾	5,6 % ³⁾

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2013 et pour les années subséquentes.

3) Le taux devrait se stabiliser à 4,3 % en 2005 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Obligation au titre des prestations constituées						
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	3 300 \$	3 157 \$	2 903 \$	711 \$	595 \$	537 \$
Prestations constituées par les employés	120	111	105	16	17	13
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	201	196	191	44	38	35
Prestations versées aux retraités et aux employés	(190)	(195)	(167)	(23)	(25)	(23)
Cotisations volontaires des employés	5	5	5	–	–	–
Perte actuarielle a)	78	159	119	–	170	34
Modifications aux régimes	19	–	15	–	(66)	–
Réduction de l'obligation en raison d'un règlement partiel	–	(15)	–	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(54)	(118)	(14)	(7)	(18)	(1)
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	3 479 \$	3 300 \$	3 157 \$	741 \$	711 \$	595 \$
Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées :						
Taux d'actualisation, en fin d'exercice	6,0 %	6,2 %	6,5 %	6,2 %	6,4 %	6,7 %
Taux de croissance de la rémunération	3,9 %	4,2 %	4,1 %	3,9 %	4,1 %	3,7 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	8,2 % 1)	8,4 % 2)	5,3 % 3)
Juste valeur des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes, en début d'exercice	3 191 \$	2 912 \$	2 816 \$	55 \$	55 \$	54 \$
Rendement réel des actifs des régimes	331	223	(188)	8	10	(3)
Cotisations versées par la Banque	208	333	454	23	25	27
Cotisations volontaires des employés	5	5	5	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(190)	(195)	(167)	(23)	(25)	(23)
Sommes versées aux participants en règlement de l'obligation au titre des prestations de retraite	–	(17)	–	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(34)	(70)	(8)	(5)	(10)	–
Juste valeur des actifs des régimes, en fin d'exercice	3 511 \$	3 191 \$	2 912 \$	58 \$	55 \$	55 \$
Situation de capitalisation des régimes						
Perte actuarielle non constatée a)	32 \$	(109)\$	(245)\$	(683)\$	(656)\$	(540)\$
Perte actuarielle non constatée a)	1 059	1 192	1 148	202	219	63
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes b)	46	29	33	(59)	(66)	–
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 137 \$	1 112 \$	936 \$	(540)\$	(503)\$	(477)\$
Comptabilisation dans :						
Actifs divers	1 155 \$	1 171 \$	1 008 \$	– \$	– \$	– \$
Passifs divers	(18)	(59)	(72)	(540)	(503)	(477)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 137 \$	1 112 \$	936 \$	(540)\$	(503)\$	(477)\$

Les régimes ont payé 4 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 (4 millions en 2003; 5 millions en 2002) à nous et à certaines de nos filiales, pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous offrons à nos clients. Au 31 octobre 2004, 2003 et 2002, les régimes ne détenaient directement aucune de nos actions.

- 1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2013 et pour les années subséquentes.
 - 2) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.
 - 3) Le taux devrait se stabiliser à 4,3 % en 2005 et pour les années subséquentes.
- s.o. – sans objet

a) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos (gains) et pertes actuariels :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Perte actuarielle non constatée, en début d'exercice	1 192 \$	1 148 \$	633 \$	219 \$	63 \$	25 \$
Perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	78	159	119	–	170	34
(Excédent) déficit du rendement réel de l'actif des régimes par rapport au rendement prévu	(118)	(6)	423	4	(6)	8
Constataion dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(77)	(62)	(27)	(10)	–	(3)
Incidence du taux de change et autres	(16)	(47)	–	(11)	(8)	(1)
Perte actuarielle non constatée, en fin d'exercice	1 059 \$	1 192 \$	1 148 \$	202 \$	219 \$	63 \$

b) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (économie) non constatés des modifications aux régimes :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en début d'exercice	29 \$	33 \$	20 \$	(66)\$	– \$	– \$
Coût (économie) des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	19	–	15	–	(66)	–
Constataion dans la charge d'une partie du coût (de l'économie) non constatés des modifications aux régimes	(2)	(3)	(2)	7	–	–
Incidence du taux de change	–	(1)	–	–	–	–
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en fin d'exercice	46 \$	29 \$	33 \$	(59)\$	(66)\$	– \$

Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prestations de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées
Taux d'actualisation (%)	6,0	6,2	6,2	6,4
Effet d'une : hausse de 1 %	(392)	(15)	(97)	(3)
baisse de 1 %	485	17	123	3
Taux de croissance de la rémunération (%)	3,9	4,0	3,9	4,1
Effet d'une : hausse de 0,25 %	23	2	1	–
baisse de 0,25 %	(22)	(2)	(1)	–
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,7	s.o.	8,0
Effet d'une : hausse de 1 %	s.o.	(31)	s.o.	–
baisse de 1 %	s.o.	31	s.o.	–
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	8,2 1)	8,4 2)
Effet d'une : hausse de 1 %	s.o.	s.o.	107	10
baisse de 1 %	s.o.	s.o.	(90)	(8)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2013 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les paiements en espèces faits par la Banque au cours de l'exercice, relativement aux régimes d'avantages sociaux futurs des employés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2004	2003	2002	2004	2003	2002
Cotisations aux régimes à prestations déterminées	189 \$	325 \$	434 \$	– \$	– \$	4 \$
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	11	10	9	–	–	–
Prestations versées directement par la Banque aux retraités	19	8	20	23	25	23
Total	219 \$	343 \$	463 \$	23 \$	25 \$	27 \$

Nos meilleures estimations des sommes que nous prévoyons verser au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2005 sont 170 millions de dollars pour nos régimes de retraite et 35 millions de dollars pour nos régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Estimation des versements futurs de prestations aux retraités et aux employés

Estimation des versements futurs de prestations au cours des cinq prochaines années et par la suite :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Année		
2005	182 \$	35 \$
2006	191	32
2007	206	34
2008	219	37
2009	231	40
2010 – 2014	1 376	259

Note 21 Impôts sur les bénéfices

Nous présentons notre provision pour impôts sur les bénéfices dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel qu'il est mentionné ci-dessous.

En outre, nous comptabilisons la charge fiscale ou l'avantage fiscal directement dans les capitaux propres lorsque les impôts portent sur des montants constatés dans les capitaux propres. Par exemple, la charge fiscale découlant des gains provenant d'opérations de couverture relatives à nos investissements nets dans des établissements à l'étranger est comptabilisée dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets.

Le solde net des actifs d'impôts futurs inclus dans les actifs divers représente le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période où le changement de taux survient.

Nous prévoyons réaliser nos actifs d'impôts futurs dans le cours normal de nos activités.

Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Actifs d'impôts futurs		
Réserve pour créances irrécouvrables	431 \$	500 \$
Avantages sociaux futurs des employés	184	159
Rémunération du personnel différée	148	148
Autres	111	136
Total des actifs d'impôts futurs	874	943
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(316)	(307)
Prestations de retraite	(410)	(360)
Actifs incorporels	(112)	(80)
Autres	(47)	(50)
Total des passifs d'impôts futurs	(885)	(797)
Solde net des actifs (passifs) d'impôts futurs	(11)\$	146 \$

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devions rapatrier les bénéfices de certaines filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfices. Comme le rapatriement de tels bénéfices n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles, aux taux en vigueur, si les bénéfices de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés sont estimés à 495 millions de dollars au 31 octobre 2004, à 490 millions au 31 octobre 2003 et à 530 millions au 31 octobre 2002.

Provision pour impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	2004	2003	2002
État consolidé des résultats			
Provision pour impôts sur les bénéfices			
– Impôts exigibles	859 \$	725 \$	137 \$
– Impôts futurs	149	(37)	287
	1 008	688	424

Capitaux propres

Charge fiscale (avantage fiscal) découlant de :

Gains de change provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	254	601	81
Autres	9	–	(4)
Total	1 271 \$	1 289 \$	501 \$

Composantes de la provision totale pour impôts sur les bénéfices

Au Canada : Impôts exigibles			
Palier fédéral	605 \$	752 \$	207 \$
Palier provincial	273	294	46
	878	1 046	253
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	88	7	132
Palier provincial	39	2	44
	127	9	176
Total des impôts canadiens	1 005	1 055	429
À l'étranger : Impôts exigibles	236	280	(35)
Impôts futurs	30	(46)	107
Total des impôts à l'étranger	266	234	72
Total	1 271 \$	1 289 \$	501 \$

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur les bénéfices qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur les bénéfices que nous avons comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2004	2003	2002
Impôts sur les bénéfices aux taux d'imposition prévus par la loi, combinés du Canada et des provinces	1 195 \$	935 \$	727 \$
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :			
Revenu exonéré d'impôt	(95)	(112)	(99)
Activités à l'étranger assujétiées à des taux d'imposition différents	(96)	(153)	(197)
Impôt des grandes sociétés	5	7	15
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	(11)	10	9
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	14	14	16
Autres	(4)	(13)	(47)
Provision pour impôts sur les bénéfices et taux d'imposition effectif	1 008 \$	688 \$	424 \$
	35,0 %	36,2 %	38,3 %

Note 22 Résultats par action

Résultat de base par action

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2004	2003	2002
Revenu net	2 351 \$	1 825 \$	1 417 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(76)	(82)	(79)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 275 \$	1 743 \$	1 338 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	501 656	496 208	490 816
(en dollars canadiens)			
Résultat de base par action	4,53 \$	3,51 \$	2,73 \$

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation pendant toute la durée de l'exercice, soit à partir de la date d'émission des instruments émis au cours de l'exercice.

Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au revenu net afférent aux actions ordinaires les dividendes versés aux détenteurs d'actions convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 4, 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler les conversions au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

Options d'achat d'actions des employés

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options d'achat d'actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options d'achat d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2004	2003	2002
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 275 \$	1 743 \$	1 338 \$
Dividendes sur actions convertibles	1	1	1
Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	2 276	1 744	1 339
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	501 656	496 208	490 816
Actions convertibles	683	996	1 278
Options d'achat d'actions pouvant être exercées 1)	32 057	36 608	30 575
Actions ordinaires pouvant être rachetées 2)	(19 351)	(26 803)	(23 205)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	515 045	507 009	499 464
(en dollars canadiens)			
Résultat dilué par action	4,42 \$	3,44 \$	2,68 \$

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options d'achat d'actions en cours, soit 679 510, 455 282 et 7 884 526, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 53,93 dollars, de 41,21 dollars et de 38,11 dollars, pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2004, 2003 et 2002, parce que le prix d'exercice des options était supérieur au cours moyen des actions pour l'exercice.

2) Le nombre des actions pouvant être rachetées est déterminé par le calcul du nombre moyen pondéré des actions pouvant être rachetées chaque trimestre.

Note 23 Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut qu'ils ne correspondent pas à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre une gamme complète de produits et services financiers au Canada et aux États-Unis, par l'intermédiaire de circuits de services bancaires en direct comme les succursales, les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe SI sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de trésorerie, de gestion de fonds, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en

matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion et de soutien en matière de technologie de l'information, de traitement, d'opérations immobilières et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et harmonise les normes d'infrastructure et de service communes afin de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans la note 1 et dans l'ensemble des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminés selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme.

Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'un groupe disposant d'un surplus à un groupe affichant un déficit s'effectue aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens classés par groupe d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise ¹⁾	Total (bic)	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)	Canada	États-Unis	Autres pays
2004										
Revenu net d'intérêts	3 444 \$	499 \$	1 305 \$	(187)\$	5 061 \$	(139)\$	4 922 \$	3 441 \$	1 450 \$	170 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 470	1 351	1 527	203	4 551	–	4 551	3 199	1 200	152
Revenu total	4 914	1 850	2 832	16	9 612	(139)	9 473	6 640	2 650	322
Provision pour créances irrécouvrables	302	2	138	(545)	(103)	–	(103)	(1)	(46)	(56)
Frais autres que d'intérêts	3 084	1 500	1 430	143	6 157	–	6 157	4 079	1 964	114
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 528	348	1 264	418	3 558	(139)	3 419	2 562	732	264
Impôts sur les bénéfices	524	117	408	98	1 147	(139)	1 008	824	281	42
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	–	–	59	60	–	60	45	15	–
Revenu net	1 003 \$	231 \$	856 \$	261 \$	2 351 \$	– \$	2 351 \$	1 693 \$	436 \$	222 \$
Actif moyen	119 089 \$	5 326 \$	141 691 \$	3 686 \$	269 792 \$	– \$	269 792 \$	177 306 \$	68 758 \$	23 728 \$
2003										
Revenu net d'intérêts	3 318 \$	541 \$	1 393 \$	(201)\$	5 051 \$	(152)\$	4 899 \$	3 269 \$	1 631 \$	151 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 506	1 196	1 263	255	4 220	–	4 220	2 912	1 185	123
Revenu total	4 824	1 737	2 656	54	9 271	(152)	9 119	6 181	2 816	274
Provision pour créances irrécouvrables	301	2	231	(79)	455	–	455	211	211	33
Frais autres que d'intérêts	3 075	1 505	1 369	138	6 087	–	6 087	3 992	1 989	106
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 448	230	1 056	(5)	2 729	(152)	2 577	1 978	616	135
Impôts sur les bénéfices	507	86	335	(88)	840	(152)	688	625	231	(16)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	4	–	–	60	64	–	64	48	16	–
Revenu net	937 \$	144 \$	721 \$	23 \$	1 825 \$	– \$	1 825 \$	1 305 \$	369 \$	151 \$
Actif moyen	109 909 \$	5 292 \$	144 418 \$	4 347 \$	263 966 \$	– \$	263 966 \$	167 397 \$	76 634 \$	19 935 \$
2002										
Revenu net d'intérêts	3 099 \$	518 \$	1 478 \$	(160)\$	4 935 \$	(106)\$	4 829 \$	3 018 \$	1 743 \$	174 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 463	1 106	1 068	287	3 924	–	3 924	2 555	1 243	126
Revenu total	4 562	1 624	2 546	127	8 859	(106)	8 753	5 573	2 986	300
Provision pour créances irrécouvrables	280	1	227	312	820	–	820	560	257	3
Frais autres que d'intérêts	2 984	1 490	1 413	143	6 030	–	6 030	3 922	1 991	117
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 298	133	906	(328)	2 009	(106)	1 903	1 091	738	180
Impôts sur les bénéfices	489	54	305	(318)	530	(106)	424	271	241	18
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2	–	–	60	62	–	62	45	17	–
Revenu net	807 \$	79 \$	601 \$	(70)\$	1 417 \$	– \$	1 417 \$	775 \$	480 \$	162 \$
Actif moyen	102 049 \$	5 453 \$	136 451 \$	4 037 \$	247 990 \$	– \$	247 990 \$	152 612 \$	79 107 \$	16 271 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions.

Les données des exercices précédents sont retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours du présent exercice à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Note 24 Opérations entre apparentés

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Depuis le 1^{er} septembre 1999, nous n'accordons aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts hypothécaires aux dirigeants mutés à notre demande et les prêts sur cartes de crédit aux employés. Nous offrons maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés.

Avant le 1^{er} septembre 1999, les prêts consentis aux dirigeants à des fins personnelles, principalement pour des achats de consommation, des améliorations domiciliaires et des placements divers, leur étaient offerts à un taux d'intérêt équivalant à la moitié de notre taux préférentiel jusqu'à un maximum de 25 000 \$. Les prêts d'un montant supérieur étaient offerts au taux préférentiel.

Le solde des prêts à taux réduit consentis en vertu de tels contrats de prêt s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Prêts hypothécaires	80 \$	155 \$
Prêts aux particuliers	66	73
Total	146 \$	228 \$

Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, à notre état consolidé des résultats.

Rémunération des membres du Conseil d'administration*Régime d'options d'achat d'actions*

Au cours de l'exercice 2002, nous avons offert un régime d'options d'achat d'actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de notre

régime destiné à certains dirigeants et employés, décrits à la note 19. Au cours de l'exercice 2003, nous avons consenti 42 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 43,25 \$ l'action. Au cours de l'exercice 2002, nous avons consenti 105 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 36,01 \$ l'action. Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous avons cessé de consentir des options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions destiné aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction.

Les frais liés aux options d'achat d'actions de ce régime sont calculés de la même manière que les frais liés aux options d'achat d'actions des employés. Ils sont inclus dans les autres frais inscrits à notre état consolidé des résultats et s'élevaient à moins de un million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002.

Droits différés à la valeur de nos actions ordinaires

Les membres de notre Conseil d'administration doivent toucher la totalité de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou de droits différés à la valeur de nos actions ordinaires jusqu'à ce que le portefeuille d'actions des administrateurs soit supérieur à six fois leur rémunération annuelle comme administrateurs. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous cette forme.

Les droits différés à la valeur de nos actions ordinaires octroyés en vertu de ce régime sont rajustés pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces droits est versée immédiatement à l'administrateur lorsqu'il résigne ses fonctions au sein du Conseil d'administration. Tous les frais relatifs à ces droits ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats et totalisaient respectivement 3 millions, 2 millions et 2 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004, 2003 et 2002.

Note 25 Passif éventuel**a) Poursuites judiciaires**

Au cours de l'exercice précédent, des poursuites ont été intentées contre nous relativement à la cessation de certaines positions de produits dérivés. Selon l'information actuellement disponible, nos avocats ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que nous avons une défense solide.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet de plusieurs recours collectifs et individuels au Canada, et d'un recours collectif aux États-Unis, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. (Bre-X). Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs de ces recours figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence, d'informations trompeuses ou frauduleuses et de violation de la *Securities Exchange Act of 1934* (États-Unis seulement), relativement à la vente des titres de Bre-X. Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Toutes les autres poursuites en sont à un stade préliminaire. Selon l'information actuellement disponible, les avocats de BMO Nesbitt Burns Inc. ne sont pas en mesure d'exprimer une opinion quant au résultat probable de l'une quelconque de ces poursuites. La direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc. a une défense solide et qu'elle se défendra avec vigueur contre toutes lesdites poursuites.

Dans le cas de la faillite d'Adelphia Communications Corporation (Adelphia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Holders ont demandé au tribunal l'autorisation d'intenter des poursuites contre la Banque de Montréal, Harris Nesbitt Corp. et environ 380 autres institutions financières. Les plaintes invoquent diverses lois (notamment la *Bank Holding Company Act* et, en ce qui concerne le projet de plainte du Equity Holders Committee, la *RICO Act*) ainsi

que divers motifs de poursuite, en vertu de la common law, liés aux relations entre la Banque de Montréal et sa filiale, Adelphia et plusieurs de ses filiales, et la famille Rigas et certaines entités possédées ou contrôlées par cette famille, et visent à obtenir des dommages-intérêts, y compris des dommages-intérêts exemplaires, dont les montants ne sont pas spécifiés, ainsi qu'un redressement équitable. La Banque et d'autres défendeurs ont contesté l'aptitude des comités à les poursuivre et le tribunal, bien que parfaitement informé, n'a réclamé aucun argument sur les requêtes des comités et n'a pas statué sur elles. En outre, dans la procédure de faillite, Adelphia a menacé d'intenter une procédure accusatoire contre la Banque et d'autres institutions financières dans le but d'obtenir le remboursement de certains paiements reçus par la Banque et par d'autres, alléguant que ces paiements étaient annulables en raison de préférences suspectes.

De plus, Harris Nesbitt Corp., une filiale de la Banque, est l'un des souscripteurs nommés, en compagnie de la Banque et d'autres institutions financières, dans plusieurs poursuites civiles intentées par des détenteurs de titres de créances d'Adelphia. Ces poursuites comprennent un recours collectif ainsi que des recours individuels qui ont été regroupés au stade de la procédure préparatoire au procès devant la United States District Court du Southern District of New York. Ces poursuites sont toutes fondées sur des allégations de violations de la *U.S. Securities Act of 1933* et de la *U.S. Securities Exchange Act of 1934*, et plusieurs allèguent des violations de lois sur les valeurs mobilières de certains États ainsi que de la common law. Dans tous les cas, le montant des dommages-intérêts réclamés n'est pas spécifié. La Banque a également été informée par un particulier qui a vendu son entreprise en échange d'actions ordinaires d'Adelphia qu'il pourrait, à la suite de la baisse de la valeur de ces actions, intenter une poursuite civile contre la Banque et d'autres pour obtenir des dommages-intérêts dont le montant, qui serait important selon les allégations, n'est pas spécifié.

Il existe une possibilité que d'autres poursuites en rapport avec la faillite d'Adelphia soient intentées par une ou plusieurs parties intéressées.

Comme ces poursuites en sont toutes à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que la Banque et Harris Nesbitt Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la position financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

b) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Encaisse	2 \$	10 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	5 227	4 799
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	1 668	1 457
Autres valeurs mobilières	11 421	12 055
Autres actifs	21 559	23 850
Total des actifs cédés en garantie	39 877 \$	42 171 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions présentée à la note 2. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Note 26 Juste valeur des instruments financiers

Nous comptabilisons nos actifs et nos passifs liés à la négociation à la valeur marchande et les autres actifs et passifs au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves ou des dévaluations pour perte de valeur. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une quelconque des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans le présent rapport représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente généralement notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en supposant que nous ne vendrions pas les actifs ou les passifs, et en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu le contrat sous-jacent. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les bureaux, le matériel, les écarts d'acquisition, les actifs incorporels, les montants relatifs aux avantages sociaux futurs et les soldes d'impôts futurs ne constituant pas des instruments financiers, ils ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les montants nets exclus totalisaient 4 007 millions de dollars au 31 octobre 2004 (3 968 millions au 31 octobre 2003).

Instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas de l'actif et du passif liés aux acceptations, des titres vendus à découvert et des titres mis en pension. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de certains de nos actifs et passifs divers.

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Parties à qui les actifs ont été cédés :		
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 253 \$	1 096 \$
Activités relatives aux actifs cédés :		
Obligations relatives à des titres mis en pension	20 865	23 748
Emprunts et prêts de titres	11 229	8 997
Transactions sur instruments dérivés	1 121	1 052
Autres	5 409	7 278
Total	39 877 \$	42 171 \$

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des prêts productifs à taux fixe, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements anticipés, aux taux du marché actuels offerts sur des prêts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des prêts productifs à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces prêts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Nous soustrayons ensuite le montant de la réserve pour créances irrécouvrables de la valeur des soldes de nos prêts fondée sur les hypothèses décrites ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

Valeurs mobilières

La juste valeur de nos valeurs mobilières, aussi bien les titres de négociation que les titres de placement, selon le type d'instrument, de même que les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont présentées à la note 3.

Dépôts

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements prévus, aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des dépôts à taux variable et à échéance fixe, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.
- Dans le cas des dépôts à échéance fixe, la juste valeur est rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés en se fondant sur les comportements antérieurs des clients.
- Dans le cas des dépôts sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

Dettes subordonnées

La juste valeur de la dette subordonnée est déterminée d'après les cours actuels du marché de titres de créances semblables.

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si la totalité de nos actifs et de nos passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur, une fois rajustés pour tenir compte de l'incidence des instruments dérivés utilisés pour couvrir les changements de la juste valeur (les actifs et les passifs qui ne sont pas des instruments financiers sont exclus de ce tableau) :

	2004				2003			
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur des couvertures 1)	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur des couvertures 1)	Écart positif (négatif)
Actif								
Encaisse	18 045 \$	18 045 \$	– \$	– \$	19 860 \$	19 860 \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières	50 472	50 558	(48)	38	54 790	55 102	(170)	142
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	156 248	156 407	(37)	122	146 156	146 686	9	539
Instruments financiers dérivés – négociation	24 914	24 914	–	–	20 878	20 878	–	–
Actifs divers	10 974	10 974	–	–	10 504	10 504	–	–
	260 653 \$	260 898 \$	(85)\$	160 \$	252 188 \$	253 030 \$	(161)\$	681 \$
Passif								
Dépôts	175 190 \$	175 710 \$	(196)\$	324 \$	171 551 \$	172 431 \$	(389)\$	491 \$
Instruments financiers dérivés – négociation	23 741	23 741	–	–	20 375	20 375	–	–
Acceptations	5 355	5 355	–	–	5 611	5 611	–	–
Titres vendus à découvert	10 441	10 441	–	–	8 255	8 255	–	–
Titres mis en pension	20 865	20 865	–	–	23 765	23 765	–	–
Passifs divers	13 786	13 786	–	–	11 259	11 259	–	–
Dettes subordonnées	2 395	2 630	8	243	2 856	3 165	6	315
	251 773 \$	252 528 \$	(188)\$	567 \$	243 672 \$	244 861 \$	(383)\$	806 \$
Total				(407)\$				(125)\$

1) Se reporter à la note 9.

Note 27 Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières

du Canada. Les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de nos états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

État consolidé condensé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2004	2003	2002
Revenu net, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	2 351 \$	1 825 \$	1 417 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Revenu net d'intérêts			
Entités à détenteurs de droits variables a)	38	–	–
Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires b)	(42)	–	–
Revenu autre que d'intérêts			
Entités à détenteurs de droits variables a)	104	–	–
Opérations de titrisation c)	(3)	(44)	(40)
Instruments dérivés d)	(5)	(3)	(37)
Frais autres que d'intérêts			
Entités à détenteurs de droits variables a)	(7)	–	–
Options d'achat d'actions e)	(29)	(43)	(47)
Frais de développement de logiciels f)	(42)	39	40
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes g)	5	(2)	(4)
Écarts d'acquisition et autres actifs h)	6	7	10
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices i)			
(y compris les rajustements dus aux éléments énumérés ci-dessus)	(24)	3	21
Incidence cumulative d'un changement de méthode comptable a)	(111)	–	–
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	2 241 \$	1 782 \$	1 360 \$
Résultat par action : de base – Revenu net selon les PCGR du Canada	4,53 \$	3,51 \$	2,73 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis avant l'incidence cumulative du changement de méthode comptable	4,54	3,43	2,61
– Incidence cumulative du changement de méthode comptable	(0,23)	–	–
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	4,31	3,43	2,61
Résultat par action : dilué – Revenu net selon les PCGR du Canada	4,42 \$	3,44 \$	2,68 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis avant l'incidence cumulative du changement de méthode comptable	4,42	3,35	2,57
– Incidence cumulative du changement de méthode comptable	(0,22)	–	–
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	4,20	3,35	2,57

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Bilan consolidé condensé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2004			2003		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse a)	18 045 \$	28 \$	18 073 \$	19 860 \$	– \$	19 860 \$
Valeurs mobilières						
Titres de placement et substituts de prêts i)	15 028	(15 028)	–	19 671	(19 671)	–
Titres de négociation	35 444	–	35 444	35 119	–	35 119
Titres disponibles pour la vente d,j,l)	–	15 873	15 873	–	21 105	21 105
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables a,d)	156 248	20 796	177 044	146 156	(4)	146 152
Instruments financiers dérivés a,d)	25 448	327	25 775	21 216	420	21 636
Bureaux et matériel f)	2 020	127	2 147	2 045	105	2 150
Écarts d'acquisition h)	1 507	(43)	1 464	1 334	(46)	1 288
Actifs incorporels h)	480	(26)	454	589	(35)	554
Actifs divers a,d,g,l)	10 974	163	11 137	10 504	(288)	10 216
Total de l'actif	265 194 \$	22 217 \$	287 411 \$	256 494 \$	1 586 \$	258 080 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts d)	175 190 \$	4 \$	175 194 \$	171 551 \$	(14)\$	171 537 \$
Instruments financiers dérivés a,d)	23 973	(13)	23 960	20 715	174	20 889
Acceptations	5 355	–	5 355	5 611	–	5 611
Titres vendus à découvert	10 441	–	10 441	8 255	–	8 255
Titres mis en pension	20 865	–	20 865	23 765	–	23 765
Passifs divers d,j)	13 786	22 029	35 815	11 259	1 058	12 317
Dette subordonnée d)	2 395	9	2 404	2 856	58	2 914
Capitaux propres d,k)	13 189	188 1)	13 377	12 482	310 1)	12 792
Total du passif et des capitaux propres	265 194 \$	22 217 \$	287 411 \$	256 494 \$	1 586 \$	258 080 \$

1) Comprend un rajustement cumulatif des capitaux propres découlant des différences entre les PCGR de l'exercice courant et ceux des exercices antérieurs. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

État consolidé du résultat global

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2004	2003	2002
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	2 241 \$	1 782 \$	1 360 \$
Autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts sur les bénéfices :			
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture i)	(295)	(597)	(79)
Gains (pertes) de détention non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, déduction faite des opérations de couverture ii)	(4)	76	(45)
(Gains) pertes matérialisés et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, constatés dans le revenu net iii)	(114)	(25)	94
Pertes non matérialisées sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie iv)	(205)	(37)	(22)
Gains nets sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatés dans le revenu net v)	253	21	15
Obligation minimale au titre des régimes de retraite vi)	(5)	(45)	–
Total des autres composantes du résultat global	(370)	(607)	(37)
Résultat global	1 871 \$	1 175 \$	1 323 \$

i) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 254 millions de dollars (601 millions en 2003, 81 millions en 2002).

ii) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2 millions de dollars (37 millions en 2003, 30 millions en 2002).

iii) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 64 millions de dollars (14 millions en 2003, 59 millions en 2002).

iv) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 110 millions de dollars (19 millions en 2003, 14 millions en 2002).

v) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 209 millions de dollars (12 millions en 2003, 9 millions en 2002).

vi) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3 millions de dollars (30 millions en 2003).

a) Entités à détenteurs de droits variables

Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté le 31 janvier 2004 une nouvelle norme comptable sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En vertu de cette nouvelle norme, nous consolidons les résultats financiers des EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

L'adoption de cette norme comptable américaine le 31 janvier 2004 a entraîné la consolidation de nos conduits multicédants. Nous avons comptabilisé dans notre état consolidé des résultats, comme incidence cumulative d'un changement de méthode comptable, un rajustement de transition unique de 111 millions de dollars relatif aux pertes non matérialisées sur les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt. Ces instruments dérivés avaient été comptabilisés comme des instruments dérivés de couverture selon les PCGR du Canada, mais ils ne répondaient pas aux conditions précises de la comptabilité de couverture selon les PCGR des États-Unis dans les périodes précédentes. En conséquence, même s'ils sont efficaces comme couvertures économiques, ils doivent être comptabilisés à la valeur marchande en vertu des PCGR des États-Unis. Le passif lié à ces pertes non matérialisées sera contrepassé, entraînant une hausse correspondante

du revenu net, sur le reste de la durée des swaps, soit de 2004 à 2015, aux fins des normes de présentation des PCGR des États-Unis.

L'incidence de la nouvelle norme comptable sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2004 a été la suivante : une augmentation de l'encaisse de 28 millions de dollars, une augmentation des prêts de 20 805 millions, une diminution des actifs dérivés de 51 millions, une augmentation des actifs divers de 25 millions, une diminution des passifs dérivés de 13 millions, une augmentation des passifs divers de 20 849 millions et une diminution des capitaux propres de 29 millions.

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons les règles équivalentes des PCGR du Canada concernant la consolidation des EDDV. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que le solde de transition soit totalement amorti.

b) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires sont constatés dans le revenu lorsque le prêt fait l'objet d'un remboursement anticipé ou est renégocié aux taux du marché. Avant le 1^{er} novembre 2003, en vertu des PCGR du Canada, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à court moyen des prêts hypothécaires visés.

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui a supprimé cette différence et qui a entraîné la comptabilisation dans le revenu, aux fins

des PCGR du Canada, du solde des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, en date du 1^{er} novembre 2003, de 42 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices. Ce montant était déjà constaté dans le revenu net en vertu des PCGR des États-Unis.

c) Opérations de titrisation

Selon les PCGR des États-Unis, les gains sur toutes les opérations de titrisation sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} juillet 2001, les gains sur les ventes de prêts LNH étaient constatés à la date de la titrisation et les gains sur les ventes d'autres prêts titrisés devaient être reportés et constatés sur la durée de vie des prêts titrisés. Le 1^{er} juillet 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne portant sur les titrisations, qui supprime cette différence pour les opérations de titrisation effectuées après le 1^{er} juillet 2001. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les gains reportés relatifs aux prêts titrisés avant le 1^{er} juillet 2001 aient tous été constatés au revenu.

d) Instruments dérivés

Conformément aux PCGR des États-Unis, les instruments dérivés de couverture sont constatés à leur juste valeur dans notre bilan consolidé. Les changements à la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont portés, dans notre état consolidé des résultats, en déduction du changement à la juste valeur de l'actif, du passif ou de l'engagement ferme couvert, ou ils sont constatés dans les autres composantes du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si le changement à la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement à la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est immédiatement constatée dans notre état consolidé des résultats.

Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés servant de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés au revenu de la même manière que l'est l'élément couvert sous-jacent.

e) Options d'achat d'actions

Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions à la date à laquelle elles ont été consenties est constatée comme charge de rémunération pendant la période au cours de laquelle les options deviennent acquises. Avant le 1^{er} novembre 2002, en vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans les capitaux propres lorsque les options étaient levées et nous ne constatons aucuns frais de rémunération. Le 1^{er} novembre 2002, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions qui a supprimé cette différence pour les options d'achat d'actions consenties le ou après le 1^{er} novembre 2002. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais liés aux options d'achat d'actions aient été entièrement constatés pour les options consenties avant le 1^{er} novembre 2002 conformément aux PCGR des États-Unis.

f) Frais de développement de logiciels

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui supprime cette différence dans le traitement des frais de développement de logiciels engagés après le 31 octobre 2003. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais de développement de logiciels capitalisés avant l'exercice 2004 aient été entièrement amortis.

g) Prestations de retraite et avantages sociaux connexes

Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme de l'actif, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. Le 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a

découlé comme une charge imputée aux bénéfices non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

h) Écarts d'acquisition et autres actifs

Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bancorp, Inc., en 1994, aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1^{er} novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu. La différence qui subsiste concerne l'amortissement des actifs incorporels en vertu des PCGR du Canada.

i) Impôts sur les bénéfices

En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, mentionnons qu'en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont constatés dans le revenu dans la période où les changements entrent en vigueur.

j) Garanties non liquides

Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé; un passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont comptabilisées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les valeurs mobilières disponibles pour la vente et les passifs divers ont été respectivement augmentés de 1 289 et de 1 220 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003.

k) Capitaux propres

Le total cumulatif des autres composantes du résultat global est inscrit comme un élément distinct des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis. Les PCGR du Canada ne permettent pas la présentation d'autres composantes du résultat global.

Les soldes cumulatifs liés à chacune des autres composantes du résultat global, déduction faite des impôts sur les bénéfices, sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	(471)\$	(176)\$
Gains nets non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente l)	11	129
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	274	226
Obligation minimale au titre des régimes de retraite m)	(50)	(45)
Total cumulatif des autres composantes du résultat global	(236)\$	134 \$

l) Valeurs mobilières disponibles pour la vente

Selon les PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme valeurs mobilières disponibles pour la vente tous nos titres de placement et substitués de prêts autres que ceux en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres composantes du résultat global. Selon les PCGR du Canada, les titres de placement sont comptabilisés au coût, au coût non amorti ou au coût ajusté. Les titres de placement en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle sont classés dans les actifs divers en vertu des PCGR des États-Unis.

m) Obligation minimale au titre des régimes de retraite

Selon les PCGR des États-Unis, nous devons constater un passif supplémentaire au titre des régimes de retraite égal à l'excédent de l'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, sur le coût non constaté des modifications aux régimes. Cet excédent est comptabilisé comme une réduction des autres composantes du résultat global. L'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, s'élevait à 3 087 millions et 2 889 millions de dollars au 31 octobre 2004 et 2003, respectivement. Les PCGR du Canada ne comportent pas d'exigence similaire.

Filiales de la Banque

Sociétés dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Pourcentage des actions avec droit de vote détenues par la Banque	Valeur comptable des actions ordinaires et privilégiées détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
4197569 Canada Inc.	Toronto, Canada	100	1
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	100	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	100	89
BMO Nesbitt Burns Limited (U.K.)	Londres, Angleterre	100	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	100	12 985
Bank of Montreal Holding Investments Inc.	Calgary, Canada	100	
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	Bridgetown, La Barbade	100	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	100	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et filiales	Montréal, Canada	100	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Investments Limited et filiales	Hamilton, Bermudes	100	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	100	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	100	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	100	1 180
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	100	26
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	100	63
BMO Investments Inc.	Toronto, Canada	100	114
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	100	533
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	100	48
BMO (US) Lending, LLC	Chicago, États-Unis	100	12
Harris Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	100	5 130
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Wilmington, États-Unis	100	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
EF5 (U.S.), Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	100	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Bankcorp, Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	100	
Harris Nesbitt Corp.	Chicago, États-Unis	100	
Harris Nesbitt Financing, Inc.	Chicago, États-Unis	100	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	100	
Harrisdirect LLC	Wilmington, États-Unis	100	
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	80	–
Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns Inc.	Toronto, Canada	100	79
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	100	275
Groupe de Fonds Guardian Ltée	Toronto, Canada	100	
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	50,01	27
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	100	2 000
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	100	13

La liste ci-dessus fait état des sociétés que nous détenons directement et des sociétés que chaque filiale détient directement, donc de toutes nos principales sociétés en exploitation. La valeur comptable de chacune des sociétés précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 97,45 % des actions sans droit de vote en circulation.

Gouvernance

Nous nous efforçons de gagner et de conserver la confiance de nos actionnaires en prenant l'engagement ferme d'appliquer des principes rigoureux en matière de gouvernance.

Au fil des ans, le leadership de BMO en matière de pratiques de gouvernance a été largement reconnu, et nos réalisations continuent de l'être. En 2004, par exemple, le magazine *Report on Business* du *Globe and Mail*, dans son évaluation annuelle des pratiques de gouvernance, nous a placés au deuxième rang de son classement général et au premier rang des banques canadiennes.

Responsabilité de gérance

La saine gouvernance et le comportement éthique doivent d'abord s'appliquer à notre Conseil d'administration, qui représente nos actionnaires et est responsable devant eux de la gérance de BMO. Le Conseil, directement ou par l'entremise de ses comités, est chargé d'assurer la surveillance des activités et des affaires internes de notre organisation dans le but d'accroître la valeur pour les actionnaires. Le Conseil est chargé, parmi ses nombreuses fonctions, d'approuver les plans et objectifs stratégiques, de conseiller le chef de la direction, de superviser la conduite de l'organisation sur les plans éthique, juridique et social, et d'examiner les résultats financiers et la situation financière de BMO. C'est aussi lui qui choisit le chef de la direction, évalue son rendement, détermine sa rémunération et, si nécessaire, le remplace.

Indépendance

Le Conseil d'administration veille à mettre en place des structures et des procédures qui lui permettent de fonctionner de façon indépendante de la direction. Tous les membres du Conseil, à l'exception du chef de la direction, sont « indépendants » au sens des *Normes de détermination des administrateurs non reliés ou indépendants* adoptées par le Conseil pour se conformer aux exigences des organismes de réglementation et des bourses.

En 2004, le Conseil a scindé les fonctions de président du conseil et de chef de la direction, et désigné un président du conseil ne faisant pas partie de la direction. Le président du conseil fait office de facilitateur afin que les questions importantes soumises au Conseil soient discutées en profondeur et franchement, et il veille à ce que le Conseil fonctionne indépendamment de la direction.

La gouvernance au sein de BMO Groupe financier

Pour de plus amples renseignements sur la gouvernance au sein de BMO, consulter les documents suivants sur notre site Web à www.bmo.com.

Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations – Les actionnaires sont invités à participer à notre assemblée annuelle le mardi 22 février 2005, au Carlu, à Toronto (Ontario), ou à assister à la webdiffusion de l'assemblée. On peut obtenir des détails sur la webdiffusion sur notre site Web.

Gouvernance – Notre site Web contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, nos *Normes de détermination des administrateurs non reliés ou indépendants* et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

Circulaire de sollicitation de procurations – Notre circulaire de sollicitation de procurations contient une notice biographique sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance.

Rapport 2004 sur les responsabilités sociales de BMO, y compris notre *Déclaration annuelle* – Ce rapport décrit les activités engagées au cours de l'année, dans le cadre de nos responsabilités sociales. Il sera publié en février 2005.

Tout actionnaire peut aussi, sur demande, obtenir un exemplaire papier des documents susmentionnés.

Évaluation du Conseil et de ses membres

Afin d'assurer l'exécution de ses obligations, le Conseil engage chaque année un conseiller externe qui procède à un sondage sur son efficacité. Chaque année également, les membres du Conseil sont évalués par leurs pairs. Dans le cadre de cette évaluation, qui se fait sous la surveillance d'un conseiller externe afin d'en assurer la confidentialité, chaque administrateur mesure la contribution de chacun des autres membres du Conseil en fonction de critères qui vont des valeurs morales à l'intuition stratégique, à l'expertise financière et au jugement en affaires.

Évolution de la gouvernance

BMO reconnaît que ses normes de gouvernance doivent évoluer pour tenir compte des changements qui se produisent dans notre organisation, dans les attentes des actionnaires et dans les exigences réglementaires. Conscient du fait que la gouvernance fait l'objet de discussions continues et stimulantes, le Conseil continuera à suivre le débat.

Règles des bourses

En tant qu'émetteur canadien assujéti dont les titres sont inscrits aux bourses de Toronto et de New York, BMO a adopté des pratiques de gouvernance qui sont non seulement conformes aux exigences de ces bourses mais qui, dans bien des cas, vont au-delà de ces exigences. BMO se conforme également aux règles applicables adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et par la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis pour mettre en application les dispositions de la loi Sarbanes-Oxley des États-Unis.

Pour une explication détaillée des pratiques de gouvernance de BMO, prière de consulter notre circulaire de sollicitation de procurations.

Nos pratiques de gouvernance ne comportent qu'une différence importante par rapport à celles qui sont exigées des émetteurs américains en vertu des normes d'inscription de la Bourse de New York. Ces normes exigent que les actionnaires approuvent tout régime de rémunération à base d'actions et toute modification importante à un tel régime, que les titres devant être livrés en vertu du régime fassent partie d'une nouvelle émission ou qu'ils soient achetés sur le marché libre, sous réserve de quelques exceptions.

Les règles de la Bourse de Toronto exigent que les actionnaires approuvent tous les régimes de rémunération à base d'actions, sous réserve de quelques exceptions, mais seulement lorsque les actions livrées dans le cadre de ces régimes font partie de nouvelles émissions. Les régimes de rémunération à base d'actions dont le nombre maximal d'actions à émettre n'est pas fixe, doivent être assujettis à un nombre maximal mobile, établi d'après un pourcentage fixe des actions en circulation de l'émetteur, et doivent également être approuvés par les actionnaires tous les trois ans. Dans le cas où le régime prévoit une marche à suivre pour les modifications, les règles de la Bourse de Toronto exigent que les actionnaires approuvent les modifications apportées à un tel régime seulement lorsque la modification entraîne une réduction du prix d'exercice ou un report d'échéance des options détenues par les initiés.

Prochaine étape

- Conscient que l'application de principes rigoureux en matière de gouvernance favorise les intérêts de ses actionnaires comme ceux de l'organisation, BMO Groupe financier reste déterminé à préserver et à consolider sa réputation de leader dans ce domaine.

Conseil d'administration

Robert M. Astley

Waterloo, Ontario
Administrateur,
ancien président
et directeur général
Clarica, compagnie
d'assurance sur la vie
et ancien président
Financière Sun Life
Canada

Stephen E. Bachand

Ponte Vedra Beach, Floride
Administrateur
et ancien président
et chef de l'administration
La Société Canadian Tire
Limitée

David R. Beatty, O.B.E.

Toronto, Ontario
Président du conseil
et chef de la direction
Beatinvest Limited

Robert Chevrier, F.C.A.

Montréal, Québec
Président
Société de gestion
Roche inc.

F. Anthony Comper

Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
BMO Groupe financier

Ronald H. Farmer

Markham, Ontario
Directeur général
Mosaic Capital Partners
Toronto

David A. Galloway

Toronto, Ontario
Président du conseil
Banque de Montréal

Eva Lee Kwok

Vancouver
Colombie-Britannique
Présidente du conseil
et chef de la direction
Amara International
Investment Corp.

J. Blair MacAulay

Oakville, Ontario
Conseiller
Fraser Milner Casgrain s.r.l.
Toronto

L'honorable

Frank McKenna, C.P., c.r.
Cap Pelé, Nouveau-Brunswick
Président
Glenwood Kitchen Cabinets
et conseiller, McInnes Cooper
Moncton

Bruce H. Mitchell

Toronto, Ontario
Président du conseil
et chef de la direction
Permian Industries Limited

Philip S. Orsino, O.C., F.C.A.

Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Masonite International
Corporation
Mississauga

J. Robert S. Prichard, O.C., O.Ont.

Toronto, Ontario
Président et
chef de la direction
Torstar Corporation

Jeremy H. Reitman

Montréal, Québec
Président et
chef de la direction
Reitmans (Canada) Limitée

Joseph L. Rotman, O.C., LL.D.

Toronto, Ontario
Président du conseil
Roy-L Capital Corporation

Guylaine Saucier, C.M., F.C.A.

Montréal, Québec
Administratrice

Nancy C. Southern

Calgary, Alberta
Présidente et
chef de la direction
ATCO Ltd. et
Canadian Utilities Limited

Membres honoraires du Conseil

Charles F. Baird

Bethesda, Maryland, É.-U.

Ralph M. Barford

Toronto, Ontario

Matthew W. Barrett, O.C., LL.D.

Londres, Angleterre

Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D.

Vancouver
Colombie-Britannique

Claire P. Bertrand

Montréal, Québec

Frederick S. Burbidge, O.C.

Frelighsburg, Québec

Pierre Côté, C.M.

Québec, Québec

C. William Daniel, O.C., LL.D.

Toronto, Ontario

Nathanael V. Davis

Osterville
Massachusetts, É.-U.

Graham R. Dawson

Vancouver
Colombie-Britannique

Louis A. Desrochers, C.M., c.r.

Edmonton, Alberta

A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.L.

Vancouver
Colombie-Britannique

John F. Fraser, O.C., LL.D.

Winnipeg, Manitoba

Thomas M. Galt

Toronto, Ontario

J. Peter Gordon, O.C.

Burlington, Ontario

Richard M. Ivey, C.C., c.r.

London, Ontario

L'honorable

Betty Kennedy, O.C., LL.D.

Campbellville, Ontario

Ronald N. Mannix

Calgary, Alberta

Robert H. McKercher, c.r.

Saskatoon, Saskatchewan

Eric H. Molson

Montréal, Québec

William D. Mulholland, LL.D.

Georgetown, Ontario

Jerry E.A. Nickerson

North Sydney
Nouvelle-Écosse

Lucien G. Rolland, O.C.

Montréal, Québec

Mary Alice Stuart,

C.M., O.ONT., LL.D.

Toronto, Ontario

Lorne C. Webster, C.M.

Montréal, Québec

Membres du Conseil de gestion

F. Anthony Comper*

Président et
chef de la direction

William A. Downe*

Président du conseil délégué
BMO Groupe financier
Chef de la direction
BMO Nesbitt Burns
Chef du groupe
Services d'investissement

Groupe Services d'investissement

Yvan J.P. Bourdeau*

Président et
chef de l'exploitation
BMO Nesbitt Burns

Ellen M. Costello

Vice-présidente du conseil
Harris Nesbitt, New York
Chef, Titrisation et gestion
des instruments de crédit

David R. Hyma

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef des marchés financiers

Marnie J. Kinsley

Première directrice générale
et co-chef
Services de gestion
de trésorerie

L. Jacques Ménard

Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président
BMO Groupe financier, Québec

Thomas V. Milroy

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef du secteur Investissements
et services aux grandes entreprises

Eric C. Tripp

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef des Opérations sur actions

Groupe Gestion privée

Gilles G. Ouellette*

Président et
chef de la direction

Barry M. Cooper

Président du conseil et chef
de la direction, Jones Heward
Chef des activités liées
aux fonds d'investissement

Sherry S. Cooper

Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Dean Manjuris

Chef du secteur Services
de courtage traditionnels
Président et administrateur
Division des services
aux particuliers
BMO Nesbitt Burns

Graham T. Parsons

Vice-président à la direction
Services bancaires privés

Harris Bankcorp, Inc.

Franklin J. Techar*

Président et
chef de la direction
Harris Bankcorp, Inc.
Harris Trust & Savings Bank
(Chicago)

Groupe Particuliers et entreprises

Robert W. Pearce*

Président et
chef de la direction
Groupe Particuliers
et entreprises

Maurice A.D. Hudon

Premier vice-président
à la direction
Expansion du groupe

Pamela J. Robertson

Vice-présidente à la direction
Offre clientèle
Particuliers et entreprises

Gestion globale des risques et du portefeuille

Ronald G. Rogers*

Président du conseil délégué
Gestion globale des risques
et du portefeuille

Neil R. Macmillan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Services
d'investissement

Michel G. Maila

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
de marché et d'exploitation

Robert L. McGlashan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion globale
des risques

Colin D. Smith

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Particuliers
et entreprises et
groupe Gestion privée

Penelope F. Somerville

Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion du risque
de marché

Technologie et solutions

Lloyd F. Darlington*

Président
et chef de la direction
Technologie et solutions

Barry K. Gilmour

Chef d'entité délégué
et chef de l'exploitation

Finances et Services juridiques

Karen E. Maidment*

Première vice-présidente
à la direction
et chef des finances

Ronald B. Sirkis

Vice-président à la direction
Fiscalité et conseiller général

Thomas E. Flynn

Vice-président à la direction
Finances et trésorier

Ressources humaines et Bureau de gestion stratégique

Rose M. Patten*

Première vice-présidente
à la direction
Ressources humaines
et chef du Bureau de gestion
stratégique

Joan T. Dea†

Première vice-présidente
Stratégie
Bureau de gestion stratégique

au 1^{er} décembre 2004

* Membres du Comité directeur du Conseil de gestion

† Secrétaire du Comité directeur du Conseil de gestion

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

Couverture

Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Évaluation par référence au marché

Valeur, à la date du bilan, des titres et des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, calculée au prix du marché.

Instrument financier dérivé

Contrat dont la valeur est « dérivée » de taux d'intérêt ou de change, ou de cours d'actions ou de produits de base. L'instrument financier dérivé permet de transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours, et peut aussi être utilisé pour des activités de négociation.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc; ils doivent être de nature permanente, être exempts de toute charge fixe et être comptabilisés dans la part des actionnaires sans contrôle.

Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 15 % du capital net de première catégorie, et la somme de ces instruments et des actions privilégiées perpétuelles à dividende non cumulatif ne peut excéder 25 % du capital net de première catégorie.

Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments financiers dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

Moyenne de l'actif productif

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêts douteux

Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour créances irrécouvrables

Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

Ratios du capital réglementaire

Pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, conformément aux normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) régissant le niveau des fonds propres à risque. Ces ratios sont appelés ratio du capital de première catégorie et ratio du capital total. Le capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires et toutes les actions privilégiées admissibles à dividende non cumulatif, moins les écarts d'acquisition non amortis. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débetures subordonnées et la réserve générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif au capital est l'actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, nets des déductions spécifiées, divisé par le capital total.

Réserve pour créances irrécouvrables

Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les réserves pour créances irrécouvrables peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, dans les autres passifs.

Titres mis en pension

Titres vendus, avec l'engagement par le vendeur de les racheter à un prix et à une date ultérieure déterminés. Ces titres permettent un financement à faible coût.

Titres pris en pension

Titres achetés, notamment des obligations d'État, avec l'engagement par l'acheteur de les revendre au vendeur d'origine à un prix et à une date ultérieure déterminés. Ces titres constituent des prêts dont le coût et le risque sont peu élevés.

Autres définitions page

Base d'imposition comparable	28
Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés	97
Entités à détenteurs de droits variables	53
Éléments hors bilan	53
Marge nette d'intérêts	28
Options	98
Profit économique net (PEN)	25
Ratio du capital de première catégorie (voir Ratios du capital réglementaire)	
Ratio de productivité (voir Ratio des frais au revenu)	
Ratio de productivité avant amortissement	32
Ratio des frais au revenu (ou Ratio de productivité)	32
Ratio du capital total (voir Ratios du capital réglementaire)	
Rendement des capitaux propres (RCP)	25
Rendement total des capitaux propres (RTCP)	23
Réserve générale	91
Réserves spécifiques	91
Résultat par action (RPA)	24
Revenu net d'intérêts	28
Revenus de négociation	30
Swaps	97
Définitions relatives au risque	
Capital à risque (CaR)	59
Risque de crédit et de contrepartie	60
Risque de liquidité et de financement	64
Risque de marché	62
Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net	66
Risque de réputation	66
Risque d'exploitation	65
Risque environnemental	66
Risque lié à la valeur marchande	62
Risque lié à l'émetteur	62
Risque social et éthique	67
Valeur à risque (VAR)	62
Volatilité du revenu net	62

Sommaire à l'intention des actionnaires

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2004

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2004	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	57,55 \$	59,65 \$	49,28 \$	280,1 millions
New York	BMO	47,27 \$US	47,72 \$US	35,67 \$US	8,2 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2004	2004	2003	2002	2001	2000
Actions ordinaires a)	BMO	500 896 857	1,59 \$	1,34 \$	1,20 \$	1,12 \$	1,00 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 1 b)		–	–	–	–	0,57 \$	2,25 \$
Série 2 c)		–	–	–	–	1,28 \$US	1,69 \$US
Série 3 d)	BMO F	–	1,18 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$
Série 4 e)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 5 e)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 6 e)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10 f)	BMO V	12 000 000	1,49 \$US	1,49 \$US	1,39 \$US	–	–

- a) Les dividendes sur les actions ordinaires ont été retraités pour faire état de la distribution d'actions à raison de deux contre une, effectuée en mars 2001.
- b) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 1 ont été rachetées le 26 février 2001.
- c) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 2 ont été rachetées le 27 août 2001.
- d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 3 ont été rachetées le 30 septembre 2004.
- e) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6, en mai 1998.
- f) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 10 ont été émises en décembre 2001.

Dates relatives aux dividendes de 2005

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

Actions ordinaires et privilégiées – Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
4 février	25 février	25 février
6 mai	25 mai	30 mai
5 août	25 août	30 août
4 novembre	25 novembre	29 novembre

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), par écrit à Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à service@computershare.com ou par télécopieur au 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis) ou au (416) 263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétaire général de la Banque, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : corp.secretary@bmo.com, téléphone : (416) 867-6785, télécopieur : (416) 867-6793.

Marché des titres de la Banque de Montréal

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque de Montréal sont cotées à la Bourse de Toronto.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de réinvestir les dividendes au comptant dans des actions ordinaires de la Banque de Montréal sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter au comptant d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique à investor.relations@bmo.com, par téléphone au (416) 867-6656 ou par télécopieur au (416) 867-3367, ou visiter notre site Internet à www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez vous adresser au groupe Communications, 105, rue Saint-Jacques, Édifice de Maisonneuve, 1^{er} étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter le site www.bmo.com. (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 22 février 2005, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Carlu, 444, rue Yonge, 7^e étage, Toronto, Ontario, Canada.

Rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires

Pour connaître la rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires, veuillez vous reporter à la page 5 de la circulaire de sollicitation de procurations pour l'Assemblée annuelle qui aura lieu le 22 février 2005.



www.bmo.com/rapportannuel2004



Renseignements en ligne

BMO Groupe financier a pris l'engagement de présenter ouvertement une information complète et d'appliquer les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Nous vous invitons à consulter notre site Web à www.bmo.com/relationinvestisseurs pour obtenir de plus amples renseignements sur notre organisation, nos pratiques en matière de gouvernance et nos sources d'information continue, y compris les communiqués sur nos résultats trimestriels, la Notice annuelle et l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations. Les dossiers publics sont accessibles sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site de la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) à www.sec.gov.

Information sur l'organisation

Le présent Rapport annuel 2004 de BMO Groupe financier est publié sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

105, rue Saint-Jacques
Édifice de Maisonneuve
1^{er} étage
Montréal (Québec)
H2Y 1L6
(English edition available on request)

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives, veuillez communiquer avec le groupe Communications. Les communiqués de BMO Groupe financier sont publiés sur son site Web, à l'adresse www.bmo.com.

Services aux actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier des données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi de documents en double, veuillez communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres de la Banque de Montréal, au 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), ou par écrit à l'adresse suivante :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 22 février 2005, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Carlu, 444, rue Yonge, 7^e étage, Toronto, Ontario, Canada.

MC/MD Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal
MD[®] Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée
MC1/MD1 Marque de commerce et marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank
MC2 Marque de commerce de Harris Nesbitt Gerard, Inc.
MD2 Marque déposée de MasterCard International Inc.
MD3 Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V.

MD4 Marque déposée de Westjet Airlines Ltd.
MD5 Marque déposée de la Fondation Jeunesse, J'écoute
MD6 Marque déposée de Patinage Canada
MD7 Marque déposée de Standard & Poor's Corporation
MD8 Marque déposée de Moody's Investors Services Inc.
MD9 Marque déposée de La Société Canadian Tire Limitée